

Brésil

<i>Les deux âmes du gouvernement Lula</i>	João Machado Borges Neto	3
<i>Les partis politiques</i>	(réd.)	4
<i>Quelques chiffres...</i>	(J. M.)	6
<i>La refondation de la République</i>	Chico Alencar	13
<i>La CUT au défi du nouveau gouvernement</i>	Rafel Freire et Rosane da Silva	16
<i>Bilan des élections dans le Rio Grande do Sul</i>	Démocratie socialiste-RS	17

Venezuela

<i>Stopper le golpisme de la droite et de l'impérialisme...</i>	SU de la IVe Internationale	22
---	-----------------------------	----

Équateur

<i>Le mouvement indigène et populaire et les défis du gouvernement</i>	F. López Romero	23
<i>« Nous n'allons ni privatiser ni dédollariser... »</i>	interview du président L. Gutiérrez	25

Amérique latine

<i>Entre l'Argentinazo et l'effet Lula</i>	Ernesto Herrera	27
--	-----------------	----

Italie

<i>Banqueroute de Fiat et enjeux de la résistance ouvrière</i>	Franco Turigliatto	31
--	--------------------	----

Chine

<i>Quel régime pour quelle Chine ?</i>	Roland Lew	35
--	------------	----

Pologne

<i>La classe ouvrière revient sur la scène</i>	Konrad Markowski	39
--	------------------	----

Côte d'Ivoire

<i>Ajustement meurtrier de la « Françafrique » au néolibéralisme</i>	Jean Nanga	44
--	------------	----

Souscriptions

<i>Un fonds pour la diffusion d'Inprecor en Afrique noire</i>	(réd.)	49
<i>Souscription permanente — compte rendu</i>	(réd.)	50

ÉTUDE : CAPITALISME

<i>Étape, phase et crises (ou les singularités du capitalisme actuel)</i>	Claudio Katz	51
---	--------------	----

Notes de lectures

<i>Cheminots en Grève (1848-2001) de Christian Chevandier</i>	Piotr Gourmandisch	66
<i>Le trotskisme et les trotskistes de Jean-Jacques Marie</i>	Jean-Michel Krivine	66

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>Turquie - décès de N. Saraç ; Les Nôtres - Piotr Gourmandisch ; Algérie - Conférence nationale du PST</i>		67
--	--	----

ATTENTION : Inprecor a changé d'e-mail et d'adresse postale !

Le nouveau e-mail est :

< inprecor@wanadoo.fr >

La nouvelle adresse est :

Inprecor-PECI
27 rue Taine, 75012 Paris,
France

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique** 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- **Autres destinations** 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- **Pli fermé** 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** 20 EUR (6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :
Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Les deux âmes du gouvernement Lula

Par
João Machado Borges Neto*

La victoire de Lula a été saluée comme une grande victoire populaire, au Brésil et ailleurs, tout particulièrement en Amérique Latine. Après tout, ce n'est pas tous les jours qu'est élu président quelqu'un qui a débuté en politique comme dirigeant ouvrier et syndical, qui est un dirigeant populaire et principal organisateur d'un grand parti de gauche.

L'élection de Lula a été renforcée par une victoire du Parti des travailleurs (PT) aux élections parlementaires : le groupe du PT est devenu le plus nombreux à la Chambre des députés (91 députés fédéraux sur 513) et le second au Sénat — de même que le PT est devenu le premier parti dans les Assemblées législatives d'États (1). Pourtant, il reste loin de la majorité (même avec ses alliés des premier et second tours, le PT n'a pas atteint la majorité ni à la Chambre, ni au Sénat). Même si ses performances dans les élections pour désigner les gouverneurs des États ont été modestes, les scores électoraux du PT n'en constituent pas moins une défaite pour le néolibéralisme et témoignent d'un déplacement significatif du rapport de forces dans la société brésilienne. Le mécontentement populaire vis-à-vis des fruits de huit ans de gouvernement néolibéral de Fernando Henrique Cardoso, couplé à une grande volonté de changement et à une identification du PT avec cet objectif, expliquent en grande partie cette victoire.

Tout ceci rend le nouveau gouvernement porteur de grands espoirs, qui se sont clairement exprimés lors de la fête de sa prise de fonction. Des milliers de personnes ont fait le voyage jusqu'à Brasilia pour saluer le « camarade président », confiant dans le fait que, cette fois, l'heure du peuple a sonné.

Signaux de la campagne électorale

Les raisons de se réjouir ne manquaient pas. Dès la campagne électorale cependant, des signaux indiquaient les limites et les



contradictions de la victoire qui se préparait. Pour rappeler les plus importantes : Lula s'est présenté à la tête d'une coalition qui incluait un parti clairement de droite, le Parti libéral (PL) — un parti qui, au cours des mêmes élections, appuyait officiellement certains des candidats les plus connus de la droite brésilienne aux élections pour les gouverneurs d'États : Paulo Maluf et Antônio Carlos Magalhães ; le candidat à la vice-présidence de Lula, José Alencar, un adhérent du PL, est un grand patron — et a été choisi justement pour cela avec pour objectif de briser les réticences du patronat vis-à-vis de Lula et de glaner quelques soutiens de ce côté. Bien que le PT ait approuvé, lors de sa Douzième rencontre nationale de décembre 2001, des lignes programmatiques proposant une rupture avec le néolibéralisme, reprenant des formulations historiques du parti (de façon plus diluée que naguère toutefois) et inscrivant la conquête du gouvernement dans une perspective socialiste, le programme présenté aux élections était fort différent. Il abandonnait l'idée de rupture au profit d'une notion de « période de transition » consistant à assumer le maintien de l'essentiel de la politique économique de Cardoso. Tout au long de la campagne, il a été plusieurs fois garanti que « les contrats » seraient respectés (ce qui incluait, en parti-

culier, le strict maintien du paiement de la dette, tant externe qu'interne). Le dernier accord avec le Fonds monétaire international (FMI), mis en place pendant la campagne, reçut le soutien de Lula (parce que considéré comme « inévitable »).

Pour finir, entre les deux tours des présidentielles, les déclarations de soutien issues du camp conservateur se sont multipliées. Les élections passées, on peut affirmer que Lula est parvenu à initier la grande alliance

* João Machado Borges Neto, professeur d'économie à l'Université catholique de São Paulo, est membre de la direction de la tendance Démocratie socialiste (qui regroupe les militants du Parti des travailleurs s'identifiant à la IVe Internationale). Membre du PT depuis sa fondation, il a été membre de l'exécutif national du parti dans le passé.

1. Le Brésil est une République fédérale (26 États et un District fédéral). Le président, élu au suffrage universel à deux tours (vote obligatoire) pour quatre ans, nomme et révoque les ministres (non responsables devant le Parlement), ne peut dissoudre les chambres. Le parlement bi-caméral se compose d'une Chambre de députés fédéraux (513 élus pour quatre ans) et du Sénat (81 élus pour huit ans, renouvelables tous les 4 ans pour 1/3 ou 2/3). Le système politique des États est similaire : les gouverneurs des États et les députés étatiques sont élus pour quatre ans, comme les maires et les conseillers municipaux. Les exécutifs ne sont pas responsables devant les corps législatifs et ne peuvent les dissoudre.

Brésil

avec le patronat qu'il visait en choisissant son candidat à la vice-présidence. Il est important de signaler que l'alliance du PT avec le patronat a été le résultat d'initiatives de la direction du parti, bien plus que d'une volonté des patrons eux-mêmes de rejoindre un candidat dont la victoire était annoncée. Quelque soit l'analyse que l'on fait de cette alliance, il faut la comprendre comme partie prenante de la stratégie mise en pratique par Lula et la majorité du PT. Par ailleurs, sa consolidation éventuelle dépendra des actes concrets du gouvernement, surtout de la façon dont il se positionnera face aux conflits sociaux.

Bien que cette grande embarquée politique ait reçu beaucoup de critiques, tant au sein du PT qu'à l'extérieur, Lula n'a quasiment pas perdu de voix de ce fait. Le Parti socialiste unifié des travailleurs (PSTU, d'origine moréniste) — le seul parti qui concourrait clairement à la gauche du PT, si on ne tient pas compte de l'insignifiant Parti de la cause ouvrière (PCO) et qu'on reconnaît que les prétentions de Ciro Gomes et Anthony Garotinho de se placer à la gauche de Lula ne peuvent pas être prises au sérieux — a connu une très faible augmentation de ses suffrages si l'on compare aux élections pré-

cédentes (il n'a même pas atteint 0,5 % des voix). Lula est donc parvenu à élargir son électorat à droite et au centre, sans souffrir de pertes significatives à gauche.

Après les élections, Lula a connu un afflux de soutiens plus fort que de coutume pour un candidat victorieux. La fête en l'honneur de sa prise de fonction, le traitement dans les médias et des déclarations allant du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) aux représentants des patrons et du FMI (dont le directeur général, Horst Köhler, a qualifié Lula « *d'homme d'État du XXI^e siècle* »), suggèrent que jamais président brésilien n'a débuté son mandat avec autant d'appuis, tant dans son camp qu'à l'extérieur.

Naturellement, un excès de soutien constitue aussi un problème : les différents secteurs qui s'identifient au gouvernement Lula en attendent des choses très différentes. Même si le président gagne du temps pour afficher des résultats — vivant un véritable état de grâce — les contradictions n'en sont que plus grandes.

Les difficultés liées au cadre dont hérite le gouvernement Lula sont un autre aspect non négligeable. Le gouvernement Cardoso a renforcé de façon draconienne la dépen-

dance externe de l'économie brésilienne, la laissant totalement subordonnée aux humeurs des marchés financiers internationaux. Dans le même temps, la dette extérieure a augmenté et les finances publiques sont devenues plus difficiles à administrer. Pour ne rien arranger, la seule conquête du gouvernement Cardoso — la maîtrise de l'inflation — a été menacée à la fin de son mandat.

Tout ceci jette un doute sur la capacité du nouveau gouvernement à remplir son engagement fondamental consistant à transformer le pays en faveur des intérêts populaires. Même dans des conditions idéales, et avec le meilleur projet, cette tâche serait gigantesque.

La composition du gouvernement

Le succès du gouvernement dépendra de nombreux facteurs, certains échappant totalement à son contrôle (la situation politique et économique internationale) et sur d'autres il pèse de façon limitée (la mobilisation sociale). Mais il ne fait aucun doute que son programme (les lignes directrices selon lesquelles il prétend affronter les défis qui lui

Les partis politiques

● **PFL (Parti du Front libéral)** est issu de l'ARENA, l'ancien parti de la dictature militaire qui a sévi de 1964 à 1985. Il a été le principal soutien du président Collor de Mello jusqu'à sa destitution en 1992 pour corruption. De droite, avec une base surtout dans le nord-est du pays et dans les secteurs ruraux, il a été, avec le PSDB, le principal soutien du président Fernando Henrique Cardoso (FHC) qui a accédé à la présidence de la République en 1995.

● **PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien)** a ses origines dans le MDB, le parti de l'opposition légale durant la dictature militaire. A la fin de la dictature, c'était le principal parti parlementaire, mais il a souffert d'une érosion de ses forces à la suite des affaires de corruption de ses dirigeants les plus en vue. Cohabitent en son sein des secteurs se réclamant de la droite, du centre et du centre-gauche. Il a soutenu FHC et fait partie de son gouvernement.

● **PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne)**, provient d'une scission des secteurs "centre-gauche" du PMDB, avec un projet d'unifier les secteurs d'orientation social-démocrate (sans aucun lien avec le mouvement syndical) et des secteurs socio-libéraux. En 1989 sa direction soutenait officiellement "Lula" au second tour de la présidentielle, mais en réalité nombre de ses dirigeants s'engagèrent aux côtés de Collor. Depuis, ses liens avec les centres financiers internationaux se sont affermis, ce qui fut explicite lorsqu'un de ses dirigeants, Fernando Henrique Cardoso

(FHC), un sociologue d'origine marxiste, devint Ministre des Finances dans le gouvernement d'Itamar Franco (successeur de Collor) et maître d'œuvre du "plan de stabilisation" sous la houlette du FMI. C'est sur cette base que FHC parvint à devenir le candidat unique de la bourgeoisie contre "Lula" en 1994 et fut élu président, puis réélu en 1998.

● **PPB (Parti progressiste brésilien)**, fusion du Parti progressiste rénovateur (issu de l'ARENA) et du Parti populaire en 1994, représente la droite populiste. Son principal dirigeant, Paulo Maluf, fut maire de Sao Paulo. Il n'a pas pris part à la coalition qui porta FHC au pouvoir en 1995, mais s'est intégré depuis au bloc gouvernemental.

● **PTB (Parti travailliste brésilien)**, parti de droite qui, malgré son nom, n'est pas l'héritier du PTB d'avant le coup d'État militaire de 1964. Dirigé par un banquier, il a soutenu FHC dès 1994.

● **PSD (Parti social démocratique)**, vieux parti de droite, absorbé par l'ARENA sous la dictature militaire, reconstitué depuis. Il a soutenu FHC et n'a rien de commun avec la social-démocratie.

● **PT (Parti des travailleurs)** fondé en 1980, est un parti ouvrier de masse issu de la fusion entre les secteurs syndicaux radicalisés dans les luttes contre la dictature militaire déclinante — dont son principal dirigeant, Luis Ignacio da Silva "Lula", est le symbole — les courants chrétiens radicaux (communautés de base) et les secteurs de la gauche marxiste (surtout trotskistes). Ses militants furent à l'origine de la construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT), principale force syndicale au Brésil. Cohabitent en son sein des

secteurs révolutionnaires (dont la tendance Démocratie socialiste, qui s'identifie à la IV^e Internationale), des secteurs de la gauche radicale et des secteurs attirés par un projet social-libéral. A la Chambre fédérale sur les 91 députés du PT, 28 (soit plus de 30 %) avaient soutenu des tendances de gauche au congrès du parti en 2001.

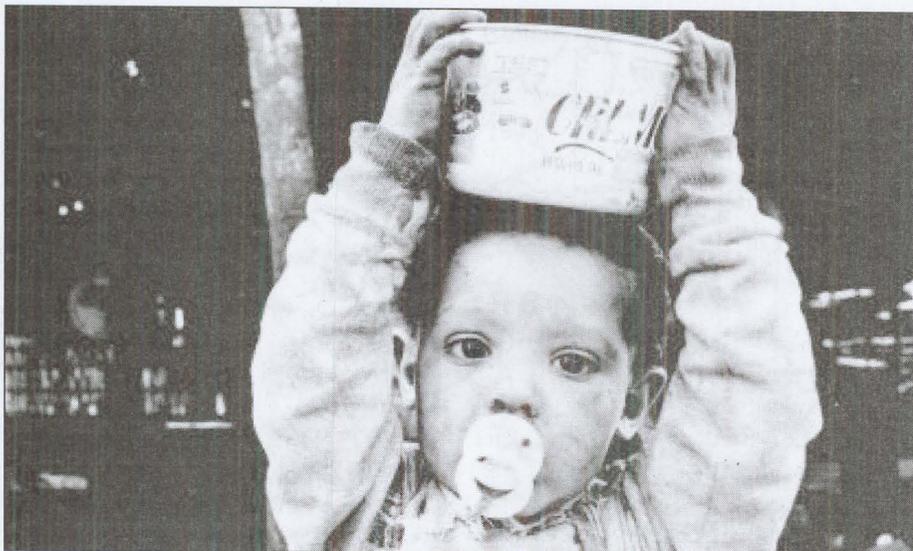
● **PDT (Parti démocratique travailliste)**, héritier du PTB d'avant la dictature militaire, affilié à l'Internationale socialiste, centre-gauche populiste dirigé par Leonel Brizola. Opposé à FHC et au néolibéralisme en général, le PDT a fait alliance avec le PT.

● **PSB (Parti socialiste brésilien)**, petit parti au profil social-démocrate de gauche, il a soutenu "Lula" en 1989, 1994 et 1998. Son dirigeant, Miguel Arraes, fut l'une des principales personnalités de la gauche avant la dictature militaire.

● **PCdoB (Parti communiste du Brésil)**, gauche ex-maoïste, ex-pro albanais. Remet peu à peu en cause son attachement au stalinisme. A participé aux fronts de soutien à "Lula" en 1989, 1994, 1998 et 2002.

● **PL (Parti libéral)** vieux parti de droite, vagement fédéraliste. Il a participé à l'alliance qui a permis l'élection de Lula dès le premier tour.

● **PPS (Parti populaire socialiste)**, issu de l'ancien Parti communiste brésilien, se réclame du PDS italien. De plus en plus réduit. A pris part au front de soutien à "Lula" en 1994, mais a depuis adopté une attitude ambiguë envers le gouvernement FHC. A présenté Ciro Gomes en 1998 et en 2002.



Quelques chiffres...

Alors que s'ouvrait la campagne électorale, le Brésil était au bord de la cessation de paiements. Le 7 août 2002 le Fonds monétaire international a annoncé le plus important plan de sauvetage de son histoire, 30,5 milliards d'euros ont été prêtés au Brésil (en totalité par le FMI), en deux versements : 6,1 milliards libérés immédiatement pour permettre à Fernando Henrique Cardoso de terminer son mandat, le reste, libérable en 2003, soumis à des conditions d'austérité budgétaire que le FMI demande au nouveau président.

La dette publique brésilienne est gigantesque. Elle est passée de 128 à 288 milliards de dollars entre 1992 et 2002 ! Elle a déjà conduit à une modification substantielle du budget de l'État : les dépenses de l'éducation qui représentaient 20,3 % des recettes courantes en 1995 n'en comptaient plus que 8,9 % en 2000 ; le paiement des intérêts de la dette, qui absorbait alors 24,9 % des recettes, en détourne aujourd'hui 55,1 %.

Indexée à 40 % sur le cours du dollar, la dette publique a démesurément grossi pour atteindre 64 % du PIB en septembre 2002. La baisse du cours du real (le real valait un dollar à sa création en 1994, il ne vaut plus que 0,2658 USD) et la reprise de l'inflation (environ 8 % en 2002) en sont en partie responsables. La croissance brésilienne est très faible (au mieux 1,2 % en 2002). Les taux d'intérêt sont parmi les plus élevés du monde (taux directeur de la banque centrale : 21 %) pour attirer les capitaux étrangers, spéculatifs et placés à court terme, qui accentuent la fragilité financière.

Le Brésil est un des pays les plus inégaux du monde. 20 % de la population concentre 65 % des revenus et 1 % des propriétaires ruraux possèdent la moitié des terres agricoles. Il y a 4,5 millions de paysans sans terre. Le secteur « informel » domine : 55 % des travailleurs n'avaient pas de contrat de travail, ne bénéficiaient donc pas des droits qu'il confère en 2000 et la précarisation s'est encore accélérée au cours des deux dernières années du gouvernement Cardoso. [J. M.]

budget, le ministère de l'Industrie et du commerce extérieur et, enfin, celui de l'Agriculture, de l'élevage et du ravitaillement. D'autres ministères ont une incidence sur la politique économique ; mais les précédents sont ceux pèsent le plus sur sa définition et son exécution.

Si on considère ces cinq institutions, on décèle une division entre, d'une part, le PT et, de l'autre, ce que nous pourrions appeler « *la mouvance du PSDB* » : des patrons identifiés à ce parti et un député élu sous ses couleurs. La légère prédominance de ce dernier bloc est renforcée tant par le fait qu'il contrôle le ministère de l'Économie et la Banque centrale (de loin les institutions les plus importantes de la sphère économique) que par les déclarations de leurs dirigeants. Le nouveau président de la Banque centrale, Henrique Meirelles, outre le fait d'être proche du PSDB, est un membre défrôqué de la finance internationale — il a été président international de la banque de Boston. Comme on pouvait s'y attendre, la nomination d'un président de la Banque centrale lié à une banque nord-américaine et au parti de Cardoso a suscité le plus d'opposition de la part des militants du PT, parmi lesquelles se détachent les déclarations de la sénatrice Heloisa Helena, de la tendance Démocratie socialiste, qui s'est refusée à voter pour sa nomination (la Constitution impose que le président de la banque centrale soit « *adoubé* » par le Sénat, à qui il incombe de ratifier sa nomination ou non). Ces critiques maintiennent une tradition du PT : il y a quatre ans, lorsque le prédécesseur de Meirelles, Armínio Fraga, a été nommé, le PT a massivement critiqué la désignation d'un individu lié aux marchés financier internationaux (Fraga travaillait pour George Soros). Pour ne laisser aucun doute quant à l'orientation qu'il prétend imprimer à la Banque centrale, Meirelles a exprimé, devant le sénat, mais

également lors de sa prise de fonction, une identification totale avec la politique d'Armínio Fraga. De plus, il a maintenu toute l'équipe de direction de la Banque centrale, nommée par son prédécesseur.

De nos jours, la Banque centrale est devenue l'institution la plus importante dans la conduite de la politique économique : outre la responsabilité du pilotage de la politique monétaire, elle dirige la politique de change, la réglementation et la supervision du système bancaire, contrôle les mouvements de capitaux et détient une position centrale dans les discussions avec le FMI. De plus, il faut signaler que la politique monétaire donne lieu, avant tout, à la définition du prix de l'argent — ce qui a dans le cas brésilien une incidence fiscale énorme : si on augmente les taux d'intérêt, la dette publique et son service augmentent de concert. Le même phénomène se produit avec la politique de change car une grande partie de la dette publique interne brésilienne est corrélée à la variation du taux de change, à l'instar naturellement de la dette extérieure. De fait, on peut affirmer que la réduction du déficit budgétaire (les recettes du gouvernement diminuées des dépenses, sans compter les dépenses financières) introduite pour juguler rapport dette publique/Produit intérieur brut (qui est la pierre de touche des exigences du FMI et des « *marchés* ») est déterminée en grande partie par des variables placées sous la responsabilité de la Banque centrale (taux d'intérêt et change).

Les taux d'intérêt, sous le gouvernement Cardoso, ont toujours été parmi les plus élevés de la planète, et la politique annoncée par Meirelles devrait les maintenir à un niveau très élevé. Or maintenir des taux d'intérêt élevés ne cause pas seulement des difficultés fiscales plus grandes : cela transfère de la richesse aux détenteurs de capitaux financiers et tend à abaisser les taux de profit, et par conséquent, exerce une pression à la baisse sur les salaires. En d'autres termes, des taux d'intérêt élevés augmentent de façon significative la concentration de la richesse, ce qui contredit frontalement les propositions annoncées lors de la campagne de Lula. De surcroît, la politique monétaire détermine dans une grande mesure les taux de croissance de l'économie ; des taux élevés entraîneraient une baisse de la croissance, ce qui ruinerait les projets du gouvernement.

Pour ne rien arranger, le gouvernement Lula défend — c'est une exigence du FMI — un projet « *d'autonomie opérationnelle* » de la Banque centrale qui avait déjà été formulée par l'équipe de Armínio Fraga. Un tel dispositif formaliserait légalement et donne-

rait plus de consistance à la liberté d'action dont bénéficie déjà la Banque centrale ; de plus, comme la durée du mandat de ses dirigeants est fixée, elle rendrait beaucoup plus difficile leur remplacement en cas, par exemple, de décision du gouvernement de changer de politique économique. Naturellement, le projet « *d'autonomie opérationnelle* » prévoit que la Banque centrale devra remplir des objectifs définis par le ministère de l'Économie — en référence à la politique instaurée sous la gestion de Fraga, fixant des « objectifs d'inflation » pour ancrer la politique monétaire. Non content d'être basé sur un modèle de politique économique discutable, la définition d'objectifs d'inflation est assez mince comme orientation : la Banque centrale bénéficierait d'une liberté totale dans la conduite de la politique monétaire pour atteindre ces objectifs. De fait, ce qui se passe déjà depuis le gouvernement Cardoso va s'accroître : au lieu de voir le ministère de l'Économie orienter l'action de la Banque centrale, c'est cette dernière qui va déterminer les marges de liberté du ministère à travers son contrôle sur le cadre fiscal.

Le PT a toujours été opposé à l'autonomie de la Banque centrale, dans toutes ses variantes. C'est une question constitutionnelle, qui devrait être approuvée par les deux chambres du Congrès. Plusieurs parlementaires du PT ayant déjà critiqué le projet, son approbation ne se fera de toute façon pas de manière tranquille.

Continuité économique

Le riqe d'une continuité totale avec la politique qui prévalait pendant le second mandat de Cardoso — que l'on pressent au vu des dispositions prises pour la Banque centrale —, est renforcé par la présence de deux ministres proches du PSDB, ceux du Développement et de l'Agriculture. Dans quelle mesure les ministères « *pétistes* » pourront-ils s'y opposer ? L'examen de l'équipe du ministère de l'Économie renforcerait plutôt l'hypothèse de la continuité. Le ministre, Antônio Palocci, a nommé comme « *porte-clefs* » (secrétaire des Recettes fédérales, secrétaire du Trésor national et secrétaire aux Questions internationales) des hommes qui participaient au gouvernement Cardoso ou qui défendent la politique qui prévalait alors. Le plus surprenant — et le plus significatif — a été la nomination comme secrétaire à la Politique économique, c'est-à-dire comme responsable de la politique générale du ministère, de l'économiste Marcos Lisboa, connu comme l'un des plus importants économistes libéraux de la nou-

velle génération.

La tendance libérale des principaux auxiliaires du ministre Palocci est à peine contrebalancée par la désignation comme secrétaire exécutif et vice-secrétaire exécutif de deux militants du PT, connus comme des économistes du parti. La prépondérance de l'orientation néolibérale est confirmée par les actes du ministre lui-même. Palocci a défendu la continuité avec les points fondamentaux de la politique macro-économique du gouvernement Cardoso : sa version de la « *responsabilité fiscale* » (privilégiant la réduction du déficit budgétaire pour stabiliser le rapport dette publique/PIB) et une politique monétaire conservatrice. Il prône également la poursuite de la privatisation des banques d'État (qui ne figurait dans aucune

vantes non conventionnelles pour conduire la politique macro-économique. Ces interrogations légitimes, nous répondons sans équivoque que le nouveau régime a déjà commencé : la bonne gestion de la chose publique requiert responsabilité fiscale et stabilité économique. Cela ne nous gêne pas du tout de reconnaître que le gouvernement précédent a beaucoup de mérite à cet égard. Pourtant, ce n'est pas son exclusivité, de même que ce ne sera pas celle de notre administration. (...) Notre conception de la transition, et celle que le pays réclame, est le dépassement des difficultés à court terme. » (2) Il n'y aura pas, selon le ministre, de transition en ce qui concerne les « *principes de bases de la politique économique* ». A l'en croire, la « *période de transition* »



des déclinaisons du programme électoral du PT). Il semble accréditer l'idée qu'il n'y a qu'une seule politique économique « *scientifique* » — dans son discours de prise de fonction, il affirmé que son équipe et lui n'allaient « *pas réinventer les principes de base de la politique économique* ». Il adhère en fait au dogme fondamental que l'on désigne sous le vocable de « *pensée unique* » économique. On peut émettre l'hypothèse que cette orthodoxie conservatrice ne sera maintenue que pendant la phase initiale du gouvernement. On a beaucoup évoqué, pendant la campagne, une « *période de transition* » ; Palocci lui-même a cru devoir éclairer ce concept dans son discours de prise de fonction : « *Le thème de la transition a éveillé beaucoup d'anxiété sur ce qui viendrait après la phase de transition, on a beaucoup spéculé sur la fin de la réduction du déficit budgétaire, des objectifs d'inflation et du régime de change flottant de même que sur l'adoption de mesures inno-*

consiste juste dans le délai nécessaire pour dépasser des difficultés à court terme.

Cette impression de continuité dans la politique économique est renforcée à l'écoute des critiques que Palocci adresse à la gestion de ses prédécesseurs, des critiques qui de fait n'excluent pas la continuité. Lors de son discours de conclusion du travail de l'équipe de passation de pouvoir entre les deux gouvernements — qu'il a coordonné —, Palocci a critiqué sur deux points la gestion économique du gouvernement Cardoso. La première critique porte sur la politique de change ; et principalement sur la survalorisation du réal au début du gouvernement Cardoso. Cette critique est correcte : cette politique a été responsable de la majeure partie des problèmes économiques postérieurs. Mais la politique de change a été modifiée au cours du second mandat de Cardoso ; et bénéficie explicitement, à partir

2. Discours du 2 janvier 2003.

de ce moment, du soutien de Palocci (même dans ses aspects les plus discutables, comme l'inexistence de contrôle des mouvements de capitaux.) Le principal objectif que fixe le nouveau ministre dans ce domaine — la stabilisation du taux de change — est partagé par l'ancienne équipe de Cardoso ; et le remède de base proposé alors — la restauration de la « confiance des marchés » — reçoit son soutien enthousiaste.

« Planification stratégique » et politiques sociales

La seconde critique est plus fondamentale : elle vise la confiance excessive dans le marché, l'absence de projet national et de mobilisation autour de celui-ci, une carence de « Planification stratégique » en quelque sorte. Il est utile de citer le ministre : « Sans cette mobilisation nationale, base pour un nouveau contrat social, tout effort de gouvernement, aussi volontariste soit-il, va s'esouffler et va à court terme se retrouver engoncé dans les formulations strictement techniques, aussi zélées que limitées. Si l'État ne doit pas tomber dans le paternalisme comme par le passé, il ne doit pas s'imaginer pouvoir définir un cap pour l'économie en s'éloignant de la population et de ses besoins. L'unité du pays autour de ce grand objectif, éminemment politique, est l'unique moyen d'exercer une pression salutaire pour diminuer la fragmentation et approfondir la coordination et le dialogue entre les différents ministères, agences et programmes de développement. A ce niveau, la désarticulation est systématiquement source de déperdition de ressources et engendre l'inefficacité (...) La planification a été brutalement vidée de ses fonctions de définition d'un projet institutionnel et de mise en place d'un système de gestion et de coordination. Et ce, non seulement au sein du ministère au Plan, mais dans l'ensemble des institutions en charge d'articuler le développement du pays. Il ne serait pas exagéré d'affirmer, pour ce qui est de la planification stratégique, que l'État brésilien a vécu une "panne" prolongée (...) Le gouvernement sortant a contribué, de concert avec des secteurs de la communauté internationale, à diffuser l'illusion que la croissance économique et la réduction de l'exclusion sociale résulteraient naturellement du développement des marchés et de l'utilisation, sans restriction, de l'abon-

dante épargne internationale qui était disponible au début des années 1990 (...) Nous avons conscience que les voix qui se sont portées sur [Lula] venaient corriger cette fascination excessive pour les marchés qui a marqué l'action du gouvernement ces dernières années. » (3)

Cette sévère critique du gouvernement Cardoso est encore renforcée par la critique de sa politique sociale : « Ce dont nous héritons aujourd'hui est un pays qui n'a pas su avancer vers le dépassement de la vieille dichotomie entre économie et société, dans lequel les politiques sociales apparaissent comme des ornements ou des appendices de l'effort pour contrôler l'économie. L'improvisation d'une série de programmes sociaux dans les deux dernières années illustre cette séparation originelle et perpétue une vision qui n'incorpore pas l'inclusion sociale comme thème central d'une politique d'État. » (4)

Cependant, ce discours est émaillé de références au fait que rien de ce qui est proposé ne devra s'opposer aux « principes de politique économique » — qui incluent, selon Palocci, un effort sans ambiguïté pour gagner la « confiance des marchés ». En outre, il est explicitement affirmé que la nouvelle politique leur sera propice : « Plus forte sera la stabilité des relations économiques et sociales et plus les marchés seront renforcés et plus grande sera la richesse accumulée pour être mieux répartie ». (5)

La posture critique est ainsi relativisée, alors que le sens exact de l'accent mis sur la construction d'un projet national n'est pas très clair. Pour mieux examiner cet aspect, il faut se pencher sur les perspectives du ministère au Plan. Le nouveau ministre, Guido Mantega, membre du PT, a été autrefois conseiller économique de Lula. Tout indique que son ministère n'aura pas un poids très grand dans la formulation de la politique économique, à l'instar de ce qui se passait dans le gouvernement Cardoso. En fait, Mantega va être réduit au rôle de collaborateur de Palocci. Pourtant, son ministère aura, d'une certaine façon, une responsabilité centrale dans la réalisation de l'objectif de « planification stratégique ». Dans son discours de prise de fonction, il a éclairci un peu le sens de ce concept. Il a repris l'idée de projet de développement et de mobilisation de la société, insisté sur la nécessité de « mesures dures » dans une période de transition. Il a clairement souligné les nouveautés qu'inclura la politique du nouveau gouvernement : « La nouvelle politique économique ne se résume pas à la réduction du déficit budgétaire ou à la lutte contre l'inflation (...). Simultanément, sera mis en œuvre

sans délai, un ensemble de politiques qui sera la signature de ce gouvernement et caractérisera un nouveau modèle de développement. Ceux qui imaginent que nous pratiquerons la vieille politique économique se trompent. En matière de commerce extérieur, le gouvernement ne restera pas inerte, à la merci des mécanismes de la mondialisation, qui sont biaisés et favorisent les pays avancés. Nous soutiendrons les exportations et impulserons une politique de substitution des importations (...) Le gouvernement Lula n'aura pas de scrupules à mener des politiques actives, pour l'industrie, l'agriculture ou les services et tous les secteurs où il y a besoin de politiques modernes de stimulation de la compétitivité et de la productivité de l'industrie brésilienne, générant ainsi les millions d'emplois dont la population a besoin. L'État sera mis au service des déshérités, dans une croisade contre la faim, la misère et le dénuement. » (6)

Les « politiques actives » dans les domaines cités ont marqué la période dite « développementiste », que la direction de l'économie brésilienne a connue jusqu'au début des années 1980. Ce lien est confirmé par une référence, faite par Palocci, à l'un des présidents les plus connus de cette époque : « Dans le passé, avec de grands présidents comme Juscelino Kubitschek, la tâche réformatrice consistait à élargir les horizons du citoyen, à interioriser le développement et à faire surgir la capacité créatrice des personnes, en enterrant tout complexe d'infériorité. Aujourd'hui, la grande tâche réformatrice consiste à veiller à l'organisation et à la cohésion sociale, à encourager le travail en équipe et à bien gérer les ressources publiques et privées au moyen de techniques adéquates et de méthodes de planification modernes, qui donnent aux Brésiliens la possibilité de surmonter la désorganisation sociale. » (7) Dans le même temps, pourtant, Mantega pose des limites à l'interventionnisme : « L'intervention de l'État dans l'économie sera désormais beaucoup plus active, sans toutefois revenir à l'État interventionniste du passé. » (8)

On félicitait généralement Juscelino Kubitschek pour ses initiatives en faveur du développement, tout en lui reprochant son irresponsabilité fiscale et d'avoir été un des responsables de la longue période d'hyperinflation vécue par le Brésil. Par ailleurs, l'ensemble du « développementisme » à la brésilienne fut critiqué pour avoir maintenu les inégalités sociales que le Brésil a héritées de la période esclavagiste.

On peut d'ores et déjà, à partir de tout ce qui précède, résumer ce qui semble être l'orientation principale de la politique éco-

3. Discours du 27 décembre 2002

4. Discours du 27 décembre 2002

5. Discours du 27 décembre 2002

6. Discours du 7 janvier 2003

7. Discours du 27 décembre 2002

8. Discours du 7 janvier 2003

nomique du gouvernement Lula par la formule : « Développement + responsabilité fiscale et contrôle de l'inflation + intervention de l'État sans interventionnisme + lutte contre les inégalités sociales ». A vrai dire, les « politiques actives » en faveur du développement étaient également un des thèmes de campagne du candidat du PSDB, José Serra. C'est précisément sur ce point qu'il proposait des modifications par rapport au gouvernement Cardoso, justifiant par là sa formule de « changement dans la continuité ». Ainsi, une autre façon de résumer la ligne Palocci-Mantega pourrait être : « Ligne de José Serra + sensibilité sociale ».

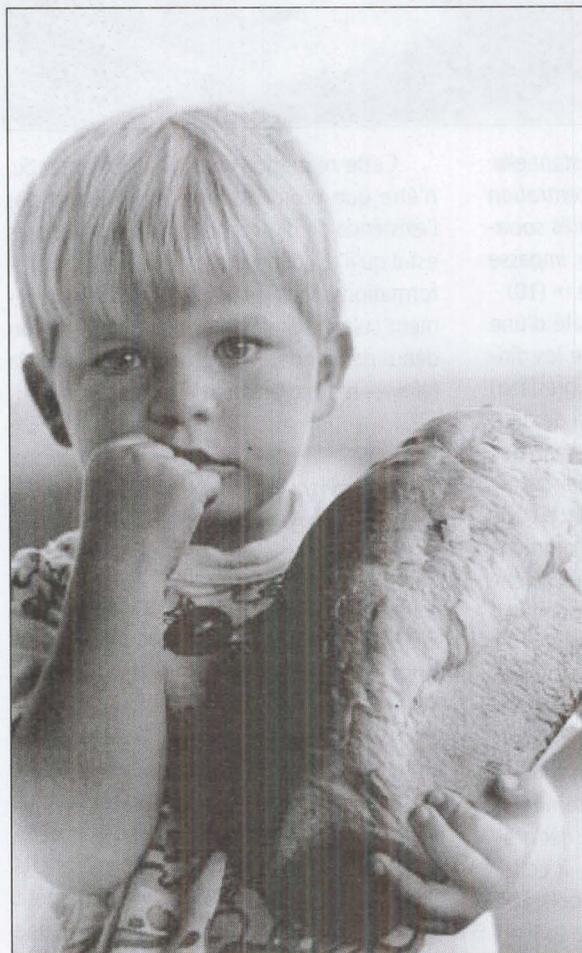
Pour finir, il faut mentionner un autre organe important de la sphère économique : la Banque pour le développement économique et social (BNDES). Elle est formellement liée au ministère du Développement, mais son président, l'économiste Carlos Lessa, a été nommé par Lula en personne. Lessa appartient à la prétendue aile progressiste du PMDB (il n'a pas été désigné à ce poste par son parti), et possède de nombreux amis au PT — notamment l'économiste Maria da Conceição Tavares. Il a déjà annoncé une reformulation de l'action de sa banque, qui se situerait dans la lignée des « politiques actives » développementistes. La nomination du pétiste Jorge Mattoso comme président de la Caisse économique fédérale, une autre banque publique très importante, va dans la même direction (celui de la Banque du Brésil n'a pas encore été nommé).

Dans l'ensemble, le prédominance d'orientations conservatrices ou néolibérales dans la sphère économique de ce gouvernement est évidente. On peut se demander pourquoi cela n'a pas encore donné lieu à une critique plus forte de la part des militants du PT. Une explication en est que les conséquences des ces orientations n'apparaissent pas encore clairement pour une grande majorité.

Une révolution sociale ?

Quelle serait le profil d'une politique sociale qui ne serait pas un « ornement », pour reprendre l'expression utilisée par Palocci à propos de la politique de Cardoso ? Les idées-forces semblent être celles de changements sans précipitation, accomplis par la négociation, d'une mobilisation nationale et d'un pacte social (essentiellement par le biais d'une alliance entre le travail et le « capital productif »), sur lesquels Lula a tant insisté tout au long de la campagne électorale et qui figuraient également dans son discours de prise de fonction : « *Oui, nous*

allons transformer. Transformer avec courage et précaution, humilité et audace, en ayant conscience que le changement est un processus graduel et continu, et non pas un simple exercice de la volonté ou un transport volontariste. Le changement se fait par le biais du dialogue et de la négociation, sans bousculade ni précipitation, pour que le résultat soit cohérent et durable. (...) Pour remettre le Brésil sur le chemin de la croissance, pour créer les emplois qui nous manquent tant, il faut un authentique pacte social pour le changement et une alliance qui unisse solidement le travail et le capital productif, générateur de richesses fonda-



mentales pour la Nation. Ceci afin que le Brésil dépasse son état de stagnation actuel et pour que le Pays navigue de nouveau sur la grande mer du développement économique et social. Un tel pacte social sera également décisif pour viabiliser les réformes que la société brésilienne réclame et que je me suis engagé à réaliser : la réforme de la Sécurité sociale, la réforme fiscale, une réforme politique et de la législation du travail, de même que la réforme agraire. Cet ensemble de réformes va impulser un nouveau cycle de développement national. » (9)

Pour sa part, José Dirceu dans son dis-

cours d'investiture à la Casa civil (cabinet de la présidence), a repris les mêmes idées avec un accent différent : « *Nous savons tous que nous allons assumer le gouvernement du Brésil dans un moment difficile du point de vue international, avec un risque de guerre et dans une situation économique et financière qui aggrave la situation de notre pays. Cependant, notre responsabilité est immense, plus précisément, nous ne pourrions surmonter ces épreuves qu'avec une véritable participation populaire et une mobilisation nationale. Le président Lula, dans ses déclarations, a exprimé très nettement l'engagement suivant : en ce début de millénaire, le Brésil ne pourra victorieusement affronter ses problèmes que par un contrat social, une mobilisation nationale et la participation populaire. (...) Le plus grand défi qui attend notre gouvernement pour les prochaines années est peut-être que le Brésil occupe sa place dans le monde. Ceci n'est possible qu'au prix d'une grande transformation sociale, et — n'ayons pas peur des mots — une véritable révolution sociale. Nous le devons à notre peuple. A bien y regarder, notre Brésil (...) a affronté de grandes épreuves et les a toutes surmontées, mais il n'a pas su triompher du défi de la justice et de l'égalité sociale. C'est en tant que parti de gauche socialiste — c'est bon de le rappeler — que nous tendons la main aux entrepreneurs brésiliens et leur proposons un pacte, dont il faut bien préciser qu'il fonctionne dans deux sens : il faut défendre l'intérêt national, la production, le développement du pays, mais en contrepartie il faut distribuer la richesse, établir la justice sociale, éliminer la*

pauvreté et la misère. Il ne pourra y avoir une seule voie à sens unique. Il n'est pas acceptable que récemment, le pays ait résolu ses problèmes financiers et économiques, qu'il ait connu une croissance et que cette croissance ne se soit pas transformée en plus grande part de la richesse nationale pour les travailleurs. Au contraire, leur part a diminué de moitié dans les 20 dernières années. Sans une distribution de la richesse, sans révolution dans l'éducation et sans un combat contre la pauvreté, il n'y aura pas de crois-

9. Discours de Lula du 1er janvier 2003



sance économique durable et substantielle. Nous savons tous que la concentration actuelle de la richesse et les inégalités sociales conduiront le pays dans une impasse sociale, culturelle et institutionnelle. » (10)

Ainsi, Dirceu parle de la nécessité d'une « véritable révolution sociale », que les dirigeants du PT devraient au peuple brésilien, et se réfère au PT comme à un parti de gauche socialiste. Voilà pourquoi les analystes des médias ont dit que son discours trahissait le fait que « le PT est de nouveau à gauche ». Par ailleurs, on a beaucoup commenté l'existence d'un conflit entre deux orientations au sein du noyau du gouvernement : l'une, de droite, défendue par Palocci et l'autre, de gauche, incarnée par Dirceu. Pourtant, le discours de Dirceu contenait aussi beaucoup de passages bien moins radicaux. Outre la référence à la « main tendue aux chefs d'entreprises » et au pacte nécessaires avec ces derniers, il y fait une déclaration emphatique sur sa disposition à collaborer avec Palocci en défense de la politique économique du gouvernement : « Je souhaite faire passer un message spécial à mon camarade et ami Antônio Palocci — qui n'est pas présent. Je tiens à dire au pays, et à lui en particulier, qu'il pourra compter, qu'il peut déjà compter, sur mon soutien pour l'exercice difficile que sera son ministère de l'Économie. Palocci, sois assuré qu'avec José Dirceu à la Casa civil, tu auras comme une forteresse pour défendre la politique économique décidée par le président Lula. » (11)

10. Discours du 2 janvier 2003

11. Discours du 2 janvier 2003

12. Discours d'investiture de Miguel Rosseto, 2 janvier 2003.

13. Cité par le *Jornal do Brasil*, 5 janvier 2003.

Cette référence pourrait, bien entendu, n'être que protocolaire et elle n'exclut pas l'existence de divergences de fond. Toujours est-il qu'il est difficile de savoir quelles transformations sociales réalisera le gouvernement Lula. Le projet le plus accentué de son début de mandat — le programme contre la faim — n'a pas encore de format bien défini.

Perspectives de réforme agraire

D'un autre côté, l'avancée de la réforme agraire peut représenter une transformation sociale importante et les conditions pour que cela arrive sont relativement plus favorables.

En premier lieu, grâce à l'existence du Mouvement des Travailleurs Sans Terre. Le MST est un des mouvements sociaux les plus actifs, et celui qui a la plus grande capacité de mobilisation. En second lieu, parce que le ministre désigné pour le Développement Agraire, Miguel Rosseto, appartient à une tendance de gauche du PT — Démocratie Socialiste. Sa nomination a été, significativement, soutenue par le MST et par d'autres secteurs concernés par la réforme agraire (CONTAG, secteur agraire de la CUT), qui avaient été consultés, et critiquée par les représentants du patronat.

Lors de son entrée en fonctions, Rosseto a prononcé un discours liant la possibilité d'avancer vers la réforme agraire à la mobilisation sociale. Simultanément, il a défendu l'autonomie du mouvement social, et le respect par le gouvernement de ses mobilisations : « Nous mènerons à bout cette tâche à partir d'un large appel à la mobilisa-

tion sociale, nous irons dialoguer avec les gouverneurs d'État, avec les maires, nous irons dialoguer avec tous les mouvements sociaux, nous irons dialoguer avec toute fraction de la société brésilienne qui comprend et est disposée à collaborer à ce grand processus civilisateur au Brésil et en particulier dans nos campagnes. (...) Nous avons construit les relations et les concepts d'autonomie, d'indépendance qui séparent et distinguent les dynamiques politiques des mouvements sociaux, des exécutifs élus et de l'ensemble des organisations d'État. Il est vrai que les organes élus ne doivent pas être mis sous la tutelle des mouvements sociaux. Si cela est vrai, il est vrai aussi que ce n'est pas la tâche d'un gouvernement dans un État démocratique d'étouffer la capacité de mobilisation des mouvements sociaux. La démocratie que nous voulons, la République que nous avons conquise, aime la présence populaire, aime, vit et se renforce de l'activité des citoyens. La reconstruction de ce pays a pour base cette énorme capacité de mobilisation, cette énorme capacité de regarder du côté de ce Brésil-là, de créer les plus vastes et les meilleurs espaces de participation populaire et citoyenne, de reconnaître en permanence qu'il y a des noms, qu'il y a des visages, qu'il y a des joies, des tristesses, des souffrances ; il y a un peuple qui veut être respecté et qui le sera par nous tous. » (12)

Le principal dirigeant du MST, João Pedro Stédile, commentant pour la presse la nomination de Miguel Rosseto et les perspectives de réforme agraire, a souligné d'une façon très proche l'importance de la mobilisation sociale pour rendre viables les transformations : « La présence du ministre Rosseto est un signal positif. C'est quelqu'un qui a une tradition historique d'engagement auprès de la gauche brésilienne. Mais nous préférons ne pas nous en tenir à des jugements sur les personnes ou les déclarations. Ce qui permettra l'avancée, ce sera la corrélation des forces au sein de la société. Et c'est à nous qu'il revient d'organiser le peuple pour que soit atteint le niveau de pression nécessaire à tout processus de changement » (13).

Après sa prise de fonctions, le ministre a rendu visite à la Chambre des Députés et a tenu une réunion avec la commission agraire du PT, qui réunit les députés les plus liés à la lutte pour la réforme agraire. Il a annoncé son intention de travailler en liaison avec eux.

En dépit des conditions favorables pour atteindre les objectifs du ministère, il est important de rappeler qu'il y aura aussi d'importantes difficultés. La première est la législation promulguée sous FHC pour rendre

plus difficile la mobilisation du MST (principalement la Mesure Provisoire 2.027, qui établit que les terres occupées ne seraient pas réquisitionnées pendant deux ans, et que leurs occupants seraient exclus des programmes d'attribution de terres). Le MST, naturellement, espère la révocation de cette mesure.

Une seconde difficulté d'importance est partagée avec tous les secteurs sociaux : la réforme agraire exige des fonds publics (pour les réquisitions, pour l'aide aux paysans nouvellement installés), et ceux-ci sont rares, étant donnée la nécessité de maintenir l'austérité fiscale pour résorber le déficit primaire.

Des réformes conflictuelles

Dans son discours de prise de fonctions, Lula a mis en avant l'importance de certaines réformes : « *celle des retraites, la réforme fiscale, la réforme politique et celle du droit du travail, en plus de la réforme agraire* ». Pas une d'entre elles ne fera sans remous et c'est visible dès les premiers jours du gouvernement.

La réforme des retraites est tout particulièrement sujette à conflits. Du point de vue du gouvernement, elle doit atteindre trois objectifs difficiles à concilier : donner lieu à un système de retraites plus juste (les retraites des travailleurs du privé sont dérisoires ; la majeure partie des travailleurs du public ont une retraite juste ; et une partie du secteur public a d'énormes privilèges) ; réduire leur coût pour le budget ; et respecter les limites que la Constitution impose aux changements, à partir de la garantie des « *droits acquis* ».

Les « *marchés* » font une campagne frénétique pour une réforme qui réduise le coût budgétaire des retraites et qui permette de réduire le déficit primaire. Cette institution et ses représentants dans la presse parlent « *d'injustice* » des retraites maintenant intégralement le salaire des fonctionnaires, sans défendre une retraite décente pour les travailleurs du privé, et en occultant le fait que le propos essentiel de la réduction du déficit primaire est de permettre le paiement des intérêts exorbitants sur la dette publique. Les travailleurs du secteur public, d'un autre côté, craignent, à juste titre, d'être les grandes victimes de la réforme. Et les privilégiés se mobilisent pour défendre leurs privilèges. Pris entre deux feux, le gouvernement (spécialement le Ministre des retraites, Ricardo Berzoini, du PT et ex-syndicaliste), tient des propos incohérents sur ses objectifs.

La réforme du droit du travail n'est pas moins sujette à conflits. Pour ne citer qu'un

exemple, dans une de ses premières déclarations après sa nomination, le Ministre du Travail, Jacques Wagner (du PT, ex-syndicaliste) s'est montré favorable à une des principales revendications patronales, l'annulation de l'amende de 40 % que les employeurs doivent payer pour licenciement sans motif. Face aux vives et immédiates protestations des centrales syndicales, il a reculé.

Le thème le plus important dans le domaine du droit du travail, néanmoins, n'a pour le moment guère retenu l'attention : le fait que près de la moitié de la force de travail brésilienne n'a pas d'emploi formel, et n'a donc aucune protection dans la législation brésilienne.

Au total, la négociation et l'éventuelle approbation de ces réformes donneront certainement lieu à d'importants conflits.

Les relations internationales

Les relations internationales seront un domaine-clé du gouvernement Lula, tant par leurs répercussions à l'étranger que parce que là résident certains des principaux défis qu'il doit affronter (le plus périlleux étant le processus de négociation de la Zone de libre échange des Amériques — ZLÉA — en cours).

Lula a dit qu'il donnera la priorité aux relations au sein de l'Amérique Latine, ce qui est positif. Lors de son accession au pouvoir, il a mis en relief ses rencontres avec Hugo Chávez et Fidel Castro — ce qui, dans le monde d'aujourd'hui, est très significatif. En outre, le gouvernement brésilien paraît être en train d'accroître son aide au Venezuela, avec l'objectif déclaré d'y défendre l'ordre institutionnel — autre fait positif, face à la mobilisation de la droite vénézuélienne pour renverser le gouvernement Chávez.

Le ministre Celso Amorim, un diplomate de carrière, avait déjà occupé ce poste avec le président Itamar Franco, en 1992-94.

La question la plus importante est : quelle sera la conduite des négociations de la ZLÉA (qui concernent également d'autres ministères, particulièrement celui du Développement) ?

Un fait très positif a été la nomination de l'ambassadeur Samuel Pinheiro Guimarães au second rang dans la hiérarchie du ministère, celui de secrétaire général. Guimarães a été un des principaux critiques du projet de la ZLÉA dans notre pays, et c'est pour cette raison qu'il avait été démis de ses fonctions et marginalisé par le ministre précédent.

Cette nomination aurait pu suggérer que le gouvernement Lula s'orienterait vers une posture d'opposition à la ZLÉA. Cependant, par la suite le secrétariat général a perdu une partie de ses attributions, et il est apparu qu'il ne participerait pas directement au processus de négociations de la ZLÉA. Plus encore : le coordonnateur brésilien des négociations continuera à être l'ambassadeur Clodoaldo Hugueneq, le même diplomate qui est en charge de cette responsabilité depuis le début de 2001 !

Lula, comme Celso Amorim, annonce une ligne qui est de poursuivre les négociations de la ZLÉA, mais avec le souci d'en corriger certains aspects. Lors de son investiture, Lula a dit : « *L'essentiel dans tous ces forums est de préserver des marges de flexibilité pour nos politiques de développement dans les domaines social et régional, dans celui de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie, de la technologie. Nous ne perdons pas de vue que l'être humain est l'ultime destinataire du résultat des négociations. Que vaudrait notre participation à un si vaste effort sur tant de fronts si n'en*



Brésil

découlent pas des bénéfices directs pour notre peuple ? Nous serons attentifs aussi à ce que ces négociations, qui à ce jour vont bien au-delà de simples réductions tarifaires et englobent tout un ensemble de normes, ne créent pas de restrictions inacceptables au droit souverain du peuple brésilien de décider de son modèle de développement » (14).

Or l'actuel modèle de la ZLÉA, qui répond aux intérêts des États-Unis, créerait justement ces restrictions « au droit souverain du peuple brésilien de décider de son modèle de développement ». Ce modèle va bien au-delà des questions du libre-échange : il inclut celles de la libéralisation des flux de capitaux et d'investissements, des restrictions à la politique d'achat des gouvernements, dans la ligne proposée du trop fameux Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI).

En conclusion : la politique vis-à-vis de la ZLÉA n'est pas celle que défend la gauche brésilienne et qui a été approuvée lors du plébiscite de 2002 — sortir des négociations. Mais quoiqu'il en soit, les chances sont accrues de voir bloquer ce projet dangereux.

Des orientations non définies

L'objectif de cet article était seulement de présenter un tableau à peu près systématique de la composition du gouvernement Lula et de faire une brève analyse de ses débuts. Il ne se proposait pas de faire une analyse d'ensemble, et moins encore de proposer une analyse pour la gauche du PT face au gouvernement. Ainsi, en guise de conclusion, on se contentera de résumer ce qui paraît être les contradictions fondamentales du projet initial.

L'idée qu'il est possible de maintenir une politique conservatrice sur des aspects fondamentaux (politique monétaire, politique fiscale, garantie des « contrats » en général, ce qui inclut, naturellement, une stricte garantie de la propriété privée) et en même temps promouvoir des changements qui répondent aux intérêts populaires, implique de dire qu'il est possible de réduire l'exploitation et l'oppression sans toucher aux intérêts des classes dominantes. Il s'agit donc d'une contradiction dans les termes.

Cette contradiction n'est pas surmontée dans la version « de gauche » de la même idée, défendue par José Dirceu dans son discours d'investiture : « *tendre la main aux entrepreneurs* » pour qu'ils collaborent à cet objectif.

Ces idées seraient-elles une pure tac-

tique, ou représentent-elles une orientation stratégique du noyau du gouvernement ? Si nous prenons appui sur ce qu'ont dit les dirigeants du secteur, qui ont parlé de cet aspect au nom du gouvernement, il nous faut conclure en faveur de la seconde hypothèse. Comme nous l'avons vu, l'idée que le gouvernement commence avec une « période de transition » est interprétée dans le sens qu'un certain temps est nécessaire pour que le pays se libère des restrictions les plus draconiennes héritées du gouvernement précédent. Mais on espère y arriver en maintenant l'orthodoxie conservatrice (ou néolibérale) sur des aspects centraux de la politique macroéconomique — particulièrement les politiques monétaire et fiscale.

Quiconque a un tant soit peu de références marxistes conclura sans difficulté que ce projet n'est pas réaliste. Mais qu'en sortira-t-il ?



Le gouvernement Lula a, dirons-nous, deux âmes : celle des changements promis (et qui a justifié son élection) et celle des garanties de continuité pour gagner la confiance des marchés. Peut-être ces deux âmes n'apparaissent-elles nulle part avec plus de netteté symbolique qu'avec la décision de Lula de participer aussi bien au Forum Social Mondial à Porto Alegre (il avait été aux deux précédents) qu'au Forum Economique Mondial de Davos (certains des organisateurs du Forum Social Mondial ont critiqué cette décision et fait appel à Lula pour qu'il n'aille pas à Davos — sans résultat). A Porto Alegre, Lula sera avec des ministres liés au domaine social du gouvernement ; à Davos, avec Meirelles (Banque Centrale) et Furlan (Développement), ces deux derniers étant déjà des participants réguliers à ces réunions.

La composition du gouvernement montre qu'il y aura des conflits internes. Et, plus important : quoique Lula désire et œuvre en faveur d'un « pacte social » et de l'unité nationale, ce qui est plus probable est un gouvernement de grands conflits de classes

(dont il est difficile de prévoir la dimension), où la mobilisation sociale tiendra un rôle fondamental.

Autre question décisive : quelle sera la dynamique du PT au cours du mandat de Lula ? Comment se comportera-t-il face aux défis et conflits que le gouvernement affrontera ? Il est clair que le parti sera soumis à de grandes tensions, et il ne peut pas en être autrement quand il voit que sont poursuivies certaines politiques qu'il a longtemps critiquées.

A ce jour, l'unité a été préservée grâce aux attentes générales vis-à-vis du gouvernement Lula et à la force de la longue trajectoire du PT identifiée aux luttes sociales. Mais, d'un autre côté, sont apparues des menaces sur le processus de discussion démocratique. Pour s'être opposée à la désignation de Meirelles à la Banque Centrale, la sénatrice Heloisa Helena a été menacée de sanction par l'ex-président du PT, José Dirceu (finalement, le nouveau président, José Genoïno, a permis un accord grâce auquel la sénatrice a été absente lors du vote de façon à ne subir aucune sanction). Quoiqu'au termes de la Constitution il revienne aux sénateurs de débattre de la désignation du président de la Banque Centrale, les sénateurs du PT en ont été empêchés (la position de Dirceu lors de cet épisode a été critiquée par divers secteurs du parti).

La limitation du débat et les restrictions à la démocratie ne favorisent pas l'unité, surtout quand sont en jeu des questions qui atteignent bien plus directement la base sociale du parti que celle de la nomination du président de la Banque Centrale. Par exemple, celles des réformes des retraites et du droit du travail, et de la formation de la ZLÉA. Quoiqu'ayant moins de répercussions dans le peuple, la question de l'autonomie de la Banque Centrale est des plus sujette à controverses. Y aura-t-il place pour un vaste débat sur ces questions et d'autres ?

La grande question est : l'orientation conservatrice qui a prévalu dans le domaine économique pourra-t-elle se consolider ? En ce cas, l'unité du PT survivrait-elle à de telles contradictions ? Ou, pour poser la question d'une autre façon : Porto Alegre et Davos pourraient-ils coexister indéfiniment au sein du PT ?

Les orientations du gouvernement Lula ne sont pas définies a priori. Elles seront définies au cours d'un processus de luttes politiques et sociales, où la défense des changements s'appuiera sur toute la trajectoire du PT, sur son histoire identifiée aux intérêts populaires, et sur le message fondamental de l'élection. ■

17 janvier 2003

14. Discours d'investiture du 1er janvier 2003.

La refondation de la République

« Il y aura des moments où Lula et nous, dans le reste du pays, nous allons devoir nous conduire ainsi : sans peur d'être malheureux face à chaque pierre réelle ou plantée sur le chemin. Et pas seulement par ceux qui ont intérêt (à l'étranger) à ne pas perdre cette poule aux œufs d'or nommée Brésil. Mais face aussi à chaque pierre réelle ou plantée par des Brésiliens qui ont perdu l'habitude ou sont incapables de concevoir un Brésil sans but lucratif, ou un gouvernement qui porte plainte (face aux fléaux institutionnalisés) et non plus un gouvernement de copinage.

Le rêve vient de commencer. Le cauchemar aussi. C'est comme le match décisif de nos vies. Permettre que le cauchemar l'emporte, et qu'une fois de plus le rêve soit rabaisé, ce ne sera pas seulement une erreur tactique fatale. Ce sera, par-dessus tout, un crime. Un triste et irréparable crime. »

(Jésus Rocha, *Tribuna da Imprensa*, 6 novembre 2002)

Par
Chico Alencar*

Une ère nouvelle : sortie des urnes, 113 ans après sa proclamation, la République brésilienne est en voie d'être refondée, grâce au réveil d'énergies volontaires et solidaires jamais vues. Les nouvelles bases de notre organisation socio-économique, politique et culturelle vont constituer ce que nous pourrions désigner comme Sixième République — après la Vieille République, l'ère Vargas, l'étape libérale-démocrate de 1946 à 1964, la période de la Dictature Militaire et, à partir de 1984, la phase de redémocratisation. Son axe structurant sera le rôle protagoniste du peuple : l'horizontalisation de la citoyenneté active comme support du changement économique-social que l'élection de Lula impose.

Le 16 novembre 1889, Aristides Lobo, qui plus tard allait être ministre du Gouvernement Provisoire dirigé par Deodoro da Fonseca, reconnu dans un article que la transition de l'ordre monarchique décadent vers le régime républicain serait graduelle et se trouvait viciée à l'origine : « on ne fait que monter une marche, peut-être même moins, vers l'avènement d'une ère nouvelle. (...) Néanmoins le cœur du gouvernement est purement militaire et il fallait qu'il le soit. L'action, ce sont eux qui l'ont faite, parce que la collaboration de l'élément civil a été pratiquement nulle. Le peuple a assisté à l'événement bestialisé, bouche bée, surpris, sans savoir ce qu'il signifiait ». En cette aurore du XXI^e siècle, nous vivons un contexte différent. A partir des mobilisations massives pour les élections directes, lors de l'agonie du régime autoritaire imposé par le coup d'État de 1964, la constitution des gouvernements et des parlements par le vote populaire s'est trouvée sculptée comme une pierre angulaire de notre culture populaire. Ainsi, toute élection est fête et, même si elle coule dans le lit étroit des abus du pouvoir économique et de la propagande trompeuse, elle intensifie le temps de la politique et expose la contradiction du nouveau encore à la recherche d'une figuration concrète —



l'espoir généreux du changement — et de la résistance de l'ancien, du récurrent, du maintien des privilèges établis.

L'histoire n'est pas linéaire, évolutive, mais elle révèle des conquêtes. Notre processus républicain, bien que marqué de spasmes démocratiques dans un océan de coups d'État et d'autoritarismes, chemine avec insistance vers une démocratie de haute intensité. Au début du siècle dernier, sous la République de domination oligarchique, 5 % seulement de la population votait. Et votait pour les colonels ou leurs zélés serviteurs, les « bacheliers ». La lutte des femmes et des démocrates a fait entrer le vote des femmes et le vote secret dans le Code Electoral de 1932. Un demi-siècle après, le droit de vote a été garanti aux analphabètes. En ce mois d'octobre 2002, plus de 52 millions de Brésiliens ont fait de Lula le second président du monde en termes de suffrages recueillis. Monsieur da Silva a connu une trajectoire singulière : survivant du Nordeste, fils de migrants, élevé par le seul courage de sa mère, vendeur de cacahuètes et cireur dans la banlieue de São Paulo, métallurgiste, manœuvre mutilé à l'u-

sine ABC, mari et père assistant à la mort de sa femme et de son bébé dans un hôpital de soins précaires, chômeur, leader syndical de vastes foules, prisonnier politique... Son parcours jusqu'à la présidence de la République est révélateur d'un mouvement politique et l'engagement de sa vie auprès de ceux d'en bas ouvre des attentes quant à une nouvelle ère, de développement effectif de la mobilité sociale, qui n'existe aujourd'hui qu'exceptionnellement dans un ordre où se perpétue l'exclusion.

Le républicanisme dans le monde a pris diverses tournures, mais sa caractéristique fondamentale est le rejet des manières élitistes et aristocratiques de former des gouvernements et d'administrer. Robespierre, dans le préambule de la Constitution française de 1793, affirmait que « le peuple est souverain et le gouvernement est son œuvre et son produit ; les fonctionnaires publics, ses serviteurs ». La Charte brésilienne de 1988, dans le paragraphe unique de son article 1, rappelle ce principe plus proclamé que mis en pratique : « tout pouvoir émane du peuple, qui l'exerce ou bien par le moyen de ses représentants élus ou bien directement, selon les termes de cette Constitution ».

Une nouvelle grammaire du pouvoir

Le quadriennat du mandat de Lula sera assis sur cette conception de la souveraineté populaire. Par leur vote, des millions de gens ont dit qu'ils veulent un changement négocié mais substantiel, et une priorité pour ceux qui ont faim, pour ceux qui sont pauvres et pour les chômeurs, même si cela

* Chico Alencar est député fédéral du Parti des travailleurs (PT), élu dans l'État de Rio de Janeiro. Nous traduisons cet article, écrit avant la nomination du gouvernement par Lula, de *Em Tempo* (publication de la Tendance Démocratie socialiste, qui regroupe les militants du PT s'identifiant à la IV^e Internationale) n° 326 de décembre 2002. Traduit du brésilien par J.-J. M. [Note de l'auteur : Ont contribué à l'élaboration de ce texte, en offrant de petits articles ou des données, les économistes André Urani et César

Brésil

déplaît aux créanciers étrangers. Le peuple a dit que les jeunes de chair, de frustration et d'os, dont beaucoup sont au seuil de la criminalité et aux portes de la mort, sont plus importants que cette puissante et invisible entité que l'on appelle marché. En termes techniques, un économiste qui a de la sensibilité pourrait dire, selon une nouvelle grammaire, qu'un « *bénéfice primaire avec un tel déficit social est un mensonge destiné à engraisser le capital des rentiers* ». Cette nouvelle posture se traduira en planification stratégique pour que le Brésil retourne à la croissance avec la justice sociale, et en politiques publiques immédiates. Comme le dit le Programme de Gouvernement du candidat victorieux, pour consolider le cap de ce changement, « *il faudra un effort conjoint et articulé de la société et de l'État* ». Pas une once de messianisme ou de paternalisme, donc. Urgence absolue pour dépasser la misère et l'abandon, sans l'ombre d'un doute.

Pour paraphraser Eduardo Galeano, dans l'ère de Lula, une fois que les votants ont voté et, finalement, ont choisi, les fonctionnaires fonctionneront, les moyens d'information informeront, les écoles enseigneront, les juges feront la justice, les policiers ne commettront plus de crimes. La Sixième République donnera une sépulture, progressivement et fermement, à cette sombre époque où « *les banqueroutes sont socialisées et les profits privés, l'argent est plus libre que les personnes et les personnes sont au service des choses* ».

L'héritage que reçoit le gouvernement Lula est lourd : 20 % de la population adulte au chômage, 50 % dans le secteur informel, inflation croissante, criminalité exacerbée dans les grands centres urbains, dilapidation du patrimoine public (la Petrobrás, la Banco do Brasil et la Caixa Econômica Federal sont les derniers « *joyaux de la Couronne* »), dépendance à l'égard de capitaux étrangers investis à court terme et des contributions du FMI (assorties d'exigences qui nous fragilisent de plus en plus), taux de crédit élevés, immense dette extérieure (2/3 dans le secteur privé) et intérieure, déficit de Sécurité Sociale, chaos fiscal et culture de la dissimulation, monnaie fragile, parc industriel privé de protection et dénationalisé, ressources naturelles bradées, désenchantement vis-à-vis de l'idée de Nation.

Entre un gouvernement sortant et l'autre qui se prépare, l'équipe de transition démarre en dansant sur la musique que l'administration actuelle prépare, comme l'a souligné Celso Furtado. Le rêve automnal des patriarches qui font leur adieu est la poursuite du modèle, et c'est pourquoi ils insistent sur des expédients comme le carac-

tère intouchable des accords avec les organismes financiers internationaux et même l'autonomie de la Banque Centrale, à laquelle le FHC lui-même s'est toujours opposé, en plus du maintien en place des actuels gestionnaires de la politique économique. Le PT, mandaté par les urnes, a toutes les conditions politiques pour ne pas céder, et il en a l'obligation morale. Un gouvernement qui ne contrôle pas les opérations du système financier, ne gère pas ses dettes et la poli-



tique de change, ne fixe pas le taux de crédit, n'accompagne pas l'envoi de bénéfices à l'étranger et l'émission de monnaie — toutes attributions de la Banque Centrale — est un demi-gouvernement.

Pour désaccorder le chœur des lamentations des veuves du néolibéralisme il faut ouvrir les portes et les fenêtres des palais pour laisser entrer l'hymne joyeux dont l'écho retentit encore dans les rues. Même sur le terrain miné de la traversée, qui promet une année 2003 pleine de difficultés et d'austérité, il est fondamental de ne pas frustrer les promesses d'espoir. Lula le sait, et il l'a bien dit, lors de son premier discours après l'élection, le 28 octobre : « *hier, le Brésil a voté pour changer. L'espoir a vaincu la peur et l'électorat a fait le choix d'un nouveau chemin pour le pays. (...) Notre victoire signifie le choix d'un projet alternatif et le début d'un nouveau cycle historique pour le Brésil. (...) La majorité de la société a voté pour l'adoption d'un nouvel idéal de pays, où tous verront leurs droits fondamentaux garantis. La majorité de la société a voté pour l'adoption d'un autre modèle économique et social, capable de garantir la reprise de la croissance économique avec créa-*

tion d'emplois et distribution de revenu. (...) Nous allons apaiser la faim, générer des emplois, nous attaquer au crime, combattre la corruption et créer de meilleures conditions d'études pour la population à faibles revenus dès le premier moment de mon mandat ». Le 6 novembre, à la première réunion du nouveau groupe parlementaire fédéral du PT, le plus grand de la Chambre des Députés, le président du Parti des travailleurs, José Dirceu, a repris : « *le peuple a perdu la crainte de se gouverner et a infligé une défaite retentissante au gouvernement FHC ; le peuple veut des changements et nous, malgré la mer de contradictions où nous naviguons, nous allons les faire* ».

Un nouveau Brésil en train de naître

Le Brésil a le potentiel nécessaire à la solution de ses principaux problèmes, grâce à la croissance urbaine-industrielle du siècle passé et à une base agricole enviable. 78 % de la population mondiale vit dans des pays dont le revenu moyen par habitant est inférieur au nôtre. D'un autre côté, nous sommes en tête pour l'inégalité sociale. Il y a 53 millions de personnes à revenu insuffisant, dans la pauvreté, et 22,6 millions dans l'indigence mais, en déconcentrant les revenus et la richesse qui existe au sein même du pays ce nombre pourrait chuter de 60 % en moins de dix ans. On dépense plus de 20 % du PIB en politiques sociales, mais les résultats sont minables, car une bonne partie de ces ressources sont détournées par la corruption, par la bureaucratie et par l'alliance malhonnête des dévoreurs de l'argent public, qui appartiennent aux couches riches et moyennes.

A propos de cette confrontation le Programme de gouvernement de la Coalition Lula Président est clair : « *le combat contre les inégalités économiques et sociales est la condition nécessaire pour que soit garanti à tous les Brésiliens et Brésiliennes le statut de citoyens, hommes et femmes réellement égaux devant la loi. Mais il faut aussi un effort politique et culturel pour que s'affirme au Brésil le principe d'égalité.* » Autrement dit : le gouvernement Lula s'est engagé à être un promoteur de la solidarité et d'un choc idéologique contre la culture de discrimination en vigueur depuis des siècles dans la formation sociale brésilienne. Nous entrons dans une phase polémique, tendue, intelligente et créative de notre histoire. Tout gouvernement dirigé par le PT a l'engagement de contribuer à redonner sens aux valeurs socialistes, en démocratisant radicalement les instruments de gou-

vernement et en distribuant revenus, culture et pouvoir.

La construction du Brésil que nous voulons, articulant l'institutionnel et le mouvement social, amenant la place publique aux palais de la République et rendant agissantes les énergies citoyennes réveillées, va affronter des obstacles. Le PT a gagné, mais il n'a pas gagné tout seul, et il n'a pas tout gagné (nous avons perdu la bataille pour le gouvernement dans les principaux États du pays). Et il est vrai que, si l'électorat a viré de bord vers la gauche, le PT a aussi fait une inflexion vers le centre, modérant son discours et se rapprochant même d'adversaires historiques. Sur la scène internationale, la crise de la mondialisation néolibérale a pour contrepoint le renforcement de l'Empire nord-américain, avec Bush et son plan de guerre frontale.

Le caractère effectif du gouvernement Lula, même avec les immenses espoirs qu'il a soulevés, sera défini par les forces sociales qui l'influenceront. Et il en existe de réactionnaires, tendant à le figer. La tradition des classes dominantes brésiliennes — les mêmes qui ont fait « *la révolution avant que le peuple ne la fasse* », en 1930 — est de domestiquer l'élan transformateur des classes populaires et de perdre quelques bijoux mais de garder fermement la main sur le contrôle de la machine d'État. Battus dans les urnes, ces secteurs feront leur possible pour rendre le gouvernement Lula conventionnel, hybride, timide, prompt à reculer, de sorte qu'il ne donne pas à la majorité électorale la force d'une volonté politique. Pour plusieurs secteurs du pouvoir économique, Lula ne serait qu'une continuation « *plus sensible* » de la décennie néolibérale des Fernandos. La pensée de la seule voie possible et de la tyrannie du marché et du capital financier, même si celui-ci s'est éloigné de la

bourgeoisie industrielle, est toujours hégémonique au Brésil. La représentativité des partis de gauche et la mobilisation des mouvements sociaux est encore faible si nous envisageons l'énormité des défis. Cependant, l'envie de changement qui a saisi le Brésil permet une accumulation progressive et progressiste de forces, susceptible d'éviter au gouvernement Lula de rester prisonnier de la logique conservatrice.

Plus qu'un pacte (où d'habitude on demande des sacrifices à ceux qui sont déjà sacrifiés), ce qui est proposé est un nouveau contrat social, qui reconnaisse et légitime les conflits (pour la terre, pour les salaires, pour le logement, pour les droits fondamentaux pour tous) et arbitre leur solution grâce à l'intense participation de ceux qui sont concernés, à égalité de conditions, avec un pouvoir public qui fasse une option préférentielle pour ceux qui ont été historiquement marginalisés.

Un nouveau cycle de développement historique et social (il est décisif d'associer les deux concepts, comme y insiste l'Indien Amartya Sen, Prix Nobel d'Économie en 1998), avec pour objectif de créer un fort marché intérieur de masse, exige à moyen terme des aliments moins chers, des programmes de logement populaire et la généralisation de services publics essentiels de qualité (notamment l'énergie, l'assainissement, la santé et l'éducation). Nous sommes capables de produire tout cela avec pratiquement aucun besoin d'importations. Le modèle alternatif possible (pour que, pratiquement sans nous en rendre compte nous passions du nécessaire à l'impossible), dans l'actuelle conjoncture historique, est celui de la redistribution de la richesse et du revenu, de la socialisation croissante des moyens de gouverner, grâce à l'élévation de la conscience politique et à l'organisation des sec-

teurs populaires, de l'insertion souveraine dans l'économie mondiale, de l'affrontement avec les spéculateurs financiers et avec les oligarchies patrimonialistes, de la modernisation des institutions politiques, de la réorientation de la pachydermique machine étatique pour garantir le dynamisme dans les services publics.

Des boulevards s'ouvrent. Ces temps agités, où la roue de l'Histoire semble tourner plus vite, nous donnent de responsabilités importantes (que nous avons recherchées).

Pour bien commencer

Un gouvernement qui va rénover les pratiques politiques, établissant une nouvelle relation avec la société, doit immédiatement :

① Stimuler le grand désir de participation, en soutenant la formation de Brigades de Citoyens, où des volontaires organisés, sous la coordination d'organes gouvernementaux, s'engagent dans le combat contre la faim, dans des actions durables d'éducation et de santé, dans la construction, dans la défense écologique, dans la diffusion culturelle, etc. ;

② Convoquer les citoyens en général, travailleurs de chaque secteur concerné et spécialistes ou étudiants de domaines proches pour, en une espèce de Constituante informelle, contribuer avec leurs idées aux avant-projets de réformes déjà définies par Lula comme fondamentales : politique, sécurité sociale, droit du travail/syndicalisme, agriculture et fiscalité ;

③ Définir, au Forum Social de Porto Alegre, les axes fondamentaux qui placeront le Brésil sur la scène mondiale comme leader des pays qui rejettent la mondialisation excluante et subordonnée, hégémonisée par les États-Unis, et qui défendent une nouvelle relation, solidaire, entre peuples et nations ;

④ Mettre en place, dans les rues et sur les places, sous la responsabilité des partis et des élus engagés pour le changement, les Kiosques Républicains, avec information permanente de la population sur l'action du gouvernement et recueil de critiques et de suggestions ;

⑤ Choisir, pour occuper les Ministères et directions des organes, fondations, sociétés et collectivités locales liées à l'État fédéral, des personnes engagées politiquement, techniquement compétentes et éthiquement inattaquables, et dont la vie n'ait jamais été entachée de liens avec l'arbitraire et la torture, la malversation de ressources publiques, le trafic d'influence et la discrimination. ■



La CUT au défi du nouveau gouvernement

Par
Rafael Freire et Rosane da Silva*

Les changements pour lesquels le peuple s'est prononcé majoritairement aux élections dépendent d'un gouvernement ayant la volonté politique de les impulser et de l'existence de mouvements sociaux forts, autonomes et mobilisés qui poussent dans le même sens.

Le gouvernement Lula représente un énorme défi pour le syndicalisme cutiste. Et dans la relation entre le gouvernement et la CUT (mais aussi le MST, les Pastorales Sociales, la CMP, les mouvements des femmes, etc.) se trouve une des clés de la tournure que prendra le projet de la gauche brésilienne.

Nous entrons dans une nouvelle phase de la conjoncture nationale et nous ne pouvons inscrire notre débat seulement dans les anciennes références élaborées pendant la période où le néolibéralisme était au centre du gouvernement fédéral. Cette période, qui se clôt maintenant, était caractérisée par la défensive et la résistance des secteurs de gauche dans le pays. Notre centrale s'est alors trouvée confrontée à des impasses et nous avons subi des défaites (privatisations, perte de droits, etc.).

Pour ce débat il y a de toute évidence un manque de « paramètres » historiques ou internationaux. Les mouvements sociaux brésiliens n'ont jamais été la « courroie de transmission » d'un « parti dirigeant » — ainsi nous ne nous référons pas aux expériences du communisme stalinisé. Et, néanmoins, ces mouvements sociaux sont formés

majoritairement par des militants du parti des travailleurs (PT), c'est-à-dire que le projet du parti et du gouvernement « leur disent quelque chose », en plus du fait que ces mouvements ne sont pas apolitiques, ni dépolitisés.

S'il fallait chercher dans le monde contemporain une situation relativement proche nous pourrions identifier l'Afrique du Sud. Qu'on se souvienne que Mandela est arrivé au gouvernement lors de la chute de l'apartheid en exprimant un immense désir d'élimination de l'exclusion sociale et politique de la population noire. Mais dans ce pays s'est formé un gouvernement qui développe des politiques néolibérales à partir d'un pacte politique entre le Congrès National Africain (de Mandela), le Parti Communiste et la centrale syndicale COSATU.

La CUT, le MST et d'autres mouvements ont participé à la campagne pour Lula et les candidats du PT, mais il n'y a rien qui ressemble à un « accord programmatique » (ce sont le PT et Lula qui ont défini le programme et les alliances) ou « de gouvernement » (c'est Lula qui a défini le gouvernement et la façon de gouverner). C'est le PT qui va gouverner avec ses partis alliés.

Tout particulièrement en Europe ont existé (ou existent) des cas de centrales syndicales sous hégémonie social-démocrate ou communiste dans un contexte de gouvernements de partis socialistes (parfois en alliance avec des Verts et/ou des communistes). Mais à la différence du syndicalisme européen à la CUT il n'y a pas de « discipline syndicale ». En Europe lorsque le sommet d'une centrale syndicale décide d'une ligne d'action, le reste de structure de cette centrale suit (1). Quiconque prend un autre chemin s'expose à des sanctions. Dans le cas de la CUT, ou bien l'unité se construit avec une vaste majorité ou bien elle n'a pas lieu. Il n'y a aucune possibilité pour la direction de la Centrale d'imposer une politique à la base ou aux instances intermédiaires.

La relation entre les exécutifs pétistes et le mouvement syndical a été peu analysée de part et d'autre, malgré une histoire de

vingt ans (depuis la conquête de la première mairie en 1982) pleine de moments de tension. Il est vrai que les municipalités ou les gouvernements d'États n'ont pas les mêmes caractéristiques que le gouvernement fédéral, étant données les limitations des attributions de ces niveaux de l'administration. Mais, même comme cela, on n'a à peu près rien consolidé à propos des relations avec la CUT — même en ce qui concerne les fonctionnaires organisés dans les syndicats cutistes. Ainsi la possibilité de commettre à nouveau des erreurs banales — de part et d'autre — est considérable. Soit pour le parti, au gouvernement, de considérer que tout ce qui vient du syndicalisme est pur « corporatisme » ; soit pour les syndicats et la Centrale de considérer que rien n'a changé (par rapport aux précédents gouvernements) et que leur rôle reste identique.

Conflit pour l'orientation du pays

Nous entrons dans une nouvelle étape. Le syndicalisme n'est pas spectateur de la scène nationale, mais un de ses acteurs principaux. Les changements que le peuple a exigés majoritairement lors des élections dépendent d'un gouvernement ayant la volonté politique de les impulser et de l'existence de mouvements sociaux forts, autonomes et mobilisés, poussant dans la même direction. Il s'agit de deux facettes du même processus politique, et il est nécessaire que le peuple le perçoive ainsi.

Pour autant, il est absolument nécessaire que le gouvernement annonce la direction du changement (quels sont les paramètres ? quels sont les objectifs et buts à atteindre ?). Il s'agit, comme on l'a dit, de « sortir du néolibéralisme » et le gouvernement doit se montrer didactique vis-à-vis de la population.

Mais les mouvements sociaux eux aussi doivent lier leurs revendications immédiates à la conquête d'un nouveau projet du pays. Par exemple, il n'y aura pas d'amélioration des salaires et des politiques sociales sans une diminution de la vulnérabilité externe du

* Rafael Freire et Rosane da Silva font partie de l'Exécutif National de la CUT. Cet article a été publié dans la revue de la tendance Démocratie socialiste, Em Tempo n° 326 de décembre 2002. Traduit du brésilien par J.-J. M.

1. Tous les syndicats européens, loin de là, ne correspondent pas à cette image d'une direction syndicale omnipotente et pleinement consciente de ses choix. Certains, parce qu'ils ont rompu avec un tel fonctionnement, d'autres, parce que la bureaucratie syndicale doit y affronter des oppositions capables de la contrecarrer (note de la rédaction).

pays : nous revendiquons des salaires et des services de base tout autant que nous revendiquons la destruction du piège du capital financier international.

Il n'y aura pas de nouveau projet pour le pays sans une nouvelle politique. C'est-à-dire sans la participation large et plurielle de la population aux débats et aux décisions. Au moins depuis la crise du sandinisme vers la fin des années 1980 au Nicaragua, nous savons qu'il ne suffit pas de mettre en œuvre un projet différent, il est nécessaire de le mettre en œuvre d'une façon différente. Quel aspect prendra la démocratie participative au niveau fédéral ? Quel rôle incombera au peuple organisé en syndicats, associations de quartiers, mouvements paysans, etc. ?

Dans les années 1980 et au début des années 1990, la CUT a été appelée à négocier ce que les travailleurs allaient perdre et

combien — en fonction des projets conservateurs. Telle était l'essence des « pactes sociaux » alors proposés (et rejetés par les Congrès Nationaux de la CUT jusqu'en 1991).

A propos de la période actuelle, la CUT a laissé clairement entendre qu'elle ne se refuse pas à la négociation (avec le nouveau gouvernement, les organismes patronaux et d'autres acteurs sociaux) à partir du moment où cela ne signifiera pas de nouveaux sacrifices pour les travailleurs. Le présupposé marquant de cette négociation sera la sortie du néolibéralisme, pas son approfondissement. Le cadre dans lequel s'établira cette négociation sera celui d'un intense conflit avec les forces conservatrices qui tenteront d'imposer leurs mesures néolibérales comme une « nécessité », et non pour ce qu'elles sont : un « choix » du capital financier international.

Mais, en tout état de cause, il est fondamental de garantir que la CUT (tout comme les autres mouvements sociaux) évoluera dans ce processus de manière autonome par rapport au gouvernement, dans le respect de ses instances délibératives et des assemblées de base, en travaillant démocratiquement les contradictions qui apparaîtront nécessairement.

La CUT fait partie du même camp politique que le gouvernement et cela doit se refléter dans un dialogue sur les directions stratégiques du pays. Mais notre Centrale ne fait pas partie du gouvernement et le calendrier des transformations stratégiques ne peut soumettre la CUT à la logique gouvernementale, encore que l'un et l'autre soient orientés par notre objectif commun des transformations indispensables à la satisfaction des désirs de notre peuple. ■

Bilan des élections dans le Rio Grande do Sul

Par la
Coordination du Rio Grande do Sul de Démocratie Socialiste*

Le résultat national des élections de 2002 correspond à une importante défaite du projet néolibéral appliqué au Brésil depuis l'accession au pouvoir de Collor de Mello en 1990, et à la victoire du projet démocratique et populaire, appliqué depuis quelque temps dans nombre de municipalités à travers le pays, et tout particulièrement dans l'État de Rio Grande do Sul pendant les quatre dernières années.

La victoire de Lula exprime le désir populaire d'un changement de dimension historique, il représente la possibilité de construction d'une nation plus juste et solidaire et révèle l'insatisfaction face à la poursuite de l'exclusion sociale. Il y a eu 52 793 364 voix qui représentent 61,27 % des suffrages exprimés et confèrent au PT une énorme responsabilité historique avec l'espoir d'un peuple qui souffre et qui a confiance en nous.

En termes généraux, notre parti sort des urnes comme le premier parti de gauche d'Amérique Latine. Avec 91 parlementaires, nous avons fait élire le premier groupe à la Chambre des Députés et avec 14 sénateurs/sénatrices nous sommes la troisième force au Sénat Fédéral.

teurs/sénatrices nous sommes la troisième force au Sénat Fédéral.

Échec dans l'État de Rio Grande do Sul

Dans le Rio Grande do Sul nous avons fait élire pour la première fois un sénateur du PT, en la personne de Paulo Paim. Nous avons maintenu notre position de premier groupe fédéral de l'État et élargi la représentation du Front Populaire à l'Assemblée Législative de 13 à 16 parlementaires, dont 13 sont au PT, ce qui en fait le premier groupe de l'État « gaúcho » (1).

Dans la compétition pour le poste de gouverneur de l'État nous subissons une défaite électorale avec 47,33 % des voix contre 52,67 % au candidat du PMDB, Germano Rigotto.

La défaite électorale du PT au gouvernement de l'État a marqué profondément les esprits pétistes. Pas seulement parce que c'est la première défaite pendant des années de trajectoire ascendante du parti dans le Rio Grande do Sul, mais aussi parce qu'elle

se produit au moment précis où nous conquérons la présidence de la République après quatre élections où seul le Rio Grande do Sul donnait la victoire à Lula. C'est ce sentiment justifié de frustration qui nous a conduits à des réflexions plus profondes et à une présentation plus prudente du résultat électoral. S'il est vrai que nous devons produire un bilan avec la responsabilité de qui affronte une situation délicate à l'intérieur du PT « gaúcho », il est vrai également que la défaite est suffisamment grave pour exiger de nous une étude rigoureuse de ses causes et de ses racines.

En dépit de la défaite électorale, nous avons la conviction que le gouvernement démocratique et populaire et le projet politique qu'il a appliqué continuent à avoir l'é-

* Nous reproduisons ici le bilan tiré collectivement par la Tendence Démocratie socialiste du Parti des travailleurs de l'État de Rio Grande do Sul après les récentes élections. C'est dans cet État que l'influence de Démocratie socialiste est la plus importante. Traduit du brésilien par J.-J. M. Les notes sont de la rédaction d'Imprecor.

1. Le « gaúcho » est le gardien du bétail. Dans l'État de Rio Grande do Sul, comme dans l'Uruguay voisin, l'élevage extensif fut une des premières activités des colons venant de l'Europe. Par extension la population et l'État de Rio Grande do Sul sont surnommés « gaúchos ».



coute de vastes secteurs du peuple « gaúcho ». Les réalisations de notre gouvernement sur les fronts les plus divers, inversant les priorités en faveur des couches populaires de la société, démocratisant l'État, combattant la corruption et l'exclusion et promouvant le développement économique assorti de l'inclusion sociale sont les traits marquants d'un projet généreux qui place l'être humain au centre de ses préoccupations.

Le coup d'arrêt aux licenciements provoqués par le précédent gouvernement, les dizaines de milliers de nouveaux fonctionnaires publics embauchés sur concours et le maintien de la Banrisul (2), de la Corsan, de CEEE, Sulgas et Procergs comme entreprises publiques constituent également une démarcation forte de notre projet.

Beaucoup de nos actions et de nos propositions ont été habilement reprises par notre adversaire du second tour et présentées comme de bons programmes qui seront poursuivis. En outre, nous avons infligé une défaite au projet politique le plus autoritaire, le plus rétrograde et le plus explicitement privatisateur, représenté par Antônio Britto.

Ces éléments d'analyse nous conduisent à une première et importante conclusion : c'est une défaite de caractère politico-électoral que nous avons subie et pas une défaite programmatique, où nous aurions assisté

à une interruption du processus de construction de l'hégémonie sociale et culturelle exercée par le PT et la gauche dans le Rio Grande do Sul.

Le Gouvernement Démocratique et Populaire

Il ne s'agit pas ici pour nous de faire un bilan de gouvernement. Ce dernier doit se faire avec la profondeur et la rigueur nécessaires au moment où il sera opportun de le soumettre au débat du parti.

Il s'agit néanmoins pour nous d'enregistrer le fait que pour la campagne électorale notre gouvernement démocratique et populaire nous laissait en héritage un socle favorable et plein de potentiel pour la confirmation électorale de notre projet. Les réalisations, les programmes et les initiatives couronnées de succès que notre gouvernement avait entrepris pendant trois ans n'ont de parallèle dans aucune expérience administrative conduite par nos adversaires. C'est si vrai que pas un seul programme radio ou télé des candidatures d'opposition n'a mis en cause la gestion de notre gouvernement, vu que toute comparaison leur aurait été défavorable.

Il est évident que nous avons commis des erreurs, outre le fait que nous avons subi des limitations financières, le blocage systé-

matique de l'opposition et le siège du gouvernement par les médias. À plusieurs moments, que ce soit par des attitudes propagandistes erronées ou de volontarisme verbal désastreux, nous avons fourni gratuitement des armes à nos adversaires. Mais il est vrai aussi que nous avons commis des erreurs et dépassé la ligne blanche lors de notre premier mandat municipal à Porto Alegre, et n'avions pas été battus pour autant. Dans les deux cas, nos succès stratégiques l'ont emporté sur nos erreurs tactiques.

C'est un fait qu'il y a eu, du côté d'une partie importante des médias, une posture permanente d'instrumentalisation des accusations de l'opposition et de combat contre le gouvernement qui a influencé efficacement la conscience critique et le jugement, y compris de secteurs sociaux qui s'identifiaient avec lui.

Nous n'avons pas su, dans la conduite de notre campagne, surmonter ces difficultés en défendant notre gouvernement et en profitant pleinement des potentialités qu'il avait ouvertes.

Primaires et réélection

L'inclusion dans la Constitution Fédérale de la possibilité d'une reconduction de mandat, mesure à laquelle nous nous sommes opposés, a ouvert une nouvelle situation politique dans les cas où un sortant était en jeu. Celui qui détenait le mandat, à moins qu'il ne désire pas se relancer dans la compétition ou qu'il ait gouverné de manière indéfendable, ce qui n'est pas le cas du gouvernement Olívio-Rossetto, dispose d'une considérable légitimité pour continuer à appliquer son projet. Les primaires au sein du Parti des travailleurs du Rio Grande do Sul en 2002, où le gouverneur a subi une défaite, ont donné à la société l'impression que le parti lui-même n'approuvait pas son gouvernement et ont donné un puissant argument à nos adversaires, qui a été utilisé au niveau local et même national (3).

Porto Alegre

Le résultat à Porto Alegre (où nous avons gagné les élections avec un écart de 3 227 voix, contre 223 737 en 1998, avec la candidature d'Olívio Dutra) est resté en-deçà de notre potentiel électoral historique. Ce résultat négatif, dans un contexte où notre score a augmenté dans les villes environnantes, montre que quelque chose de spécifique a influé sur les choix de l'électorat de la capitale.

De fait, l'abandon par notre maire de

2. Le maintien de la banque Banrisul dans le domaine public avait particulièrement agacé le gouvernement fédéral de Fernando Henrique Cardoso.

3. Lors des primaires au sein du PT, Tarso Genro, maire de Porto Alegre, s'est porté candidat contre Olívio Dutra (gouverneur sortant) avec le soutien d'une coalition hétéroclite regroupant tant les éléments de la droite du Parti des travailleurs que ceux

du courant MES (que dirige la fille de Tarso Genro) issu de la tradition « *moreniste* » — en réalité tous ceux qui considéreraient que la Tendance Démocratie socialiste devait être minorée au sein du PT « *gaúcho* ». Pour pouvoir être candidat au poste du gouverneur Tarso Genro a dû démissionner du poste de maire de Porto Alegre, auquel il avait été élu en automne 2000, après une autre

primaire au sein du PT où il affrontait Raul Pont, le maire sortant, membre de Démocratie socialiste (cf. *Inprecor* n° 447 du mai 2000) avec le soutien du même arc des forces. Cette démission du maire récemment élu a affaibli le Parti des travailleurs, le laissant — pour la première fois dans l'État de Rio Grande do Sul — percevoir comme étant au service des carrières individuelles.

Porto Alegre de son mandat, alors qu'il s'était engagé à l'accomplir intégralement mais ne l'avait exercé qu'un an et trois mois, a été souligné tout le long de la compétition électorale, tant dans les sondages que nous avons réalisés que par les électeurs/électorales que nous rencontrions dans la campagne de rue, comme un des facteurs déterminants du vote opposé au PT. Cela aura des conséquences durablement dommageables, en particulier pour l'élection municipale de 2004, ce qui va exiger du Parti une ligne d'action spécifique susceptible de recomposer la relation de confiance entre le parti et la population, et une gestion de la municipalité qui surmonte les dégâts politiques actuels dans l'exécution des travaux et des services.

Une campagne en retard

Notre campagne a démarré tard. Après avoir tenu l'avant-scène politique avec les primaires et la composition de nos listes, notre candidature a disparu pendant une longue période de l'actualité de l'État. Même après le retour de notre candidat, le Parti n'est pas arrivé à rythmer la campagne jusqu'au jour du vote. Ce temps s'est avéré — ensuite — fatal pour l'élection, car d'une situation de favoris bénéficiant d'un large avantage, dont nous jouissions au départ, nous sommes passés à la situation d'outsider en seconde position, avec la nécessité de concentrer le feu contre la candidature de Britto au moment du retour du camarade candidat. Et même le matériel de base nécessaire au développement de la campagne (logo, jingle, tracts, affiches), est sorti avec un retard excessif, ce qui a retardé et paralysé la campagne au-delà du raisonnable.

La ligne politique du premier tour

Nous avons commencé la campagne avec un slogan — « *Oui au Rio Grande* » — qui ne disait pas grand-chose de la ligne adoptée par le parti comme axe de campagne. Les documents d'orientation interne formulaient l'idée que le propos central de la campagne devrait être de démontrer comment nous allions faire mieux que notre premier gouvernement. Autrement dit, l'axe était l'idée de l'avenir plutôt que l'exposé de ce qu'avait fait le gouvernement en place. Bien que cette ligne ait été la cible d'une large polémique, elle n'a pas duré longtemps, et s'est vue aussitôt remplacée par une attaque frontale contre la candidature de Britto, à laquelle tous les autres éléments

ont été subordonnés.

Sur un total d'une vingtaine de programmes électoraux édités pendant le premier tour, seuls quatre font référence au gouvernement, deux au vice-gouverneur et le gouverneur en place n'apparaît qu'une seule et unique fois.

Les conséquences de cette tactique centrée sur l'attaque contre Britto sont devenues évidentes quand l'opposition a changé de posture, confiant à Rigotto la fonction de nous affronter : nous n'avions rien accumulé pour affronter l'adversaire du second tour.

Dans le débat sur la ligne de campagne, en juin 2002, nous avons présenté un amendement qui disait littéralement ceci :

— à propos de la candidature Rigotto : « (...) nous ne pouvons nous désintéresser du potentiel de croissance de Rigotto, qui va disposer d'un temps significatif à la télévision, qui se présente comme une troisième voie face à la polarisation Britto/PT, qui appartient à une coalition participant sérieusement aux élections présidentielles, ce qui lui vaudra un apport financier substantiel et une solide stratégie de marketing, et qui compte, à la différence de Britto, sur un énorme appareil de parti et une structure militante faisant bloc autour de sa candidature dans tout le Rio Grande do Sul. C'est pourquoi nous devons suivre avec attention l'évolution de cette candidature au cours du processus électoral en évitant une posture édulcorée qui pourrait nous piéger et engendrer d'importantes contradictions au cas où nous aurions à disputer le second tour contre ce candidat. »

— à propos de la défense du gouvernement de l'État : « Dans cette élection notre gouvernement se trouvera au centre des débats politiques. Ce sera une élection à caractère plébiscitaire, où l'opposition conservatrice à notre projet, qui avant même l'installation du gouvernement s'était lancée dans des agressions démesurées, va amplifier ses critiques et multiplier de façon encore plus systématique des attaques de nature idéologique, politique et programmatique. Pour cette raison la campagne devra être un moment de clair soutien au gouvernement démocratique et populaire que nous avons débuté en janvier 1999 dans le Rio Grande do Sul, qui a représenté une interruption de la politique néolibérale appliquée de manière sauvage par la coalition néolibérale de Britto, et qui a inauguré une période de changements structurels de la réalité économique, sociale et culturelle de l'État.

Bien au-delà de la proclamation générale des caractéristiques de notre projet, on exigera de nous de soutenir nos engagements programmatiques à partir de l'exposé

de l'ensemble des réalisations concrètes que nous avons menées à bien (...) ».

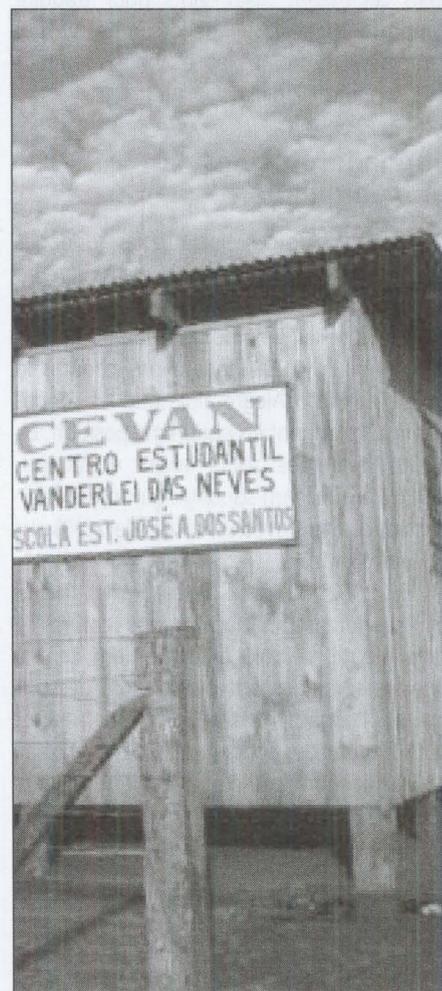
Avant même cela, lors du Directoire d'État du 11 mai, le texte de résolution sur la conjoncture explicitait : « *Germano Rigotto, candidat du PMDB, allié au PSDB, pourra compter sur un bon temps d'accès à la télévision et sur l'appareil du gouvernement fédéral. C'est une candidature qu'on ne peut pas mépriser car elle pourra se développer dans le vide laissé par la polarisation Tarso/Britto.* »

De fait, la négligence de ces deux données nous a coûté cher au premier tout et a configuré les conditions du second.

En outre, l'accent mis sur les personnalités — traduit par la bataille pour la comparaison des biographies au détriment d'une polarisation claire et permanente des projets — n'a pas alimenté nos forces militantes en arguments politiques et programmatiques nécessaires et suffisants pour la victoire.

Dispersion organisationnelle au second tour

Du premier au second tour, la campagne est passée d'une centralisation excessive à une fragmentation exagérée, et les occasions n'ont pas été rares où après délibéra-



Brésil

tion par la coordination la ligne approuvée n'a pas été appliquée pour l'édition du matériel ou pour les passages à la télévision. Au premier tour, toute la campagne s'était trouvée polarisée contre la candidature de Britto. La montée de Rigotto, et sa présence au second tour a pris la majorité de la coordination par surprise et a mis en évidence l'inexistence d'une stratégie de campagne pour affronter la candidature du PMDB.

Au second tour nous avons publié notre premier matériel dix jours après la reprise de la campagne, et de plus il a fallu retirer ce dernier de la circulation à cause d'une erreur, car il affirmait que la Banrisul avait été privatisée. Tout au long du second tour la crise causée par le manque de matériel était aussi permanente que décourageante.

En dépit de tout cela, nos équipes militantes courageuses et aguerries se sont lancées dans les rues, les villages, les lieux de travail, d'étude et de loisir, dans l'intérieur de l'État, les quartiers, pour faire du porte-à-porte et présenter nos propositions. Nous avons réussi, en dépit des erreurs, à récupérer des milliers de votes, grâce à ce travail passionné et constant de ces hommes et de ces femmes qui croient en eux-mêmes et dans le projet que nous représentons. Face à la défaite, tous les hommages sont justifiés mais cependant insuffisants pour traduire l'importance politique de ces militants qui renforcent notre projet et nous donnent espoir pour l'avenir.

Sondages, médias et manipulation

Au cours de ces élections les sondages se sont de nouveau révélés un instrument de manipulation de la réalité plus qu'un outil pour la dévoiler. Rien de nouveau pour nous là-dedans. En 1988 nous avons conquis la mairie de Porto Alegre alors que les sondages nous plaçaient en quatrième position. En 1998, quelques jours avant l'élection, l'IBOPE a publié un sondage où notre candidat apparaissait avec un retard de 20 % sur Antônio Britto.

En 2002, pourtant, le parti a vu s'affaiblir sa défense immunologique contre ce type d'outil. Le rôle excessivement central que les sondages ont occupé lors des primaires, l'engagement de ce même institut (IBOPE) pour des sondages du parti, en plus d'une réaction fort peu énergique à leurs résultats, ont permis que les sondages pren-

4. Ford a renoncé à installer une usine dans le Rio Grande do Sul, considérant que le gouvernement de cet État ne participait pas suffisamment à ses profits par les allègements fiscaux et avait des exigences sociales trop élevées.



nent sur nos militants une influence supérieure à ce qu'elle était les années précédentes. Les erreurs dans les chiffres donnés par ces sondages sont très préoccupantes et méritent une attention spéciale dans l'avenir immédiat, pour obtenir une meilleure réglementation et, tout spécialement, pour déterminer leur transparence, avec possibilité pour les partis d'accompagner leur conception, leur mise en œuvre et leur publication dans la presse et sur Internet.

Corrélativement un autre thème qui exige d'être pris en compte par le parti et d'être mis en débat avec la société est celui de la démocratisation et du contrôle éthique des grands médias dans la vie politique brésilienne. Nous n'aurons pas de véritable démocratie au Brésil tant que le droit à l'information ne sera pas assuré aux citoyens brésiliens.

« Anti-petisme »

Présente dans certaines analyses, l'idée de l'apparition d'une base sociale anti-PT mérite une analyse plus sérieuse.

Même avant notre entrée en fonctions, lors de l'élection de 1998, il était déjà possible de saisir ce que serait la stratégie d'opposition que les forces vaincues allaient adopter face à notre gouvernement. Pendant la campagne électorale le patronat avait organisé une offensive de terrorisme politique en direction des salariés, directement déployée par ses organisations de classe (en particulier la FIERGS). Comme on l'a appris depuis grâce à des enregistrements de conversations publiés par le journal Folha de São Paulo, il était déjà annoncé que « le PT ne peut gagner, s'il gagne il ne pourra pas

mettre en place un gouvernement, et s'il peut le faire il ne pourra pas gouverner » et le ministre Eliseu Padilha ajoutait que « si le PT gagne dans le Rio Grande do Sul, le Brésil aura un État de moins pour le président Fernando Henrique ».

Suite à la mise en place de notre gouvernement, ce schéma a été transféré de l'État à différents domaines de la société. Particulièrement à la presse.

Au moment de notre entrée en fonctions a été publié le premier d'une série de livres de combat politique contre le PT et le gouvernement. La "Nouvelle Classe" de Dacanal, a été la première de plus de vingt publications. Dans les tout premiers mois de notre gestion une manifestation agressive avec des œufs et des pierres le gouverneur élu. Plus d'une trentaine de sites ont été créés sur Internet pour véhiculer des attaques contre le PT et le gouvernement. Des instituts tels que Século 21 ont été créés et financés pour promouvoir ces attaques par des événements, des publications et des campagnes publicitaires. Au début de cette année-là le leader du PMDB, le député César Buzatto, dans une conférence au séminaire d'État du PMDB, annonçait la « stratégie d'opposition au gouvernement Olívio », devenue depuis un manuel écrit : « Faites tout pour vaincre le PT car j'affirme — sur la base de mes années d'expérience politique — que notre ennemi s'appelle PT. Avec lui il n'y a pas moyen de négocier, parce qu'ils veulent nous détruire. C'est eux ou nous. Il n'y a là aucune compatibilité, c'est comme l'huile et le vinaigre, ça ne se mélange pas ».

Tout cela s'est produit avant l'affaire Ford (4) ou quelque acte de gestion que ce

soit de la part de notre gouvernement. Il s'agit d'une tactique de l'opposition délibérée et organisée avant même que notre gouvernement ait débuté.

La compréhension de ce fait est fondamentale pour que notre analyse établisse s'il s'agissait ou non d'un gouvernement de conflits, quelle était l'origine de ceux-ci, et qui était « l'agresseur » et qui « l'agressé ». Et c'est ce fait qui en fin de compte est devenu central et décisif dans la campagne électorale.

En dépit de toute cette artillerie que l'on a maniée contre nous tout au long des quatre ans de gouvernement ce courant politique fut durement rejeté par l'électorat, son principal candidat (Antônio Britto) ne recueillant que 12,31 % des voix.

Enfin, qu'on tienne compte du fait que le réquisitoire développé par ce courant n'était pas un réquisitoire nécessairement anti-gouvernement, mais bien un réquisitoire anti-gauche. Les thèmes travaillés par ces gens étaient un mélange de thèmes relevant de l'État (la sécurité), des municipalités (azul-zinhos, paradis...), du mouvement social (Fazenda Ana Paula), ou idéologiques (FARC, Cuba, etc.).

Conclusions

① Au regard de ces faits, nous pouvons affirmer que les causes déterminantes de notre défaite se situent au sein de la campagne elle-même, de ses options, de ses erreurs et succès et non dans des circonstances antérieures ou extérieures à elle. Nous aurions pu gagner les élections dans le cadre de cette conjoncture (Gouvernement de l'État, dure lutte politique de l'opposition, faible temps de passage à la télé, etc.) comme le résultat lui-même le montre. Notre parti a besoin, face à la défaite, d'avoir l'humilité de tirer des leçons des erreurs qu'il a commises et de ne pas les répéter dans les batailles à venir.

② Nous avons besoin, en même temps que nous faisons le bilan politique de cette campagne électorale, d'élaborer une stratégie politique pour affronter la prochaine période, en tenant compte de la nouvelle conjoncture qui s'ouvre avec la victoire de Lula au Brésil et la défaite de Tarso dans le Rio Grande do Sul. Nous devons soutenir la victoire de Lula à la Présidence de la République avec beaucoup de force et engager les militants de notre Parti dans la construction du gouvernement fédéral. La victoire de Lula allume la flamme de l'espoir pour des millions et des millions de gens, non seulement au Brésil, mais dans les Amériques et le monde entier. L'espoir que soient modifiés les fondements du projet néolibéral qui ont

conduit à l'exclusion et à la misère des millions de travailleurs/euses qui ont perdu leur emploi avec les privatisations, avec le refroidissement de l'économie ou les restructurations des entreprises. L'espoir que le Brésil devienne une nation où le peuple fasse entendre sa voix à son tour, qu'il puisse participer aux grandes décisions du pays et que ceux qui gouvernent défendent, souverainement et dans l'honneur, les intérêts légitimes de notre peuple devant les autres nations du monde globalisé. Enfin, l'espoir qu'un autre monde et un autre Brésil sont possibles.

③ De la même façon, nous devons procéder à une étude en profondeur des causes générales et spécifiques de l'échec de notre candidature au gouvernement de l'État dans 22 des 35 municipalités que nous administrons et, à partir de là, tracer un plan stratégique coordonné par le PT pour corriger à temps les erreurs et confusions identifiées et affirmer les réussites et conquêtes obtenues. Dans la prochaine période nous devons avoir la capacité d'affronter, et résoudre, au moins quatre défis distincts : gagner les élections à Porto Alegre, à cause de la signification que la capitale des « gaúchos » a pour l'État en général et pour la gauche en particulier ; construire la succession dans les municipalités que nous dirigeons pour la seconde fois et où nos maires ne pourront être de nouveaux candidats (Caxias, Gravataí, Alvorada, Viamão) ; garantir la réélection dans les autres municipalités pédistes et finalement, accroître largement le nombre de municipalités dirigées par le camp démocratique et populaire dans le Rio Grande do Sul.

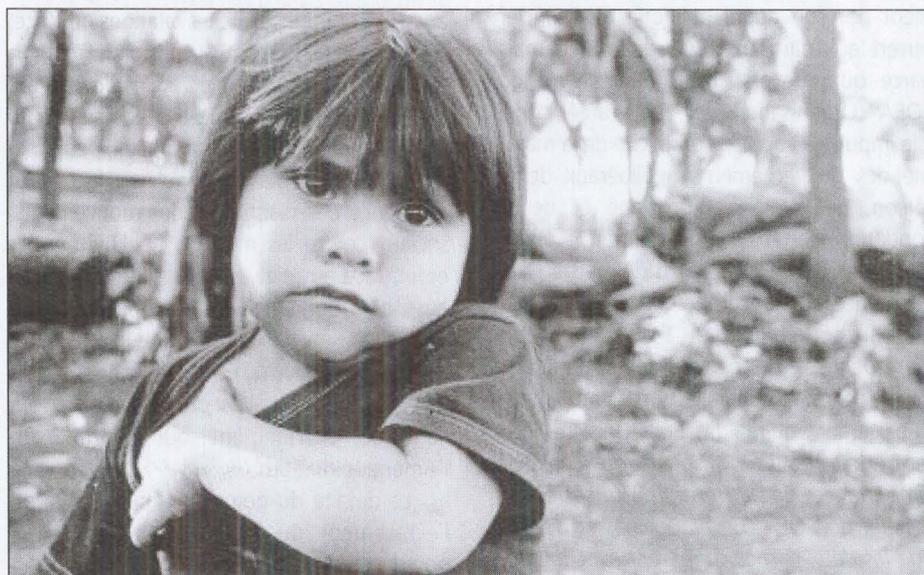
④ Nos parlementaires vont jouer un rôle fondamental dans cette nouvelle conjoncture. Notre groupe fédéral aura la tâche de soutenir le gouvernement Lula et de représenter notre gouvernement dans le territoire « gaúcho » alors que notre groupe dans l'État

aura pour tâche principale le contrôle du gouvernement Rigotto et le développement politique du statut d'opposition que les urnes nous ont conféré ici dans l'État.

⑤ Nous devons aussi reprendre un fort dialogue avec les mouvements sociaux et populaires pour construire, ensemble, un programme et une direction politique capable et conséquente en vue des prochains combats politiques, tant programmatiques qu'idéologiques ou électoraux.

Toutes ces tâches ne seront affrontées avec succès que si nous sommes capables de surmonter le défi interne au parti. De toutes les vertus du PT du Rio Grande do Sul la plus importante pour ses victoires a toujours été son sens collectif et unitaire. C'est justement ce sens qui, affaibli dans la dernière période, mérite d'être recomposé. Construire un parti de façon démocratique et militante, qui soit capable de se placer au-dessus de prétentions personnelles ou de groupes, qui ait dans la politisation son socle fondamental est notre principal défi et notre tâche la plus importante. D'énormes défis se présentent devant nous. De vastes secteurs de la population se sont rapprochés de notre projet durant ces élections et veulent une alternative concrète pour donner vie à leur espoir. Nous avons accumulé suffisamment sur les plans politique et programmatique pour donner continuité à notre projet de transformation socialiste de la société. Nous avons l'énergie nécessaire pour continuer à donner une issue à nos rêves et nos utopies. Nous avons la force et la capacité de regrouper pour préparer, avec humilité, obstination et sagesse, la reprise du gouvernement de l'État en 2006 et approfondir ainsi les changements en faveur des classes populaires que nous avons entamés. ■

Porto Alegre, novembre 2002



➔ Stopper le golpisme de la droite et de l'impérialisme ! ➔ Non à Gaviria et au piège de l'OEA ! ➔ Solidarité active avec la lutte des travailleurs et du peuple vénézuélien !

Déclaration du SU de la IV^e Internationale

1. L'escalade de la droite commencée avec la « grève générale » et approfondie avec l'actuelle bataille dite finale fait partie de la stratégie contre-révolutionnaire visant à renverser le gouvernement légitime démocratique de Chavez et à écraser le processus d'auto-organisation et d'auto-défense des ouvriers, des étudiants et des masses populaires. Cette escalade a un caractère criminel qui se manifeste par les assassinats permanents de militants politiques et sociaux, les provocations des bandes fascistes et par le sabotage de la production pétrolière initié dès le début décembre par les mafieux de PDVSA [la société pétrolière] et les dirigeants corrompus de la CTV [l'adite centrale des travailleurs vénézuéliens].

Avec l'appui des pouvoirs médiatiques, en particulier des télévisions privées, l'opération déstabilisatrice de la bourgeoisie vise à la manipulation politique, à susciter la crainte, à provoquer le chaos économique et la division des militaires qui jusqu'à maintenant soutiennent le gouvernement de Chavez.

2. L'administration Bush, qui prépare un nouveau génocide contre le peuple irakien, joue un rôle décisif dans cette escalade contre-révolutionnaire. Et cela non seulement par son appui politique et financier ouvert aux partisans du coup d'Etat, mais parce qu'à travers l'instrument servile de l'OEA (Organisation des Etats américains) elle impulse — avec la complicité de la majorité des gouvernements néolibéraux de la région, de l'Union européenne et de la Fondation Carter — l'intervention « diplomatique » dont l'objectif est de mettre fin à l'existence du gouvernement démocratique de la « République Bolivarienne du Venezuela ». Dans ce sens, les déclarations de Richard Boucher, porte-parole du Département d'Etat des États-Unis, ne laissent aucun doute : « Nous avons souligné l'importance de la mission du secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, et du fait que les deux parties coopèrent avec lui afin

de résoudre leurs différends politiques. » Dans le langage des intérêts impérialistes, cette « coopération » ne peut se comprendre que comme chantage face au gouvernement vénézuélien afin qu'il finisse par accepter « un dialogue démocratique », en tant que première étape de sa capitulation politique. La « mission » de César Gaviria — ex-président de Colombie, animateur de la contre-insurrection, promoteur des groupes paramilitaires et responsable de la violation systématique des droits de l'homme dans son pays — doit être dénoncée et condamnée complètement. L'OEA prétend obtenir par le moyen de sa « charte démocratique » ce que la contre-révolution entrepreneuriale et impérialiste n'a pu obtenir le 11 avril passé. Pourtant, comme l'affirment les organisations populaires de gauche et bolivariennes, il ne peut y avoir aucune « concertation » avec la droite golpiste et les entrepreneurs.

3. Au Venezuela se livre une bataille anti-impérialiste décisive. Malgré les limites et les oscillations du gouvernement Chavez face à l'approfondissement d'un processus de rupture avec la bourgeoisie et face aux mesures à prendre pour désarticuler l'opération golpiste, le peuple bolivarien est descendu dans la rue. Là se jouent non seulement le futur démocratique du pays, mais aussi, en grande partie, les relations de force avec l'impérialisme dans la région.

Après les victoires électorales de Lula au Brésil et de Gutiérrez en Equateur, suite à la permanence de « l'argentinazo » comme processus de rébellion populaire, face à la croissance des résistances des mouvements sociaux contre les modèles néolibéraux et, enfin, face au rejet à l'échelle du continent aussi bien du Plan Colombie que du projet de recolonisation de la Zone du libre-échange des Amériques (ZLÉA), les États-Unis veulent créer une muraille « préventive » face au vent de changement qui souffle sur l'Amérique du Sud.

La défaite du gouvernement Chavez et l'écrasement du mouvement ouvrier et populaire qui se développe en Amérique lati-

ne tendent à être une priorité dans la stratégie contre-révolutionnaire de Washington. Le maintien du gouvernement Chavez — et la dynamique de lutte de classes qui s'est enclenchée — entre en contradiction avec le contrôle régional qui, pour le Pentagone et le Département d'Etat, implique la mise en œuvre du Plan Colombie et de la ZLÉA.

Simultanément, une victoire du golpisme et des intérêts impérialistes au Venezuela réduirait encore plus la marge de manœuvre politique et économique de gouvernements tels que ceux de Lula et Gutiérrez. Elle renforcerait les conditions défavorables à l'insurrection armée et au mouvement populaire en Colombie et consoliderait le blocus contre Cuba.

4. C'est dans ce contexte que la solidarité internationaliste avec la lutte populaire au Venezuela se doit d'être ample, active et militante. La lutte des travailleurs et des étudiants, des syndicats classistes et des organisations populaires, des partis de gauche et des cercles boliviariens au Venezuela est la même lutte que celle des peuples latino-américains contre les élites dirigeantes, le néolibéralisme, le FMI, la Banque mondiale, la BID (Banque interaméricaine de développement) et le paiement de la dette extérieure.

C'est une lutte démocratique pour la souveraineté et les droits des peuples à décider de leur propre destin. C'est une lutte anti-impérialiste et anticapitaliste. Les forces de la IV^e Internationale s'engagent dans ce combat. Elles stimulent dans divers pays des activités de solidarité, des manifestations publiques, des prises de position politiques. Elles participent et appuient de manière inconditionnelle des campagnes de signatures et de protestation organisées par les courants et les mouvements démocratiques anti-impérialistes et révolutionnaires.

le 4 janvier 2003

Secrétariat unifié

de la IV^e Internationale

Le mouvement indigène et populaire et les défis du gouvernement

Par
Fernando López Romero*

Le triomphe de Lucio Gutiérrez a mis en première ligne les revendications du mouvement populaire et il doit être analysé dans le contexte historique des dernières décennies en Équateur.

Depuis les années 1980, avec la fin du boom pétrolier et du projet d'industrialisation par la substitution des importations impulsé avec force par les gouvernements militaires des années 1970, l'Équateur a été soumis systématiquement au chantage de la dette extérieure, au renforcement de l'échange inégal et aux politiques d'ajustement renforcées à la fin des années 1980 par les diktats programmatiques du Consensus de Washington. Les résultats en furent dévastateurs : l'économie équatorienne s'est affaiblie dans le contexte de la zone andine, on a assisté à une dégradation croissante de la nature dans toutes les régions du pays, le chômage s'est accru comme a augmenté la migration des populations rurales vers les villes, on a assisté à une concentration de la propriété et des terres ainsi qu'à la pénétration des transnationales dans les secteurs hôtelier, alimentaire, pétrolier et de télécommunications. L'État a réduit au minimum sa fonction de fournisseur des services et de garant des droits sociaux. Les secteurs de l'éducation et de la santé ont été les plus atteints par ce retrait.

La crise s'est aiguïlée au cours des années 1990. Depuis 1995 l'économie équatorienne n'est pas sortie d'une forte récession provoquée par les politiques de taux d'intérêt élevé, qui à certains moments ont atteint près de 100 %. L'augmentation du coût du crédit et l'ouverture du marché équatorien aux produits manufacturés étrangers a conduit à la ruine des milliers d'artisans et de petites entreprises industrielles. Les politiques néolibérales en faveur du capital financier ont créé les conditions d'une grave crise bancaire qui a éclaté à la fin de la décennie. C'est dans ce cadre que s'est produit le soulèvement populaire et

militaire du 21 janvier 2000 (1) qui a renversé le gouvernement néolibéral de Jamil Mahuad. La fraude bancaire a appauvri et ruiné des milliers de petits et moyens épargnants et provoqué la fuite de plus d'un million de personnes, en particulier vers l'Espagne. Cela a approfondi le mécontentement de la majorité de la population, se traduisant dans le désespoir et la rage.

Le rôle des secteurs populaires organisés

Le Mouvement d'Unité plurinationale Pachakutik-Nuevo País et la Sociedad Patriótica du 21 Janvier, appuyés par le Mouvement populaire démocratique, ont été et restent soutenus par les plus importantes forces du mouvement populaire : la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), la Fédération nationale des organisations indigènes rurales et noires (FENOCIN), la Centrale équatorienne des organisations syndicales libres (CEOLS),

l'Union nationale des enseignants (UNE), les affiliés au Secours rural et finalement la Fédération nationale des indigènes évangéliques (FEINE). En soutenant une candidature qui a exprimé le rejet populaire du système politique et des politiques néolibérales, c'est pour la première fois que l'ensemble de ces organisations ont constitué une force électorale du Front unique qui s'est exprimée par le vote des ouvriers, des paysans, des Indiens, des petits commerçants, des militaires retraités, des artisans, des chômeurs, des enseignants, des étudiants, des employés publics et privés, des petits propriétaires des campagnes et des villes.

Le programme électoral de ce front revendiquait comme éléments centraux l'appui à la production contre les banques corrompues, aux entrepreneurs honnêtes contre les malhonnêtes, la remise en cause de la corruption et du système des partis politiques, sans aborder de manière claire les questions cruciales comme la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) et la dette extérieure.

Le vote en faveur de Gutiérrez relève donc de la même crise que le soulèvement argentin, la montée du mouvement populaire au Brésil, au Pérou et en Bolivie et la mobilisation contre le Plan Colombie. Cette victoire s'est produite dans le cadre d'importants succès électoraux de la gauche en Amérique latine, comme les progrès du MAS en Bolivie ou la victoire du Parti des travailleurs au Brésil.

Ce résultat électoral témoigne aussi de la continuité des luttes démocratiques depuis la victoire du « non » lors du plébiscite sur les privatisations et les réformes politiques en novembre 1995, la naissance de Pachakutik, le renversement du gouvernement d'Abdalá Bucaram en février 1997, la lutte pour la Constituante en 1998 et le renversement du gouvernement Mahuad en janvier 2000.

* Fernando López Romero est membre de la direction nationale du Courant Démocratie socialiste, section équatorienne de la IV^e Internationale.

1. Cf. *Inprecor* n° 443/444 de janvier-février 2000.



Équateur

Le vote en faveur de Gutiérrez exprime aussi la vision du pouvoir d'une couche de dirigeants populaires et indigènes, qui ne suivent pas d'une manière soumise un militaire caudillo mais qui ont vu dans la conjoncture apparaître une alternative au pouvoir en place.

L'influence et l'autorité de l'Armée dans la société équatorienne a pu être capitalisée par Gutiérrez. Le nationalisme est un des ingrédients significatifs de la conscience de secteurs populaires qui aspirent à une direction forte.

Ce fut donc un vote d'indignation, un vote de rejet des conditions de vie, un vote de réprimande du système politique. Il reflète la radicalisation de secteurs importants de la jeunesse urbaine et rurale qui entrent pour la première fois dans la vie politique du pays.

Avec un score significatif dans les villes les plus importantes, Gutiérrez a obtenu le soutien essentiel dans les zones périphériques du pays, en particulier dans les provinces centrales de la Sierra où la paysannerie indigène est forte, et en Amazonie.

Un scénario de contradictions et de conflits

Le nouveau gouvernement va devoir affronter des conditions économiques, politiques et sociales complexes et difficiles. Il devra faire face à un ensemble de problèmes entrelacés.

Le secteur financier ainsi que les grands exportateurs et importateurs brandissent un programme patronal d'ouverture des frontières et libéral. Malgré la modération des discours de Gutiérrez, certains groupes économiques et certains secteurs politiques de la droite et du centre se préparent à livrer une bataille pour l'affaiblir et l'isoler à la fois du Congrès, des principaux gouvernements locaux, des moyens de communication et des milieux patronaux.

Dans l'immédiat le poids de la dette extérieure est insoutenable. Le service de la dette consomme plus de la moitié des recettes de l'État, ce qui l'empêche de s'atteler aux besoins sociaux croissants. La dollarisation a un coût chaque jour plus grand pour les secteurs populaires et pour la production interne des biens et services dans une économie qui chaque fois achète plus et vend moins, qui manque d'investissements productifs internes et externes et qui est soumise à une inflation croissante et aux difficultés fiscales. La dollarisation a signifié la perte de la souveraineté monétaire en même temps que d'énormes profits pour le secteur impor-

tateur des biens de consommation. Les bénéfices annoncés de la dollarisation — limitation de l'inflation, baisse des taux bancaires et attrait pour les investissements étrangers — ne se sont pas accomplis. Les taux d'intérêt approchent les 20 % et l'inflation les 30 %. Ce sont les prix élevés du pétrole équatorien et les transferts des travailleurs émigrés qui ont soutenu la dollarisation. Dans les mois à venir les secteurs exportateurs vont exercer une pression pour en sortir alors que les secteurs importateurs voudront la maintenir. Mais au-delà des intérêts concrets des groupes économiques de la bourgeoisie, une économie dollarisée n'est à terme pas soutenable si les exportations et les investissements étrangers ne s'améliorent pas.

La crise fiscale menace d'empêcher de faire face aux paiements dès décembre 2002 — il manque plus de 700 millions de dollars de recettes escomptées. Certains secteurs voudraient la résoudre avec l'augmentation des prix du gaz domestique et de l'essence, mesures qui en Équateur se tournent toujours contre les secteurs populaires. La réponse immédiate a été la menace de grève des 100 000 enseignants qui n'ont pas été payés en novembre.

L'application du Plan Colombie et l'existence de la base militaire nord-américaine de Manta compromettent la souveraineté de l'Équateur et menacent d'impliquer chaque fois plus les Forces armées dans l'internationalisation impérialiste du conflit colombien.

Malgré les contradictions entre le programme du premier et du second tour de la présidentielle et le changement de sa composition de classe par l'introduction de l'idée d'unité nationale, les organisations populaires maintiennent leur appui au futur gouvernement. Le Mouvement Pachakutik, qui s'était donné pour but d'entrer au gouvernement avant la fin de la décennie, partage la responsabilité de ce qu'il considère comme un gouvernement de transition, y disputant les espaces aux secteurs patronaux et politiques. La stratégie de Pachakutik est de soutenir un gouvernement de coalition avec des secteurs patronaux et en dehors d'une claire définition idéologique. Pachakutik s'oppose aux grands groupes monopolistes, spécialement ceux du littoral, et met en avant des politiques qui ne menacent pas, mais au contraire renforcent sa base sociale paysanne et indigène, renforcent les gouvernements locaux qu'il dirige ou influence, de manière à structurer des espaces de résistance à l'intérieur de l'État. Fidèle à cette stratégie il lutte pour des positions au sein du gouvernement en collant fortement à Lucio Gutiérrez et à son parti. Ce faisant,

Pachakutik joue son avenir en tant que projet politique.

Le mouvement indigène équatorien, les syndicats, les secteurs populaires urbains et ruraux vont se partager le gouvernement avec les groupes économiques qui se sont approchés de Gutiérrez avant et depuis son élection. Parmi ces derniers il faut signaler la présence de l'économiste Mauricio Pozo en tant que conseiller économique. Ce personnage est très proche du FMI, de la Banque de Pinchincha et du groupe PROINCO, dont les intérêts sont situés en particulier dans la Sierra et dont les capitaux atteignent 3 milliards de dollars. Le banquier Mario Canessa, de la Banque Bolivariano liée aux exportateurs de bananes et qui représente quelque 500 millions de dollars, est beaucoup plus proche de Gutiérrez. Canessa sera le ministre de l'économie et il est lié aux groupes économiques tels la famille Quirole, propriétaire de la Banque de Machale exportatrice de crevettes et de bananes, et la famille Wong exportatrice de bananes, au capital de 250 millions de dollars. Comme conseiller économique on voit aussi réapparaître Guillermo Lasso de la Banque de Guyaquil, qui fut une figure clé dans le gouvernement Mahuad.

Le groupe Carrera Drouet et les familles Maspons et Dunn, qui représentent un milliard de dollars, se sont également approchés de Gutiérrez. Ce sont des importateurs liés à la Corporation Noboa, le groupe économique le plus puissant en Équateur, dont les capitaux dépassent deux milliards de dollars et dont le propriétaire n'est autre qu'Alvaro Noboa, l'adversaire de Gutiérrez lors de l'élection présidentielle du 24 novembre dernier.

Par contre le groupe Febes Cordero, de la famille de l'ex-président de droite León Febres Cordero, maintient ses distances : ce groupe représente quelque 600 millions de dollars et la meilleure capacité de pression politique avec la direction du Parti social-chrétien, le plus grand parti politique de l'Équateur.

Les défis pour le mouvement populaire

Les semaines et les mois qui viennent seront marqués par une intense attente et une mobilisation sociale. Le gros du mouvement populaire a décidé d'octroyer au nouveau gouvernement un soutien initial et du temps. La bourgeoisie est divisée. Certains secteurs s'appêtent à co-gouverner, alors que d'autres restent attentistes, soulagés par

les approches des organismes financiers internationaux, du gouvernement des États-Unis, de gouvernements voisins et de ceux d'Espagne et d'Allemagne, que Gutiérrezz a engagés dès l'annonce des résultats du premier tour. Soulagés aussi par les appels du président à la concertation avec tous les secteurs. La principale opposition initiale sera donc concentrée au sein du Congrès.

Dans les classes populaires nous assistons à une tension entre la conscience spontanée des masses et les secteurs organisés. Le défi étant de comment approfondir, développer et assurer la continuité de la conscience populaire dans une situation de

disputes au niveau gouvernemental et de crise politique et économique. Le peuple a développé une conscience de la nécessité et de la possibilité de changements politiques qui mettraient fin au vieux système et un rejet du néolibéralisme qui sont potentiellement anticapitalistes. Il est essentiel de renforcer le niveau actuel de conscience et de le propulser en avant, en liant les revendications immédiates et actuelles avec celles qui remettent en cause le cœur de l'exploitation, de la domination et de l'oppression.

Les éléments centraux de ce programme sont ceux qui permettent un élargissement de la démocratie au sein des secteurs popu-

lares ; qui permettent d'affronter la ZLÉA et le Plan Colombie ; qui remettent en cause la dictature du capital financier et les politiques néolibérales ; qui mettent au centre des revendications la fin de l'ajustement structurel, le non-paiement de la dette extérieure et la fermeture de la base militaire nord-américaine de Manta, en les liant à la lutte pour l'eau, la terre et les ressources naturelles. Toute cette lutte renforcera l'auto-organisation, expression de l'indépendance des secteurs populaires. Tel est le pari. ■

20 décembre 2002

« Nous n'allons ni privatiser ni dédollariser... »

Interview du président Lucio Gutiérrez

Par
la rédaction de Página/12*

En arrachant la présidence au roi de la banane, Alvaro Noboa, le 24 novembre dernier, le colonel à la retraite, Lucio Gutiérrez, a largement remporté l'élection présidentielle avec plus de 54 % des voix, sur la base d'une plate-forme populiste de gauche. Lors d'une brève visite à Buenos Aires, pour livrer « un message d'unité et d'intégration » aux pays d'Amérique latine et insister sur la fraternité entre Simón Bolívar et San Martín, il s'est entretenu avec la rédaction du journal Página/12 sur les défis auxquels son gouvernement, composé du parti Sociedad Patriótica et du mouvement indigène Pachakutik, doit faire face.

● **Que seront les priorités de votre gouvernement ?**

— Le 20 janvier, il y aura un grand dialogue national autour de quatre objectifs : en finir avec la corruption, mettre fin à la nature partisane des tribunaux et élire des représentations par collèges électoraux ; créer une quatrième fonction de l'État de contrôle des finances ; réformer le Code pénal pour permettre de destituer les fonctionnaires corrompus et introduire des principes éthiques dans les charges publiques et enfin, diminuer la pauvreté et consacrer plus de fonds à la santé et l'éducation.



● **Le mouvement Pachakutik pense qu'il est possible de sortir de la dollarisation. Et vous ?**

— Comme l'Équateur est dollarisé, nous allons maintenir et renforcer la dollarisation, pour que ses effets positifs réels puissent toucher les gens les plus pauvres du pays ; maintenant il y a trois fois plus de gens plus pauvres avec la dollarisation et il est temps qu'ils aient le sentiment que cette politique comporte des avantages.

● **Est-ce que vous pensez l'abandonner éventuellement ?**

— La discussion se poursuivra. En Équateur, notre monnaie a été le sucre pendant 100 ans et les autorités n'ont pas pu le soutenir. C'est pour cela qu'il fallait opter pour la dollarisation. En 20 ans, des années 1980 jus-

qu'à 2000, nos gouvernants ont dévalué le sucre, en faisant passer le dollar états-unien de 25 sucres en 1980 à 25 000 en 2000. Comment passer du cercle vicieux au cercle vertueux ? Du point de vue de la mondialisation, le dollar est un aspect. Avant, je refusais la dollarisation, parce que ça signifiait la perte de la souveraineté monétaire. Maintenant, c'est ce que les gens veulent, selon les enquêtes d'opinion. Mais si nous sommes corrompus et non concurrentiels, quelle que soit la monnaie il y aura des problèmes.

● **Quel sera votre programme économique ?**

— Nous allons créer des emplois dans les

* Página/12 est un quotidien paraissant à Buenos Aires, Argentine

Équateur

secteurs de l'agriculture et l'élevage, le tourisme et les mines. C'est-à-dire, la priorité aux secteurs non pétroliers pour que le système ne chancelle pas avec les oscillations du prix du pétrole, parce que le défi est d'être concurrentiels et honnêtes. Il faudra baisser le coût-pays : les taux d'intérêt et les impôts ; nous avons besoin d'une discipline fiscale, de l'amélioration des exportations, d'investissements dans l'éducation, d'importation des technologies. La solution est de faire un effort vers l'exportation ; dans ce dessein, nous devons produire plus. Nous recherchons l'alternative de la concession de nouvelles entreprises, comme les projets hydroélectriques, et ne pensons pas aux privatisations. Il y a des entrepreneurs qui ne sont pas d'accord avec la privatisation, politique qui a échoué dans beaucoup de pays latino-américains. Tous ces points se traduiront en lois et il faudra réformer la Constitution.

● *Vous parlez de renverser le cercle vicieux, parce que les pauvres sont les plus touchés par la dollarisation. Que faire pour résoudre la situation de plus que 70 % des Équatoriens ?*

— Tout d'abord, nous devons connaître la véritable magnitude du problème économique, que les gens de notre futur gouvernement discutent avec les autorités économiques du gouvernement actuel et avec des fonctionnaires du FMI ; une fois que nous connaissons l'ampleur du problème économique, nous commencerons à structurer une stratégie pour l'affronter. Ce que nous allons faire indépendamment de cela, c'est prendre des mesures pour un combat décidé contre la corruption (du fait de la corruption, on vole environ 2 000 000 dollars par an), récupérer l'argent que volent les banquiers et entrepreneurs corrompus (un total de 5 000 000 dollars) et éviter l'évasion fiscale, qui concerne surtout l'impôt sur le revenu. De même, nous allons nous concentrer sur les subventions, les réformes, de manière à ce que ceux qui ont plus paient le prix réel pour les services et par principe de solidarité appuient ceux qui ont moins.

● *Comment appréciez-vous le dialogue avec les organismes internationaux de crédit après votre passage aux États-Unis, en ce qui concerne le paiement de la dette externe et l'accord de stand-by ?*

— Les perspectives se présentent fort bien, nous avons pris quelques contacts avec les autorités du Fonds et je crois que nous pouvons arriver à un accord, ce qui par ailleurs est fondamental, dans le cadre de notre stratégie globale, pour résoudre les problèmes

économiques de l'Équateur.

● *Qu'est-ce que vous comptez faire pour récupérer l'argent qu'ils ont sorti de l'Équateur ?*

— Comme je l'ai dit avant, il faudra dépolitiser et abolir la nature partisane des Tribunaux de justice de l'Équateur, en engageant des juges indépendants des partis politiques : c'est fondamental pour réussir à extraditer les banquiers corrompus qui vivent à l'étranger. Il faudra en outre la volonté politique de les extraditer, parce que jusqu'à maintenant on a fait des efforts pour que les banquiers ne reviennent pas en Équateur, parce que s'ils le font et commencent à parler, beaucoup d'idoles du fric pourraient s'effondrer. Dans notre cas, l'avantage est que nous n'avons pas d'engagements avec quelque groupe politique ou économique, mais uniquement avec Dieu, avec notre conscience et avec le peuple équatorien.

● *Comment allez-vous améliorer le pouvoir d'achat des gens ?*

— Tout d'abord, il faudra une grande discipline fiscale. Nous ne pouvons pas continuer comme l'a fait ce gouvernement (de Gustavo Noboa). Nous devons encourager les exportations, et dans ce dessein, nous devons être plus concurrentiels, ce qui implique un investissement dans l'éducation, l'importation des technologies pour augmenter la productivité et aussi de réaliser certaines réformes, par exemple, éliminer les oligopoles et monopoles, pour favoriser la concurrence. Quand il y a la concurrence, on améliore les services et réduit les coûts.

● *Craignez-vous qu'une situation similaire à celle du Venezuela puisse apparaître ?*

— Non, la situation en Équateur sera différente, parce que les personnes sont différentes, je n'ouvrirai pas de front avec qui que ce soit. Au contraire, nous allons intégrer tous les secteurs de la société équatorienne, parce que notre gouvernement est pluraliste, de convergence nationale, que tous les secteurs assument la responsabilité de ce projet d'intégration et de transformation nationale. Alors, il n'y aura pas ces problèmes d'exclusion. À l'inverse de l'inclusion de ceux qui gouvernent le pays et de l'exclusion de la majorité équatorienne, dans mon gouvernement ceux qui étaient exclus seront inclus.

● *Comment envisagez-vous les relations dans la région après votre passage par le Pérou, le Chili, l'Argentine ?*

— Je suis un partisan de l'intégration. Les problèmes de l'Amérique latine sont les mêmes : toutes les nations sont confrontées à la pauvreté, au chômage, à la corruption, au trafic des stupéfiants ; l'enseignement est loin d'être efficace. Il y a des problèmes de santé. Alors, si les problèmes sont les mêmes, il faut les mêmes solutions. Et la manière la plus facile et la plus économique est de faire cause commune par l'intégration. C'est le message que nous portons lors de nos visites aux différents pays. En Équateur, nous visons un gouvernement d'intégration, de concertation nationale, et nous allons prôner ce concept pour les autres pays latino-américains. Par ailleurs, si la ZLÉA constitue une menace, nous voulons un cadre de négociation adéquat.

● *Quid du Brésil, maintenant, avec le changement de gouvernement ?*

— Nous serons présents, parce qu'il y a beaucoup d'éléments en commun et justement notre volonté de diriger les ressources de l'État vers le secteur social, par un investissement au profit de l'éducation, de la santé, de la création d'emplois.

● *Le Pachakutik a demandé une plus forte représentation. Que va-t-il se passer ?*

— Il y a quelques différences entre le Pachakutik et nous. Il est évident qu'un parti politique demandera toujours une plus forte représentation dans un gouvernement. Par contre, nous avons réalisé des accords importants. Le pays n'est pas composé par mon parti, la Société patriotique et Pachakutik, mais par 12 millions et demi d'Équatoriens et il faut gouverner pour tous. L'alliance reste très solide. Pachakutik est d'accord que la voie est l'alliance avec d'autres secteurs politiques, parce que c'est la seule façon de résoudre les problèmes.

● *Comment voyez-vous la question de la majorité parlementaire ?*

— Nous allons tenter d'avancer vers une majorité dans le Congrès pour qu'il soit plus facile de gouverner. De toute manière si nous n'obtenons pas une majorité dans le Congrès pour les réformes, nous allons appeler à une consultation populaire, pour que le peuple décide de manière directe d'appuyer les réformes que nous présentons. ■

Entre l'Argentinazo et l'effet Lula

Par
Ernesto Herrera*

Un affrontement politique et social décisif se déroule dans les rues du Venezuela, autant pour le destin démocratique du pays que pour les rapports de force face à l'impérialisme états-unien dans la région. Par ailleurs, l'expérience de l'Argentinazo et le triomphe de Lula posent de nouveau des questions stratégiques pour la gauche et les mouvements sociaux, dans un scénario où les États-Unis renforcent leur hégémonie (économique, politique et militaire) avec l'objectif de tendre un cordon sanitaire « préventif » autour des processus de changement politique et des luttes dynamiques qui se déroulent dans différents pays d'Amérique du Sud. Tandis qu'ils poursuivent la mise en place de conditions contre-révolutionnaires.

Deux horizons

Décembre 2001. Un formidable soulèvement révolutionnaire a secoué l'Amérique latine. Quand les masses dans la rue et auto-organisées ont débordé les médiations moribondes de la « démocratie représentative », les structures partidaires et syndicales corrompues, pour mettre fin à la courte et pathétique expérience de l'Alliance « progressiste » en Argentine.

Un an plus tard, les marches des multitudes vers l'historique Plaza de Mayo au centre de Buenos Aires — les 19 et 20 décembre — où ont conflué des milliers de piqueteros, les participants aux assemblées de quartier, les travailleurs des usines autogérées, les petits épargnants, les mouvements sociaux et syndicaux, les organisations de droits humains et les partis de gauche, ont confirmé que la vitalité de la lutte populaire a maintenu ouvert le processus de lutte des classes où se construit une sortie alternative à la crise capitaliste — au-delà du calendrier électoral.

Janvier 2003. Inauguration de Lula comme président du Brésil. Avec 52 millions de votes, l'ex-dirigeant des ouvriers métal-

lurgistes et son Parti des travailleurs arrivent au gouvernement. C'est le début d'une bataille fondamentale dans ce pays qui représente 40 % du PIB latino-américain.

Deux horizons prennent forme. D'une part, la politique d'alliances avec les entrepreneurs « productifs » et « nationaux », d'un pacte social entre le travail et le capital, les gestes de conciliation envers les marchés financiers et une relation amicale avec les États-Unis : c'est la stratégie que prône la majorité de la direction du PT après avoir largué l'idée de rompre avec le néolibéralisme, dans un vote au dernier congrès du parti à Recife, en décembre 2001. D'autre part, les revendications populaires en grande partie repoussées, et les énormes forces sociales accumulées des mouvements urbains, des travailleurs ruraux Sans Terre, des courants lutte de classes des syndicats, des communautés chrétiennes de base, et d'une gauche du PT qui, bien que minoritaire et dispersée, résiste et fait face au virage idéologique et programmatique de Lula et de la majorité de la direction du parti.

Ces forces sociales et militantes ont soutenu la victoire politique phénoménale d'octobre, et composent cette colonne vertébrale qui articule la résistance classiste et militante contre la dictature du capital et la recolonisation impérialiste ; et chapeautent la lutte pour un changement radical des conditions de vie de millions de Brésiliens sans emploi, affamés et réduits à la plus épouvantable des misères.

Autant l'Argentinazo que la victoire de Lula ne peuvent se comprendre que dans le contexte d'une débâcle socio-économique accablante, d'une crise de domination des élites au pouvoir, de la perte de légitimité des « institutions démocratiques » de l'État néolibéral et de la décomposition de ses machines électorales et clientélistes. Et surtout, par la persistance d'une lutte populaire large et radicale, démocratique, anti-néolibérale, anti-impérialiste (de nature « spontanément » anticapitaliste) qui empêche toute illusion de gouvernabilité durable. Cette lutte s'entrecroise avec les mobilisations contre les tentatives de coup d'État fasciste

au Venezuela, les mobilisations continentales contre la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA), contre le Plan Colombie, contre le Plan Puebla-Panama, et contre le paiement de la dette externe frauduleuse.

Opération idéologique

Argentine et Brésil. Deux modèles contreposés, face à la barbarie néolibérale ? Différents analystes, intellectuels, certaines ONG, des Églises de différentes origines, et des dirigeants politiques de « centre-gauche » ou du dit camp progressiste — avec la bénédiction des dollars de la Banque mondiale, du BID et de différentes fondations de l'Union européenne et des États-Unis — lancent une opération à un rythme accéléré.

Il s'agit de déqualifier les tactiques et stratégies, de condamner des formes d'organisation et de luttes « d'autres temps » et de dénoncer les méthodes de violence collective qui sortent de la rationalité ou qui deviennent incontrôlables pour « l'État de droit ». Les conflits d'intérêts, disent-ils, doivent se résoudre dans un contexte d'unité nationale et en respectant la vie en commun des citoyens... même dans un cas où presque la moitié de la population du continent n'a sûrement pas le droit de manger au moins une seule fois par jour.

Déguisés par le discours de coûts moins douloureux, ils prônent la « distribution équitable » des revenus et lancent un appel au « dialogue », à la concertation, à des nouveaux contrats sociaux comme unique moyen d'éviter les affrontements sanglants ou la guerre entre pauvres. Pour ce progressisme de centre-gauche, la reconstruction économique d'un modèle national passe par la stabilité constitutionnelle (du capitalisme, bien sûr) et l'inclusion des exclus. Donc, toute idée de rupture démocratique anti-néolibérale ou d'affrontement avec le patro-

* Ernesto Herrera est membre de la Direction nationale et de la Commission politique du courant de Gauche (regroupement de la gauche révolutionnaire dans le Frente Amplio d'Uruguay) et du Secrétariat unifié de la IV^e internationale. Traduit d'espagnol par Maria Gatti.

Amérique latine

nat et le capital impérialiste est simplement archaïque et suicidaire. Ils peuvent tolérer — en dernier recours — de vagues appels idéologiques et philosophiques au socialisme mais condamnent sur les plans politique et moral toute tentative de faire l'essai de stratégies d'accumulation révolutionnaire.

Cette opération marque la ligne de partage des eaux : devant le « chaos systématique » et l'insécurité psychologique que produit un soulèvement révolutionnaire comme celui de l'Argentine, avec son pendant de radicalisme social et politique, ses expériences d'auto-organisation, son questionnement de la propriété privée, son anti-impérialisme virulent, et sa pratique de démocratie. La contrepartie rationnelle et démocratique est l'émulation de Lula et la souplesse des moyens pour garantir à la fois un système d'alliances plurielles (vers la droite, bien sûr) dans le dessein de canaliser « le revirement des citoyens — déjà évident en Amérique latine — vers des options nationales-régionales productivistes avec une base dans le développement des marchés internes et la récupération du rôle de l'État dans des sphères clés comme la fiscalité, la santé, l'éducation, la monnaie, les règlements, les stratégies de développement, la défense et la sécurité » (1).

Triomphes temporaires

Les victoires des droites, dont Sanchez de Lozada en Bolivie et Uribe en Colombie, apparaissent comme des bouffées d'oxygène pour Washington. Bientôt, les vents du changement qui soufflent si fort en Amérique du Sud vont se préciser. Aux révoltes et soulèvements populaires qui se poursuivent s'ajoutent des victoires électorales transcendantales (Venezuela, Brésil, Équateur) et des progrès politiques et électoraux qui, même sans changer de gouvernement, modifient le scénario de l'affrontement social (Bolivie). Les partis, fronts et mouvements de gauche obtiennent des appuis de masse, en contrepartie de la crise des

options et candidats néolibéraux qui, ouvertement, s'allient à la « mondialisation » et aux contre-réformes qu'imposent les organismes financiers internationaux.

La presse impérialiste, même avec les distorsions habituelles, ne peut pas cacher sa préoccupation face à une situation où « les présidents de gauche et néo-populistes assument la direction en Amérique latine », où « le bas peuple, sans assise politique adéquate au sein de la démocratie représentative, suit des dirigeants militaires charismatiques, néo-populistes et gauchistes (...) Dans le virage continental vers le centre-gauche, avec une masse exténuée qui méprise la classe politique traditionnelle discréditée. » (2)

C'est clair. La tendance des années 1980 et 1990 se renverse. La population ne vote plus pour la stabilité, au contraire, elle perd la peur des alternatives identifiées à la gauche. Par contre, des présidents élus avec des millions de votes et une base populaire très ample (travailleurs, paysans, communautés indigènes, fonctionnaires de différents niveaux, sans-emplois, femmes, retraités, gens des classes moyennes appauvris, jeunes radicalisés) poursuivent les accords avec le FMI, jurent qu'ils n'adopteront pas de mesures contre les marchés et les intérêts des sociétés multinationales, et continuent le paiement d'une dette externe qui bloque toute possibilité de développement souverain.

« Peut-être que les forces politiques de gauche auront le triste rôle de confirmer la débâcle de l'État-Nation émacié, qui a eu tant de peine à se constituer dans nos pays au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle ? Des fossoyeurs de l'ancien, mais incapables d'enfanter du nouveau ? » Sans doute, les questions que pose le sociologue équatorien Francisco Hidalgo Flor sont-elles fort pertinentes (3).

Parce que la durée (provisoire ou prolongé dans une perspective de défaites ou d'avancées de l'accumulation révolutionnaire) dépendra en dernière instance du degré de

polarisation sociale, d'auto-organisation autonome, et de la capacité d'introduire des programmes de transformation structurelle de nature anticapitaliste. Et évidemment, des conditions pour développer une stratégie de lutte pour le pouvoir.

Continuité ou rupture

C'est le dilemme de Lula et du PT. En ce sens, tous les yeux sont sur le Brésil. On y joue un test d'une importance fondamentale, non seulement pour réaliser les changements socio-économiques et politiques impératifs pour le pays et ses gens, mais également, pour la gauche latino-américaine au sens large, et pour une gauche radicale et socialiste avec une volonté de transformations et une perspective révolutionnaire.

Peu remettent en cause l'importance historique de la victoire de Lula et du PT, la rupture que cette victoire a signifiée sur différents plans et les ouvertures créées par une modification sensible des rapports de forces entre les classes laborieuses, les classes dominantes et l'impérialisme. Et, en ce sens, le sort de cette expérience interpelle l'ensemble des forces révolutionnaires d'une manière ou d'une autre.

Même si c'est clair et définitif : la réponse face au destin de cette expérience inédite, fort différente de celle du gouvernement de Salvador Allende (4), aura beaucoup à voir avec l'évolution du parti et ses relations de force internes, avec les liens entre la gauche radicale et socialiste et les luttes (sans s'arrêter aux engagements institutionnels et parlementaires) et, surtout, avec le rôle central des mouvements sociaux dans ce processus. Ainsi, et pour le moment, la partie reste ouverte.

Par contre, on a commencé à dévier de ce chemin et les présages sont sombres. Lula a constitué un gouvernement d'entente entre les classes, où cohabitent de grands industriels et des grands propriétaires terriens, des gérants de banques impérialistes, du Parti libéral (conservateur), d'ex-hauts fonctionnaires du gouvernement néolibéral de Fernando Henrique Cardoso et des militants du PT avec différentes expériences de lutte politique et sociale. C'est vrai, en majorité, le cabinet des ministres est composé de membres et dirigeants du parti. Mais on ne peut pas dire que la bourgeoisie y figure uniquement comme ombre ou qu'elle n'a que des charges secondaires.

Le Ministre de l'économie et le chef de l'équipe de transition de Lula, Antonio Palocci (5) a présenté l'itinéraire de la carte de navigation avec une formule qui dit tout.

1. *El ejemplo Brasil*, Carlos Gabetta, *Le Monde Diplomatique*, édition Cono Sur, Buenos Aires, novembre 2002.

2. *El fantasma del eje*, Mauricio Montaldo, *Newsweek*, édition en castillan, 18-12-02

3. *Elecciones en Ecuador organicidad e inorganicidad en la votación de Lucio Gutiérrez*, Francisco Hidalgo Flor, directeur de la revue *Espacios*, Quito, 2002.

4. Il faut éviter les analogies que font certains avec le gouverne-

ment de l'Unité populaire au Chili de 1970 à 1973. Non seulement parce que le contexte international était différent, mais aussi parce que Salvador Allende est arrivé au pouvoir dans le cadre d'une situation pré-révolutionnaire, nationale et internationale, avec un programme de réformes structurelles (nationalisations, réforme agraire, refus de reconnaître la dette externe, rupture avec le FMI, augmentations de salaires, etc.) et sans représentants de la

grande bourgeoisie au gouvernement. Au contraire, celle-ci a organisé le sabotage immédiat avec les militaires et l'impérialisme. Par ailleurs, au cours de l'expérience de l'Unité populaire, les débats étaient ouverts sur les « voies d'arrivée au pouvoir », avec le MIR et d'autres composantes de la gauche révolutionnaire, bien que la stratégie de « révolution par étapes » du Parti communiste et du Parti socialiste ait finalement prédominé.

5. (la note est à la page 29)

« Le Brésil est un grand transatlantique. On ne peut pas le retourner brusquement ». Il a insisté sur le fait que le changement de cours ne peut se faire que graduellement et avec le moins possible d'oscillations. Luis Fernando Novoa Garzon, militant d'ATTAC-Brasil a présenté une analyse de ce processus :

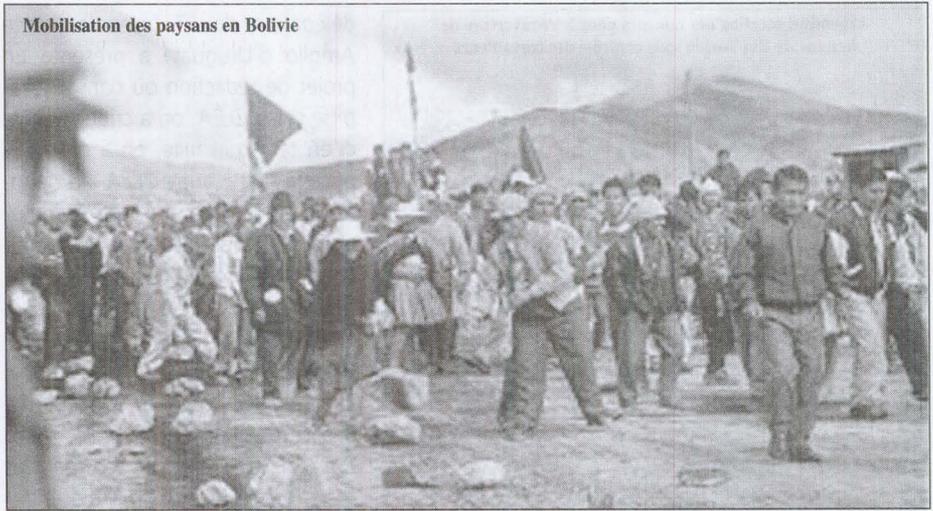
« À New-York, Palocci a donné de pleines assurances "qu'il n'y a pas de plan B". Il n'y a pas de cartes dans la manche ni de triomphes dissimulés. Pour l'étonnement et la joie des usuriers illustres, il n'y avait rien derrière le masque de Méfisto à part son propre visage. C'était le conservatisme camouflé avec des atours réformistes, et non pas le contraire. Le strip-tease du nouveau gouvernement était intégral. À l'heure décisive, Palocci a préféré le contresigner. "Est-ce que vous connaissez le Dr Mireilles ?" C'est comme cela que le nouveau président de la Banque centrale du Brésil fut intronisé par Wall Street.

« Le capital transnational s'est fait représenter organiquement dans le noyau économique du nouveau gouvernement. C'est le vieux modèle d'insertion passive basé sur la libéralisation des flux de capital, l'adaptation à ses fluctuations et le maintien des scénarios favorables aux investissements étrangers. Palocci a pris la peine d'expliquer : "Nous ferons un ajustement fiscal sévère, une politique de grande austérité fiscale ; nous réduirons la dette liquide par rapport au PIB, à partir de cela nous créerons un environnement macro-économique sain et par la suite des mesures de croissance". Depuis quand la rigueur salariale et fiscale conduit-elle à l'expansion du marché interne ? Est-ce que la récession induite par les intérêts élevés est l'unique chemin pour la croissance économique soutenue ? Austérité aujourd'hui, croissance demain ?

« L'indexation et la protection du pouvoir d'achat de la population, faut pas y penser. Il faut éviter l'idée même d'indexation, dit le ministre, exécutif du capital financier. Le langage doit être censuré, raccourci et refait, comme une novlangue orwellienne. Le sens suit la décision arbitraire. L'indexation des salaires est impensable, tout comme l'indexation des tarifs, des prestations de la dette et des marchandises.

« Il faut contrôler l'inflation, bien entendu, mais sans recourir à des "mesures exotiques" comme les gels ou des listes de prix. Une façon savante de dire qu'on maintiendra les meilleurs taux d'intérêt du monde. Le marché, comme il peut le faire, commande, et le gouvernement, comme il ne le peut pas, obéit. Simple et sensé. Palocci confirme : "Nous espérons travailler avec la liberté

Mobilisation des paysans en Bolivie



du marché. Le marché et l'économie doivent en arriver à une entente." Le piège du nouveau gouvernement a été tendu dans le dernier accord avec le FMI. Le garrot était ajusté fermement pour qu'il y ait consentement et adhésion. Le FMI espérait maintenir une syntonie avec les autorités économiques responsables de l'un des marchés dérivés les plus lucratifs du monde : celui de la dette publique brésilienne. On ne peut pas faire de faux pas. Les positions initiales ont été répétées et chorégraphiées avec soin.

« Köhler, le gérant général du Fonds, en cachant l'anxiété des créanciers, dit que "3,75 % de l'excédent primaire pour 2003 est suffisant". Palocci, qui a fait preuve de plus de sollicitude, a répondu que "l'engagement du futur gouvernement est d'obtenir l'excédent primaire nécessaire en 2003". Les limites ne valent que d'ici à là. Les dépenses publiques, par contre, peuvent se sacrifier sans limites. En respectant des planchers minima de l'excédent primaire, le gouvernement assume lui-même le rôle de bourreau de la nation. Ainsi, le FMI peut-il se reconstituer sans trop de coûts politiques. L'objectif primaire est le transfert du service de la dette (et de la politique budgétaire, des intérêts et de change) à la sphère transnationale et privée, pour la mettre à l'abri de pressions "politiques". L'autonomie de fonctionnement de la Banque centrale est la garantie de ce transfert de pouvoir. Il est facile de comprendre l'engagement du gouvernement dans la réglementation à toutes fins de l'article 192 de la Constitution fédérale. La proposition est une auto-attaque qui rend impossible par avance une autre gouvernabilité.

« Jusqu'à la CEPAL, qui ne dérange plus personne, on veut obliger les nouveaux administrateurs du Planalto. La proposition est que le Brésil et les autres pays latino-américains revendiquent la création d'une instance multilatérale de renégociation de la

dette, qui donnerait accès automatique à des lignes de crédit et des fonds d'urgence, pour diminuer le risque de moratoires unilatéraux. La CEPAL se fait uniquement l'écho du modèle de "restructuration" des dettes en gestation du FMI. Le système financier international n'a pas cessé de tirer les leçons voulues du "défaut" argentin. Les alternatives sont construites précisément par ceux qui disent qu'il n'y a pas d'alternative. En relation avec ceci, au Brésil les adeptes fidèles du malanismo (6) continuent à croire qu'il n'y a rien à faire, sinon de réaliser les objectifs récessifs et poursuivre la rigueur fiscale jusqu'aux conséquences ultimes. Renégociation de la dette, moratoire négocié ? Palocci fait le signe de croix et jure : "C'est hors de nos intentions. C'est hors du programme".

« Donc, le contrôle des capitaux et la mise en place d'un nouveau modèle de financement sont des questions hors de programme. Est-ce que ça veut dire que la déprivatisation, la souveraineté nationale et régionale et la démocratisation sont hors de question ? Qui a dicté le programme de la vie de 170 millions de Brésiliens ? La nouvelle technocratie, par l'instrumentalisation de la démocratie, avec les ploutocrates ? » (7)

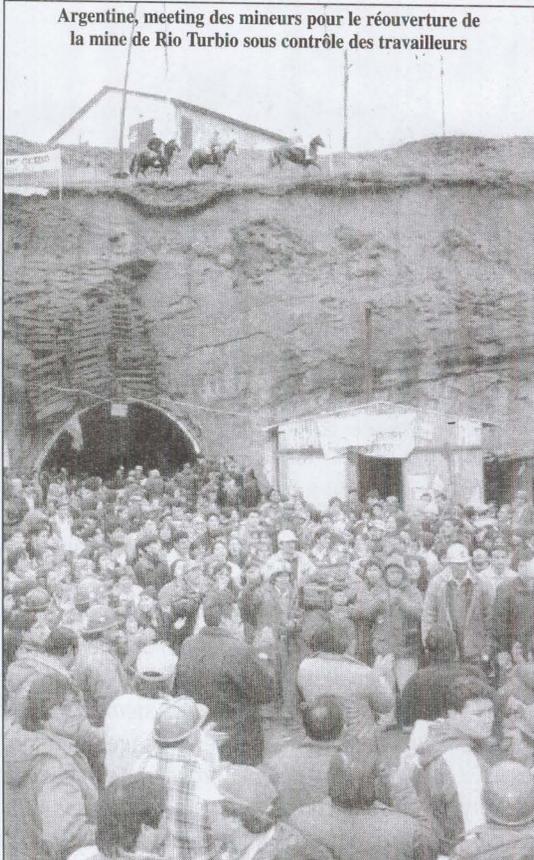
Et la ZLÉA, que dix millions de Brésiliens

5. Palocci reçoit des louanges unanimes des hauts fonctionnaires des organismes internationaux. Et des chefs d'entreprises qui « espèrent l'année prochaine une croissance modérée avec la responsabilité fiscale ». Cf. *Hay condiciones para las reformas, Foro de líderes empresariales*, in *Gazeta Mercantil* (Brésil) du 13 décembre 2002.

6. Du nom de Pedro Malan, un des politiciens qui a exercé les charges ministérielles le plus longtemps. Le « malanismo » est le synonyme d'une politique économique conservatrice de réduction des dépenses publiques à tout prix.

7. *¿Por qué aguas navega el gobierno de Lula?* Luis Fernando Novoa Garzon, site web de *Rebelión* 23 décembre 2002. Voir également l'article de ce numéro d'*Inprecor* (p. 3 à p.12).

Argentine, meeting des mineurs pour le réouverture de la mine de Rio Turbio sous contrôle des travailleurs



ont rejetée lors d'une consultation populaire et que Lula lui-même a définie comme un projet d'annexion ? Le nouveau Ministre de relations extérieures (l'ex-ambassadeur à Londres du gouvernement Cardoso) a fait des nuances. Ce n'est déjà plus un « anti-modèle » d'intégration. Au contraire, « la ZLÉA est un espace de négociation de différents thèmes. Il y a des sujets typiquement commerciaux et d'autres qui vont bien au-delà du commerce, comme la propriété intellectuelle et les investissements. » (8). La revue *Veja* sous-titre : « O'Neill [Paul] a quitté la scène et le sentiment anti-ZLÉA du PT va donner lieu au pragmatisme » (9). En tout cas, ce qui est certain, c'est que le refus catégorique qu'avait tellement favorisé Aloizio Mercadante, il y a un certain temps, a disparu du dictionnaire.

Alors, ce n'était pas par hasard. Au cours de la XI^e Rencontre du Forum de Sao Paulo à Antigua-Guatemala (décembre 2002) la

8. Entrevue avec Carlos Amorín, Ministre des relations extérieures du gouvernement Lula, dans *Folha de Sao Paulo* du 18 décembre 2002.

9. *El Brasil decide su futuro en el imperio*, in *Veja* (Sao Paulo), 11 décembre 2002.

10. Déclaration finale de la XI^e Rencontre du Forum de Sao Paulo, Antigua, Guatemala, 4 décembre 2002.

11. Travailleur agricole impliqué dans la production de la coca.

12. *Intervención de Evo Morales en La Habana, La Jornada* (México) du 26 décembre 2002.

13. *Boinas Verdes*, Horacio Verbitsky, *Página/12* (Buenos Aires) du 8 décembre 2002.

délégation du PT (avec le Frente Amplio d'Uruguay) a présenté un projet de rédaction où dans le chapitre sur la ZLÉA, on a critiqué celle-ci en tant que telle, on a ouvert la porte à une « autre ZLÉA » à négocier. L'opposition du Parti communiste cubain et des forces de la gauche du Forum (FARC de Colombie, le Front socialiste de Puerto Rico, entre autres) ont repoussé cette prétention du PT et du Frente Amplio. Enfin, la XI^e rencontre a réaffirmé des résolutions antérieures : « la ZLÉA telle que proposée par les États-Unis constitue un projet d'annexion et non pas un accord de véritable intégration pour les Amériques. Devant cette stratégie, nous proposons une intégration alternative, qui vise principalement la dimension politique et sociale. » Le Forum se définit pour la « construction d'une communauté latino-américaine de nations », avec la pleine intégration de Cuba, bien entendu. (10)

Novembre à La Havane. II^e Rencontre hémisphérique de la lutte contre la ZLÉA : Evo Morales, le député cocaleiro (11) et dirigeant du Mouvement pour le socialisme de Bolivie, a lancé un appel : « Je veux dire au camarade Lula, au camarade Lucio Gutiérrez, au camarade Hugo Chávez, qu'ils sont du côté du peuple et non pas des transnationales. Je lance un appel, au nom des peuples, de ne pas adhérer à la ZLÉA. Si Lula n'y entre pas, il n'y aura pas de ZLÉA en Amérique latine. Si nous complétons avec le camarade Hugo Chávez, avec le camarade Lucio Gutiérrez, il est certain que pour la première fois en Amérique latine, l'empire peut connaître une défaite » (12). Est-ce qu'ils l'ont écouté ?

Bérets verts

Le discours sur « le fantasme de l'axe » (Castro-Chávez-Lula-Gutiérrez) n'épargne personne. Et ce n'est sûrement pas fonctionnel pour justifier un interventionnisme. Les États-Unis se méfient du « néopopulisme de gauche », mais ont plus peur du mouvement indigène équatorien, des Sans-Terre du Brésil, des masses qui défendent la République bolivarienne du Venezuela dans la rue, de l'insurrection armée de la Colombie, du mouvement indigène-paysan de la Bolivie, et, bien entendu, de la radicalisation des masses en Argentine. Dans un cadre d'instabilité politique et de crise des élites néolibérales, l'impérialisme laisse de

côté les pirouettes médiatiques et met en marche les instruments contre-révolutionnaires. Avec deux priorités : renverser Chávez, faire échec aux mouvements populaires et aux organisations révolutionnaires bolivariennes. Installer un gouvernement laquais qui assure les investissements des entreprises nord-américaines, et la fourniture de pétrole. Si Gaviria et l'Organisation des États américains (OEA) ne réussissent pas à imposer une « négociation démocratique » (avec la droite qui recherche un coup) la déstabilisation de Chávez continuera par d'autres moyens. En même temps, étendre le Plan Colombie (Initiative régionale andine) à l'Équateur et au Pérou. Écraser les FARC et l'ELN, intégrer le paramilitarisme comme un participant officiel à la politique contre-insurrectionnelle d'Uribe, et assurer qu'ici aussi le pétrole sera yanquée.

C'est le visage le plus brutal du néolibéralisme armé. En septembre, le nouveau chef du Commando Sud, le général texan James Hill, est passé à Buenos Aires. En octobre, dix jours avant l'élection de Lula, dans le parlement d'Uruguay, il a défini le Brésil comme « le deuxième consommateur de cocaïne au monde ». Il a postulé l'intégration des Forces armées et celles de la sécurité dans une seule structure répressive. Il a évoqué la préoccupation des États-Unis par rapport aux dites « zones vides » et « régions ingouvernables ». Il a encore insisté sur le péril de la Triple Frontière (Argentine-Paraguay-Brazil) où se cachent et se financent des « terroristes »... « palestiniens » !

En novembre, à Santiago du Chili s'est tenue la V^e Conférence des Ministres de la Défense des Amériques. L'invité spécial : Donald Rumsfeld. Le document rédigé dit, entre autres : « renforcer la coordination internationale et intergouvernementale des régimes de sécurité et de défense pour la protection de la population ». Pour ces fins, ils proposent de réaliser des « exercices combinés des Forces armées et de la Sécurité publique », comme celles des Bérets verts nord-américains avec la Gendarmerie argentine. (13)

L'installation du gouvernement du PT fut une fête. Pendant que Duhalde donnait l'accolade à Lula et proclamait le MERCOSUR comme un projet stratégique, il venait de signer un projet de loi qui permet aux forces spéciales des États-Unis d'occuper des positions dans la province de Misiones dès l'inauguration de la présidence Lula. Entretemps, les Bérets verts sont déjà en place dans la province de Salta sans autorisation du Congrès argentin. ■

Montevideo, 26 décembre 2002

Banqueroute de Fiat et enjeux de la résistance ouvrière

Par
Franco Turigliatto*

Fiat et la famille Agnelli : des victimes de la mondialisation capitaliste ? Cela semble paradoxal, mais la globalisation capitaliste ce n'est pas seulement la descente aux enfers sans espoir, la paupérisation et la dégradation extrême du niveau de vie d'une si grande partie de la planète, l'écroulement des économies du Sud-est asiatique en 1997, la crise de l'Amérique Latine ou les inégalités criantes entre les différents pays et la destruction de l'État-providence, mais c'est aussi et d'abord une phase de concurrence sauvage entre les grandes transnationales. Nous nous trouvons face à de véritables guerres commerciales, à des processus de concentration gigantesques, des fusions et des acquisitions sans précédent provoquant des restructurations draconiennes avec des centaines de milliers de nouveaux chômeurs non seulement dans les pays du Tiers-monde, mais aussi dans les pays capitalistes avancés et même dans cette Europe occidentale où, à l'époque du boom après la Seconde guerre mondiale, la classe ouvrière avait réussi à conquérir une stabilité relative de l'emploi. Bien naturellement, les victimes ne sont pas les Agnelli, qui se situent parmi les protagonistes actifs de la globalisation, ce sont les travailleurs qui auraient à payer le prix de la défaite du management turinois dans la concurrence internationale.

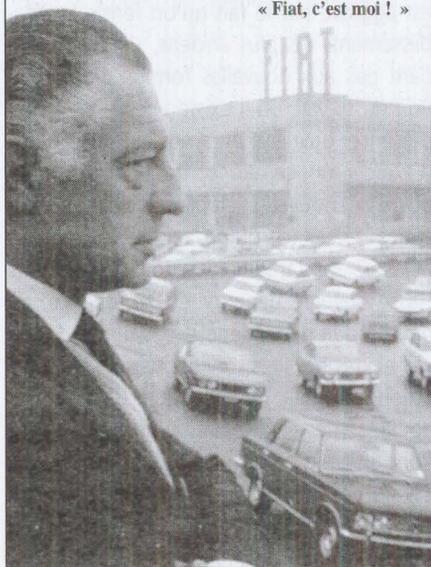
Gloires et méfaits de l'automobile

La production automobile a été un facteur déterminant du développement capitaliste au siècle dernier et elle a marqué ainsi le développement de l'humanité (1). L'organisation capitaliste du travail dans l'industrie automobile a introduit les formes les plus conséquentes et les plus efficaces de l'exploitation et de la création de la plus-value. Elle a permis une augmentation sans précédent de la mobilité individuelle, mais a été en même temps une source de destruction, de pollution, de détérioration globale

de l'environnement en mettant en danger le futur même de la planète. Et les accidents de la route représentent l'une des causes principales de mortalité.

Le fait de disposer d'un secteur de l'automobile stimulant formidable pour l'économie dans son ensemble, détermine l'appartenance ou non au club des pays les plus avancés. États-Unis, Allemagne, Japon, France et jusqu'à présent Italie ont tous développé leur propre production automobile : seule l'Angleterre y a finalement renoncé en misant sur son centre financier, le plus important du monde, pour maintenir son rôle international.

Montage de presse de Giovanni Agnelli sur fond de l'usine (années 1970)... Une manière d'affirmer : « Fiat, c'est moi ! »



La marche à la concentration a connu une accélération supplémentaire tout au long des dix dernières années, où des sociétés qui avaient marqué l'histoire de l'automobile, comme Rover, Volvo, Nissan, Mitsubishi et même Chrysler, troisième producteur des États-Unis, ont perdu leur indépendance. Ainsi des 40 producteurs d'il y a trente ans on est passé à une dizaine. De surcroît, certains des survivants sont déjà en partenariat avec d'autres et ne jouissent que d'une autonomie relative. Selon les spécialistes, dans quelques années il n'en existera

plus que 6 ou 7.

En fait, plus le marché a dépassé sa dimension nationale et continentale, plus le défi est devenu universel et plus la survie a été déterminée (du moins, en ce qui concerne les plus grandes sociétés) par la capacité d'offrir des modèles gagnants dans tous les secteurs. Ainsi, la dimension des investissements, des ressources nécessaires, est devenue de plus en plus gigantesque : gare à l'erreur dans les choix financiers, productifs, de localisation, gare à l'erreur dans la définition des zones de marché où l'on estime pouvoir gagner en vertu des modèles dont on dispose. Le cycle de vie de plus en plus bref des produits comporte des temps de recherche de plus en plus intenses et donc une augmentation additionnelle des investissements annuels.

Lorsque la concurrence est si âpre et que la lutte a lieu pour toute les tranches du marché dans chaque coin de la planète (mais ce sont les lieux des plus grandes concentrations économiques — États-Unis, Europe et Japon — qui s'avèrent décisifs), ne peuvent survivre que ceux qui réussissent non seulement à maximiser l'exploitation des travailleurs, mais aussi à réaliser la plus-value extorquée en accaparant des débouchés.

Une guerre sans pitié

Au cours des dernières années le secteur automobile a connu de nombreuses difficultés dont une rentabilité inférieure (donc des profits inférieurs) à celle d'autres secteurs industriels et financiers. Il appartient désor-

* Franco Turigliatto est membre de la direction du Parti de la refondation communiste d'Italie, en charge des grandes entreprises. Il appartient au courant Bandiera Rossa (IV^e Internationale). Nous reproduisons ici une version abrégée d'un article écrit pour la revue italienne *ERRE Resistenze Ricerche Rivoluzioni* (ERRE, Via delle Palme 91/b, Roma, Italie, <www.erre.info>). Traduit de l'italien par L. M.

1. Les données citées dans cet article sont issues d'une recherche sur l'industrie automobile de la X^e commission de la Chambre des députés italienne, des textes de la Fédération des syndicats de la métallurgie (FIOM) et des documents publiés par la province de Turin.



mais à peu de gens de jouer la partie de l'automobile d'une manière profitable. De surcroît, les grandes concentrations nécessaires pour faire face à la concurrence, ne sont pas dépourvues de graves dangers pour ceux qui les ont réalisées. L'acquisition de Rover a poussé vers le rouge BMW, pour la première fois, qui a été obligé finalement de se défaire d'une partie du fardeau de l'ancienne société anglaise. La très puissante Daimler Benz Mercedes elle-même, en s'assurant le contrôle de Chrysler, a dû faire face à un endettement redoutable et à une crise de marché ayant soumis à rude épreuve la société allemande qui pourtant disposait de ressources et de capacités susceptibles de créer de la plus-value extraordinaire. Volkswagen a dû lui aussi faire des efforts considérables avant de tirer profit de l'acquisition de SEAT et Audi.

En tout cas, toutes ces opérations ont comporté une réduction massive des capacités de production (notamment de la société acquise) par la clôture d'établissements et le licenciement de dizaines de milliers d'ouvriers. Mercedes a décimé les ouvriers américains de Chrysler et a mis aussi à la porte des managers d'Outre Atlantique. Renault a fait la même chose en réduisant fortement le nombre des travailleurs de Nissan et en clôturant son usine de Vilvorde en Belgique. Ce choix fut déterminé non pour des raisons d'efficacité de l'établissement mais pour éviter des licenciements trop draconiens en France (Renault, comme l'on sait, est sous contrôle public).

Une dernière remarque. Les concentrations déterminent une double dynamique : d'un côté, elles détruisent une partie des capacités de production (le capital fixe, c'est à dire les établissements, et le capital varia-

ble, c'est-à-dire les infortunés travailleurs qui perdent leur emploi), de l'autre, elles visent des économies d'échelle et une plus grande productivité dans les établissements qui restent actifs. En fin de compte il n'y a pas de réduction de la production, mais au contraire une augmentation ultérieure, ce qui accentue une dynamique de surproduction et la concurrence elle-même. Le phénomène est aggravé par le fait qu'on ferme les établissements les plus anciens, ne correspondant pas aux nouvelles formes d'organisation du travail, où il existe encore une forte présence ouvrière et syndicale susceptible d'exercer un certain contrôle, alors qu'on ouvre de nouveaux établissements dans des zones isolées (ce qu'on appelle les « *green fields* »), sans tradition syndicale, avec une classe ouvrière dépourvue d'expérience, où on introduit des cadences, des temps de travail et des horaires fonctionnels à une saturation maximale de l'outillage. Chaque jour de la semaine, chaque heure deviennent donc utiles pour la production. Le résultat est non seulement que les travailleurs sont massacrés mais qu'en même temps on accentue le mécanisme de la surproduction.

Au début des années 1990 les syndicats italiens ont accepté, pour le nouvel établissement de Melfi, dans le sud du pays, la nouvelle organisation du travail, des salaires plus bas et 18 équipes par semaine pendant 6 jours. Pour avoir du travail les jeunes chômeurs de la région (Basilicata et zones limitrophes) ont dû baisser la tête. On a expliqué à l'époque, et les syndicats ont la lourde responsabilité de l'avoir fait croire, qu'il s'agissait d'emplois additionnels, alors qu'il était absolument clair que de telles conditions de production et de travail auraient été le modèle à imposer à tous les travailleurs de

Fiat, y compris dans le but de fermer les établissements où une force accumulée des travailleurs et des syndicats était encore en condition de défendre des conditions moins aliénantes.

Ainsi, l'automobile, après les fastes de l'année 2000 où l'on a atteint le maximum de nouvelles immatriculations dans le monde (plus de 40 millions de voitures), a enregistré dès l'année suivante une contraction de la production pour entrer en 2002 dans une véritable crise. Rien d'étonnant : le marché de l'automobile ne pouvait échapper à la fin du boom des années 1990 et à l'éclatement de la boule spéculative, donc à la récession qui, en partant des États-Unis, a investi les principaux pays. Sur une production d'environ 55 millions de voitures par an, les voitures excédentaires ont atteint environ 22 millions et demi, presque 30 %. Pas mal pour mettre en lumière le caractère anarchique du système capitaliste !

Le caractère privé de la production capitaliste, y compris dans cette phase de mondialisation qui comporte un maximum de rationalisation dans le cadre de chaque unité de production (en l'occurrence un cadre transnational) pour maximiser les profits, ne comporte pas la moindre rationalité d'ensemble du système par rapport aux possibilités effectives d'absorption du marché réel. Au lieu de faire correspondre aux besoins des populations, c'est-à-dire de l'élargir, la production privée conduit les firmes à se disputer un marché en voie de rétrécissement du fait de la réduction de la masse salariale globale.

Fiat et l'État

Fiat a pu jouir pendant longtemps de conditions particulièrement favorables qui lui ont permis d'annexer d'autres sociétés italiennes et, avant la libéralisation des marchés, de s'assurer un monopole sur l'excellent marché italien. Une double tentative de Ford de s'installer en Italie a été repoussée avec succès grâce à l'aide décisive de l'État : dans les années 1930 grâce à l'intervention de Mussolini, dans les années 1980 à la suite de l'intervention du gouvernement du centre-gauche Craxi, qui imposa la vente d'Alfa Romeo à Fiat à un prix dérisoire et à des conditions de paiement exceptionnellement favorables.

En fait, Fiat était déjà faible dans les années 1970 et, malgré des efforts multiples, sa projection internationale, restait limitée. En outre, depuis 1969 les travailleurs avaient réussi, par leurs luttes, à obtenir des conditions plus décentes à l'intérieur de l'entreprise en mettant des limites à l'exploita-

tion. Ce sont ces luttes ouvrières qui ont amené, entre autres, Fiat à introduire avant d'autres concurrents, une série de processus d'automatisation : ce qui lui a permis de résister à la concurrence internationale et, ensuite, à la libéralisation progressive des marchés.

La défaite que la direction Fiat, avec l'aide des bureaucraties syndicales, a infligée au mouvement ouvrier en 1980 a déterminé un changement dans le rapport de forces entre les classes en Italie. Et cette détérioration au détriment des travailleurs était confirmée par la défaite dans le conflit sur l'échelle mobile en 1983-84. Grâce à sa victoire en 1980, à la nouvelle organisation du processus de production, aux coupes dans la force de travail acceptées par les syndicats de la métallurgie, et aux amortisseurs sociaux assurés par l'État, Fiat a réussi à se maintenir à flot dans la guerre commerciale de l'époque. Qui plus est, l'État n'a cessé de subventionner les plans de restructuration de l'entreprise par l'allocation d'énormes sommes d'argent. Les dirigeants de Fiat ont concentré leur attention sur la réorganisation de la production et le commandement de la force de travail et non sur les modèles et l'innovation. De plus, ils ont fait des choix erronés en matière de marchés. Dans ces conditions, le déclin était inévitable.

Les porte-parole du marché mis en déroute par le marché

Un choix décisif a été le renoncement à l'acquisition de Volvo, dont le secteur automobile a fini par la suite par tomber aux mains de Ford : la société turinoise en a été automatiquement affaiblie. En fait, de telles opérations exigeaient l'investissement de ressources très considérables. Ainsi l'achat de Case par New Holland a mobilisé des capitaux et déterminé une forte augmentation de l'endettement du groupe Fiat (2). Mais sans cette opération ambitieuse Fiat se serait trouvée dans une situation plus difficile y compris dans le secteur des machines agricoles et de travaux publics, où il disposait de conditions de départ plus favorables que dans le secteur automobile.

Cette constatation ne minimise pas la responsabilité du groupe dirigeant Fiat, qui, en fait, est sorti perdant dans l'âpre jeu de la concurrence internationale. Pourtant, ces mêmes gens ne cessent de demander à l'État d'autres amortisseurs sociaux et interventions en faisant retomber leurs pertes sur les travailleurs et les travailleuses et sur l'ensemble des citoyens, leur but étant de disposer de nouvelles ressources pour leurs investissements dans l'énergie, les spéculations immo-

bilières et boursières.

La baraque a tenu tant que le marché mondial connaissait une dynamique positive : Fiat perdait des quotas de marché partout, mais en termes absolus il pouvait aller de l'avant. La crise et la récession l'ont immédiatement poussée hors du marché en faisant émerger une montagne de dettes et l'impossibilité de maintenir son indépendance. Il est impossible de tenir alors que le rendement des actions, qui est de 10 % pour

essayer de vendre son secteur automobile au meilleur offrant en partant du fait que ce secteur n'a pas d'avenir et, en tout cas, que Fiat ne veut pas dépenser d'argent pour une opération à l'issue incertaine. Après avoir renoncé à l'offre d'achat du groupe Fiat dans son ensemble par Daimler, qui avait fait peur à General Motors (GM), l'opération de vente à cette dernière était apparue de prime abord très avantageuse du point de vue financier (valorisation du paquet action-



les autres, s'est réduit à 3 % et lorsque les marges bénéficiaires sont inférieures à 1 % contre une moyenne de 2,2 %... Les dix principaux producteurs dépensent 10 % de leur chiffre d'affaires pour le développement alors que Fiat ne dépasse pas les 2 %. Enfin la part de marché automobile de Fiat a diminué, en l'espace de quelques années, de 50 % à moins de 30 % en Italie et de 14 % à 7,7 % en Europe.

Il est intéressant de remarquer que, malgré leurs limites, les investissements de Fiat représentent 15 % des investissements italiens pour la recherche et le développement. Cela indique à quel bas niveau se place aujourd'hui l'Italie et à quel point les risques de sombrer dans les giron inférieurs de la division internationale du travail sont bien réels et vont s'aggraver dans l'éventualité de la disparition de sa principale entreprise industrielle. Mais cela indique aussi la quantité des investissements nécessaires pour relancer Fiat et pour garantir la continuité de production par l'innovation écologique des modèles, de même qu'une reconversion radicale assurant une différente mobilité de la main d'œuvre (3).

Le choix de la direction Fiat, dans le contexte donné, était tout à fait clair :

naire cédé). Tout cela aurait dû se conclure le plus positivement (pour la famille Agnelli et non pour les travailleurs qui auraient dû subir, en tout cas, des restructurations massives), à condition que les quotas de marché de Fiat et le marché tiennent jusqu'en 2004, date de l'acquisition totale de Fiat par GM. Mais les choses se sont passées différemment et aujourd'hui Fiat doit procéder à des coupes sombres dans son groupe et à des clôtures d'établissements pour pouvoir espérer vendre à GM ce qui subsistera à un prix décent. La vente à Meryll Lynch de 5 % des actions GM possédées par Fiat, à moitié prix par rapport à l'appréciation d'il y a deux ans, indique les difficultés des actionnaires Fiat et la dépendance vis-à-vis de la puissante société nord-américaine. Les banques sont devenues dépositaires de ce plan : elles ont dû

2. La fusion entre New Holland et Case a donné naissance à CNH Global.

3. Fiat auto a constamment réduit l'emploi. Le nombre de salariés employés par Fiat auto est passé de 117 000 en 1989 à 73 000 environ en 1997 pour tomber ensuite à 35 000, et cela avant les nouveaux licenciements qu'il veut imposer à l'heure actuelle. Dans le monde Fiat auto employait 134 000 salariés en 1989, 118 000 en 1997 et il n'en emploie plus aujourd'hui que 55 000.

déboursier des sommes énormes pour maintenir péniblement sur pied toute la baraque et n'ont pas l'intention de couler avec elle.

Rappelons que lorsque l'accord avec GM a été réalisé, toutes les forces politiques et syndicales ont appuyé le projet (seule la FIOM, fédération des métallos appartenant à la CGIL a eu une attitude plus prudente), comme le seul pouvant garantir un futur à Fiat. Seul le Parti de la refondation communiste (PRC) a mis en évidence ce que tout le monde aurait pu voir : c'était le début de la fin d'un processus débouchant inévitablement sur la mort du secteur automobile de Fiat, avec des conséquences incalculables sur l'emploi et la remise en question de l'appareil productif du pays dans son ensemble.

Du point de vue des intérêts des actionnaires et des banques, sur le terrain des mécanismes capitalistes de la mondialisation, ce qui est en train de se passer n'a qu'une portée nationale. Fiat entreprend une restructuration douloureuse pour arracher les meilleures conditions à GM, qui, de son côté, ne regrette pas excessivement que son allié connaisse des difficultés : GM pourra acheter ce qu'il voudra, au meilleur prix, comme il l'a déjà fait avec Daewoo naufragé dans une mer de dettes. C'est le marché ! C'est la loi de la jungle ! Mais c'est aussi l'irrationalité, totale et inacceptable du système !

Retour du public ?

C'est dans ce cadre qu'une discussion sur le sort de Fiat est en train de se développer.

La proposition avancée par le PRC — intervention publique sous forme de nationalisation (qui s'était heurtée à des résistances au sein du parti lui-même) — a été au début rejetée par tout le monde (4). Mais par la suite elle a été prise en considération par la FIOM, qui a eu le mérite de s'engager au premier rang pour organiser la résistance ouvrière. Par la suite, les autres organisations syndicales des métallos et finalement les trois confédérations (CGIL, CISL et UIL) ont également accepté l'idée d'une intervention publique. Par contre, les forces politiques du centre-gauche se sont placées sur un autre terrain. Ce n'est pas par hasard : en effet,

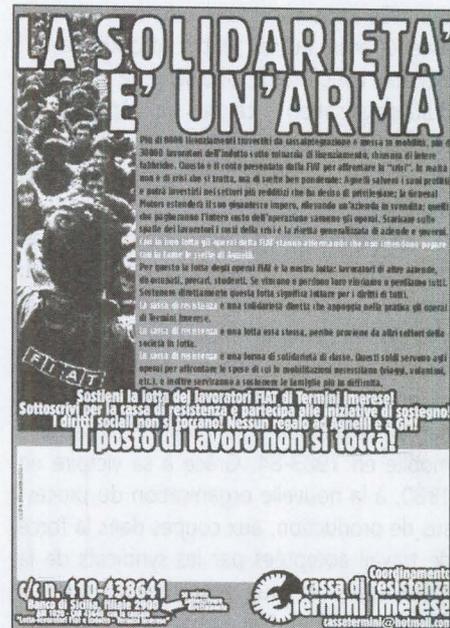
4. Le PRC a proposé d'inscrire dans le budget de l'État pour l'année 2003 la somme de 1,00 euro (un euro) pour l'indemnisation des propriétaires actuels de Fiat-auto. Notons également que l'expropriation de la famille Agnelli et la nationalisation de Fiat fut déjà discutée à la fin de la Seconde guerre mondiale : la fédération du PCI et la Chambre du Travail de Turin y furent alors favorables, mais sans mener pour autant une véritable bataille politique.



elles ont accepté les approches néolibérales avec l'enthousiasme propre aux néophytes. D'ailleurs ce sont justement les gouvernements du centre-gauche qui ont fait de leur mieux pour vendre le patrimoine de l'État et c'est un gouvernement du centre-gauche qui n'a rien entrepris pour sauvegarder l'avenir de Fiat, même pas pour défendre l'intérêt collectif du capitalisme national, en se soumettant entièrement à la logique idéologique et politique de Fiat. Le centre-gauche n'a même pas appuyé la plate-forme des syndicats en rendant ainsi plus difficile la mobilisation des travailleurs. Quant au centre-droit, il a été traversé par des discussions bien plus que cela n'est publiquement apparu : d'une part, il y a eu des nouvelles professions de foi ultra-libérales, de l'autre des considérations plus pragmatiques sur ce qu'il il fallait faire. Il faut y ajouter la volupté du parvenu Berlusconi de se faire valoir face aux anciens patrons traditionnels, en tout cas aux dépens des travailleurs.

L'enjeu est majeur : la disparition possible de Fiat automobile avec la modification du rôle du groupe dans son ensemble provoquerait de nouveaux alignements des forces bourgeoises et des pouvoirs économiques en Italie. Des rapports et des hiérarchies, qui avaient déjà subi des modifications au cours des dix dernières années, sont en train de changer davantage en déclenchant des luttes de pouvoir violentes. Nous n'en sommes qu'au début.

Entre-temps, la crise sociale et politique italienne laisse pointer un véritable paradoxe : alors que, après la vague de privatisations industrielles réalisées par le centre-gauche, se dessinent les privatisations du centre-droit, l'éclatement de la crise Fiat ouvre à nouveau une discussion sur le développe-



ment économique futur du pays en esquissant la problématique de l'intervention publique dans la principale entreprise, c'est-à-dire justement au cœur du capitalisme italien.

Il apparaît difficile pour le mouvement ouvrier de gagner une telle bataille. Mais les batailles extraordinaires menées pendant des mois par les ouvriers et les ouvrières de Termini Imerese en Sicile, de Turin, de Cassino au centre de la péninsule, d'Arese dans la banlieue de Milan, le recours à des formes de lutte très résolues allant jusqu'au blocage de la navigation dans les détroits de Messine, la solidarité de très larges couches de la population, le déclin du mythe néolibéral, la présence active du mouvement contre la mondialisation qui ne cesse de se développer, tout cela suggère qu'une issue favorable est encore possible. Une victoire aurait un impact important sur la condition des travailleurs et travailleuses les plus directement impliqués, mais aurait une très grande portée symbolique et constituerait un stimulant pour l'ensemble du monde du travail. C'est pourquoi les initiatives de solidarité sont insuffisantes : une mobilisation généralisée, par une grève générale, s'impose, avec une plate-forme incluant en même temps comme objectifs la nationalisation de Fiat, la réduction des horaires de travail à parité de salaire et la lutte contre le travail précaire.

Pour la bourgeoisie il s'agit de faire face à une catastrophe qui n'est pas la catastrophe d'une entreprise particulière, mais bouleverse le système économique dans son ensemble. C'est pourquoi il faut s'attendre à ce qu'elle mette tout en oeuvre pour éviter une intervention publique. Sauf si la force du mouvement réussit à la lui imposer. ■

Quel régime pour quelle Chine ?

Par
Roland Lew*

Le 16^e congrès du PCC s'est achevé à la mi-novembre. C'est à la fois un événement devenu routinier, bien maîtrisé, se tenant à date fixe (tous les 5 ans), ce qui était loin d'être le cas dans le passé (un Congrès en 1928, puis en 1945, puis en 1956 et le suivant en 1969, après cela devient plus régulier) (1). C'est aussi un non-événement : il s'est déroulé apparemment comme prévu. Et plus frappant : comme prévu depuis plusieurs années. Et il a fait malgré cela brièvement les grands titres des journaux dans le monde : « *Le congrès du parti chinois embrasse le capitalisme* » (2). Une Chine capitaliste sous « *direction communiste* » : vaste découverte ! Alors : banal, contrôlé, surprenant ce Congrès ? Un parti communiste devenu ouvertement procapitaliste, recrutant en priorité les nouvelles élites économiques et les entrepreneurs privés, cela aurait « *étonné* » (« *stupéfié* » serait plus exact) deux décennies plus tôt. Mais aujourd'hui quoi de surprenant à cela. Surtout avec ce que l'on sait de la Chine depuis quelque temps.

Mais enfin si les choses vont sans qu'on le dise, cela va sans doute mieux en le disant. Ou plus exactement : maintenant on peut le dire, il faut le dire, y compris dans le discours officiel.

D'une génération à l'autre

La seule nouveauté significative — annoncée mais à peu près sans équivalent depuis de longues décennies — c'est le large renouvellement du haut lieu du pouvoir : au niveau du comité permanent du bureau politique, le tout petit groupe d'hommes (sauf erreur de ma part, il n'y a jamais eu de femme dans cet organisme, même Mme Mao, si puissante en son temps, n'y a pas été intégrée officiellement) qui sont censés être les vrais maîtres du pays. Le parti a officiellement promu un nouveau secrétaire général, Hu Jintao, un dirigeant jeune selon les normes chinoises : il n'aura que 60 ans à

la fin de l'année. Et les trois principaux chefs des années 1990, et surtout des années de l'après Deng Xiaoping (décédé en 1997) ne sont plus dans les organes dirigeants du parti, Jiang Zemin, le dirigeant promu juste après la répression de Tiananmen (juin 1989), Li Peng, premier ministre au moment des événements tragiques, le très impopulaire responsable (aux yeux de l'opinion chinoise) de cette répression (en fait sous les ordres de Deng), et Zhu Rongji, l'énergique premier ministre, sont en retrait sinon sur le chemin de la retraite. Officiellement du moins.

C'est donc une passation dans les règles, et qui a été mise en chantier depuis longtemps : c'est en effet Deng qui avait choisi de faire de Hu Jintao le successeur de son successeur, Jiang Zemin. La première génération des cadres des débuts du PCC, celle de Mao (né en 1893 il a participé au Congrès de fondation, à Shanghai en juillet 1921, mais avec un rôle modeste) a été suivie par des hommes de la deuxième génération, dont Deng Xiaoping (né en 1904, communiste dès les premières années 1920) qui fut d'ailleurs une « *créature* », longtemps un fidèle de Mao, puis son adversaire (aux yeux de Mao) pendant la Révolution culturelle, avant de devenir le maître d'œuvre, sans doute consciemment, d'une démaoïsation du régime chinois.

Deng, à son tour, a largement choisi la troisième génération formée de cadres venus au PCC encore avant son arrivée au pouvoir en 1949. Il s'agit d'hommes (à ce niveau de la hiérarchie il s'agit, essentiellement, sinon quasi exclusivement d'hommes) qui sont entrés dans un parti en plein processus d'ascension (Jiang Zemin adhère, à 20 ans, en 1946 au PCC), dans une force montante candidate au pouvoir. Plus frappant, le très compétent premier ministre Zhu Rongji, homme réputé intègre, ingénieur de haut niveau, serait entré dans le PCC en octobre 1949, juste au lendemain de la prise du pouvoir (il a alors 21 ans) selon une information, plutôt perfide, qui est communiquée par la presse chinoise (d'expression anglaise) lors d'un de ses voyages aux États-

Unis, il y a quelques années (il avait, il a toujours, semble-t-il, de sacrés ennemis dans le parti...). C'est donc un rallié des nouvelles autorités : on est loin de Mao, ou de Zhou Enlai, à qui pourtant il fait parfois penser.

Ce sont de redoutables survivants, des hommes d'appareil aguerris, des maîtres du jeu terrible du pouvoir, pour qui a dû faire sa carrière depuis 1949 jusqu'à nos jours. Zhu a été victime de la campagne « *antidroitière* » menée contre les intellectuels, en 1957, après il a navigué plus ou moins habilement. C'est d'emblée une élite d'un ordre social dominant, formé dans le moule de ce pouvoir, mais qui apprend par ses propres voies, son propre chemin, comment vivre, survivre dans les phases les plus tourmentées, et même, parfois, prospérer dans ce contexte souvent difficile, toujours sinueux, et parfois dramatique. Et surtout, comme dans le cas de la bureaucratie soviétique du temps de Staline et de l'après-Staline, c'est une élite qui a appris, sur le tas, son métier d'élite : faire fonctionner effectivement « *le socialisme réel chinois* », tout en prenant, peu à peu et sans l'afficher, conscience des problèmes, difficultés et impasses du régime et du pays qu'ils géraient et que parfois ils ne parvenaient plus à gérer (la Révolution culturelle !).

Derrière et sous l'autorité de Deng Xiaoping, le réaliste et le pragmatique par excellence (comme le fut avant 1949, dans un autre contexte, un certain Mao...), ces cadres, occupant des positions de plus en plus élevées, ont accepté et, plus encore, en partie du moins, piloté une transformation complète du pays, dans l'espoir de répondre à des problèmes pressants et surtout de faire

* Roland Lew enseigne à l'Université libre de Bruxelles. Il a publié, entre autres : *1949 : Mao prend le pouvoir*, éd. Complexe, Paris 1999 ; *La Chine populaire*, PUF, Paris 1999 ; *L'intellectuel, l'État et la révolution — essais sur le communisme chinois et le socialisme réel*, L'Harmattan, Paris 1997 et, avec Gérard Duménil, *Où va la Chine ?*, Actuel Marx n° 22, PUF, Paris 1997.

1. Je renvoie pour plus de précisions sur le Congrès à l'article de Livio Maitan (*Inprecor* n° 477 de décembre 2002).

2. *New York Times*, 18 novembre 2002.

face à un problème de survie du régime « communiste », donc de leur propre pérennité de pouvoir dominant issu de la victoire de 1949.

A leur tour, ils ont choisi des successeurs de la « quatrième génération » (il s'agit d'une terminologie officielle !), encore et toujours des hommes âgés autour de la soixantaine : des cadres bien formés, bien dotés au point de vue scolaire, cooptés par des chefs puissants, éduqués dans le sérail, et pour qui le passé révolutionnaire, c'est juste une idéologie sans contenu effectif (sauf peut-être pour des parents ou proches encore plus âgés). Le nouveau secrétaire général, Hu Jintao, qui a un bagage d'ingénieur — comme Jiang Zemin, Li Peng, Zhu Rongji, et bien d'autres cadres chinois, et aussi, d'ailleurs, comme une notable partie de l'élite soviétique, en URSS, à partir des années 1930 — appartient à ceux qui sont venus au PCC avant l'arrivée de la déferlante de la révolution culturelle et de son considérable impact, largement négatif auprès de nombre de cadres du PCC. Il s'est montré un gestionnaire prudent, habile, rude quand il le fallait (au Tibet), capable de se faire bien voir de Deng et de son successeur, et d'échapper à tous les pièges dressés à chaque pas dans la carrière d'un prétendant au pouvoir. Tant et si bien que personne ne sait ce qu'il veut et peut faire : le moindre écart de langage, le plus petit risque pris sont politiquement si dangereux....

Modèle taiwanais ?

Et déjà perce, dit-on, une « cinquième génération », celle à qui incombera peut-être la tâche de la reconversion du régime : d'une mise en adéquation entre les bouleversements socio-économiques et le mode de gestion par un pouvoir, un régime de type nouveau.

Le modèle n'est pas très loin ; il est à Taiwan dans la remarquable mutation du pouvoir Guomindang. Celui-ci arrive dans l'île en 1949 avec les cadres et l'armée défaits par les troupes communistes, ainsi que leurs proches et leurs familles (entre un et deux millions de personnes). C'est un pouvoir très autoritaire, ouvertement dictatorial (l'état de siège décrété en juin 1949 est maintenu jusqu'en 1987) ; un pouvoir qui de surcroît, est responsable d'une terrible répression, un véritable massacre contre les autochtones (les descendants des immigrants venus dans l'île aux XVII^e et XVIII^e siècles) : le « 228 », le mal nommé « incident » du 28 février 1947 et ses suites, un long et lourd contentieux entre les nouveaux venus, les nouveaux maîtres « chinois » et la majorité

taiwanaise. Et pourtant ce pouvoir de continuateurs qui s'imposent, avec quelle violence, sur la majorité taiwanaise finira par trouver, ou accepter les accommodements, d'abord économiques avec la population, puis par céder, sous la pression répétée de la composante taiwanaise, des parcelles de démocratie, de liberté publique, et puis par abandonner une bonne partie du pouvoir, tout en étant encore et toujours partie prenante du dynamique capitalisme taiwanais et de ses avantages matériels, pour ceux qui en bénéficient.

La RPC et Taiwan, ce sont deux univers différents, deux échelles de problèmes et de possibilités très différentes. Et pas seulement la différence qu'il y a, à l'évidence, dans la gestion de 36 000 km² et un peu plus de 20 millions d'habitants d'un côté ; 9,6 millions de km², et plus de 1,3 milliard de l'autre. D'une part, un pays qui déjà développé, avec une minorité de paysans, un capitalisme local solidement implanté ; de l'autre, un pays-continent qui reste massivement rural, est en voie de développement, certes rapide mais assez fragile (du point de vue même des autorités). Il est malaisé de chiffrer l'écart effectif du PNB par habitant. Les chiffres officiels (en taux de change) montrent des différences énormes, en fait irréalistes. Une estimation plus sobre arriverait à un rapport de l'ordre d'un à quatre, en faveur de Taiwan (on parlait de un à vingt ou de un à trente, ce qui est dépourvu de sens). Avantage donc à l'île, ce qui est incontestable. Mais dans l'absolu, le pays qui compte économiquement, c'est la RPC, et ce n'est pas ou ce n'est plus Taiwan. Au surplus, l'île, la République de Chine, a une légitimité internationale peu solide ; la RPC, incarne sans le moindre doute (y compris sur l'île) la Chine : la grandeur et la continuité chinoise, son destin. Malgré les similitudes entre le Guomindang, formé à partir de 1924 sous le modèle directement importé du centralisme de l'Internationale communiste, et le PCC, ce sont deux structures fort différentes ; les enjeux sont d'une autre nature. Et pourtant : « le modèle Guomindang » doit être dans bien des esprits de cadres « communistes » éclairés la démonstration que l'on peut guider jusqu'au bout et à son avantage, ou sans trop de perte, une pleine reconversion systématique.

Tout change alors pour que rien ne change, selon la célèbre formule ?

Disons plutôt que tout a déjà tellement changé, et se perpétue par ailleurs, que le Congrès entérine cette situation. Et derrière ce constat, qui est reconnu, il y a tout ce qui doit encore être réglé, résolu : les mille problèmes d'une Chine entièrement transfor-

mée, mais aussi revenue à elle, face à sa propre continuité, face aussi aux défis de ce qui change à l'intérieur, aux défis soulevés par le monde extérieur, et aux nouvelles données géopolitiques de ce début du XXI^e siècle.

Ce qui se perpétue

Il y a ce qui se continue dans une tradition proche et lointaine. Le renouvellement, qui apparaît impressionnant et même complet, l'est beaucoup moins en réalité. Jiang Zemin, s'appête à faire — ou à essayer de faire — exactement ce que Deng a fait avant lui, en quelque sorte « lui a fait » : se retirer du pouvoir pour en fait le conserver jalousement. A la façon de Deng, dans les pas de ce maître manœuvrier : en gardant les véritables leviers du pouvoir. Ainsi, 6 des 9 membres du nouveau Comité permanent du Bureau politique sont des hommes nommés par lui, parfois des représentants de sa « garde personnelle », certains disent qu'il y a inclus ses chiens de garde. Même s'il abandonne comme prévu son titre, plutôt honorifique, de président de la République, il conservera la fonction essentielle de président de la Commission militaire (l'ancienne Commission militaire du Comité Central du PCC) qui fut une source essentielle, sans doute la plus décisive, du pouvoir de Mao, puis de Deng. Deng s'était même permis de se retirer de cette instance, tout en gardant de fait la haute main, c'est-à-dire le pouvoir réel, sur le pays. N'allons pas plus loin dans cette très complexe tiananmenologie (on s'y égare et se trompe souvent).

Et constatons que cela fonctionne à l'ancienne : une ancienneté dans la vie du PCC ; mais aussi selon des chemins tortueux qui auraient ravi les tenants du pouvoir dans l'ancienne Chine impériale : ils auraient reconnu, en partie, leur Chine de toujours. Jiang Zemin n'a pas l'intention de déteiler, et de quitter un pouvoir qu'il a dû attendre longtemps pour pouvoir l'occuper effectivement, même quand il cumulait, depuis des années, toutes les hautes fonctions. A 76 ans, il n'a qu'une année ou deux de plus que Deng au moment où celui-ci a commencé à exercer le pouvoir suprême, en 1978-1979 (sans, dans son cas, en avoir les titres, autre bizarrerie !).

La continuité majeure est surtout, bien entendu, celle du pouvoir unique du parti, de l'imposition de ses règles (y compris de fixer à sa guise l'ordre de succession dans la direction du pays) : le lieu du pouvoir, de la constitution des élites anciennes et nouvelles n'a pas ou a peu changé ; et sauf crise majeure, n'est pas près de changer.

Car là est l'essentiel : le PCC a réussi,

dans une période d'incroyables bouleversements en Chine et dans le monde, à maintenir son hégémonie sur la société, sur le pays ; et même il a gardé la haute main sur les évolutions quelque fois tourmentées ; il a empêché et continue de bloquer sa véritable mise en question. Il n'a pas réussi à se rendre populaire, loin s'en faut, ou légitime au sens fort du terme ; mais il a réussi à se rendre indispensable, et à détruire tout embryon d'alternative. Même si la contestation progresse, et pourrait révéler d'étonnantes possibilités, ce qui n'est pas le cas actuellement. Nul ne voit actuellement qui peut, avec quelque crédibilité, le remplacer.

D'une certaine façon, si on fait le point de l'après-Mao, une des périodes les plus mouvantes de l'histoire de la Chine, il faut constater qu'un PCC, délégitimé par les souffrances imposées pendant la Révolution culturelle (1966-1969), et encore bien plus discrédité ensuite par la corruption générale qu'a engendré sa politique et ses comportements prédateurs, s'en est bien tiré. Bien au-delà de ce qu'on pouvait penser au vu de la gravité de la situation qu'il devait gérer ; en regard aussi du passif qu'il avait accumulé depuis la Révolution culturelle, jusqu'à la répression de 1989. Sans oublier, plus récemment, les pressions et brutalités exercées sur une société toujours soumise à l'autoritarisme d'un régime à la fois fort corrompu, farouchement attaché au maintien et surtout à la progression de ses privilèges et, au surplus, responsable aux yeux de la population d'une inégalité sociale sans cesse croissante : l'une des plus importantes de la planète, en deux décennies à peine de transformation socio-économique ! En se tournant, d'un regard rétrospectif, vers le quart de siècle écoulé depuis la mort de Mao, il faut résumer la situation d'un bref et lourd constat : ils ont gagné, et cela n'avait rien

d'évident, ni de facile.

L'exploit est remarquable, et n'avait rien de prévisible. Cela ne signale pas seulement une sous-estimation de ce que ce régime d'oppression recelait comme ressource d'adaptation, alors qu'il paraissait à bout de souffle et d'inspiration, au milieu des années 1970. Cela montre surtout que bien des mouvements qui travaillaient le régime, la population (il faudrait dire, sans doute, les composantes du régime et les populations), et les rapports entre eux n'étaient pas bien compris, ou guère visibles, ou se situaient dans une dynamique qui rendait rapidement obsolète ce que l'on croyait savoir. Cela ne préjuge en rien de l'avenir. Mais cela oblige à bien des relectures du passé. Et à quelque modestie pour le présent, et pour toute prédiction même à relativement court terme. Rien de trop étonnant, à vrai dire, quand on fait un bilan froid du passage de l'ex-URSS au monde post-soviétique actuel.

Chine en mouvement, Chine bouleversée

Évidemment, derrière cette victoire d'un « *Parti communiste* » qui gère lui-même et à son profit, y compris au sens le plus littéral du terme, la sortie « *du communisme réel* », il y a les incroyables bouleversements de la Chine depuis un peu plus de deux décennies, et surtout depuis les années 1990. Là aussi n'entrons pas dans les détails (il faudrait des volumes entiers) : il ne reste rien de la Chine maoïste, et à peu près rien du « *socialisme réel* » (en fait irréel) à la chinoise. C'est ce que le parti par la voix d'abord de son chef Jiang Zemin affichait depuis quelques années, et que le Congrès a entériné cette année : tout ce qui s'est fait empiriquement, par essais et erreurs, sous l'empire de la nécessité, par avidité sociale des élites « *communistes* », par les poussées de

nouveaux privilégiés et l'émergence souvent difficile de nouvelles catégories sociales, tout cela est en train de créer la voie chinoise au capitalisme, capitalisme intérieur et ample ouverture économique sur le monde.

Les gagnants sont nombreux. On les trouve dans la nouvelle et riche classe moyenne qui se développe dans les villes, dans les avantages et privilèges importants que s'accordent les maîtres du parti, et plus ouvertement encore leurs fils et proches (qu'on appelle ironiquement dans la population le parti des Princes). Cette évolution se nourrit de la percée économique de la Chine qui est sur le chemin de devenir une grande puissance économique à l'échelle mondiale. Si le revenu moyen par habitant est encore modeste, en particulier dans les campagnes, le niveau de consommation, surtout dans les villes, a fortement crû ; le pays est la deuxième puissance économique du monde (dépassant le Japon), la troisième si l'on prend l'Union Européenne comme un tout. C'est, du moins pour certaines années, la première destination au monde des capitaux (prenant, provisoirement, la place des États-Unis), le premier dépositaire de réserve de change (en incluant Hong Kong). Les capitaux ne sont plus aussi massivement que dans un passé récent issus de la diaspora chinoise : c'est tout le capitalisme international qui se précipite, y compris dans les secteurs de haute technologie, vers le pays, y compris le capitalisme de Taiwan, préparant ainsi non pas la reconquête du continent par l'île, mais, à l'inverse, la future dépendance économique de celle-ci à l'égard de celui là. Le pays est en train de devenir « *l'atelier du monde* » (comme on disait pour la Grande-Bretagne de la première moitié du XIX^e siècle), un pays où se fabriquent des produits que l'on retrouve partout dans toute la planète. Et qui progressivement monte le niveau technologique de ses produits manufacturés (à l'image de ce qui s'était fait, par exemple, au Japon). Tout en ayant encore, de ce point de vue, du chemin à parcourir : mais il va plus vite qu'on ne le pensait il n'y a guère. C'est le pays, où il « *faut investir* », « *être sur place* », et être bien vu. On est loin de la Chine, le pays pestiféré de la période des tueries commises contre les étudiants en 1989.

Les très nombreux perdants

Et les perdants ? A des degrés divers, c'est la majorité de la population.

D'abord la majorité rurale (les deux tiers de la population, incluant les près de 50 % d'agriculteurs, plus de 300 millions, que contient le pays) qui, une fois de plus, est



Chine

défavorisée et à la traîne par rapport aux villes, ces villes où ils cherchent par dizaines de millions un travail souvent pénible. Et pourtant, c'est le dynamisme et le mouvement issus des campagnes qui ont constitué le véritable moteur des transformations économiques et sociales de l'après-Mao, et l'indispensable ingrédient permettant le succès du projet réformiste de Deng Xiaoping, du moins lors de ses difficiles débuts (les premières années de la décennie 1980). Cela ne veut pas dire que les paysans se retrouvent encore réduits à la très grande misère qui était leur lot 20 ou 30 ans plus tôt ; mais leur vie reste difficile ; l'écart avec la situation et le niveau de vie des citadins s'est de nouveau gravement accru depuis environ 15 ans.

Les autres grands perdants, ce sont les ouvriers des usines d'État des villes, et tout particulièrement les femmes ouvrières. Après bien des hésitations, le pouvoir « populaire » a décidé de casser les acquis de la période maoïste, au milieu des années 1990. En quelques années, on a assisté, malgré de nombreuses tensions sociales, grèves et actions diverses, au processus de quasi-disparition du statut relativement protégé de l'ouvrier du secteur étatique. A la place, c'est un nouveau prolétariat parfois mieux payé, mais précarisé et surexploité qui se constitue, dans le nouveau capitalisme, privé, étatique, semi-étatique, ou dominé par les étrangers. Et là ce sont des formes d'exploitation assez similaires à ce que l'on connaît dans ledit Tiers Monde (et parfois dans les terribles formes du capitalisme occidental du XIX^e siècle).

Cela fait beaucoup de monde, et beaucoup de souffrance. Et on en oublie la situation des vieux, les périphéries les plus misérables du pays, la nouvelle misère urbaine, etc. Sans oublier aussi les aléas écologiques, certains parlent de désastres à venir, les incertitudes, les problèmes de la gestion de l'économie chinoise et du pilotage étatique de cette grande puissance en devenir dans la conjoncture complexe et dangereuse qui est caractéristique des années actuelles.

Le pays et la société chinoise sont en plein mouvement, riches de créativité, de potentialités, mais aussi de dangers, sinon de désastres liés aux choix à la fois autoritaires du PCC (mais d'un autoritarisme qui ne s'impose pas toujours, ni facilement), aux formes encore hybrides de capitalisme (lourde présence de la tutelle du pouvoir, force et

faiblesse en même temps de l'État, percée et incertitudes du capitalisme privé local). Le régime s'efforce de pratiquer un jeu d'équilibriste fait à la fois de séduction, de crainte et de résistance, pied à pied, face à la pénétration capitaliste extérieure : une façon d'utiliser, de respecter, et de détourner les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans laquelle la RPC vient d'entrer après 15 années de laborieux efforts. Il doit faire face encore et toujours aux poussées sociales multiformes, souvent incontrôlables, même si le pouvoir n'est pas menacé du fait de la fragmentation des actions pourtant nombreuses de résistances, et du fait aussi de la faiblesse de l'opposition ouverte. Sans négliger la fragilité du système légal (qui s'améliore mais lentement), et en gardant en tête l'arbitraire dans les comportements du régime et de ses agents dans ses rapports avec le peuple, surtout « le petit peuple », arbitraire qui apparaît chaque jour plus humiliant, plus inacceptable à une population mieux éduquée, mieux formée, plus consciente de ses droits. Ou encore, il faudrait parler de la violence de la vie sociale et de la considérable criminalisation (mais ce n'est en rien une exception sur cette planète) de la vie économique.

Vers l'affirmation d'une puissance

Les succès du proche passé sont indéniables, le prix payé par la majorité de la population est lourd, la stabilisation économique, sociale et politique n'est ni acquise ni garantie. Ce qui n'exclut pas l'enthousiasme des gagnants et la frénésie de consommation qui s'empare d'une partie des citadins et de quelques privilégiés des campagnes : il s'agit à la fois du plaisir de pouvoir accéder à du

mieux-être, et, peut-être, c'est occasion de saisir, ici et maintenant, tout ce qu'on peut, tant que l'on peut, à côté d'autres, contre d'autres, face à des lendemains incertains, et en se rappelant des souvenirs douloureux du passé de misère et de brutal retournement du régime.

Ce qui est maintenant devenu évident pour tout le monde en Chine et ailleurs, et est d'ailleurs une source de fierté pour nombre de Chinois, c'est que la Chine du XXI^e siècle est une force majeure à l'échelle planétaire (3). Elle est certes encore loin de pouvoir égaler la puissance nord-américaine : surtout du point de vue militaire, ou de son déploiement géopolitique. Mais c'est un pays qui compte et comptera de plus en plus, pour le moment dans la logique de l'ordre mondial existant : de l'insertion capitaliste de la Chine dans le capitalisme actuel. Et pour l'heure, le régime reconnaît, de facto, les rapports de force à l'œuvre : la prépondérance des États-Unis. Demain peut-être, très probablement si la montée en puissance se confirme, le régime, même différent, agira pour son propre compte, et pourra effacer enfin définitivement les terribles humiliations subies à époque moderne. Ce que cela peut signifier, nul ne le sait. C'est ainsi en tout cas ce qu'aujourd'hui pensent et veulent les élites dans le régime et la population.

On sait ce qu'il en est des attentes géopolitiques actuelles, dans ses grandes lignes du moins : la réunification à terme, sous l'autorité de la mère-patrie (« communiste » ou autre) de l'île de Taiwan ; la reconnaissance de la prééminence chinoise dans son pourtour : la volonté de contrer ce qui est ressenti, et est peut être une réalité effective, comme un sentiment d'être encerclé par l'hyperpuissance nord-américaine. Une place



Deng et Hu, toujours sur les murs...

3. Je renvoie sur ce point à mon article « La Chine populaire, dernière nation indépendante ? », Les Temps Modernes, septembre-novembre 2002, pp. 194-214.

reconnue dans la gestion de la zone pacifique est aussi revendiquée.

A terme, c'est plus flou : le pays doit d'abord encore fortement avancer du point de vue économique, comme force militaire, il doit réussir à garantir une certaine stabilisation sociale, il doit maîtriser des problèmes écologiques qui peuvent devenir menaçants, et par certains côtés le sont déjà. Ou encore, tâche redoutable, il faut résoudre la question de l'avenir et de la nature du régime (ce qui ne veut pas forcément dire l'instauration de la démocratie !). La vision géopolitique de la Chine a fortement évolué, sans être clairement fixée pour autant. La Chine continentale, auto-centrée, sensible à sa profondeur stratégique vers l'Asie (d'où, traditionnellement, l'importance de sa périphérie, dont le Tibet), cette Chine de Mao qui n'était, de ce point de vue, guère différente de la Chine impériale des derniers siècles, a fait place à un pays plus ouvert sur le monde, et plus orienté vers les mers (d'où sa revendication d'hégémonie sur la mer de la Chine du Sud), plus centré sur sa façade maritime que sur l'arrière-pays, plus décidé aussi à participer à la confrontation économique et géopolitique avec la planète et ses forces dominantes. Alors que dans le passé, même maoïste, il s'agissait de contrôler le pourtour du pays, d'éloigner les ennemis, et de dédaigner « le grand large », ce qui était loin de soi. La Chine d'aujourd'hui, ses élites (y compris celles qui détestent le régime en place), ne veut plus et surtout ne peut plus fonctionner dans ce cadre. Mais dans quel cadre veulent-ils et pensent-ils pouvoir agir de manière efficace et réaliste ? C'est là à la fois l'objet de beaucoup de débats et c'est surtout une grande inconnue.

Si le pays-continent chemine dans les directions qui lui seraient favorables, ce qui n'a rien de garanti, ni de très proche, tant les problèmes sont lourds et multiples (mais y arriver paraissait à peu près impensable, il y a encore deux décennies), alors il sera un des grands décideurs au niveau mondial. Dans quel sens, avec quels projets, pour et contre qui, avec quelles innovations, ou quel « déjà-trop-souvent-vu », personne ne peut l'anticiper. Mais beaucoup se posent déjà de nombreuses questions à cet égard. Et pas seulement dans les sphères dirigeantes aux États-Unis ou ailleurs. La Chine a déjà beaucoup changé, et elle va continuer à le faire.

Mais dans tout cela le socialisme et l'émancipation populaire n'ont pas leur place, pour le moment... Encore une fois : vaste découverte ! Triste constat ! ■

9 décembre 2002

La classe ouvrière revient sur la scène

Par
Konrad Markowski*

Des manifestations de masse en défense des entreprises liquidées, les salariés affrontant la police... pour la première fois depuis le début de la « transformation » en Pologne : les ouvriers ont remis en cause les fondements de celle-ci en avançant le mot d'ordre de renationalisation des entreprises. Le climat social est en train de changer.

Les statistiques et les commentateurs confirment que, pour la première fois depuis la grande vague des grèves de 1992, la courbe des conflits sociaux a commencé à croître de manière significative. Mais, contrairement aux mouvements de 1992, le contexte social a changé : la foi en la capacité rédemptrice des privatisations s'est définitivement effondrée. Près de la moitié des Polonais se prononcent en faveur du soutien étatique aux entreprises non rentables, les trois-quarts considèrent qu'il faut lutter de manière conséquente contre le chômage et 90 % se prononcent en faveur d'un haut niveau de prestations sociales (1).

Ces sentiments correspondent à la situation économique du pays, où le processus de désindustrialisation est patent. Le 22 novembre 2002 le Centre d'études stratégiques du gouvernement a rendu public un rapport intitulé « Transformations socio-économiques en Pologne » (2). Pour la première fois il y a été officiellement admis que, contrairement à la « propagande du succès » du gouvernement, l'économie polonaise suivait une courbe descendante et que la désindustrialisation était en cours dans le pays. De même, c'est la première fois qu'une institution officielle admettait que les entreprises étatiques ont été conduites à la faillite par la politique fiscale et l'ouverture des importations au nom des choix idéologiques. Le rapport mentionne 26 branches industrielles « où l'emploi ne représente plus qu'entre 10 % et 30 % de ce qu'il était en 1989 ». Par exemple, dans l'industrie légère la réduction d'emploi atteint 400 000 personnes, dans les mines de charbon plus de 300 000,

dans les branches de la nouvelle technologie (micro-électronique, informatique et télécommunications — donc dans ce qui est théoriquement supposé être le moteur de l'économie moderne) de 257 000 postes de travail on est passé à 132 000. Comme cela a été souligné dans le rapport, au cours des années 1990 a commencé un processus de désindustrialisation qui est « nocif pour la Pologne car il accroît la différence du niveau de production industrielle par habitant en comparaison avec les pays de l'Union européenne, au lieu de niveler cette différence ». On a donc développé « une structure déviante de l'économie, éloignée des besoins sociaux, largement retardataire et non concurrentielle ».

La crise atteint de plus en plus les entreprises petites et moyennes, et non plus seulement les « *molochs* » étatiques, ces aciéries ou mines mises à l'index par la propagande. L'an dernier les tribunaux ont enregistré un chiffre record de mises en liquidation des entreprises. Selon les estimations (les données officielles définitives ne sont pas encore publiées), il y en a eu plus de 7 000. Leur nombre croît d'année en année depuis 1997 (en 2001 la liquidation de 6 500 entreprises avait été prononcée). Mais le nombre réel de banqueroutes est bien supérieur car une partie des entreprises n'annonce pas la faillite, ne pouvant faire face aux frais inhérents, et se limite à la cessation d'activités (3).

Populistes en première ligne

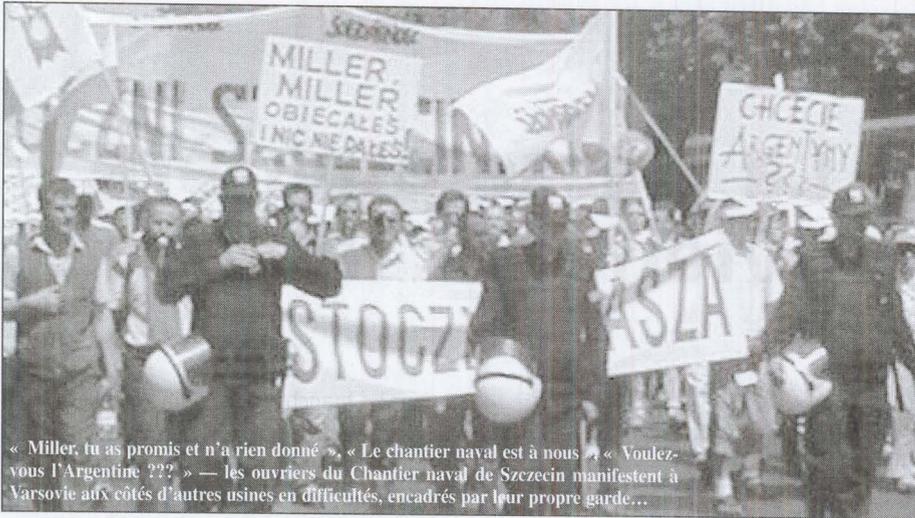
Le succès des partis populistes lors des élections législatives de l'automne 2000 fut un signe de la crise sociale et du gouffre croissant entre la société et les élites. La Ligue des Familles Polonaises (LPR) et

* Konrad Markowski, journaliste, est rédacteur du mensuel *Robotnik Slaski (Ouvrier de Silésie)*. Traduit du polonais par J. M.

1. Enquête d'opinion du CBOS, 13-16 septembre 2001.

2. Aucun des grands médias n'a mentionné ce rapport qui ne fut publié que par *Nowe Zycie Gospodarcze* du 22 décembre 2002.

3. Selon *Gazeta Prawna*, 12-13 janvier 2003.



« Miller, tu as promis et n'a rien donné », « Le chantier naval est à nous », « Voulez-vous l'Argentine ??? » — les ouvriers du Chantier naval de Szczecin manifestent à Varsovie aux côtés d'autres usines en difficultés, encadrés par leur propre garde...

l'Autodéfense (*Samoobrona*), qui contestent totalement la voie de la transformation polonaise, y ont obtenu ensemble plus de 18 % des voix. Comme prévu c'est l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), en commun avec l'Union du travail (UP) et le Parti populaire polonais (PSL), qu'elle a vassalisés, qui a emporté les élections (4). Le fait que les deux principaux partis du précédent gouvernement de droite, appuyé longuement par le syndicat Solidarité, l'Action électorale "Solidarité" et l'Union de la Liberté, n'ont pas réussi à entrer dans la Diète (Chambre basse du Parlement), illustre l'échec total de ce gouvernement.

Le nouveau gouvernement de centre-gauche avait joui d'un crédit de confiance, bien que moins important que lors de la victoire électorale de la SLD en 1993. Au sein de la société dominait l'espoir que la vie ne serait pas plus difficile. Il s'est avéré cependant que même les aspirations sociales limitées ont été trahies. La politique du nouveau gouvernement ne s'est différenciée de celle menée par la droite dans pratiquement

4. Lors des législatives du 23 septembre 2001 la Ligue des Familles Polonaises (LRP), une organisation populiste d'extrême droite, a obtenu 7,9 % des voix et 38 sièges à la Diète ; L'Autodéfense (*Samoobrona*) obtenait 10,2 % et 53 sièges ; L'Alliance de la gauche démocratique (SLD) est une organisation social-démocrate fondée par l'appareil de l'ex-Parti ouvrier unifié polonais (POUP — qui avait dirigé le pays de 1944 à 1989), alliée au Parti populaire (PSL — paysan), lui aussi issu de l'ancien régime, et à l'Union du travail (UP), organisation social-démocrate issue à la fois du POUP et de courants gauches de "Solidarité" — ce bloc a obtenu 41 % des votes et 216 sièges. Cf. *Inprecor* n°463/464 d'octobre-novembre 2001.

5. Lors d'une réunion avec les patrons, Leszek Miller, qui n'était pas encore premier ministre, déclarait que « l'actuel Code du Travail ne peut être traité comme si c'était l'Évangile [car] l'employeur y a une position plus faible que le travailleur ou le syndicat » (rappelé par *Robotnik Slaski* du 15 mars 2002).

aucun domaine. De plus, c'est le gouvernement de centre-gauche de Leszek Miller, qui se revendique fréquemment de Tony Blair, qui a flexibilisé le Code du Travail (5), baissé les prestations de maladie et de préretraite, raccourci les congés de maternité et tenté de faire passer en force la réduction des droits des chômeurs.

Les réactions sociales ne se sont pas faites attendre longtemps. Trois mois après la formation du nouveau gouvernement les sondages ont déjà noté une baisse sérieuse de la confiance. Les élections locales, perdues par la SLD dans ses bastions (en particulier dans Lodz « la rouge », la ville du premier ministre), ont témoigné de la désillusion de l'électorat. Ces élections ont confirmé l'implantation locale des populistes.

Bien que la SLD ait perdu un tiers de ses soutiens, voire, selon certains sondages, la moitié, les post-communistes n'ont pas peur d'une telle situation, car ils n'ont pas de concurrents : la droite n'a pas réussi à réunir ses forces après l'échec électoral et les partis populistes ne constituent pas une alternative crédible. Mais comme la SLD perd le soutien dans les basses couches sociales, qui choisissent l'Autodéfense ou l'abstention, elle

commence à chercher des électeurs dans un centre mythique. C'est ce vers quoi les dirigeants de la SLD (Leszek Miller, Jozef Oleksy) s'orientent de plus en plus, tout en affirmant qu'ils n'ont pas peur de perdre les électeurs de gauche qui de toute manière n'ont pas d'autre choix que de voter pour eux.

La composition sociale de la SLD présente en elle-même un intérêt. Jerzy Urban, chef du populaire hebdomadaire *Nie* (Non), disait en plaisantant qu'un tiers de ses membres avait gagné des sièges lors des élections locales, un tiers luttait pour les gagner et le troisième tiers avait obtenu des sinécures à la suite de ces élections. Le parti est devenu ainsi un moyen de vivre, de faire des affaires, et il est difficile d'y trouver des courants de gauche. Ses liens avec la classe ouvrière, qui n'avaient jamais été forts malgré la domination de la SLD dans la centrale syndicale OPZZ, se sont complètement érodés.

Le cas de l'Autodéfense

L'Autodéfense est un mouvement anti-libéral regroupé autour du dirigeant paysan Andrzej Lepper. C'est le phénomène le plus intéressant de la scène politique polonaise de ces dernières années, apparu sur la base des mouvements sociaux, en premier lieu des blocages de routes par les paysans organisés. Il s'agit d'un parti vertical, fondé autour d'un chef, qui oscille entre la collaboration avec la SLD et celle avec la droite, capable en plus de tenir des propos incroyables à la Diète (par exemple d'annoncer un parachutage de Talibans en Pologne !).

Ce parti dispose d'un électorat de plus de 10 %, qui se caractérise par un fort rejet de la privatisation, par l'euroscépticisme mais non un rejet absolu de l'Union, et qui garde ses distances envers l'Église catholique. En son sein on peut trouver aussi bien des militants issus de la gauche socialiste que d'autres venant de la droite. Seule le



« Luttons contre le chômage, faisons la grève contre les licenciements » — cortège d'Ozarow à Varsovie.

leader assure l'unité du mouvement.

Il ne s'agit certainement pas d'un mouvement fasciste. On peut penser que c'est l'opposition rêvée pour les libéraux en Pologne : elle n'a pas de crédibilité et chacun de ses succès provoque des scissions en son sein (à la suite des désaccords avec Lepper un quart des députés du groupe parlementaire de l'Autodéfense l'ont déjà quitté). Il semble de plus que le charisme de Lepper diminue, comme l'indique son incapacité à faire des propositions audibles à la Diète, les échecs des récentes tentatives de mobilisations organisées par l'Autodéfense et aussi le caractère réservé des travailleurs en lutte lors des visites de son leader.

Et les ouvriers ?

Les ouvriers sont le groupe social qui participe le moins aux élections. Il s'agit là d'un phénomène croissant depuis 1990. Les ouvriers ne votent pas, mais ils prennent de plus en plus part aux mobilisations extraparlimentaires.



L'augmentation de la fréquence des mouvements de protestation au cours de l'année passée tire sa source des difficultés croissantes des entreprises et des projets antisociaux du gouvernement (libéralisation du Code du travail, limitations des prestations).

Dans le premier cas il s'agit en général de grèves, souvent sauvages, avec occupation, et de manifestations de rues. Leurs raisons sont « normales » pour un pays capitaliste dépendant : pratiquement chaque jour apporte de nouveaux licenciements dans diverses branches, depuis les banques jusqu'aux houillères. S'ajoutent des problèmes de salaires impayés. Et ce ne sont pas

seulement les petites entreprises qui sont concernées mais même les rédactions des grands quotidiens.

Dans le second cas il s'agit en premier lieu des manifestations organisées par les directions des grandes confédérations syndicales (le 26 avril 2002 il y eut 30 000 manifestants à l'appel du syndicat "Solidarité"). Bien que la résistance sur ce terrain n'ait pas été à la hauteur de la provocation, elle a eu un impact sur la conscience des travailleurs : le refus des modifications du Code du Travail a fait partie des revendications lors de nombreuses actions de protestation et, interrogés par les sondages, les travailleurs ne doutaient pas que seuls les employeurs profitaient de ces changements.

Szczecin, Silésie, Ozarow

Il est utile de mentionner les trois mouvements les plus fameux en Pologne, qui ont marqué l'année écoulée.

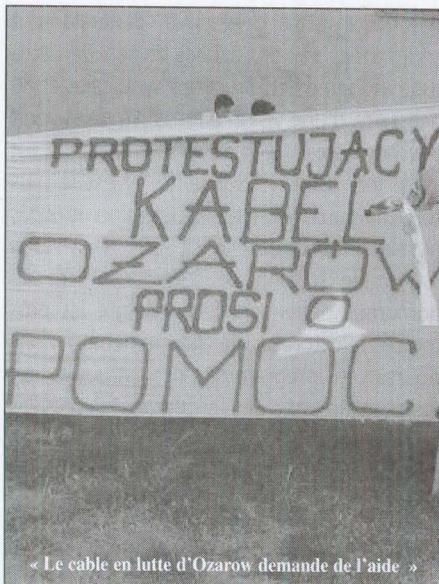
La perspective de la fermeture du Chantier naval fut le détonateur d'un mouvement de masse à Szczecin. Dès le mois de mai 2002, durant quelques semaines, la ville fut bloquée par des manifestations massives des ouvriers du Chantier naval, exigeant la renationalisation de leur entreprise, menée à la faillite par la privatisation (le parquet s'occupe des managers). Le Premier ministre, Leszek Miller, a été forcé de promettre que l'État n'abandonnerait pas le Chantier naval. Le conflit s'est terminé par un succès partiel des grévistes : une nouvelle entreprise fut mise sur pied à la place de la firme en faillite, la construction des bateaux a repris. Au cours d'une des manifestations (le 7 août 2002), les travailleurs du Chantier naval se sont rendus dans la petite entreprise textile Odra, à la demande des couturières qui n'avaient pas été payées depuis plusieurs mois, et ont passé à tabac le manager. Cela avait provoqué une réaction hystérique des médias, témoignant de leur crainte devant l'aiguïsement de la lutte des classes (qui, selon l'idéologie dominante, est supposée ne plus exister !).

Depuis des années tous les gouvernements libéraux se heurtent à la Silésie, région qui concentre l'industrie lourde, en particulier la sidérurgie et les houillères. Peuplée par 4 millions d'habitants, c'est une région qui fut choyée du temps de la République populaire. Avec la transformation, la liquidation des houillères, fondement de l'économie régionale, a commencé et avec elle le déclin de la Silésie. Malgré le doublement du rendement par travailleur, les salaires dans les mines ont diminué. Mais le mouvement syndical y reste fort, qui mène

des dures luttes défensives, généralement couronnées par des échecs du fait de l'attitude modérée des directions syndicales et de l'absence d'une vision alternative de l'avenir des houillères. Ce mouvement syndical est aussi très divisé : "Solidarité" y est le plus fort, mais aussi le Syndicat des mineurs (ZZG, post-communiste), "Août 80" ("Sierpien '80", une scission de "Solidarité") et de nombreux petits syndicats. Malgré les promesses électorales, le gouvernement SLD poursuit les programmes de restructuration qui se résument à des fermetures successives de mines. L'annonce faite à la fin de l'année dernière de la liquidation de sept mines supplémentaires en 2003, du licenciement de 35 000 mineurs et de la suppression de la Charte du mineur, a mis de l'huile sur le feu. Un document secret de la Banque mondiale (BM), rendu public au printemps dernier, indique d'ailleurs clairement que les coupures radicales dans les houillères conditionnent les futurs prêts de la BM.

La plus grande vague de luttes que la région ait connue depuis les années 1980 a répondu à ce projet. Les plus grandes centrales syndicales ont constitué un état-major de protestation commun, organisant une manifestation de plus de 10 000 personnes à Katowice (capitale régionale) qui fut rejointe, entre autres, par les infirmières et les cheminots. Cet accord historique a été signé par les structures régionales de l'OPZZ et de "Solidarité". Pour sa part, le syndicat "Août 80" a organisé chaque semaine des manifestations regroupant à chaque fois plusieurs centaines de personnes et des grèves de la faim dans les mines, auxquelles plus de 250 personnes ont participé ! Au cours d'un référendum 92 % des mineurs se sont prononcés en faveur d'une grève générale des houillères. Le gouvernement a finalement abandonné officiellement son projet, mais personne n'a l'illusion qu'il s'agissait d'une victoire définitivement acquise.

La fabrique de câbles d'Ozarow, près de Varsovie, est devenue le symbole de la lutte en défense de l'emploi. Une des usines les plus modernes de la branche, elle a été victime d'une OPA hostile menée par Tele-Fonika du businessman Boguslaw Ciepiala. Lorsque Tele-Fonika a voulu déménager les machines, le 23 avril dernier, les ouvriers ont bloqué l'entreprise, exprimant leur détermination de reprendre la production. Durant plus de 200 jours et nuits les ouvriers ont occupé l'usine, avec le soutien des délégations d'autres entreprises et organisations (dont ATTAC-Pologne). Dans la nuit du 26 novembre plusieurs centaines de vigiles et de policiers ont attaqué les piquets. Au cours des combats plusieurs ouvriers furent bles-



sés. Les combats se sont étendus à toute la ville et ont duré plusieurs jours. 50 personnes ont été arrêtées par la police et près d'un centaine de camions furent renversés. Le 1er décembre la police a évacué Ozarow, le transfert des machines fut interrompu et le gouvernement a commencé à négocier avec les travailleurs.

Les conflits mentionnés ont abouti à certains succès tactiques des travailleurs, ce qui est important, car cela constitue une brèche dans le climat défaitiste dominant (« la lutte peut payer »). Malheureusement d'autres conflits, moins médiatisés, se sont moins bien terminés, malgré le recours des travailleurs à des gestes désespérés (par exemple la lutte des ouvriers de l'usine de montage automobile mise en liquidation par Daewoo à Nysa).

Il faut rappeler que les grèves sont devenues une méthode d'action peu populaire, car rarement efficace, contre la liquidation des entreprises. Selon l'Office central des statistiques (GUS) en 2001 il n'y eut que 11

grèves (!), mais seulement à Varsovie 183 manifestations ont été enregistrées. D'autres formes de lutte, sortant de l'entreprise, sont de plus en plus populaires : les travailleurs d'Ozarow et les sidérurgistes de Silésie ont eu recours au blocage des routes, suivant ainsi l'exemple des paysans. Notons également que, malgré la gêne que ces formes de lutte ont occasionnée et les huées médiatiques, elles ont bénéficié toujours du soutien majoritaire des populations locales.

Syndicats et gouvernements

Le mouvement syndical polonais (6) est traditionnellement dominé par deux centrales syndicales — "Solidarité" et OPZZ — qui en lieu et place de la défense des droits des travailleurs privilégient l'entrée dans le monde de la politique politicienne et la protection des gouvernements ("Solidarité" — ceux de droite, OPZZ — ceux du centre-gauche). Le caractère de plus en plus clairement anti-ouvrier du précédent gouvernement de la droite a conduit finalement "Solidarité" à s'en distancier. Malheureusement cela ne conduit pas ce syndicat à prendre ses distances avec elle et les luttes actuelles réchauffent les vieilles rancunes (slogans du genre « SLD = KGB » ou « Miller à Cuba » lors des récentes manifestations) mais, malgré tout, le grain de la fronde a été semé dans le syndicat.

Même la centrale la plus bureaucratisée et la moins combative, l'OPZZ, s'est finalement opposée au gouvernement SLD. Maciej Manicki, le chef du syndicat, a finalement accepté les modifications du droit du travail, mais la direction collégiale de la centrale avait à plusieurs reprises voté contre.

Ces deux centrales doivent aujourd'hui faire face à la nouvelle concurrence du Forum syndical, qui regroupe, entre autres,

Et la gauche ?

La gauche radicale polonaise est divisée en plusieurs petits groupes trotskistes, agissant surtout à Varsovie et composés surtout d'étudiants ou ex-étudiants. Une partie de ses militants est active au sein d'ATTAC-Pologne, qui semble perdre sa dynamique (en particulier du fait de l'affaire sur l'infiltration en son sein d'activistes d'extrême droite).

Mais quelques points moins sombres sont apparus sur la scène de la gauche :

- Plus de 100 personnes, dont des syndicalistes de l'OKP, ont pris part au Forum social européen de Florence et la création d'un comité polonais pour la préparation du Forum suivant est à l'ordre du jour. C'est à l'activité des militants de la gauche radicale que l'on doit l'accès de l'OKP à l'initiative du Forum.

- Les revues théoriques semestrielles *Lewa Noga* (*Avec le pied gauche*, 14 numéros parus) et *Rewolucja* (*Révolution*, 2 numéros parus), édités par la maison d'édition Ksiązka i Prasa, qui présentent, entre autres, les débats au sein de la gauche anticapitaliste européenne, se vendent à plus de 1000 exemplaires.

- Depuis quatre ans paraît le mensuel *Robotnik Slaski* (*Ouvrier de Silésie*), diffusé dans les kiosques. A partir de ce printemps, il se transforme d'un mensuel régional en un journal national pour une gauche à la fois radicale et non sectaire.

K. M.

le très combatif syndicat des infirmières. Le Forum, qui annonce 400 000 membres, revendique son apolitisme.

Mentionnons encore l'expérience de la Confédération du Travail, qui regroupe quelques 3 000 membres. C'est le seul syndicat inter-branches au sein de l'OPZZ, qui s'est donné pour tâche l'organisation des travailleurs des petites entreprises et des supermarchés. Les militantes et militants de ce syndicat ont subi de nombreux licenciements ou ont été amenés à démissionner sous pression. Devant les magasins OBI, qui se sont particulièrement fait remarquer par leur répression antisyndicale, des piquets solidaires des syndicalistes avaient eu lieu dans tout le pays. C'est le seul syndicat au sein duquel la gauche socialiste a une influence.

La fondation le 13 juillet dernier à Szczecin du Comité national de protestation (OKP) par les représentants de plusieurs dizaines d'entreprises menacées de liquidation venant de l'ensemble du pays, constitue une véritable brèche dans le paysage syndical. La première rencontre a eu lieu, symboliquement, dans la salle où les ouvriers en grève avaient fait plier le gouvernement en août 1980. L'OKP exige notamment : l'arrêt immédiat des privatisations et de la vente du patrimoine étatique, l'arrêt des manipula-

6. Le syndicalisme polonais avait été transformé en courroie de transmission de la bureaucratie par les stalinien. A l'issue de la grande grève de l'été 1980 les travailleurs ont obtenu le droit d'organiser des syndicats libres, ce qui a donné naissance à "Solidarité", un syndicat de 10 millions de membres, issu des comités de grève. Dissous à l'issue du coup d'État du général Jaruzelski du 13 décembre 1981, "Solidarité" a poursuivi une existence clandestine, mais sa direction, coupée des entreprises par la répression, a évolué vers des positions pro-capitalistes sous l'influence de l'Église et de l'opposition intellectuelle. En 1983 la dictature avait autorisé

la formation, sous son contrôle, de syndicats dans les entreprises, qui ont fusionné dans l'Entente nationale des syndicats (OPZZ). Des militants issus de "Solidarité" ont parfois, malgré le mot d'ordre de boycott lancé par la direction clandestine de "Solidarité", investi l'OPZZ. Lorsqu'à l'issue des grèves de 1988 le général Jaruzelski a opté pour un accord avec les dirigeants de "Solidarité" dans le but de légitimer le processus de restauration capitaliste et que "Solidarité" a pu se reconstituer, certains courants radicaux du syndicat clandestin, refusant l'entente avec les ex-stalinien (identifiés aux « communistes »), sont entrés dans l'opposition,

donnant plus tard naissance à "Solidarité 80". L'OPZZ pour sa part a connu des scissions de syndicats de branches. Au cours des années 1990, alors que l'industrie était la proie de la « thérapie de choc » néolibérale imposée par le FMI, les deux principaux syndicats — l'OPZZ et "Solidarité" — ont soutenu ou se sont tour à tour opposés aux gouvernements restauracionnistes : "Solidarité" soutenant les gouvernements de issus de sa tradition, qualifiés « de droite » et l'OPZZ ceux issus de la tradition stalinienne, qualifiés « de gauche » assurant durablement la division des rangs des travailleurs.

tions du Code du travail, l'emploi des fonds étatiques à la sauvegarde des usines mises en faillite sans qu'elles soient en faute.

L'absence d'une base théorique fait que ce programme est resté au niveau de slogans. Il ouvre néanmoins une brèche en contestant de manière décidée l'orientation de la transformation socio-économique en cours : l'idée de la renationalisation et de l'intervention de l'État dans les entreprises a cessé de constituer un sujet tabou.

Les militants de l'OKP sont surtout liés à la petite centrale syndicale "Solidarité 80" (une autre scission de "Solidarité"), mais il y a aussi des syndicalistes de l'OPZZ et même de "Solidarité". Les villes de Szczecin (chantier naval), d'Ozarow et de Poznan (le complexe métallurgique "Cegielski", où avait commencé la grève en 1956) sont les places fortes de l'OKP. Le 10 janvier 2003 la direction de l'OKP a décidé de s'engager dans les travaux du Forum social européen — c'est une nouvelle brèche.

Mouvement des chômeurs

Il y a encore quelques années il était impensable que les chômeurs s'organisent en Pologne. Maintenant dans tout le pays apparaissent des dizaines d'organisations de chômeurs, ce qui n'est pas sans lien avec le fait que le chômage atteint la barre magique des 20 % de la population active en moyenne nationale. Ces organisations ont leurs faiblesses — parfois des ressentiments sectaires, l'absence d'un projet, la soumission aux forces politiques « réelles ». On assiste cependant à des tentatives de coordination, en particulier devant le projet gouvernemental limitant les droits des chômeurs.

A l'été 2002 une colonne de plusieurs dizaines de chômeurs avait marché entre Katowice et Varsovie. On a vu de nombreuses occupations des Offices du Travail, en



La police devant la fabrique de câbles d'Ozarow, avec une pompe à eau blindée...

particulier dans les régions où le chômage endémique atteint les 30 % (par exemple dans les régions de Lublin ou de Poméranie occidentale). Les organisations de chômeurs ont pris part à l'organisation des forums sociaux en Silésie et en Mazurie (Nord de la Pologne). Le 19 décembre dernier plusieurs dizaines de chômeurs ont pénétré de force dans la salle de réunion de la Diète. Il s'agit là d'actions spectaculaires, de propagande, qui n'attirent pour le moment qu'une petite minorité des chômeurs, mais qui était impensable il y a quelques années.

Les perspectives

Les interventions brutales de la police contre les ouvriers d'Ozarow ou contre les infirmières à Wroclaw témoignent de la faiblesse de la marge de manœuvres du gouvernement. Les possibilités de canaliser les explosions du mécontentement social par l'OPZZ et "Solidarité" sont aujourd'hui beaucoup plus faibles, car les accords politiques tissés par les directions de ces syndicats ont perdu de leur légitimité. Pratiquement c'est l'Autodéfense qui est devenue la soupape de sécurité du pouvoir,

car elle ne représente pas un danger réel pour lui. Mais cela ne signifie pas encore un pas en avant décisif dans l'auto-organisation des travailleurs. La perspective de grandes mobilisations reste menacée par la croissance rapide du chômage.

La fondation de l'OKP ou les luttes spectaculaires ne concernent pour le moment qu'une petite partie de la classe ouvrière polonaise. Bien que la naissance de l'OKP soit un phénomène très positif, il ne s'agit que d'un premier pas d'autant qu'il semble que l'OKP ne parvienne pas à atteindre un niveau plus élevé d'organisation.

La question de l'intégration dans l'Union européenne a une importance cruciale pour le développement du mouvement ouvrier classiste en Pologne. La droite catholique a développé une campagne chauvine contre l'Union européenne (7), alors que le gouvernement et les élites libérales présentent une vision propagandiste, coupée de toute réalité, d'un avenir radieux pour la Pologne dans l'Union. Les syndicats polonais se déclarent en faveur de l'intégration, sans entrer dans les détails concrets. C'est pourquoi il est si important de faire connaître en Pologne les initiatives de coopération syndicale internationale (8). C'est pourquoi également il est si important de faire connaître en Pologne l'apparition des forces du refus européen de l'Europe du Capital.

Malgré toutes les difficultés mentionnées, la lutte des classes en Pologne commence à prendre une nouvelle dimension. ■

Manifestation à Katowice (Haute Silésie)



7. Il est utile de noter que la droite polonaise attaque le caractère « socialiste » de l'Union européenne ; quant à la Ligue des Familles Polonaise, opposée à l'UE, elle propose que la Pologne adhère à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) !

8. Notons que l'entretien avec Alain Baron sur la coopération entre les syndicats français de France-Télécom et ceux de sa filiale allemande MobilCom, paru dans *Imprecor* n° 475/476 d'octobre-novembre 2002, a été traduit en polonais par l'hebdomadaire syndical *Nowy Tygodnik Popularny* (édité par Ksiazka i Prasa).

Ajustement meurtrier de la « Françafrique » au néolibéralisme

Par
Jean Nanga*

Réputée paisible, la Côte d'Ivoire, a basculé dans la violence, comme bien d'autres pays africains : coup d'État militaire (Noël 1999) ; agressivité meurtrière entre nordistes musulmans et sudistes chrétiens rangés derrière les principaux partis politiques ; xénophobie ouverte sous forme de débat sur « l'ivoirité ». Jusqu'à la guerre civile entre l'armée loyaliste, ses supplétifs et mercenaires d'un côté et de l'autre des armées rebelles, ayant aussi leurs mercenaires, originaires des pays voisins. L'État français s'est senti obligé d'intervenir militairement et en organisant des négociations de réconciliation nationale dans la banlieue parisienne, officiellement, pour arrêter l'autodestruction de la Côte d'Ivoire.

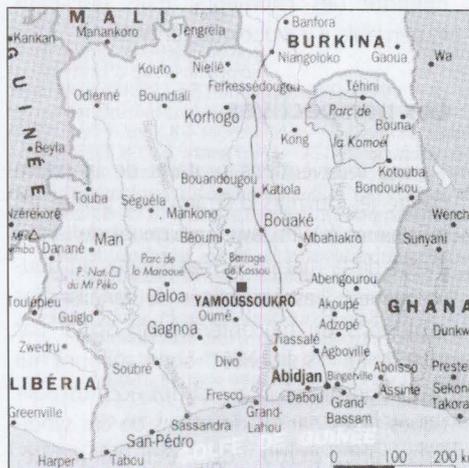
La Côte d'Ivoire, aujourd'hui cauchemardesque, a été présentée, pendant des décennies, comme un miracle, car son aspect paisible allait de pair avec une croissance économique soutenue au cours des années 1960-1970. Jusqu'à avoir une bourse des valeurs, privilège capitaliste partagé avec l'Afrique du Sud. Ce « miracle africain », sub-saharien et francophone, n'est pourtant pas étranger à l'actuelle tragédie.

Une insertion particulière dans le marché mondial...

A la fin du XIX^e siècle des colons ont introduit en Côte d'Ivoire la culture du café et du cacao, par la suite de la banane, de l'ananas dans le Sud, celle du coton dans le Nord, et commencé l'exploitation de la forêt. Le café et le cacao sont devenus la colonne vertébrale de l'économie coloniale, engendrant des profits colossaux grâce au travail forcé des paysans colonisés et de la main-d'œuvre voltaïque déplacée (une partie de la Haute-Volta, actuellement Burkina Faso, ayant pendant quelques décennies fait

partie du Nord de la Côte d'Ivoire sous la nomination de Haute-Côte).

Ce colonialisme impliquant un compromis avec les élites autochtones, par la nature de la propriété foncière, des notables ont été intégrés dans l'ordre économique colonial comme planteurs. Partenariat non sans heurts, la hiérarchie entre colons et indigènes ne permettant à ces planteurs que la négociation d'un rapport moins déséquilibré, non une remise en question de la structure hiérarchique. Ainsi, le syndicat des planteurs a pu obtenir l'abolition du travail forcé (loi Houphouët-Boigny, 1946). Mais la commercialisation sur le marché international et



la petite industrie de transformation des produits agricoles restaient le fait exclusif des entreprises de commerce de traite. Néanmoins, ces planteurs constituaient une bourgeoisie rurale naissante, aussi ambitieuse politiquement. Ambition incarnée par Houphouët-Boigny : notable baoulé, médecin, leader syndical des planteurs, député du Rassemblement démocratique africain (RDA), apparenté PCF, ministre de Guy Mollet, puis ministre gaulliste anti-indépendantiste, enfin chef de l'État ivoirien.

L'indépendance acquise en 1960 ne fut nullement une remise en question de la hiérarchie économique, mais son adaptation au nouveau contexte d'autonomisation relative des sociétés colonisées ; l'État ivoirien étant l'un des meilleurs exemples d'État néocolo-

niale, par la conservation des rapports privilégiés avec la puissance coloniale sur tous les plans : économique, administratif, politique, militaire. Malgré « l'africanisation » de l'administration publique, la présence des coopérants civils (plus nombreux après l'indépendance), des militaires et des capitaux français est demeurée très importante. Ceux-ci ont continué à être dominants (40 % de capitaux français, contre 27 % de capitaux étatiques, 22 % autres étrangers, 11 % privé local), malgré l'indépendance et les velléités nationalistes de quelques cadres politico-administratifs ivoiriens confondant « indépendance » octroyée et souveraineté nationale, vite ramenés à la raison néocoloniale par le Chef Houphouët-Boigny, nostalgique de la Communauté franco-africaine inscrite dans la Constitution française de la Ve République, référendairement adoptée en 1958 par la métropole et presque toutes les colonies d'Afrique sub-saharienne. C'est lui qui a forgé le terme de « Françafrique », devenu péjoratif, car il exprime la substitution du colonialisme par le néocolonialisme, mais nullement péjoratif pour son auteur.

Le contexte des années 1960-1970 (demande des produits d'exportation par les marchés occidentaux, élargissement du marché interne, relations privilégiées avec l'État colonial) a permis une croissance soutenue (7%) basée essentiellement sur l'exportation du cacao et du café, malgré la diversification de l'agriculture rentière et le développement d'une petite industrie. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire ayant ouvertement, en cette période de guerre froide, opté pour le capitalisme ne pouvait qu'avoir les faveurs des investisseurs capitalistes, français surtout, ne redoutant aucune nationalisation ou socialisation à l'instar de la Guinée, du Mali et du Ghana voisins. Cette croissance a permis un peu de redistribution et le développement d'une classe moyenne fonctionnaire et privée dont la consommation contribuait à la santé de l'économie (en plus de la consommation ostentatoire de l'élite politico-administrative, de la bourgeoisie rurale et urbaine, et de la communauté française). L'activité économique permettant la création

* Jean Nanga, militant marxiste révolutionnaire congolais, est correspondant d'Inprecor en Afrique occidentale.

d'emplois salariés, la majorité de la population semblait trouver son compte dans la croissance. La croyance en un abonnement à vie de la Côte d'Ivoire à la prospérité était partagée par les classes moyennes et la classe dirigeante. Elle avait les faveurs des idéologues bourgeois... Houphouët-Boigny était qualifié de « sage ».

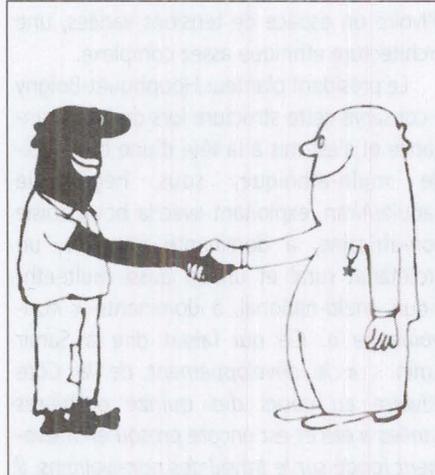
...et ses limites

Cette prospérité reproduisait les inégalités. Les riches (bourgeoisies rurale et urbaine, élite politico-administrative et proche parentèle) devenaient plus riches (licitement et illicitement). La prospérité n'empêchait pas, par exemple, que le taux de mortalité infantile y soit très élevé (151 %) dans les années 1970. Les plus pauvres dans cette société ivoirienne en pleine croissance étant surtout des étrangers venus des pays voisins : voltaïques (actuellement Burkinabés), Maliens, Guinéens, Ghanéens... « *Ordre normal des choses* » pour l'autocrate Houphouët-Boigny, s'inspirant aussi bien de la structure sociale très hiérarchisée des Baoulés que de l'image bonapartiste du Général de Gaulle. Sa main de fer, gantée de velours, s'abattant, sans couverture médiatique, sur les mouvements de contestation de l'ordre établi. Car il y en a eu, contrairement au mythe véhiculé d'une croissance paisible et de ses fruits bien partagés : dockers (1968, 1978), élèves et étudiants (1969, 1978), usagers des transports en commun (1978)...

Le ralentissement de l'économie, les difficultés de trésorerie de la fin des années 1970 dus au couplage de la baisse des cours des principaux produits d'exportation et du deuxième choc pétrolier, signes de l'épuisement d'une onde expansive de l'économie capitaliste internationale, furent considérés comme passagers. L'endettement fut censé favoriser la relance de l'économie. Ce que semblait confirmer la reprise de la croissance en 1984, après trois ans d'ajustement structurel sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Reprise éphémère, d'un an, qui fit illusion à une élite dirigeante sourde aux avertissements d'un Frantz Fanon qui avait tiré, pour la bourgeoisie africaine, la leçon du développement du capitalisme en Amérique latine (1). Et, surtout, à la conclusion tirée par Samir Amin, de son étude du capitalisme en Côte d'Ivoire nouvellement indépendante : « *Le type de croissance que la Côte d'Ivoire a vécu depuis 1950 ne débouche pas automatiquement sur le démarrage économique, mais sur une dépendance extérieure accrue et le blocage*

de la croissance... une "croissance sans développement" c'est-à-dire une croissance engendrée et entretenue de l'extérieur sans que les structures socio-économiques mises en place permettent d'envisager un passage automatique à l'étape ultérieure, celle d'un dynamisme autocentré et auto-entretenu. » (2).

En effet, l'économie ivoirienne n'a plus jamais renoué avec la croissance soutenue. L'ironie de l'histoire étant que ce soit



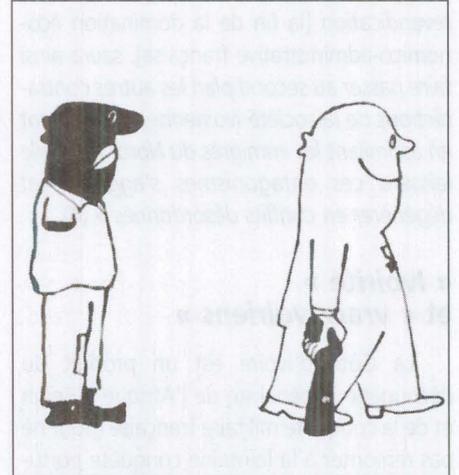
Houphouët-Boigny, modèle de « sagesse » et de la « réussite économique » néocoloniale africaine, qui soit amené à déclarer l'insolvabilité du Trésor public en 1987, ne pouvant faire face au paiement de la dette publique extérieure. Et que ce soit encore lui qui soit conduit à organiser la grève de l'exportation du cacao (principal produit d'exportation, 45 % du marché mondial) confronté aux spéculateurs du marché mondial.

Dégradation sociale

La classe moyenne, essentiellement composée de fonctionnaires, subit une baisse de revenus au cours de la décennie 1980. La paupérisation s'installe : « *La population vivant en deçà du seuil de pauvreté est passée de 11 % en 1985 à 31 % en 1993* », selon la Banque mondiale (3). Même les planteurs de cacao et de café ne sont pas épargnés. Pendant la grève décrétée par le premier d'entre eux, ils accusent une baisse des revenus de 75 % (1989-1990) ce qui frappe en retour la petite industrie locale. D'où la contestation sociale à partir de la fin de la décennie 1980, alors que l'élite du parti-État (PDCI, Parti démocratique de Côte d'Ivoire) continue d'afficher avec arrogance son opulence.

La démocratie est revendiquée massivement contre les prédateurs de l'économie, par ailleurs impliqués dans des trafics

mafieux internationaux de toutes sortes. Houphouët-Boigny n'est pas épargné par la vindicte populaire. Même la police se met en grève. Face à cette dynamique, l'armée française prend position autour de l'aéroport, au plus fort de la contestation, redoutant le renversement du Président. Volant au secours de ce dernier, Chirac déclare que le multipartisme est « *un luxe pour l'Afrique* », la démocratie pouvant y exister sans multipartisme.



Mais Houphouët-Boigny suit plutôt le conseil de son vieil ami de la période coloniale, François Mitterrand, et décrète le multipartisme (pourtant déjà inscrit dans la Constitution ivoirienne, oubliée par tous). La vague contestataire donne au candidat Laurent Gbagbo, du Front Patriotique Ivoirien (FPI) 18 % face à Houphouët-Boigny. Laurent Gbagbo n'était rentré que depuis deux ans d'un exil français de six ans après avoir été emprisonné pour subversion, en tant qu'universitaire.

Vainqueur, mais dans une impasse économique, Houphouët récupère auprès du FMI le directeur du Département Afrique, ex-directeur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Alassane Ouattara, qui devient son Premier ministre. Un technocrate devant gérer sans état d'âme l'application de l'ajustement structurel. Ce qu'il fait pendant trois ans (1990-1993), recourant à la brutalité quand il la juge nécessaire, par exemple, contre les étudiants (1991).

La mort d'Houphouët-Boigny en 1993 s'accompagne d'une guerre de succession entre Ouattara et le président de

1. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris 1961 (réédition, Gallimard, Folio-Actuel, Paris 2002)

2. Samir Amin, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, éd. de Minuit, Paris 1967.

3. citée par Philippe Hugon, *L'Économie de l'Afrique*, La Découverte, Paris 1999.

l'Assemblée Nationale, ex-ministre de l'Économie et des Finances, Henri Konan Bedié, supposé constitutionnellement assurer l'intérim. Querelle pour le contrôle de la prédatation, ramenant à la surface des problèmes mal résolus par l'indépendance et exprimant l'incapacité de la bourgeoisie locale et son élite politique à porter un projet émancipateur national. Répondant de façon malheureuse à l'interrogation de Samir Amin : « *L'Histoire dira si la bourgeoisie africaine embryonnaire prendra conscience de cette revendication [la fin de la domination économique-administrative française], saura ainsi faire passer au second plan les autres contradictions de la société ivoirienne, notamment en assimilant les immigrés du Nord, ou si elle laissera ces antagonismes s'aggraver et dégénérer en conflits désordonnés* » (4).

« Ivoirité » et « vrais Ivoiriens »

La Côte d'Ivoire est un produit du découpage impérialiste de l'Afrique à Berlin et de la conquête militaire française (pour ne pas remonter à la lointaine conquête portugaise). C'est un territoire aux frontières septentrionales et aux populations assemblées selon les intérêts coloniaux. Les découpages géographiques Nord-Sud correspondent en grande partie au clivage religieux (Musulmans au Nord, Chrétiens et Animistes au Sud). Dans le Sud le clivage Ouest-Est correspond en gros au clivage ethnique Krou/Betés et Akan/Baoulé. Les deux groupes se disputant le statut de « vrais Ivoiriens » et condescendant à considérer comme compatriotes les nordistes Dioulas, Senoufo et Malinké aussi présents dans certains pays de la région. C'est ce Sud qui a été davantage mis en valeur par les colons, en commençant par l'Est forestier (où virent le jour les premières plantations de café et de cacao), suivi par l'Ouest. Les deux étant dotés de ports, Abidjan et San Pedro. Le Nord (y compris une partie de l'actuel Burkina Faso, ex-Haute Volta) étant le lieu de la culture du coton et du tabac, mais plutôt considéré comme un réservoir de main-d'œuvre pour les plantations de cacao et de café. La délimitation « définitive » a ainsi produit des Ivoiriens-voltaïques se retrouvant avec des nordistes ivoiriens, musulmans comme eux, dans les plantations du Sud. Dans le sud-ouest, de plus, se pose le problème de la présence des Akan/Baoulé, planteurs allochtones devenus propriétaires fonciers, au grand dam des autochtones

Akan/Betés. Jusqu'à ce qu'en 1970 des planteurs Akan proclament à Gagnoa la « République d'Eburnie », esquisse de sécession sévèrement réprimée par le pouvoir central.

A ces problèmes intra-ivoiriens s'ajoute un autre : la présence massive dans l'administration, dans les entreprises privées, dans le commerce, des Dahoméens (actuellement Béninois), Togolais, Sénégalais... emmenés en Côte d'Ivoire pour répondre aux besoins de la société coloniale. Ce qui fait de la Côte d'Ivoire un espace de tensions variées, une architecture ethnique assez complexe.

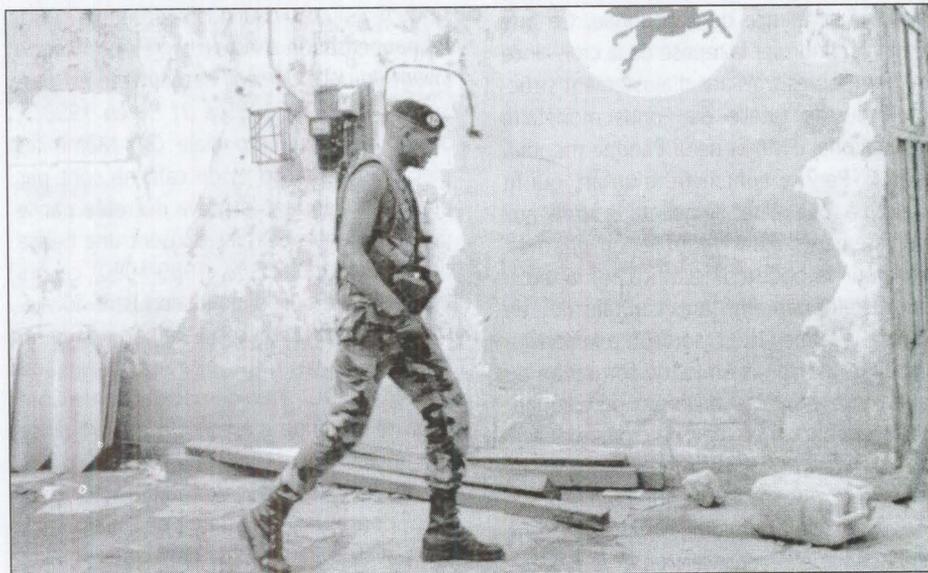
Le président planteur Houphouët-Boigny a conservé cette structure lors de l'indépendance et s'est mis à la tête d'une bourgeoisie multi-ethnique, sous hégémonie Baoulé/Akan, exploitant avec la bourgeoisie non-africaine, à dominante française, un prolétariat rural et urbain aussi multi-ethnique, multi-national, à dominante « non-ivoirienne ». Ce qui faisait dire à Samir Amin : « *le développement de la Côte d'Ivoire au cours des quinze dernières années a été et est encore presque exclusivement fondé sur le travail des non-Ivoiriens. Il y a dans ceci la source de tensions graves. Des flambées de chauvinisme ont déjà eu lieu en 1958, lorsque des dizaines de milliers de cadres, à l'époque, du commerce privé et de l'administration (notamment les instituteurs) furent expulsés.* » (5).

La jeune République ivoirienne résout le problème en adoptant le droit du sol en 1960, la double nationalité en 1966 (jusqu'en 1972). Ce qui en même temps semble régler le problème de la propriété foncière. Mais, la prospérité capitaliste a attiré davantage de ressortissants des pays de la région, y compris anglophones (frontaliers ghanéens et non frontaliers nigériens) : une immigration assez dynamique et socialement diversi-

fiée. Ce qui semble avoir favorisé le passage au droit du sang. Déjà, l'égalité des droits entre indigènes et allogènes n'était pas bien vue de la bourgeoisie rurale aussi bien en ce qui concerne la propriété foncière que le traitement de la main-d'œuvre. Il y est question de l'exploitation du travail des enfants, quasi-esclaves, venus des pays de la région. Question très médiatisée ces dernières années en Afrique sub-saharienne francophone

Avec la démocratisation, le vote des étrangers institué en 1980 devient un problème. Il semble naturellement acquis à Houphouët, autant que celui des naturalisés. Ainsi, Gbagbo dénonce la manipulation du Code de la nationalité par Houphouët. Konan Bedié, son dauphin, assurant l'intérim de la présidence, s'en démarque sur ce point, face à la rivalité de Ouattara et de Gbagbo aux élections futures. Face à Ouattara, le nordiste musulman, présumé avoir représenté officiellement la Haute Volta au niveau international, il use de « l'ivoirité ». Contre Gbagbo, il se sert du discours sur les « vrais Ivoiriens ». Le pays Beté n'ayant été définitivement conquis par l'armée française qu'au début du XX^e siècle (années 1910), les Beté (ethnie de Gbagbo) ne sont pas autant ivoiriens que les Akans : une instrumentalisation de l'ethnicité, vu la variabilité des alliances.

Pendant les élections de 1995 Gbagbo et Ouattara appellent au boycott, contre Bedié qui se sert de « l'ivoirité » pour écarter Ouattara. Leurs partis, le FPI et le RDR, forment le Front Républicain. A la conditionnalité « Ivoirien de naissance » est opposé le bon sens : tous les leaders politiques étant nés sous la colonisation française aucun ne devrait être candidat, la nationalité ivoirienne n'existant pas encore. A la veille des élections de 2000 se produit le coup d'État de



4. Op. cit.

5. Ibidem.

Guéï contre Bédié (24 décembre 1999) justifié par la nocivité de « l'ivoirité ». Mais entre temps, en 1998, Gbagbo aussi s'est mis à « l'ivoirité », se sentant menacé par la concurrence de Ouattara. Le Général Guéï promet la justice. Une Constitution gavée « d'ivoirité », pouvant donc servir à exclure Ouattara, est soumise au vote et adoptée (Ouattara se prononce pour également, croyant ainsi pouvoir se faire admettre dans les cercles du pouvoir. Aux élections de 2000 la candidature de Ouattara est écartée. C'est Guéï qui est candidat face à Gbagbo. La victoire controversée de Gbagbo est suivie d'un Forum de Réconciliation Nationale qui reconnaît l'ivoirité de Ouattara, preuve que son exclusion était politicienne.

Comme les différents partis et leaders n'ont pas de projets de société fondamentalement différents, et la conscience politique populaire étant ce qu'elle est, les identités ethniques ou religieuses s'avèrent efficaces politiquement. Dans le contexte de crise sociale, indexer l'autre comme cause des malheurs présents (ou à venir) est une pratique courante sur tous les continents. L'armée n'est pas épargnée par cette exacerbation de l'instrumentalisation de l'ethnicité, de l'identité religieuse, de la xénophobie, de Bédié à Gbagbo. Chaque fraction politique ayant ses officiers, et sa milice, il devient difficile d'éviter les violences pendant les élections. Voir la guerre civile.

Intérêts du Capital français

Gbagbo est-il anti-impérialiste ? Le billet biographique dithyrambique de Jean Ziegler dans *Le Monde* le laisserait penser. Tout comme la violence de ses partisans à l'égard de l'État français. Mais ce n'est pas évident.

La remontée du chauvinisme anti-français révèle le ressentiment d'une partie du peuple ivoirien envers la France coloniale puis néocoloniale. Demeurent en mémoire : la meurtrière conquête achevée il y a moins d'un siècle, l'humiliant indigénat aboli seulement en 1946, le travail forcé dans les plantations des colons qui a duré jusqu'en... 1947, le massacre de Dimbokro (1950)... Sont mal vécus : le statut de privilégiés sociaux des coopérants et des cadres du secteur privé, la base militaire de Port-Boué, le pouvoir du Capital français sur la vie ivoirienne. Cette domination du capital français n'est pas étrangère à la dynamique politique, depuis les premières années jusqu'aux très récents Accords de Linas-Marcoussis.

Premier investisseur (200 filiales de transnationales, 1 millier de PMI et PME), premier partenaire commercial de la Côte d'Ivoire, le Capital français a profité de la pri-



visation menée par Alassane Ouattara (1990-1993), continuée par H. Konan Bédié pour accroître son emprise. Certaines entreprises françaises y sont presque en territoire conquis. Telle la coloniale Compagnie française d'Afrique occidentale (CFAO), bientôt centenaire en Afrique francophone. Mais surtout Bouygues, dont le fondateur fut le grand ami d'Houphouët, traditionnellement privilégié dans le BTP et à qui la privatisation a permis de prendre en concession le monopole de la distribution de l'eau et de l'électricité... Et Bolloré qui a la concession du Chemin de Fer Abidjan-Ouagadougou, des deux-tiers des activités portuaires, le leadership dans le café, le tabac, le caoutchouc, le quatrième rang pour le cacao, la moitié de la production de l'ananas et de la banane... France Télécom a en concession Côte d'Ivoire Télécom et le numéro 1 ivoirien du Téléphone portable. Total-Fina-Elf détient un quart des actions de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), le tiers de la distribution des hydrocarbures. C'est fort probablement de Total-Fina-Elf qu'il s'agit quand Mamadou Koulibaly (à l'époque ministre du budget de Guéï, actuellement président de l'Assemblée nationale, ayant claqué la porte à Linas-Marcoussis en dénonçant le « *putsch constitutionnel* » en préparation) parlant du report de la privatisation de la SIR, dit : « *Le groupe vainqueur de l'appel d'offres proposait un prix peu élevé (47 milliards FCFA) par rapport à ses concurrents. Le meilleur acheteur (100 milliards) a été exclu de la compétition sans que l'on sache pourquoi... Le cahier des charges demandait une libéralisation totale du marché pétrolier. Or les repreneurs pressentis souhaitaient au contraire une fermeture du marché pétrolier...* » (6)

Il n'y a pas que la SIR qui est concernée, d'autres marchés aussi. Tel le troisième pont d'Abidjan dont le maître d'œuvre était évi-

demment Bouygues. Le choix de celui-ci face à COVEC, une BTP chinoise, semble illogique vu que l'entreprise chinoise demandait non seulement le tiers de la facture présentée par Bouygues, mais aussi la possibilité de régler une partie en cacao et café (7). Plus d'un appel d'offres pendant cette privatisation a plutôt ressemblé à du gré à gré.

Gbagbo, un « lèse Française » ?

Le gouvernement de L. Gbagbo veut limiter ces combines entre le capital français et les anciennes fractions dirigeantes ivoiriennes non en remettant en cause le processus de privatisation mais en disant respecter scrupuleusement les règles de la libre concurrence, ce qui permet surtout de tisser des liens nouveaux avec d'autres capitaux étrangers. Mamadou Koulibaly, qui ne cache pas son libéralisme, dit que son adhésion au FPI de Gbagbo s'explique par l'identité avec les idées de ce parti : « *la liberté dans le monde politique comme la liberté dans le monde des affaires, la liberté de la presse comme la liberté d'entreprise* » (8). Cette volonté de libéraliser, sans tenir compte des favoritismes ou clientélismes établis, risque de faire perdre au grand capital français sa position traditionnelle sur le marché ivoirien. Des privatisations devraient avoir lieu cette année, telle celle de la SIR et celle de TELECEL (n° 2 ivoirien du téléphone portable). Des contrats de concession importants (eau, électricité, chemins de fer, télé-

6. « Côte d'Ivoire : entretien avec Mamadou Koulibaly », *Politique Africaine* n° 77, mars 2000, éd. Karthala.

7. Cf. Yves Ekoué Amaïzo, « Ce qui paralyse le pouvoir ivoirien », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003

8. Op. cit.

communications...) arrivent à terme l'an prochain. Preuve a déjà été faite tragiquement ailleurs que le grand capital français ne souhaite pas la libre concurrence des capitaux états-unis, japonais, britanniques, sud-africains, chinois... dans ce qu'il a de la peine à ne plus considérer comme sa zone réservée, dans laquelle sa posture dominante ne doit pas être renversée. La pénétration en Côte d'Ivoire, depuis quelques années, d'une multinationale telle que Cargill, vu sa voracité sur d'autres continents, n'est pas sans inquiéter Bolloré qui demeure — pour combien de temps encore ? — leader du café ivoirien. En cas de libre concurrence, il y a risque d'affaiblissement du grand capital français qui y perdrait des milliards d'euros. Car malgré la « marginalisation de l'Afrique dans la mondialisation », le surprofit colonial s'y réalise encore et les Codes des Investissements dictés, ces dernières années, aux assemblées nationales et gouvernements soumis à l'ajustement structurel, favorisent un retour sur investissements plus rapide en Afrique qu'ailleurs.

Cette menace qui semble peser sur le Capital français n'est pas en phase avec le dynamisme dont n'a cessé de faire preuve l'État français en faveur de l'État ivoirien. Car, c'est grâce à lui que la Côte d'Ivoire, longtemps classée « pays à revenu intermédiaire », a pu obtenir son déclassement en « pays à faible revenu » afin de bénéficier de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTTE) d'allègement de la dette publique extérieure. C'est encore grâce à la France qu'ont été signés les accords de financement de la Côte d'Ivoire par l'Union Européenne (décembre 2001), après trois ans de non-coopération. De plus, en février 2002, pour contribuer au programme de financement établi entre le FMI et la Côte d'Ivoire, la France a décidé d'aider celle-ci, de façon inédite en Afrique sub-saharienne francophone depuis 1995, en lui apportant un concours budgétaire de 183 milliards d'euros. Quiconque a un peu de bon sens peut comprendre qu'il ne s'agit pas d'actes de dame patronnesse.

Ainsi le libéralisme conséquent du régime de Gbagbo peut être considéré comme une marque d'ingratitude, un crime de « lèse Françafrique ». Un tel crime se paie très cher depuis le coup d'État contre Sylvanus Olympio au Togo (janvier 1963), coupable d'avoir envisagé une mise en

concurrence du Capital français avec le Capital anglo-saxon. Sans prétention anti-impérialiste aucune. Rappelons aussi le sort de Lissouba au Congo, coupable d'avoir, de 1993 à 1997, tenté d'affirmer la souveraineté de l'État congolais en matière de taux de la rente, de diversification du partenariat pétrolier et de privatisation des entreprises d'État, ne respectant pas ainsi la souveraineté de fait du capital français (dite en langage diplomatique « *les liens historiques entre la*



France et le Congo ». Ce Grand capital français qui a sponsorisé son élection « démocratique » ! Deux guerres civiles et des milliers de morts en un quinquennat (9).

En « Françafrique » il ne suffit pas d'avoir été élu « démocratiquement » et d'être ouvertement néolibéral. La Françafrique ne supporte pas qu'on lui impose le néocolonialisme polygame. Depuis « l'ouverture démocratique » en Afrique, exploitant la précarité sociale, la faible légitimité électorale nationale, elle trouve des mutins chargés, par procuration, de ramener à la raison française des entêtés, pourtant nullement anti-impérialistes.

Interventions africaines

Une intervention militaire surprenante en Côte d'Ivoire : pas celle de l'Armée française qui n'en était pas à sa première, mais celle de l'Angola, pays non frontalier. Sous-traitance pour la France ? Possible. Mais ce serait évacuer une dimension de la politique néocolonialiste, réactionnaire d'Houphouët-

Boigny sur la scène africaine. L'on ne peut oublier qu'après avoir rencontré le chef d'État sud-africain à Paris, il s'est vite démarqué de l'Organisation de l'Unité Africaine ayant opté pour le boycott du régime sud-africain d'apartheid. Car la sud-africaine De Boers, exploite le diamant ivoirien. D'où un dialogue avec l'État raciste sud-africain en phase avec le soutien apporté à l'UNITA de Jonas Savimbi, en Angola contre le régime du MPLA. Le pillage du diamant angolais par l'UNITA expliquerait aussi la grande amitié liant le Docteur Houphouët-Boigny et le Docteur Savimbi. Une partie de la fortune de ce dernier et des autres dirigeants de l'UNITA a été placée en Côte d'Ivoire... Rappelons aussi qu'Houphouët a soutenu la sécession biafraise dirigée par Ojukwu au Nigeria (1967-1970), non par respect du principe d'autodétermination des peuples, lui qui a très sévèrement réprimé les paysans de la République d'Eburnie, mais parce qu'il y était question de pétrole et aussi d'implication du Grand capital français.

Celui-ci était assez présent dans ce pays pourtant anglophone. Enfin, l'assassinat de Thomas Sankara, président anti-impérialiste du Burkina Faso, ayant porté au pouvoir Blaise Compaoré, aurait été parrainé par le « sage » Houphouët-Boigny. Par ailleurs, Foday Sankho, le seigneur de guerre sierra-léonais et Charles Taylor, le libérien, ont tous les deux bénéficié de ses sages conseils (l'écrivain ivoirien Amadou Kourouma en parle de façon assez particulière dans son dernier roman), l'oligarchie ivoirienne étant intéressée par le diamant et le trafic d'armes nécessaires aux boucheries sierra-léonaise et libérienne.

Ainsi l'intervention militaire angolaise est aussi un geste de reconnaissance du régime de Luanda au soutien actif par Gbagbo de la diplomatie angolaise contre l'UNITA. Alors que le soutien apporté aux rebelles ivoiriens par B. Compaoré, autre ami intéressé de J. Savimbi et de Charles Taylor, s'explique non seulement par sa réaction à la xénophobie anti-burkinabé, mais aussi par ses liens avec la fraction de l'oligarchie ivoi-

9. Cf. J. Nanga, « Congo : Ethnisme néolibéral », *Inprecor* n° 468/469 de mars-avril 2002.

10. Cf. Stephen Smith, « Laurent Gbagbo, « l'Élu du peuple » », *Le Monde* du 26-27 janvier 2003.

rienne opposée à Gbagbo, qui, par ailleurs, reconnaît avoir été, pendant des années, alimenté financièrement (des dizaines de millions) par Blaise Compaoré et Omar Bongo, président du Gabon (10), amis de Ouattara et grands messieurs de la Françafrique.

Les « accords de paix » de Linas-Marcoussis

Vu les intérêts en jeu dans la crise ivoirienne, il était peu probable que, très préoccupés par les conséquences négatives régionales d'une instabilité de la Côte d'Ivoire, les chefs d'État de la Communauté Économique et Douanière des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) y mettent un terme, au-delà du présumé conflit des ego entre Obasanjo (Nigéria), Eyadema (Togo) et Wade (Sénégal). L'intervention militaire française, prenant de vitesse celle de la CEDEAO, et l'implication physique du ministre française des Affaires étrangères semblaient indiquer la nécessité logique d'une solution française.

Les négociations ne pouvaient aboutir qu'à un Gouvernement d'Union nationale, devenu solution courante en Afrique francophone, avec deux objectifs :

● D'une part, l'affaiblissement des pouvoirs du président Gbagbo, « démocratiquement



élu » mais desservi par son quasi-isolement sur la scène politique. Son principal adversaire Alassane Ouattara était présent à Linas-Marcoussis — non seulement en tant que formation politique (RDR), mais aussi en tant qu'allié des mouvements armés (Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire, Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Nord, Mouvement pour la Paix et la Justice,

ce dernier semblant plus lié au défunt R. Guéï). Dans l'équipe gouvernementale issue des Accords de Linas-Marcoussis, les velléités de L. Gbagbo d'atténuer l'emprise du grand Capital français, devraient se soumettre à la sagesse française. Le Premier ministre choisi, Seydou Diarra, sied bien au rôle de gardien du temple. C'est un ancien collaborateur d'Houphouët-Boigny. Un habitué du grand capital français ayant pendant longtemps dirigé la Caisse de Stabilisation des prix des produits agricoles (CAISTAB, poule aux oeufs d'or dont la liquidation a été difficilement concédée par la bourgeoisie bureaucratique), présidé la Chambre de Commerce et d'Industrie et la grande entreprise suisse de transformation du cacao (SACO). Sa sagesse consistera à veiller d'abord au partage équilibré des marchés et privilèges entre entreprises françaises, la rivalité entre Ouattara et Bédié étant aussi l'expression d'une rivalité entre fractions du grand capital français en Côte d'Ivoire, chacune ayant son camp politico-ethno-religieux (11). Ensuite, à ne pas se mettre à dos les institutions financières internationales, en veillant à ce qu'une libéralisation des marchés, aussi relative soit-elle, profite aussi (mais pas trop) aux autres capitaux.

11. Faut-il lier cette diversité d'intérêts avec ce que Stephen Smith et Jean-Pierre Tuquoi ont appelé « la dissonance franco-française » : « Le président de la table ronde Pierre Mazeaud a été en prise directe avec l'Élysée, pendant que le quai d'Orsay tentait de maîtriser seul l'événement au détriment du ministère de la Défense » ? (« Les risques et les contraintes de l'engagement de la France dans la crise », *Le Monde* du samedi 25 janvier 2003).

Un fonds pour la diffusion d'Inprecor en Afrique noire

La mondialisation néolibérale accroît les inégalités sur la planète au delà de l'imaginaire. Il en découle que les coûts de fabrication et les coûts postaux d'Inprecor le rendent totalement inaccessible dans certaines régions du monde. C'est particulièrement vrai en Afrique noire.

En avril 1998, à la demande des militants sénégalais, nous avons constitué un fonds pour la diffusion d'Inprecor au Sénégal. Depuis nous avons élargi le bénéfice de ce fond à d'autres pays africains, où des militants souhaitaient pouvoir lire et diffuser Inprecor.

Malgré la récente très importante augmentation des frais postaux vers certains pays de l'Afrique (liée à la suppression du régime postal particulier pour les envois à destination de certains pays africains — encore un effet de la préparation de ce service public à la privatisation et de la suppression des aides publiques à la presse), ce fonds nous permet de diffuser régulièrement plusieurs dizaines d'exemplaires d'Inprecor en Afrique noire. C'est peu, mais chaque exemplaire est lu par un grand nombre de lecteurs et lectrices...

Vous pouvez contribuer à ce fonds en faisant parvenir vos dons à l'adresse d'Inprecor

(PECI, 27, Rue Taine, 75012 Paris, France, chèques à l'ordre de la PEGI en mentionnant au dos "Fonds Afrique").

Total précédent publié dans Inprecor n° 468/469	2267,61
Jacques V., France	55,00
Pierre V., France	5,00
Jacques G., France	21,00
Claude Q., France	10,00
Nicolas S., France	20,00
Wilfried D., Allemagne	75,00
Marcelle B., France	25,00
Gérard M., France	10,00
Gilbert G., France	10,00
Yann K., France	20,00
Yves-Marie Q., France	30,00
Ruiz R., France	10,00
Pierre L., France	5,00
Jean-Louis C., France	15,00
Maurice B., France	100,00
Jean-Claude P., France	25,00
Didier E., France	20,00
Jean-Luc P., France	10,00
Pierre A., France	45,00
Philippe D., France	40,00
Jean-Michel M., France	5,00
Guy P., France	21,00
Ruiz R., France	8,00
Nouveau Total	2852,61

Côte d'Ivoire / Souscription permanente

● D'autre part, que chaque fraction politique qui y trouve son compte, soit favorable à l'exécution de la politique d'austérité que les institutions financières internationales attendent de l'État ivoirien. Car elles considèrent que l'ajustement structurel est mieux mené dans un contexte de paix sociale, dépendante du consensus de l'élite politique sur l'étouffement des revendications et des contestations sociales populaires. Ce qui suppose un partage équitable des positions de pouvoir politico-économique. L'alignement du peuple politiquement fractionné derrière des partis et leaders néocoloniaux, ainsi que la xénophobie populaire stigmatisant le prolétariat, le lumpen prolétariat étranger-africain (26 % de la population ivoirienne est étrangère, dont 48 % sont nés en Côte d'Ivoire) favorisent la pacification sociale voulue par le néolibéralisme. Les Accords de Linas-Marcoussis vont donc à l'encontre des intérêts du peuple ivoirien dont 33 % vit en deçà du seuil de pauvreté et dont la moitié est analphabète.

La situation en Côte d'Ivoire depuis les annonces médiatisées de la réconciliation nationale laissent penser que la fraction Gbagbo n'est pas prête à accepter ce que certains considèrent à juste titre « mise sous tutelle déguisée » (12) ou « néo-protectorat » (13). Des résidents français et des civils ivoiriens ont déjà malheureusement fait les frais de la frustration des partisans de Gbagbo contre l'opération françafricaine officiellement patronnée par l'Élysée, cautionnée par l'ONU (représentée par Kofi Annan) et par l'Union Africaine (représentée par son président en exercice, le sud-africain Thabo Mbeki).

Ce qui semblait apporter la paix risque de rendre la Côte d'Ivoire plus cauchemardesque. Car, le philo-américanisme des manifestants semble exprimer, au-delà des rapports possibles entre le pentecôtisme supposé de certains dirigeants du Front Patriotique Ivoirien de Gbagbo et le capital évangéliste états-unien, l'absence d'une dynamique alternative (démocratique, non chauvine et anti-impérialiste sans illusions sur l'impérialisme états-unien), pouvant mobiliser le peuple ivoirien contre toutes les fractions en concurrence pour la gestion du néocolonialisme néolibéralisé. ■

12. Stephen Smith et Jean-Pierre Tuquoi, op. cit.
13. Jean-François Bayart, interviewé dans *Le Monde* du 26-27 janvier 2003

En mai 1999 nous avons lancé l'appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'Inprecor ». En mai 2000, nous avons cumulé des centaines de dons, atteignant 31 718,97 francs, ce qui nous a permis enfin de doter en été 2000 votre magazine d'un ordinateur et d'un écran dignes de ce nom. Les finances d'Inprecor étant toujours précaires (c'est une des rares revues militantes qui est entièrement autofinancée, et vos dons y sont pour quelques chose !)

nous avons alors proposé une SOUSCRIPTION PERMANENTE... à l'image de la révolution !

Depuis, entre mai 2000 et mai 2001 nous avons reçu 21 083,09 francs, puis entre mai 2001 et janvier 2003 (cf. la liste ci-dessous) de nouveau l'équivalent de 28 566,12 francs ou 4 354,88 euros, surtout grâce au divers « arrondis » sur vos chèques d'abonnement... Grand merci ! Et continuons comme-ça, car Inprecor a toujours besoin de votre aide !

Total publié dans Inprecor n° 458	52 802,06 FF	Paul K., Allemagne	140,00 FF	Jean-Pierre G., Belgique	5,00
Alain M., France	40,00 FF	Marianne E., Suisse	440,00 FF	Jean-Paul L., Belgique	5,00
Frédéric C., France	40,00 FF	Bernard S., Suisse	440,00 FF	Michel N., France	30,00
Frédéric L., Grande-Bretagne	40,00 FF	Pierre-Albert A., Suisse	40,00 FF	Txema M.C., Euskadi	16,00
Gérard B., France	40,00 FF	Etienne S., France	40,00 FF	Emmanuel C., France	5,00
Denis L.T., France	40,00 FF	Maurice B., France	640,00 FF	Birgitta A., Suisse	32,00
Georges D., France	140,00 FF	Jean-Michel M., France	40,00 FF	Elie C., France	5,00
Jean-Luc M., Guadeloupe	180,00 FF	Lionel A., France	131,19 FF	Jean-Michel K., France	5,00
Patrick F., France	40,00 FF	José Manuel B., France	40,00 FF	X. X., Maroc	5,00
Remy B., France	40,00 FF	Eric H., France	40,00 FF	Dario L., Suisse	5,00
Ruben N., France	100,00 FF	James B., France	40,00 FF	Jean-Philippe V., France	5,00
Patrick D.-R., France	40,00 FF	Anna T., Grèce	40,00 FF	Jean-Luc R., France	15,00
René R., France	40,00 FF	Jean-Pierre L., France	40,00 FF	Roseline V., France	5,00
Emmanuelle D., France	40,00 FF	Francis C., France	140,00 FF	Massimo L., Suisse	45,00
Yves H., France	40,00 FF	Philippe D., France	140,00 FF	Ghislaine Z., France	5,00
Guy D., France	40,50 FF	Céline C., France	40,00 FF	Patrick G., France	5,00
Eric M., France	10,00 FF	François K., France	40,00 FF	Jacques N., France	5,00
Valerie T., France	80,00 FF	Dominique W., Belgique	113,40 FF	Albert G., France	5,00
Pierre A., France	40,00 FF	Marie-Christine B., Suisse	140,00 FF	Christian K., France	16,00
Charles-Henri V., Réunion	40,00 FF	Jacques G., France	100,00 FF	Sylvie F., France	5,00
Jean-François M., France	40,00 FF	Franck M., France	40,00 FF	Arnaud G., France	5,00
Sébastien G., Suisse	698,79 FF	Michel G., Pays Bas	80,00 FF	Pierre P., France	10,00
Antoni M.M., Luxembourg	141,75 FF	Guillaume B., France	40,00 FF	Marianne E., Suisse	45,00
François Ch., France	40,00 FF	Jean-Pierre V., France	40,00 FF	Jean-Claude M., France	16,00
Jean-Philippe V., France	140,00 FF	Frank P., France	40,00 FF	Bernard S., Suisse	5,00
Philippe H., France	240,00 FF	Michael L., France	40,00 FF	René R., France	5,00
Ronald C., Québec	150,00 FF	Bruno H., France	40,00 FF	Yves-marie Q., France	5,00
Joël F., Suisse	200,00 FF	Sous-total 31/12/2001	65 122,17 FF	Jacques R., France	2,00
Hans O., Suisse	62,90 FF	Équivalent en euros	9 927,81	Jakob M., Allemagne	35,00
Francis C., France	40,00 FF	Paul B., Belgique	7,09	Armand H., Luxembourg	20,00
Jean-Paul L., Belgique	40,50 FF	Marc P., Belgique	7,09	Michel R., Liban	4,89
Jean B., Suisse	40,00 FF	Eulogio M. V.R., Espagne	16,12	Ruiz R., France	10,00
Alain M., Québec	95,80 FF	Julien S., Suisse	19,95	Romain R., Luxembourg	20,00
Jean-Michel K., France	140,00 FF	Janick S., Suisse	11,45	Guy S.-P., Luxembourg	5,00
Patrick L.M., France	40,00 FF	Marc N., France	6,10	Serge A., France	5,00
Ghislaine Z., France	40,00 FF	Michel V., France	5,00	Maurice B., France	145,00
Michel H., France	140,00 FF	Frédéric C., France	5,00	Jean-Marc F., France	5,00
Michel S., France	40,00 FF	Jean-Paul P., France	5,00	José-Manuel B., France	5,00
Jean-Paul G., France	40,00 FF	Josu E., Euskadi	16,00	Céline C., France	5,00
Pierre P., France	40,00 FF	Jacques B., Suisse	11,34	Claude F.-F., France	5,00
Thorn C. R., Etats-Unis	314,40 FF	Alain M., France	5,00	Michel R., France	5,00
Celino M., Portugal	140,00 FF	Franco F., Italie	5,00	Raymond C., France	25,00
Pascal C., France	40,00 FF	Max D., Martinique	5,00	Jacky M., France	25,00
Emmanuel C., France	40,00 FF	Paul P., Suisse	4,86	Paul B., Belgique	6,97
Pierre V., France	40,00 FF	Emmanuelle D., France	5,00	Marc P., Belgique	6,97
Renée R., Martinique	90,00 FF	Paul K., Allemagne	10,00	Daniel K., Suisse	95,00
Monique L., France	40,00 FF	Daniel S., Suisse	5,00	Julien T., France	5,00
Elie C., France	140,00 FF	Antoni M.M., Luxembourg	5,00	Françoise T., Tunisie	110,00
Pierrette I., Suisse	140,00 FF	Gilbert S.-F., Luxembourg	14,00	Philippe Sz., (résistance belge)	191,88
Suzanne P., Suisse	13,43 FF	Joseph S., Luxembourg	3,00	Jaime P., Espagne	5,00
Adré K., Luxembourg	270,38 FF	Marc P., Belgique	55,00	Gerard B., France	5,00
Daniel L., Belgique	40,50 FF	hans-Peter R., Suisse	5,00	Jean-Paul P., France	5,00
Romain R., Luxembourg	27,38 FF	Jacques B., France	145,00	Françoise L., France	5,00
Marcel H., Belgique	45,72 FF	Sébastien B., France	9,50	Josu E., Euskadi	5,00
Jordi C.A., Espagne	240,00 FF	Pierre Ch., France	30,00	Bernard Ch., France	5,00
Loïc A., France	40,00 FF	Jean-Claude L., France	5,00	Frédéric L., Grande-Bretagne	5,00
Yves Z., France	100,00 FF	Philippe A., France	5,00	Antoine A., France	9,00
Dominique D., France	50,00 FF	Giuliano C., Suisse	12,39	Michel C., France	10,00
Vincent B., France	140,00 FF	Ivas M., Etats-Unis	4,00	Jacques R., France	5,00
Gérard G., France	40,00 FF	Thierry L., France	15,00	Francis P., France	15,00
Robert L. E., Etats-Unis	380,00 FF	Claude T., Belgique	5,00	Jean-Luc P., France	5,00
Patrick C., France	240,00 FF	Roger G., Belgique	20,00	Yves D., France	25,00
Marcella B., France	190,00 FF	André H., Suisse	45,00	Jacques B., Suisse	12,09
Patrick C., France	40,00 FF	Pascal C., France	5,00	Jean-François M., France	5,00
Daniel K., Suisse	100,00 FF	Gérard M., France	5,00	Paul K., Allemagne	25,00
Lionel A., France	140,00 FF	Jean-Luc M., Guadeloupe	5,00	Georges P.-W., Luxembourg	3,00
Jordi C.A., Catalogne	240,00 FF	Michel M., France	35,00	Joseph W., Luxembourg	5,00
Jean-Claude L., France	40,00 FF	Yvan D., France	5,00	Joseph S., Luxembourg	3,00
Pierre B., France	140,00 FF	Alain M., France	15,00	Michel V., France	5,00
Georges D., Belgique	40,50 FF	Martine V., France	5,00	Jean V., France	5,00
Laurent V., Belgique	40,50 FF	Marie-Line M.-C., France	5,00	Paul P., Suisse	1,00
Jean-Pierre G., Belgique	40,50 FF	Claude F.-F., France	5,00	Marie-Christine B., Suisse	25,00
Michel M., France	100,00 FF	Eric M., France	5,00	Philippe D., France	25,00
Jacky M., France	140,00 FF	René & Monique L., France	5,00	Jean-Pierre L., France	5,00
Armand H., Luxembourg	131,98 FF	Francis C., France	5,00	Vincent L., France	5,00
Marc L., France	140,00 FF	Antoine P., France	10,00	Luc D., France	5,00
Marie-José R., France	10,00 FF	Gérard G., France	5,00	Philippe A., France	5,00
Yves-Marie Q., France	140,00 FF	Gérard B., France	5,00	Max D., Martinique	15,00
Jean-Luc P., France	40,00 FF	Yves H., France	5,00	Françoise D., France	105,00
Jean-Yves L., France	100,00 FF	Michel H., France	45,00	Léo T., Belgique	15,00
Jacques B., France	640,00 FF	Patrick C., France	45,00	David W., Luxembourg	5,00
Françoise L., France	40,00 FF	Wilfried D., Allemagne	20,00	Juan T., Suisse	5,00
André H., Suisse	140,00 FF	Jean-Yves L., France	5,00	Ruiz R., France	8,00
Georges G., France	30,00 FF	David M., Canada	29,00	Marc N., France	5,00
Jean-François M., France	300,00 FF	Jean-Paul G., France	25,00	LCR-30, France	5,00
Marc G., France	40,00 FF	Françoise D., France	155,00	Anders E., Norvège	11,00
Michel G., France	40,00 FF	Vincent B., Kenya	5,00		
		Guy D., Luxembourg	5,00		
		Georges P.-W., Luxembourg	25,00		
				Nouveau total	12 404,50

Étape, phase et crises

(ou les singularités du capitalisme actuel)

Par
Claudio Katz*

Au cours des deux dernières décennies, selon une perception généralisée, des changements significatifs du fonctionnement du capitalisme ont eu lieu, bien qu'il soit difficile de préciser à quel point ces changements ont modifié la dynamique du système. La discussion de ce problème tend à évoluer en fonction de l'état d'âme qui prévaut parmi les économistes de l'establishment. Lors des moments de l'enthousiasme pour la « nouvelle économie » les transformations sont magnifiées au point d'augurer la fin du cycle économique, alors que lors des conjonctures pessimistes on parle d'effondrements financiers et d'une stagnation continue.

Un obstacle pour caractériser la période en cours tient à la faiblesse des références historiques comparatives. Le chômage, la pauvreté et le recul des salaires des années 1980 et 1990 confirment un modèle totalement opposé à la prospérité de l'après-guerre. Mais ce contexte est également peu similaire — dans les pays centraux — à la déroute sociale de l'entre-deux-guerres. Quelles sont les singularités du capitalisme actuel ? S'agit-il d'un système « financiarisé », « excluant » ou « informatique » ? Peut-on le définir par son étendue « mondiale » et par l'hégémonie du sermon « néolibéral » ? Se caractérise-t-il par une nouvelle domination « impériale », « transnationale » ou « unipolaire » ?

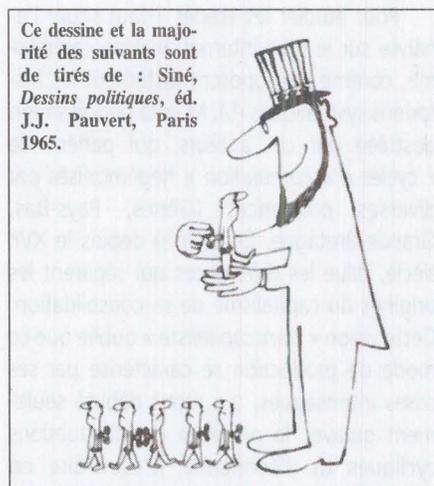
Les réponses à ces questions exigent de caractériser la période en cours pour vérifier si les formes d'accumulation ont fait place à une étape différente de fonctionnement du système.

Le problème des étapes

Étudier une étape implique d'analyser comment les lois qui régissent le capitalisme s'articulent en un cadre historique donné. Cette recherche nécessite une conceptualisation des événements, pour définir si des points de rupture du mode d'accumulation

en vigueur ont fait leur apparition.

Ce type de périodisation exige de hiérarchiser l'explication et de classer les événements en fonction de leurs implications et non de leur temporalité stricte. Le registre séquentiel des faits — caractéristique de la chronologie — ne constitue dans ce cas qu'un aspect auxiliaire de l'analyse. Un exemple de ce schéma analytique des étapes est la délimitation établie par E. Hobsbawm (1) entre le « XX^e siècle court » (1914-1989) et le « XIX^e siècle long » (1789-1914) qui l'a précédé, ou entre les périodes « de catastrophe » (1914-1945), celles de « de l'âge d'or » (1945-1973) et celles « d'incertitude » (1973-...).



Ce dessin et la majorité des suivants sont de tirés de : Siné, *Dessins politiques*, éd. J.J. Pauvert, Paris 1965.

La périodisation se situe à un niveau d'élaboration plus abstrait que l'étude concrète du capitalisme dans un pays, dans des circonstances ou à un moment déterminé. Pour cela elle présente certaines ressemblances méthodologiques avec l'étude des « formations économique-sociales » d'un même mode de production. La périodisation vise à conceptualiser les coupures temporelles qui séparent les processus historiques différenciés, mais qui en même temps sont le produit des mêmes principes déterminant les cours du capitalisme (2).

Les étapes sont un thème classique du marxisme que l'orthodoxie néoclassique ne peut même pas aborder, car il est impossible

de périodiser en se fondant sur la méthodologie de l'optimisation rationnelle ni sur la supposée éternité marchande. Les recherches hétérodoxes des partisans du changement technologique (schumpeteriens), du travail (régulationnistes les plus récents), financier (keynésiens) et social (institutionnalistes) ont contribué à l'étude des étapes. Mais ces critères restent insuffisants, car ils ignorent les procès d'extraction, d'appropriation et d'accumulation de la plus-value qui sont spécifiques à chaque période.

Marx a présenté le surgissement du capitalisme, souligné la particularité de son évolution par rapport aux régimes sociaux précédents et a distingué tant la gestation du nouveau mode de production (accumulation primitive) que son plein développement (accumulation du capital). Mais il n'a pas étudié les étapes de ce système lors de sa maturité.

Lénine a inauguré cette recherche en caractérisant la situation apparue à la fin de la dépression 1873-1896. A la différence de Bernstein et de Kautsky, qui situaient leurs diagnostics divergents dans le cadre de la même période (atténuation ou aggravation de la crise, respectivement), Lénine a proposé l'analyse d'une nouvelle étape impérialiste. Cette caractérisation a été plus tard incorporée au corpus théorique du marxisme et fut complétée après la seconde guerre mondiale par les auteurs qui soulignaient la présence d'une autre étape du capitalisme (monopoliste, monopoliste d'État, de « troisième âge » ou tardif).

* Claudio Katz, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur au CONICET, est un des animateurs du réseau argentin *Economistas de Izquierda* (EDI, Économistes de gauche). Divers thèmes signalés dans ce texte peuvent être consultés sur internet : <www.eltabloid.com/claudiokatz>

1. Hobsbawm Eric, *L'Âge des extrêmes, Histoire du Court XX^e siècle*, Complexe, Paris 1999 (Introduction).

2. Voir l'excellente présentation méthodologique de ces problèmes dans Jessop Bob, "What follows fordism ?", Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.



Ces penseurs, dans leur majorité, ont inclu cette nouvelle période dans l'ère du déclin historique du capitalisme, qui pour Lénine avait commencé avec la première guerre mondiale. Mais ils signalaient en même temps que cette décadence n'éliminait nullement la poursuite de l'accumulation et en conséquence l'existence de nouvelles étapes de fonctionnement du système.

Pour décrire les caractéristiques de la nouvelle période de l'après-guerre, certains théoriciens ont priorisé l'étude du type de plus-value extraite (absolue et relative) ou la forme d'accumulation (extensive ou intensive), d'autres ont fixé leur attention sur le modèle prédominant du capitalisme (financier, industriel, commercial) ou sur le processus de travail (tayloriste, fordiste, toyotiste) et certains ont observé avec plus d'attention le type de concurrence qui prévalait (libre-échange, monopole, régulation publique) ou les particularités de l'intervention étatique (libéralisme, keynésianisme, néolibéralisme). Mais la majorité des études marxistes différencièrent clairement l'existence de cette troisième période, s'opposant à ceux qui limitaient de manière dogmatique la validité des étapes aux deux moments signalés par Lénine.

L'étude des étapes suscite actuellement un certain scepticisme parmi les auteurs qui écartent la périodisation, entendant privilé-

gier la recherche de fondements plus rigoureux pour la définition des lois et des contradictions du capitalisme. Mais cette attitude soulève des obstacles là où ils n'existent pas, car elle ignore que la périodisation est un instrument fort utile pour étudier comment le cours de l'accumulation se modifie au cours de l'Histoire (3).

La caractérisation des étapes avait rencontré initialement un bon accueil parmi les régulationnistes, qui identifiaient l'importance de ces périodes avec la prédominance de certains « régimes d'accumulation ». Mais cette piste de réflexion fut délaissée, tronquée, lorsqu'elle a été remplacée par l'analyse comparative des modes de régulation nationaux, en particulier centrée sur l'opposition du néotaylorisme anglo-saxon au kalmarisme suédois ou rhénan (4). Une telle recherche synchronique de modèles qui existent et rivalisent n'offre pas de concepts unifiants, qui peuvent surgir de la recherche diachronique des modalités historiques du capitalisme. Les difficultés de cette approche se sont encore accentuées postérieurement, lorsque la primauté fut accordée à l'analyse des institutions qui ne représentent qu'une composante et non le trait définissant ces périodes.

Pour étudier les étapes il faut situer l'analyse sur le plan international du capitalisme, comme le proposent justement les historiens systémiques (5). Mais la périodisation postulée par ces auteurs, qui parlent de « cycles d'accumulation » hégémonisés par diverses puissances (Gênes, Pays-Bas, Grande-Bretagne, États-Unis) depuis le XVI^e siècle, dilue les différences qui séparent les origines du capitalisme de sa consolidation. Cette vision « transcapitaliste » oublie que ce mode de production se caractérise par ses crises intrinsèques, qui n'ont débuté seulement qu'avec la présence des fluctuations cycliques de l'économie, c'est-à-dire en 1793 en Grande-Bretagne, en 1847 en France, en 1857 en Allemagne et en 1860 aux États-Unis.

Tenant compte de cette tradition de la discussion, l'orientation marxiste mentionne

généralement trois étapes du capitalisme : celle du libre-échange du XIX^e siècle, celle de l'impérialisme classique de 1914 à 1945 et la période tardive de l'après-guerre. Que s'est-il donc passé au cours des dernières décennies ?

Les transformations bloquées

Parmi les théoriciens marxistes il y a accord pour considérer que la récession de 1974-1975 marque le point final du boom de l'après-guerre et initie la crise de la troisième étape du capitalisme. De même il est pleinement accepté que cette situation critique s'est prolongée au cours des années 1980, mais dans un nouveau cadre d'offensive du capital contre le travail. L'ascension du thatchérisme, l'idéologie néolibérale, l'application de l'ajustement économique monétariste marquent une décennie de recul des travailleurs et de stabilisation de rapports de forces sociaux favorables à la classe dominante (6).

Les années 1990 constituent, par contre, une période plus controversée, car des événements-clés y ont impulsé un nouveau processus de reconversion du capital : l'implosion du « bloc socialiste » et la récupération de la croissance et du leadership nord-américain.

Au cours de ces années des traits pouvant caractériser une quatrième étape du capitalisme ont émergé. Mais la présence de ces éléments ne suffit pas pour caractériser une période clairement différente, car de tels changements supposeraient la présence d'un processus d'expansion économique qui consoliderait les transformations enregistrées en un système. Un changement de fonctionnement apparaît effectivement seulement lorsque les formes précédentes de l'accumulation s'affaiblissent et que de nouvelles modalités s'affirment. Justement le terme « fonctionnement » renvoie à un mécanisme qui opère déjà et qui a dépassé sa période de gestation. Le passage d'une situation à une autre dépend d'un dénouement significatif des contradictions de l'éta-

3. Callinicos Alex décrit l'existence de trois lignes critiques de la périodisation. Premièrement, les partisans du « courant de la dérivation » qui tentent d'analyser tous les processus du capitalisme au travers de l'extension de la « logique du capital » aux autres catégories de l'analyse (marchandise, État, monnaie). Deuxièmement, l'approche de Robert Brenner centrée exclusivement sur les mécanismes de la surproduction. Troisièmement, les auteurs influencés par le postmoder-

nisme, qui objectent l'omission « essentielle » de l'impact des « facteurs multiples » dans l'étude des étapes. Mais ce même questionnement peut s'étendre à n'importe quelle sphère de l'analyse, ce qui rendrait totalement impossible la connaissance. Callinicos Alex, « Periodizing capitalism and analyzing imperialism : classical Marxism and capitalist evolution », in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

4. Lipietz Alain, « The fortunes and misfortunes of Post-Fordism », in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

5. Arrighi Giovanni, Moore Jason, « Capitalist development in world history perspective », in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

6. Dumenil et Levy estiment que le point de départ de cette offensive a été le « coup monétariste » de 1979. Henwood considère que le contexte favorable au capital inauguré par Reagan s'est maintenu aux États-Unis durant la gestion de Clinton. Dumenil Gerard & Levy Dominique, *Crise et sortie de la crise*, Actuel Marx, PUF, Paris, 2000 ; Henwood Doug, « The new economy and the speculative bubble », *Monthly Review*, vol. 52, avril 2001.

pe épuisée.

En tenant compte de ce modèle analytique il est possible de formuler l'hypothèse suivante : l'offensive perpétrée par le néolibéralisme a permis une récupération du taux de profit qui a provoqué une érosion du pouvoir d'achat. En conséquence de ce déséquilibre les traits caractéristiques d'une nouvelle étape qui sont apparus sur divers plans n'ont pu se développer. Ce blocage résultant d'un début de reprise de la rentabilité, étouffé par l'insuffisance de la demande, peut être observé sur sept niveaux du processus d'accumulation.

Restriction de la consommation et expansion du capital

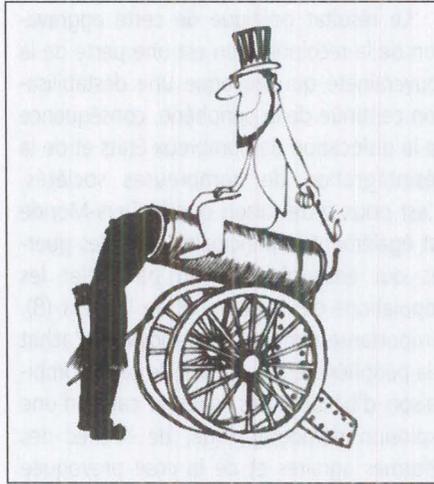
La sphère de la consommation constitue le premier cercle des désordres créés par la recomposition de la rentabilité au détriment des salariés. Avec l'assaut contre « l'État providence » et la mise en place d'une législation flexibilisant le travail, le chômage est devenu massif, la pauvreté s'est répandue et cela a réduit le niveau de vie et le pouvoir d'achat des travailleurs.

Les modèles de « confiance du consommateur » forgés durant le plein emploi keynésien de l'après-guerre ont été sévèrement affectés par l'impact négatif de l'instabilité de l'emploi sur le niveau des ventes. Ainsi le bénéfice majeur obtenu par les capitalistes par la réduction des coûts ne s'est pas traduit par un élargissement des marchés. Le « climat général des négoce », qui commençait à s'améliorer avec l'accroissement du taux de profit et la croissance des bénéfices (en déclin depuis la fin des années 1960), ne s'est pas stabilisé du fait de la stagnation du pouvoir d'achat.

L'effet de la déconnexion apparue entre l'amélioration des bénéfices et le blocage des marchés a été très inégal dans les économies ayant retrouvé la croissance (États-Unis) comparées à celles qui poursuivaient la stagnation (Europe), entraînant dans une longue récession (Japon) ou souffraient d'un effondrement peu commun (Périphérie). Mais dans le cadre d'une régression sociale généralisée aucun pays n'est parvenu à s'emanciper de ce déséquilibre.

Les nouveaux produits apparus au cours des deux dernières décennies n'ont été absorbés que par une frange restreinte des consommateurs. Cette limitation du cercle d'achats, accentuée par la fracture sociale, a étouffé le développement d'un modèle de consommation pouvant remplacer le « fordiste », car étant donné le niveau du développement des forces productives un nouveau modèle de ce genre ne pouvait surgir

du fait de la simple incorporation de biens additionnels dans le schéma d'acquisition des marchandises stabilisé durant l'après-guerre. Dans les pays développés un saut de la consommation implique actuellement un changement qualitatif associé à la satisfaction des besoins insatisfaits dans d'autres domaines, par exemple dans l'éducation et la santé. Et de tels produits ne se sont pas généralisés ni ne sont devenus moins chers. Au contraire, toutes les transformations en cours — telles la crise de la famille traditionnelle ou la réduction des dépenses sociales publiques — sont autant d'obstacles pour une avancée de cette consommation vitale



pour la société contemporaine.

L'irradiation de l'augmentation des bénéfices en direction du pouvoir d'achat restait bloquée, en second lieu, par l'extension géographique et sectorielle du capital. Il est indiscutable que l'effondrement de l'ex-Union Soviétique, l'introduction massive de « l'économie de marché » en Europe de l'Est et la conversion de la Chine en principal destinataire des placements étrangers, ont élargi les frontières des investissements. Mais cet élargissement n'a pas généré un saut significatif dans l'accumulation.

Il en est ainsi car dans ces aires nouvelles la prédation des ressources naturelles, l'appauvrissement de la force de travail et la dégradation culturelle incitent plus à l'accumulation primitive qu'au développement économique. Et bien que ce caractère prédateur de l'expansion capitaliste ne soit pas absolu — comme le prouve la croissance chinoise — son effet destructeur est évident dans la majeure partie de l'Est européen et de l'Orient.

L'expansion du capitalisme s'appuie, qui plus est, sur une rupture d'équilibre mondial des blocs et des zones d'influence qui assurerait une certaine sécurité aux investissements. Bien que l'univers capitaliste n'ait plus aujourd'hui de limites significatives, il

manque également les assurances et les garanties politiques qui avaient caractérisé la période de l'après-guerre. Investir est devenu une aventure dont le risque va croissant. Dans les économies criminalisées et dans les sociétés désarticulées les fortunes se font et se défont avec la même rapidité.

Ces contradictions affectent aussi le processus de privatisations. De nombreuses activités d'infrastructure et de services et une ample gamme d'activités éducatives, sanitaires et prospectives, qui appartenaient auparavant à la sphère publique, sont aujourd'hui régulées directement par le modèle du profit.

Cette reconversion a créé une niche exceptionnelle de rentabilité immédiate, car dans les cas les plus extrêmes (Amérique latine, Europe de l'Est) les marchés étaient déjà établis et les investissements risqués avaient déjà été effectués par le budget public. Dans de telles situations la demande tend à se contracter à la suite des augmentations tarifaires et des réductions des subventions étatiques accordées aux consommateurs. Mais dans les pays centraux également le processus de privatisation croissante des activités sociales réduit la demande, car le gros de la population doit économiser pour se protéger des événements auparavant inimaginables. Par exemple la perspective de la faillite d'un collège, d'un hôpital ou d'un fonds de pension fait aujourd'hui partie des risques créés par l'expansion de « l'économie de marché ».

Mondialisation et impérialisme

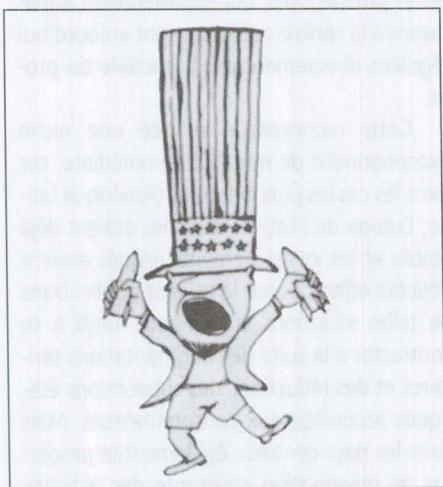
L'augmentation du taux de profit sans liens avec un élargissement des marchés est également la principale contradiction qui affecte un troisième aspect-clé des transformations capitalistes : la mondialisation. Le saut enregistré sur ce plan apparaît dans la croissance du commerce qui dépasse celle de la production, dans la formation d'un marché financier planétaire et dans l'influence des 200 entreprises qui ont internationalisé leurs lignes de production. Le pourcentage croissant des exportations relativement au PIB (produit intérieur brut), le poids des investissements étrangers et le rôle des flux globaux du capital sont les trois indices imparables de ce processus.

Mais cette intégration des marchés — de pair avec le poids ascendant des transnationales et l'homogénéisation des politiques macro-économiques — a affaibli les mécanismes de régulation qui contenaient la

Capitalisme - Étude

concurrence sauvage. La mondialisation accentue la surproduction, car elle renforce la rivalité pour réduire les coûts au travers d'un renforcement de l'exploitation et précipite un remodelage brutal de la division internationale du travail.

Ainsi l'augmentation de la production, séparée des possibilités de placement des marchandises, multiplie les banqueroutes et la destruction des tissus industriels les plus vulnérables. Ce processus tend à se mainte-



nir car la mondialisation n'est pas un épisode cyclique mais un processus structurel impulsé par la tendance de l'accumulation à déborder les marchés locaux, régionaux et nationaux. La synchronisation croissante du cycle économique mondial est un effet de cette transformation qui accélère la transmission des impulsions récessives et expansives à toute la planète.

Mais cette convergence coexiste avec la polarisation entre les « gagnants et les perdants de la mondialisation », effet des transferts croissants de ressources que le centre capitaliste absorbe à la périphérie. Sur ce plan opère la quatrième transformation significative : le renforcement des mécanismes d'appropriation impérialiste qui a déjà bloqué l'expansion internationale du pouvoir d'achat. Ces exactions ont lieu à travers l'échange inégal dans le commerce, l'aspiration financière de la dette extérieure et le transfert transnational des revenus industriels du Tiers-Monde.

La fracture mondiale n'est pas une nouveauté, mais elle a atteint un niveau sans précédent au cours des dernières décennies : c'est ainsi que 20 % de la population de la planète consomme actuellement 80 % des biens produits (7). Cette polarisation explique également pourquoi les « marchés émergents » ont été l'épicentre des récentes crises majeures. Au lieu de poursuivre le processus d'industrialisation substitutive et du développement partiel de leurs marchés internes initié au cours des années 1950, ces pays ont supporté les effets dévastateurs de l'ouverture commerciale, de la dualisation exportatrice (Mexique, Brésil) ou de la désindustrialisation (Russie, Argentine).

Le résultat politique de cette aggravation de la recolonisation est une perte de la souveraineté qui provoque une déstabilisation continue de la périphérie, conséquence de la dislocation de nombreux États et de la désintégration de nombreuses sociétés. C'est pour cette raison que le Tiers-Monde est également la principale scène des guerres qui ensanglantent en particulier les populations de l'Afrique et de l'Orient (8). L'importante diminution du pouvoir d'achat à la périphérie est le produit de cette combinaison d'hécatombes, dans le cadre d'une explosion démographique, de l'échec des réformes agraires et de la crise provoquée par l'afflux des migrants et des réfugiés.

Le remplacement des guerres impérialistes traditionnelles massives par les massacres impérialistes technicisés qui dévastent le Tiers-Monde est la cinquième transformation qui a affaibli le vieux mécanisme de destruction des capitaux obsolètes. L'entrelacement majeur des groupes dominants des États-Unis, de l'Europe et du Japon bloque la résolution violente des crises, qui dans le passé permettait la relance de l'accumulation à grande échelle. Le climat de confrontation entre les puissances qui caractérisait la première moitié du XX^e siècle n'est nullement réapparu avec l'effondrement de l'URSS. La conflagration interimpérialiste classique a fait place à de nouvelles formes de rivalité, qui combinent le choc commercial entre puissances et blocs régionaux avec la lutte entre entreprises

transnationalisées.

Dans ce cadre de nouvelles tensions concurrentielles, la récupération de l'hégémonie nord-américaine n'est pas absolue. Le leadership états-unien s'est renforcé au dépens de ses rivaux mais sans pouvoir soumettre l'Europe et le Japon à la condition de vassaux dépendants. Ainsi la mondialisation recrée des rivalités que l'impérialisme contemporain ne réduit pas.

Technologie et finances

Le développement de la révolution technologique représente une sixième transformation, qui accentue la réduction des coûts sans élargir les marchés. La diffusion d'appareils qui promeuvent l'emploi économique de l'information encourage la reconversion énergétique et la réorganisation des processus de travail, de la distribution et du stockage des marchandises. Mais à la différence de ce qui s'est passé dans l'après-guerre avec les matières plastiques, l'électronique ou l'électroménager, ce changement n'a pas coïncidé avec l'élargissement qualitatif de la consommation. Les nouvelles formes de gestion qui ont rapidement accompagné le traitement de l'information ont eu un impact plus grand sur l'offre que sur la demande, du fait du ralentissement du pouvoir d'achat (9).

Ce déphasage indique un état encore embryonnaire de la révolution technologique. Après une période d'expérimentation, les inventions informatiques se sont transformées en innovations radicales qui pèsent sur l'ensemble du processus économique. Il n'est pas question ici d'une « révolution industrielle » (un processus spécifique de la naissance du capitalisme), mais d'un changement technologique dont les effets sont généralisés, qui jusqu'à maintenant n'a pas encore conduit à une croissance de la demande comparable à l'ère du chemin de fer ou à celle de l'automobile (10).

L'amélioration partielle de la productivité dans l'économie nord-américaine (croissance de 2,2 % entre 1995 et 2000, qui dépasse la moyenne de 1,1 % entre 1975 et 1995 sans égaler celle de 1953-1973 : 2,6 %), illustre autant les effets que les limites de cette révolution technologique. Certaines mesures de la productivité mettent en valeur comment cette amélioration se concentre dans les processus de la gestion de l'entreprise, d'autres soulignent qu'elle favorise l'augmentation de « l'intensité du capital » (rapport entre le capital fixe et la main-d'œuvre), cependant que d'autres calculs indiquent l'accroissement de la production par heure de travail. Mais les trois évalua-

7. On calcule qu'en 1880 le PIB par habitant des nations avancées était déjà le double de celui des pays sous-développés et qu'en 1913 cette différence était triple. Mais la brèche a atteint le quintuple en 1950 et le multiple de sept en 1970. Hobsbawm Eric, *L'ère des empires*, Fayard, Paris 1989 (ch. 1).

8. Entre la fin de la seconde guerre mondiale et 1983 on a

enregistré dans la périphérie 100 conflits armés qui ont provoqué la mort de 20 millions de personnes.

9. L'augmentation de la productivité dans l'industrie nord-américaine en comparaison avec la réduction des salaires depuis les années 1980 illustre ce décalage. Voir : Editors, *The new face of capitalism*, *Monthly Review*, vol. 53, avril 2002 ; Tabb

William, *The new economy, Same irrational economy*, *Monthly Review*, vol. 52, avril 2001 ; Editors, *The new economy, Myth and reality*, *Monthly Review*, vol. 52, avril 2001.

10. Petras se trompe en niant cette portée. Petras James, *La revolución de la información, la globalización y otras fábulas*, *Voces y culturas*, n° 17, 1^{er} semestre 2001.

tions montrent que l'impact favorable sur le taux de profit ne s'est pas étendu à la sphère des marchés (11).

La transformation technologique n'est pas limitée à la sphère financière, comme le pensent certains auteurs (12). Cette limite avait pu être observée à la fin des années 1980, quand l'informatisation sur un grande échelle avait débuté avec l'interconnexion des marchés boursiers. Mais ce début fut suivi par l'application industrielle des nouvelles technologies et par la diffusion massive des ordinateurs. C'est pour cette raison que le point critique du changement technologique en cours se situe plus dans la contraction du pouvoir d'achat que dans l'usage exclusivement financier de l'informatique.

Les grandes turbulences de l'orbite financière expriment également cette fragilité de la demande. Les très grands changements financiers récents constituent la septième modification en cours et se concentrent dans la dérégulation, la mondialisation et la gestion actionnaire des firmes. Ces transformations ont soutenu initialement la rentabilité et facilité le processus de restructuration, de fusion et de fermeture des entreprises. Mais elles ont également renforcé l'influence du capital financier et la prééminence des créanciers, qui par les politiques restrictives ont accentué la contraction des marchés. Cela a conduit à la répétition des bulles financières et à la généralisation de la concurrence spéculative entre les banques et les fonds d'investissement pour la gestion des titres à court terme, la conduite des transactions monétaires risquées et la participation aux casinos boursiers.

Ces opérations ont créé une explosion des liquidités bien plus grande que les précédentes des années 1960 et 1970 (les marchés d'eurodollars et de pétrodollars). De plus cela s'est passé en dehors de la supervision des banques centrales et cette absence de contrôle financier est particulièrement aiguë à l'échelle internationale parce que la mondialisation multiplie les sources d'émission sans stabiliser une monnaie ordonnatri-

ce de cette circulation croissante. Au niveau des firmes, la pression des actionnaires pour l'augmentation des rendements a créé des fictions comptables totalement déconnectées de la réalité des marchés. Pour synthétiser : l'aggravation de la vulnérabilité financière est l'autre effet de l'accroissement des bénéfices qui jusqu'à maintenant n'a pas trouvé d'issue dans le développement du pouvoir d'achat.

La signification des phases

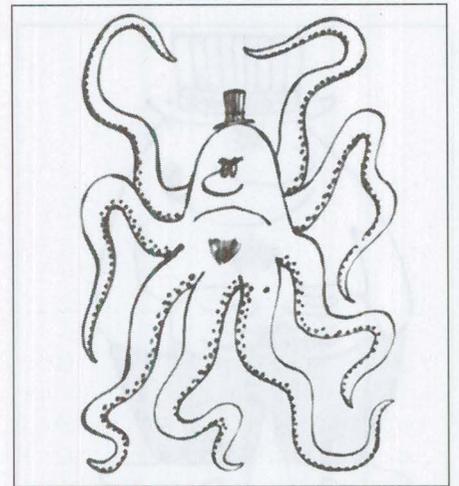
Les traits embryonnaires d'une nouvelle étape du capitalisme ont pointé sous la forme des sept transformations qui n'ont pu mûrir ni ne sont parvenues à imprimer une modification radicale du processus de l'accumulation. Une situation de grands changements du travail, internationaux, technologiques et financiers, est apparue qui n'est pas parvenue à impulser une période de croissance forte parce que la reprise de la rentabilité a restreint les marchés. Pour comprendre ce résultat paradoxal il convient de distinguer la notion d'étape du concept de phase.

Alors que les étapes définissent les modèles de fonctionnement du capitalisme, les phases indiquent les signes prévalant de croissance ou de stagnation des périodes prolongées de ce système. Les phases se distinguent des cycles courants en ce qu'elles illustrent la prédominance de grandes tendances de prospérité ou de crise et non le cours des fluctuations à court ou moyen terme. Les phases conditionnent la tonicité des cycles, qui sont marqués par des récessions faibles et des apogées soutenues au cours des périodes de croissance et par des dépressions aiguës et des reprises faibles au cours des phases de crise.

Chaque étape historique du capitalisme avait comporté un « âge d'or » de prospérité soutenue. Ces périodes ont existé entre 1850 et 1873 au cours du libre-échange, entre 1890 et 1914 au cours de l'impérialisme et entre 1950 et 1975 au cours du troi-

sième âge du capitalisme (ou capitalisme tardif). De nombreux chercheurs ont également détecté l'existence de longues dépressions entre ces périodes, en déduisant la présence d'un modèle de cycles longs ascendants ou descendants de 25 années. Et bien que la vérification empirique de ces ondes longues continue à être débattue, c'est la justification théorique des thèses de Kondratieff et Schumpeter qui semble la plus discutable.

Il n'y a aucun fondement solide pour postuler que les phases de prospérité et de stagnation obéissent à une périodicité fixe et prévisible. Même la prédominance de cette régularité dans le passé n'implique nullement la répétition de ce modèle dans le



futur. Les fondations technologiques, monétaires ou institutionnelles employées pour expliquer l'apparition et le déclin de ces ondes permettent seulement d'expliquer éventuellement pourquoi ces périodes sont apparues à divers moments du XIX^e et du XX^e siècle.

À la différence du terme « onde » qui reste associé à une périodicité fixe, le concept de phase indique seulement la validité des périodes de prospérité et de dépression à chaque étape du capitalisme. Mandel a suggéré cette différence en critiquant le point de vue mécanique de Kondratieff, mais il a dilué cette distinction en employant

11. La première optique en ce qui concerne l'étude de la productivité évalue le comportement d'une « *multifactor productivity* » qui se calcule en suivant la traditionnelle « *finalité* » de la fonction de production néoclassique. La seconde vision est apparentée à l'analyse de la composition technique du capital et vise à déterminer quel est l'impact de la forte réduction des prix des facteurs de production informatiques sur le flux des investissements. Le troisième calcul est plus controversé, parce qu'alors que certains chercheurs observent de fortes hausses (Ollinder,

Sichel, Jorgenson, Sitroh), d'autres (Gordon) considèrent que ces mesures correspondent à une sous-estimation de l'indice précédent et à une révision des calculs de l'inflation. De plus, il suggère que l'avancée est conjoncturelle (pro-cyclique) et se concentre dans le secteur des biens durables ou dans la fabrication des ordinateurs [Ollinder Stephen & Sichel Daniel, "The resurgence or growth in the late 1990", Federal Reserve Board, may 2000 ; Jorgenson Dale & Sitroh Kevin, "Raising the speed limit", may 2000, Harvard University, Federal Reserve

Bank of New York ; Gordon Robert, "Does the new economy measure up to the great inventions of the past ?", *Journal of Economic Perspectives*, vol 14, n° 4, fall 2000 ; Gordon Robert, "Has the New Economy rendered the productivity slowdown obsolete ?", Northwestern University and NBER, June 1999.] Les discussions techniques sur l'accroissement de la productivité qui ont prévalu depuis la moitié des années 1990 sont plus complexes et sont plus liées à la manière de compter la dépréciation, la manière d'évaluer les impacts qualitatifs dans les activités de services

et à la distribution de l'amélioration entre les branches. Voir les dernières estimations générales : *La Nación*, (12 mai 2001, 11 août 2001, 9 septembre 2001), l'information de McKinsey (*Clarín* 21 octobre 2001), les opinions de P. Samuelson (*Clarín* 24-juin 2001) et P. Krugman (*Página 12*, 15 août 2001).

12. Par exemple Clairment Frederic, "La resaca después de la fiesta", *Le Monde Diplomatique* (Argentine), mai 2001, Buenos Aires.

Capitalisme - Étude

le terme « *onde longue* » dans son exposé. Il a suivi le piste de Trotsky pour développer une théorie centrée sur l'analyse qualitative des étapes et non quantitative des phases. Pour cette raison divers auteurs qui ont travaillé la thématique des étapes trouvent des points de convergence avec Mandel (13) alors que les critiques de la périodisation rejettent totalement son point de vue (14). Entre ces deux positions se trouve un grand nombre d'analyses qui identifient à tort Mandel et Kondratieff, sans percevoir qu'alors que le marxiste belge recherchait les périodes différenciées du capitalisme, l'économiste russe extrapolait la dynamique du cycle court au processus d'accumulation à long terme.



L'emploi du terme « *phases* » pour nommer les périodes structurelles de croissance et de stagnation contribue à dépasser la « *vision dichotomique* » du modèle de Kondratieff, qui inclue seulement les séquences d'apogée ou de crise. Il permet, de plus, de saisir l'existence de « *périodes grises* » différenciées d'une pure croissance ou d'un déclin net de la production et caractérisées par une certaine indéfinition de l'orientation du niveau d'activité (15). Comprendre que le problème des étapes diffère de l'étude des phases et que les processus recherchés par Kondratieff et Schumpeter sont distincts de ceux étudiés par Lénine, Trotsky et Mandel conduit à observer que l'analyse du long terme du capitalisme implique deux inconnues et non une

seule. Pour définir l'existence d'une nouvelle étape du capitalisme il faut s'interroger sur la forme de l'accumulation, alors que pour discerner l'orientation de cette période il faut interroger les niveaux d'activité, d'emploi, de profits ou de ventes. Ayant éclairci ces concepts : quel type de phase prédomine actuellement ?

Une phase grise et incertaine

Si l'on observe la période initiale qui a suivi le boom de l'après-guerre (1975-1990) et la période suivante de reprise de la rentabilité avec des marchés resserrés (1990-2001), il apparaît clairement que les deux phases présentent une couleur grise. Leur tendance n'est pas dominée par le blanc fluorescent de l'après-guerre ni par le noir ténébreux de l'entre-deux-guerres. Une comparaison avec les phases historiques précédentes illustre ces particularités.

Premièrement, le contraste avec la prospérité de l'après-guerre est éclatant sur tous les plans. La faible croissance actuelle est le contrecoup de la multiplication par quatre de la production industrielle mondiale enregistrée entre les années 1950 et 1970 et la même asymétrie s'étend au taux de chômage (1,5 % en Europe, 1,3 % au Japon au cours de cette période). La même différence peut être observée dans l'évolution du salaire et dans le comportement des dépenses sociales publiques (les augmentations de 60 % en France et en Allemagne sont un record lointain). La croissance de l'après-guerre avait été associée à la généralisation d'un nouveau modèle de consommation « *fordiste* », qui a perdu sa validité au cours des deux dernières décennies et ne fut remplacé par aucun autre schéma alternatif.

La seconde comparaison — avec la dépression de l'entre-deux-guerres — est plus complexe, car nous devons ici peser les ressemblances et non les contrastes. Il y a une tendance généralisée à tracer des parallèles entre la crise de 1929 et les effondrements financiers de ces dernières années, oubliant l'expérience acquise par la classe dominante dans la gestion de ces situations. Actuellement, les responsables de la gestion monétaire dans les pays centraux agissent

de manière préventive, ayant toujours à l'esprit ce qui s'est passé au cours des années 1930. Comme ils tentent de commander un système économique sans coordination, cette connaissance ne suffit pas à empêcher un effondrement mais offre des indicateurs d'avertissement qui deviennent des signaux d'alarme devant toute difficulté boursière.

Mais ce n'est pas la comparaison des conjonctures financières qui est la plus importante, mais celle des phases et, dans ce cas, l'entre-deux-guerres avec la période commencée au milieu de la décennie 1970-1980. En observant les deux processus nous devons conclure que jusqu'à maintenant un effondrement similaire à celui des années 1930 ne s'est produit que dans la périphérie. Dans les pays dépendants se répète une catastrophe analogue sur le plan économique (chute de la production, chômage massif, escalade de dévaluations, cessation généralisée de paiements, krachs bancaires) et sur le plan social (scénario terrifiant de la misère).

Mais la similitude ne s'étend pas aux centres capitalistes. Ici la croissance industrielle est faible, mais l'activité industrielle ne s'est pas réduite d'un tiers comme au cours des années 1920 et 1930 et le commerce international croît plus que la production en comparaison avec les baisses de quelque 60 % lors des pics de la grande dépression. De plus la circulation mondiale des capitaux s'est accélérée aux cours des dernières décennies, alors qu'elle avait décliné de 90 % entre 1927 et 1933. De plus, le système bancaire d'aucun des pays centraux ne s'est effondré et aucune puissance n'a été confrontée jusqu'à maintenant à la cessation de paiement de ses dettes extérieures. La politique de la socialisation des pertes — que partagent les libéraux et les anti-libéraux — a pour le moment évité les déflations typiques des années 1930.

De même sur le plan social des différences substantielles existent, car le taux de chômage de la grande dépression (22 % en Grande-Bretagne, 27 % aux États-Unis, 44 % en Allemagne) est très loin des niveaux atteints actuellement dans la triade dominante (États-Unis, Union européenne, Japon). La sécurité sociale couvre également bien plus que le pourcentage limitée de 10 % à 25 % de la population qui pouvait compter sur une quelconque protection étatique à cette époque. Même les mouvements migratoires ne sont nullement comparables.

Mais les principales différences se concentrent sur le plan politico-militaire, car « *la faillite du leadership d'une grande puis-*

13. Par exemple Dumenil Gerard & Levy Dominique, "Periodizing capitalism : technology institutions and relations of productions", in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

14. L'exposé de Tapia est un exemple récent de ce rejet.

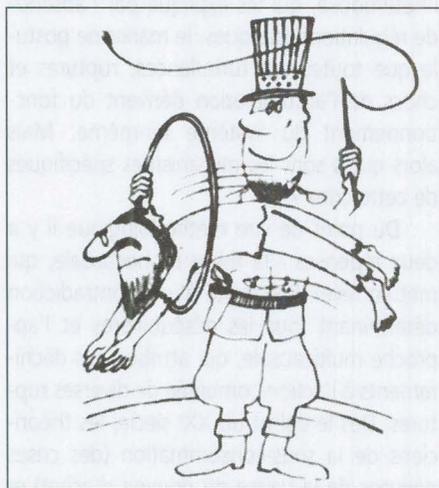
Après avoir répété l'objection néoclassique traditionnelle (« avec les ondes longues, on ne voit rien, ni au microscope, ni au macroscopie »), il questionne l'analyse des phases à long terme et quelques recherches sur les stades inaugurées par Lénine. Tapia Granada José, "Katz, Mandel, Mattick, las ondas largas y las fluctuaciones

cortas" (*New School*, 2 de marzo de 2002).

15. Astarita pointe correctement ce fait dans une analyse qui néanmoins associe de manière erronée Mandel à Kondratieff. Astarita Rolando, "Un análisis crítico de sobre las tesis de las ondas largas", *Cuadernos del sur* 32, novembre 2001.

sance » qui avait caractérisé la période de l'entre-deux-guerres est fort différente de l'actuelle récupération de l'hégémonie par les États-Unis. La perspective d'une guerre inter-impérialiste a disparu de l'horizon stratégique des pays avancés et il n'existe aucun climat de préparation de confrontations de ce type. De plus, le saut déjà réalisé dans la mondialisation a créé un cadre de conflits commerciaux fort différent de celui des blocs protectionnistes des années 1930 (16).

Une troisième comparaison peut être faite avec la dépression des années 1873-1890 et avec la prospérité postérieure des années 1890-1914. On voit y apparaître certaines similitudes avec la phase de contraction du fait du caractère limité de la crise, du poids de la surproduction et de la stagnation de la consommation. Certains auteurs (17) soulignent également les analogies avec la phase de récupération postérieure dans le saut enregistré dans l'internationalisation de l'économie (avec un axe uniquement commercial et financier à cette époque), dans la présence d'une révolution technologique (électricité, chimie, moteur à combustion) et dans l'existence d'un processus de récupération du taux de profit sans dévalorisation massive des capitaux. Mais ces traits étaient associés à un essor économique, alors qu'aujourd'hui ils font partie d'une phase indéterminée. Cette indéfinition se confirme par l'évolution médiocre du PIB, par le chômage élevé et par l'amélioration des investissements sans élargissement des marchés.



Mais ces comparaisons doivent être également prises avec prudence, car l'échelle de l'accumulation du capitalisme mûr de la fin du XX^e siècle est qualitativement différente de celle qui prévalait dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

La prédominance d'une phase grise est cohérente avec la persistance de la crise du capitalisme de l'après-guerre et avec la présence de nouveaux traits d'une étape qui ne

s'est pas consolidée. Cette mosaïque complexe est dépeinte par les auteurs qui insistent sur la continuité de la crise (Bocarra), qui mettent en valeur l'impact des transformations en cours (Dumenil, Levy, Wilno) ou qui remarquent l'absence d'une phase économique ascendante (Husson, Rigacci, Went) (18). Ces caractérisations ne sont pas incompatibles, mais résultent des divers aspects d'une période marquée par les déséquilibres créés par une réduction des coûts qui étouffe l'amélioration du pouvoir d'achat. Ce divorce conduit à la prédominance d'une phase grise et bloque la développement des transformations qui éclairent une quatrième étape du capitalisme. Certaines de ces particularités se vérifient également dans l'actuelle conjoncture récessive internationale.

Une crise particulière

La crise en cours n'implique pas jusqu'à maintenant une dépression globale. Au cours de l'année 2002 le taux de croissance du PIB mondial a commencé à baisser (2,4 % à 2 %), mais sans atteindre les sommets négatifs absolus des années 1930 (chute de 16,4 % aux États-Unis entre 1921 et 1938). La contraction est généralisée à l'échelle mondiale, mais en même temps elle génère de fortes différenciations entre les quatre principales zones mondiales (États-Unis, Europe, Japon et la périphérie).

En premier lieu, le poids international du cycle économique nord-américain est chaque fois plus important. Après une décennie d'expansion en 2001 un tournant récessif a commencé aux États-Unis, semblant s'interrompre au début de l'année 2002 et réapparaissant avec une intensité plus grande depuis juillet dernier. Au lieu d'une reprise rapide en V qu'espéraient les optimistes (A. Greenspan) ou de la reprise douce en U imaginée par les sceptiques (P. Samuelson) s'est produite une « double chute » en W que prévoient les pessimistes (P. Krugman).

Mais les économistes en vue ont aisément modifié leurs évaluations avec une

vitesse inhabituelle, affirmant que plutôt que de suivre ces changements impressionnistes, il convenait d'évaluer avant tout, quel sera l'impact du tremblement de terre boursier provoqué par les fraudes comptables sur le système bancaire.

Un autre indicateur clé est l'effet du tournant des exportations sur l'affaiblissement du dollar et la sortie consécutive des capitaux des États-Unis. Contrecarrer la réduction des investissements et la stagna-



tion de la consommation, conduisant au modèle du dollar cher et du déficit commercial qui prédominait sous Clinton, est un pari difficile — du fait du degré d'internationalisation de l'économie nord-américaine — et est également risqué, car son échec peut conduire à un retrait des capitaux étrangers qui financent le déficit commercial. Bush espère imposer ce tournant par les moyens protectionnistes (subventions agricoles, lois antidumping, clauses de sauvegarde), les ultimatums au sein de l'OMC et les accords de pénétration commerciale sous le parapluie de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA).

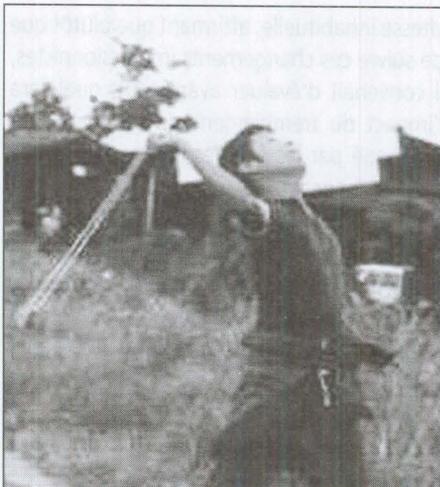
Mais ce cours dépend également de la préparation à la guerre contre l'Irak, dont le but est l'appropriation par l'Amérique du Nord de la deuxième réserve pétrolière de la planète. Cette invasion pourra impulser une réactivation économique seulement si un triomphe militaire clair (stabilité au Moyen-

16. Johsua Isaac, "La crise de 1929 : première entre toutes, unique et pourtant exemplaire", *Crises structurelles et financières de capitalisme au XX^e siècle*, Syllepse, Paris 2001.

17. Malloy Mary & Post Charlie, "A reply to Robert Brenner", *Against the current* n° 79, Mars/Avril 1999 ; Amin Samir, "The political economy of the twentieth century", *Monthly Review*, vol 52, juin 2000.

18. Dumenil Gerard & Levy Dominique, "Sortie de crise, menaces de crises et nouveau capitalisme", *Une nouvelle phase du capitalisme ? Syllepse*, Paris 2001 ; Bocarra Paul, "Pour une création monétaire partagée", *Le Monde*, 2 octobre 2001 ; Wilno Henri, "Un nouvel ordre productif ?", *Inprecor* n° 451, octobre 2000 ; Husson Michel, "Nouvelle économie : capitaliste toujours", *Critique Communiste*

n° 159-160, été-automne 2000 ; Husson Michel, "Années 70 : la crise et ses leçons", *Crises structurelles et financières du capitalisme au XX^e siècle*, Syllepse, Paris 2001 ; Rigacci Gianni, "Le système capitaliste n'a pas surmonté l'onde longue de stagnation", *Inprecor* n° 451, octobre 2000 ; Went Robert, *Globalisation*, IIRE-Pluto Press, 2000.



Orient après le renversement de Saddam Hussein) assure le financement de l'opération coloniale, cette fois imposée aux participants occidentaux et arabes de la précédente guerre du Golfe (une alternative serait le pillage immédiat du pétrole conquis). En tout cas, Bush a besoin — après les grandes réductions d'impôts — que le coût des armes ne conduise pas à un déficit fiscal qui provoquerait un débordement inflationniste comparable à celui de l'époque de la guerre du Viêt-nam. De plus il doit maintenir sous contrôle le prix volatil du brut, neutraliser l'OPEP, trouver un accord avec les firmes européennes rivales et surtout espérer que la population nord-américaine tolère sa croisade de mort, de douleur et de tragédies.

L'échec de l'Europe à se substituer aux États-Unis en tant que locomotive du niveau d'activité constitue un événement essentiel dans la seconde zone de l'économie mondiale. L'Europe non seulement reste derrière son principal concurrent sur le terrain de la productivité, de la consommation et des investissements, mais le projet de l'euro oblige les capitalistes de l'ancien continent à adopter des politiques monétaires dures qui freinent la croissance. L'intention de disputer le leadership mondial au dollar a un coût élevé en termes d'ajustement fiscal et pour le moment les oscillations de l'euro sont un obstacle pour les exportations lors des pics de son enchérissement et sapent l'objectif de la monnaie internationale lors de ses

baisses. De plus l'unification européenne avance dans un contexte indéfini (entrée britannique dans l'euro) et très risqué (coûts d'incorporation des nouveaux membres de l'Est).

Mais le chaînon le plus faible des économies avancées se situe au Japon. Dans cette troisième zone prédomine une « fraude de liquidités » qui empêche de remonter le niveau de l'activité, malgré les réductions du taux d'intérêt et l'augmentation des dépenses publiques. Ni la consommation, ni les investissements n'ont réagi positivement à ces stimulus, parce que la classe dominante est dépourvue des deux ressources stratégiques que possèdent ses rivaux : un dispositif impérialiste et un ample marché de consommation intérieur. Pour cela le Japon continue à dépendre des excédents commerciaux qui tendent à décliner devant le renforcement des compétiteurs de l'envergure de la Chine. Bien qu'ils maintiennent leur statut de grande puissance, les capitalistes nippons perdent continuellement des positions dans le monde et sont soumis à une pression nord-américaine (ouverture commerciale, démantèlement du filet étatique de protection des groupes locaux) qui mine leur force. Les entreprises en crise repoussent leur fermetures et les licenciements, mais déjà on observe les indices de la pauvreté et une mendicité sans précédents.

La récession que traversent les pays développés n'a pas la dimension d'une dépression que supporte la périphérie. Dans cette quatrième région la crise conjugue les éboulements monétaires, les faillites bancaires et les endettements publics qui provoquent des catastrophes sociales énormes.

Bien que l'impact se soit adouci dans le Sud-est asiatique, aucun pays de cette région ne s'est encore remis du krach de 1997-1998, parce que la dépendance maintenue de ces économies de l'exportation des biens industriels les soumet aux effets de la demande décroissante des grands centres. La même chose se passe dans un pays « émergent » comme la Russie, dont le niveau d'activité dépend du prix oscillant du pétrole exporté.

Mais l'épicentre de la crise se situe en Amérique latine, dont le taux de croissance est devenu négatif en 2002. Depuis 1995 le PIB régional n'a augmenté que de 2 % par an (de 1 % par habitant) et ce niveau dérisoire s'est encore réduit au cours des deux dernières années du fait de la crise de la dette et de la sortie des capitaux. Actuellement la « contagion » de l'effondrement argentin s'est étendue à l'Uruguay (dévaluation, fuite des capitaux, fermeture des banques, expropriation des petits épar-

gnants), menace le Brésil (qui est au bord d'un défaut de paiement de la dette) et d'autres nations de la région (fermeture des banques au Paraguay, sortie des capitaux du Pérou, difficultés du crédit en Colombie et au Venezuela). L'Amérique latine n'est pas seulement plus fragile au niveau industriel et commercial que le Sud-est asiatique mais est devenue le cobaye de la nouvelle politique de restrictions de crédit impulsée par Bush.

La convergence de la crise de surinvestissement nord-américain avec la stagnation européenne, la récession japonaise et l'effondrement de la périphérie illustre la gravité d'une conjoncture qui peut déboucher sur une stagnation prolongée. Mais, pour le moment, la phase maintient sa tendance grise et sa fracture particulière entre les quatre zones dont l'évolution diverge (19).

Un cadrage multicausal

Quelle est l'explication sur le plan théorique de la faible croissance de la phase en cours, qui à son tour retient l'apparition d'une quatrième étape du capitalisme ? Comment expliquer la contradiction entre l'amélioration du taux de profit et le rétrécissement du pouvoir d'achat ?

La conception marxiste attribue ces déséquilibres à la dynamique intrinsèque du capitalisme. A la différence de l'économie politique orthodoxe, qui observe ces ruptures comme des choses fortuites (ou provenant d'une interférence sur le marché) et de l'hétérodoxe, qui les explique par l'absence de régulations étatiques, le marxisme postule que toutes ces turbulences, ruptures et chocs de l'accumulation dérivent du fonctionnement du système lui-même. Mais alors quels sont les mécanismes spécifiques de cette crise ?

Du point de vue méthodologique il y a deux réponses : la thèse monocausale, qui met en relief l'existence d'une contradiction déterminant tous les déséquilibres et l'approche multicausale, qui attribue ces déchirements à l'action combinée de diverses ruptures. Dès le début du XX^e siècle, les théoriciens de la sous-consommation (des crises dérivées de la baisse du pouvoir d'achat) et leurs opposants de la disproportionnalité (déséquilibres résultant des échanges entre les biens de la consommation et les biens de production), se situent dans le premier camp. On peut également situer dans ce camp les économistes qui attribuent la crise à l'action primordiale ou exclusive de la tendance à la baisse du taux de profit. Dans les théories centrées sur la surproduction et l'absence du contrôle financier prédomine une certaine indéfinition méthodologique.

19. Cette caractérisation n'est pas partagée par les auteurs qui préfèrent parler d'une « phase finale du cycle Kondratieff déclinant » (Wallerstein) ou qui pronostiquent que cette chute atteindra son point final au cours des prochains dix ans (Arrighi). Wallerstein Immanuel, « Mondialisation ou ère de transition ? », Une nouvelle phase du capitalisme ? Syllepse, Paris 2001 ; Arrighi Giovanni & Moore Jason, « Capitalist development in world history perspective », in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

En opposition à ces visions, divers théoriciens marxistes ont développé l'approche multicausale. Nicolas Boukharine, le premier, a expliqué pourquoi une crise générale ne survient que lorsque toutes les contradictions du système convergent en un point critique commun (20). Plus tard Roman Rosdolsky (21) a clarifié pourquoi il n'est pas acceptable de fonder une quelconque théorie monocausale sur les schémas de l'accumulation élargie de Marx, rappelant que ces modèles sont destinés à la recherche de la continuité et non de l'interruption de l'accumulation. Finalement Ernest Mandel (22) a décrit la crise comme un processus simultané de blocage de la valorisation de la plus-value et de la réalisation de la valeur des marchandises, expliquant que le capitalisme est une totalité dynamique sujette aux contradictions sur les deux plans de la reproduction.

Certains critiques (23) ont prétendu qu'en « décomposant et atomisant l'interprétation en multiples facteurs » on remettrait en cause la caractérisation unique de la crise. Mais en réalité la multicausalité ne fragmente pas l'analyse, mais évite la simplification qui est inhérente à l'observation restrictive du développement d'une seule contradiction. Étudier le comportement combiné de tous les déséquilibres est, de plus, tout à fait compatible avec l'étude ordonnée des crises en termes hiérarchiques et séquentiels.

Un débat parallèle à cette controverse a opposé dans l'économie bourgeoise les partisans de la « crise de l'offre » (les obstacles se trouvent dans l'investissement et le profit) aux défenseurs de la « crise de la demande » (les limites prennent leur source dans la restriction du pouvoir d'achat). Et y compris à une synthèse fondée sur l'étude simultanée des facteurs qui influent sur les coûts (mati-

ères premières, taux d'intérêt, salaires, impôts) et ceux qui ont un impact sur le niveau des ventes (niveau des revenus, évolution de la demande agrégée), a été proposée (24).

Mais l'application des critères pluricausaux à l'analyse du cycle diffère du point de vue méthodologique de son emploi pour l'étude des crises structurelles. Dans cette recherche les marxistes n'interrogent pas les impacts de l'offre et de la demande sur les fluctuations périodiques, mais la connexion entre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et les contradictions de la production et de la consommation dans leurs relations avec la surproduction et les déséquilibres financiers.

En partant de l'approche multicausale il est aussi possible de construire des modèles pour étudier comment se déroule spécifiquement la crise dans les différents « sites » de l'accumulation (travail, consommation, finances, etc.), analyser l'impact des tendances, barrières et points critiques de ces zones (25). En liant ces observations à la thèse multicausale il est également possible d'expliquer pourquoi la crise adopte des

caractéristiques si différentes dans chaque pays. Ces particularités dépendent autant de l'insertion (centrale ou périphérique) que des modalités d'accumulation qui prévalent dans ces nations. Pour étudier ces traits il faut observer comment les tendances centrales de la crise — chute relative du taux de profit et déséquilibres entre la production et la consommation — pèsent sur les quatre zones différenciées de l'économie mondiale (États-Unis, Europe, Japon et périphérie).

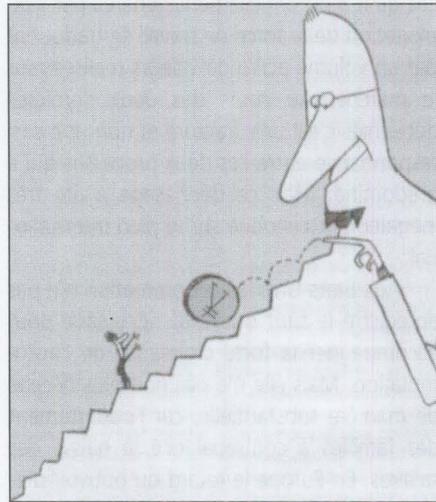
En partant de ces critères l'approche multicausale offre un schéma analytique pour expliquer pourquoi le conflit entre l'état de la rentabilité et l'étroitesse des marchés singularise la phase actuelle.

Les contradictions de la valorisation

L'amélioration fragile, instable et limitée enregistrée par le taux de profit depuis le milieu des années 1980 peut être expliquée dans une vision à long terme par les fluctuations qui caractérisent l'action de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Marx attribue l'effet de ce principe à l'évolution de trois variables (le taux de plus-value, le capital variable et le capital constant) et d'une relation clé (la composition organique du capital). En observant ces composantes au cours des dernières décennies la modification des deux éléments apparaît clairement. D'une part, le taux de plus-value a augmenté avec la flexibilisation du travail, la nouvelle « ère du juste à temps » (réduisant la manipulation des stocks), l'intensification des rythmes du travail et l'accroissement du contrôle patronal sur les secteurs les moins qualifiés de la classe ouvrière.

En second lieu, le capital variable est devenu moins cher avec la réduction des coûts salariaux, qui aux États-Unis ont dimi-



20. Boukharine considérait que cette multiplicité de contradictions se synthétise dans le choc entre tendances à l'internationalisation et tendances protectionnistes du capital, dans la contrainte de la guerre impérialiste et dans l'affrontement de l'URSS avec ses ennemis capitalistes. Boukharine Nicolas, *Impérialisme et accumulation du capital*, EDI, Paris, 1977 (chap. 5) ; Boukharine N., *La economía mundial y el imperialismo, Pasado y presente* n° 21, Buenos Aires, 1971, (chap. 1,2,3,8,13). Voir également : Andreu Maurice, *Que faire des théories sur la plus-value ?*, Congrès Marx International III, Paris, 26-29 septembre 2001.

21. Rosdolsky Roman, *Génesis y estructura de El capital de Marx*, Siglo XXI, México, 1979 (chap. 30).

22. Mandel Ernest, *Cien años de controversia en torno al Capital*, Siglo XXI, Madrid, 1985.(pp. 143-152, 151-156, 196-198) ; *El Capitalismo tardío* (chap. 1 à 12), ERA, México, 1976 ; *Un modèle socio-economique alternatif*, in *Le capitalisme tardif*, (nouvelle édition), La Passion, Paris, 1998.

23. Altvater Elmar, *La crisis de 1929 e o debate marxista sobre la teoria da crise*, *Historia del marxismo*, vol 8, Paz e terra, Rio de Janeiro, 1987 ; Itoh Makoto, *La crise mondiale*, EDI, Paris, 1987. (chap. 5).

24. Dans une analyse empirique Sherman illustre comment les deux sphères influent sur le cycle économique nord-américain. Tandis que lors de la remontée les recettes croissent plus rapidement que les coûts,

au cours de la prospérité ces relations s'inversent et dans la crise les recettes flanchent et les coûts commencent à monter avant que les recettes ne remontent dans les conditions de coûts encore bas. Sherman Howard, *The Business Cycle*, Princeton University Press, New Jersey, 1991 ; *Realization and costs : reply to Goldstein*, *Review of Radical Political Economy*, vol 34 n° 2, Spring 2002.

25. Laibman a présenté ce modèle. D'un côté il reconnaît l'existence de la crise de valorisation (augmentation de la composition du capital), de réalisation (au niveau de la demande et en fonction de la participation des profits aux recettes) et de la « liquidation » (effondrement des capitaux suraccumulés dans la

sphère financière), mais de l'autre il décrit aussi comment l'action de ces déphasages successifs peut être analysée dans ses différents lieux. Laibman David, *El capitalismo como historia*, in Arriola J. & Guerrero D., *La nueva economía política de la globalización*, Universidad de País Vasco, Bilbao 2000 ; *Un ensayo sobre la estructura y la dinámica de la sociedad capitalista I, II et III, Realidad Económica*, n°n° 135, 136 et 137, novembre 1995, décembre 1995 et janvier 1996, Buenos Aires ; *Capitalism as history : a taxonomy of crisis potentials*, *Science and society*, vol 63 n° 4, winter 1999-2000.

Capitalisme - Étude

nué de plus de 15 % depuis le début des années 1980 et qui également n'ont pas connu d'étal lors des périodes de forte demande de la main-d'œuvre au cours des années 1990. Pour cette raison la proportion du revenu approprié par les capitalistes (« *profit share* ») a repris une croissance intensive en 1982 et 1997 après avoir baissé entre 1965 et 1982 (26).

Par contre le troisième déterminant du taux de profit — le capital constant — a connu une évolution plus complexe. D'une part, son estimation a tendu à baisser avec l'emploi des nouvelles technologies dans les processus de fabrication, la gestion et l'organisation du travail. Mais la question de savoir si cette diminution des coûts a conduit à une dévalorisation significative du capital et si elle a eu une extension suffisante pour réduire la composition organique du capital est très controversée (27).

Les politiques néolibérales ont agi de manière contradictoire sur ce processus, car les mesures « *d'austérité* » et de « *sélection des capitaux les plus efficaces* » (qui renforcent les tendances dévalorisantes) ont coexisté avec le repêchage étatique (qui revalorise les entreprises en perte).

L'autre indice du rattrapage partiel du taux de profit au cours des deux dernières décennies a été la présence de forts déséquilibres liés au surinvestissement conjoncturel et au faible impact des turbulences dérivées de la « *pression salariale* » (« *profit squeeze* »). Cette prééminence est un indice de forts investissements en capital fixe et de taux de plus-value croissants. La crise nord-américaine actuelle est, par exemple, une conséquence typique d'investissements démesurés, d'achats excessifs et de stocks élevés. C'est pourquoi elle affecte avant tout le secteur des nouvelles technologies victime d'une croissance excessive.

Dans les autres branches également la croissance de la productivité a induit le maintien de la production avec moins de main-d'œuvre, provoquant des pertes d'em-

ploi trois fois plus grandes que lors des récessions antérieures. Ces crises ont provoqué une réduction du taux de profit à court terme, qui peut signifier la fin ou un répit de sa croissance commencée aux cours des années 1980 (28).

L'évolution générale du taux de profit est dictée en premier lieu par son comportement dans l'économie états-unienne. Bien que le rattrapage partiel des années 1990 se soit également étendu à l'Europe (mais non au Japon), c'est seulement aux États-Unis qu'on a pu observer un processus significatif d'investissements. Pour sa part la périphérie a absorbée des ressources qui facilitaient la réduction des coûts dans les économies du centre, sans participer aucunement à la reprise de la rentabilité. Mais, dans tous les cas, la réduction des coûts qui a aiguisé les bénéfices a été ensuite contrebalancée par la réduction du pouvoir d'achat (29).

Les contradictions de la réalisation de la valeur

Le capitaliste ne peut valoriser ses investissements qu'à la condition que les bénéfices qu'il a potentiellement générés par l'exploitation de la force de travail se traduisent par un volume accru de valeurs réalisées sur le marché. Au cours des deux dernières décennies c'est une fracture et non une correspondance entre ces deux processus qui a prédominé. Mais ce déphasage a été très inégalement distribué sur le plan international.

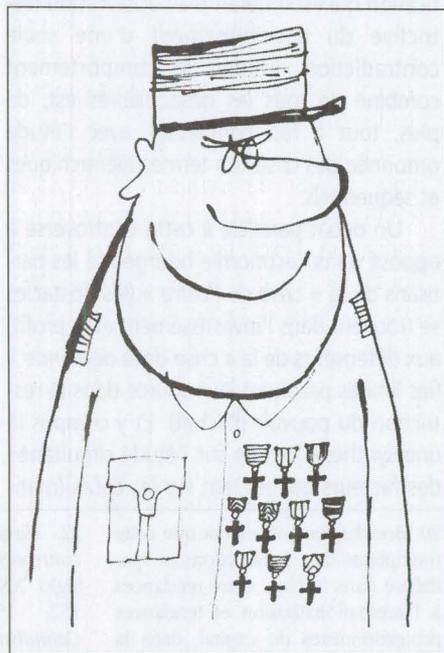
Aux États-Unis la consommation n'a pas enregistré le saut qualitatif nécessaire pour accompagner la forte croissance de l'accumulation. Mais elle n'a pas non plus décliné de manière substantielle, car l'endettement des familles a contrebalancé la baisse des salaires. En Europe le retard du pouvoir d'achat a été plus visible, car la politique néolibérale avait tenté une translation forcée du « *modèle américain* » de stimulation de la consommation privée au détriment de la « *consommation socialisée* » (santé, trans-

ports, éducation, etc.) plus développée dans cette région. Le résultat de cette pression a été une réduction du pouvoir d'achat.

Au Japon la réduction de la consommation a eu des effets plus grands, car elle a conduit à un état de récession prolongée. Le modèle historique d'importante épargne, qui à une autre époque avait permis une croissance accélérée, étouffe actuellement le développement du marché interne.

La périphérie finalement s'est produite une débâcle absolue du pouvoir d'achat, qui affecte en premier lieu les « *économies émergentes* » dont le décollage débutant fut noyé par la paupérisation.

Cette diversité de situations peut être expliquée par l'insertion de chaque pays dans le marché mondial, par l'histoire du capitalisme local (en particulier le caractère extensif ou intensif de ses formes d'accumulation) et par les formes de distribution du revenu. Ces trois caractéristiques déterminent quel est l'impact des accroissements de la productivité sur le pouvoir d'achat. Si d'un côté l'avancée de la mondialisation a tendu à uniformiser ce rapport, de l'autre la polari-



26. Moseley Fred, "The United States economy at the turn of the century: entering a new era of prosperity", *Capital and class* n° 67, spring 1999; Wolff Edward, "The recent rise of profit in the United States", *Review of Radical Political Economics*, vol 33 n° 3, summer 2001.

27. Cette donnée n'est pas mineure, car elle définit l'apuration des capitaux qui conditionne l'augmentation du taux de profit. Tandis que certains auteurs (Malloy, Hissein, Gabb) soulignent que la reprise des bénéfices peut se faire sans la dévalorisation massive qui a précédé les

grands booms de longue durée, d'autres (Dimicoli) pointent que l'absence d'une telle apuration est un obstacle au développement d'une phase expansive. Malloy Mary, "On Brenner's politics of U.S. decline", *Against the Current*, July-August 1995, Detroit; Hossein Zadeh Ismael & Gabb Anthony, "Making sense of the current expansion of the US Economy, A long wave approach and a critique", *Review of Radical Political Economics*, vol 32 n° 3, septembre 2000; Dimicoli Yves, "Une nouvelle économie?" Congrès Marx International III, Paris, 26-29 septem-

bre 2001.

28. Distinguer l'évolution du taux de profit à long terme de son équivalent à court terme est vital pour étudier les phases de chaque étape, car la loi de Marx s'applique à la variable du premier type. Shaik utilise la masse des profits comme référence analytique de cette même recherche. Shaik Anwar, "La onda larga de la economía mundial", in Arriola J. & Guerrero D., *La nueva economía política de la globalización*, Universidad de País Vasco, Bilbao 2000.

29. Wallerstein se trompe en esti-

mant que prédomine l'augmentation et non la réduction des coûts. Les « *tendances systémiques* » qu'il met en relief (déclin du monde rural, déséquilibres écologiques et expansion de la démocratisation) n'opèrent pas par elles-mêmes, mais à travers leurs impact sur la plus-value, le capital variable et le capital constant. En omettant cette analyse il observe des enchérissements là où on enregistre des réductions des coûts. Wallerstein I., "A left politics", *Monthly Review*, vol. 53, janvier 2002.

sation impérialiste des revenus a reconfiguré les spécificités locales (30).

Au sein de cette diversité la fragilité du pouvoir d'achat accentuée par le néolibéralisme, mais prenant son origine dans la contradiction entre la production et la consommation qui caractérise le capitalisme, constitue la prémisse commune. Dans ce système une tension permanente existe entre les hausses de salaires qui affectent les profits et les augmentations des bénéfices aux dépens des salaires qui diminuent le pouvoir d'achat. La cause de ce déséquilibre c'est la tendance de la production à croître de manière illimitée sous la contrainte de la concurrence dans les conditions de l'insuffisance de la consommation nécessairement renforcées par l'importance des rapports de l'exploitation. C'est pour cette raison que les crises de la réalisation de la valeur font périodiquement irruption, rendant difficile la vente des marchandises à la valeur estimée par les capitalistes pour assurer leurs bénéfices. Cette déconnexion entre la production et la consommation obéit en dernière instance à une contradiction insoluble sous le capitalisme : le travailleur exploité par le capitaliste est en même temps un client dont la capacité d'achats est affectée par les réductions périodiques des salaires imposées par l'entrepreneur (31).

Cette contradiction est devenue plus aiguë au cours des dernières décennies sans tomber pour autant dans la sous-consommation (à l'exception des pays périphériques) parce que l'accumulation ne dépend pas de manière exclusive de la demande finale mais s'appuie sur divers piliers de la production de matières premières et de produits intermédiaires ; pas plus que n'est apparu l'état de sous-utilisation permanente de la capacité de production installée ni le déclin du progrès technique que décrit le stagnationisme keynésien. La politique néolibérale a aggravé les contradictions du capitalisme sans pour autant provoquer la paralysie du système.

Ces déséquilibres se sont accentués néanmoins en l'absence d'un « *modèle post-fordiste* » qui, n'en déplaise aux augures régulationnistes, n'est apparu nulle part. Un

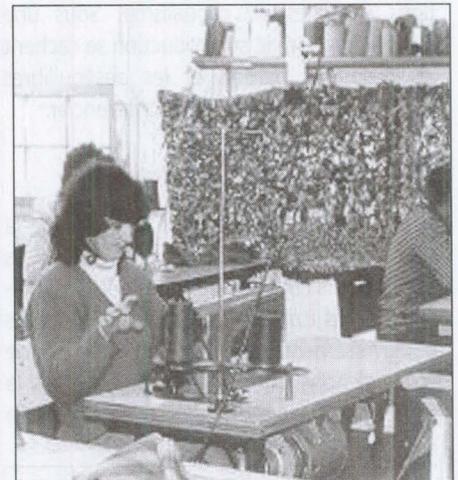
nouveau régime de la demande basé sur l'emploi plus collectif de tous les biens d'usage n'a pas prospéré et n'a pas remplacé le modèle traditionnel de consommation individuelle. Mais cet échec n'est pas dû au dépassement du modèle européen par le modèle anglo-saxon, mais au développement du capitalisme lui-même, qui ne peut rendre compatible la satisfaction des besoins sociaux avec les exigences de l'investissement. Ce divorce entre l'utilité sociale et la rentabilité — qui génère les multiples déconnexions entre les priorités de la consommation et les objectifs du marché — est apparu plus clairement dans les pays européens où les salaires indirects étaient plus importants et les sphères de la consommation sociale plus étendues (32).

Le capitalisme excluant des deux dernières décennies a miné le « *modèle fordiste* » des pays développés sans le remplacer par un modèle alternatif. Certaines caractéristiques du vieux schéma ont été amplifiées (saturation de la demande des biens de première nécessité, affaiblissement de la famille comme unité de la consommation, privatisation de la sphère récréative), mais dans un contexte d'élargissement de la brèche distributive qui a aiguë sa fragilité. Cette faiblesse n'a pas été contrecarrée par le pouvoir d'achat de la réduite « *classe moyenne globale* », pas plus que par la consommation des capitalistes qui actuellement ne peut jouer le même rôle qu'elle a joué au XIX^e siècle. Le développement de la production a affronté la restriction de la consommation populaire (33).

Le rôle de la surproduction

La surproduction est un effet classique des nouveaux déséquilibres des deux dernières décennies. La saturation actuelle de l'offre est la conséquence spécifique de l'avancée de la mondialisation qui, en aiguissant la concurrence de « *tous contre tous* », a affaibli la régulation des excédents. De plus, la contraction du pouvoir d'achat renforce le surplus de produits alors que la protection étatique des entreprises faillies, en rendant plus difficile la destruction des usines et des

équipements obsolètes, accentue la pléthore des marchandises. Interpréter la surproduction comme un effet spécifique de ces déséquilibres permet de comprendre pourquoi l'augmentation des excédents a des caractéristiques aussi différentes dans chaque région. La crise nord-américaine de surinvestissement dans les nouvelles technologies diffère substantiellement des déséquilibres dérivés de l'excédent commercial japonais. Et ces deux situations sont fort distinctes de



l'excédent de l'offre des composants technologiques que subi le Sud-est asiatique et de la surproduction des biens agricoles et énergétiques qui a frappé l'Amérique latine.

L'oubli de ces particularités constitue la principale limite des interprétations de la crise centrées exclusivement sur la surproduction (34).

Cette contradiction peut être prise comme le point de départ ou comme l'interprétation ultime de la crise, mais non comme l'explication des mécanismes concrets de ce processus. Pour analyser ces liens il faut se référer à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (sur le plan de la valorisation) et à la contradiction entre la production et la consommation (sur le plan de la réalisation de la valeur).

La surproduction indique une contradiction générale du capitalisme, alors que les désordres dérivés spécifiquement de l'absence de coordination constituent la crise de disproportionnalité. Ces déséquilibres obéis-

30. Certains économistes inspirés par Kalecki classifient cette variété de situations en deux types de modèles : « *économies impulsées par les salaires ou celles impulsées par les profits* ». Mais ils détachent cette description des contradictions du capitalisme et n'expliquent pas pourquoi de tels modèles apparaissent ou déclinent. Taylor Lance, « *Crecimiento económico, intervención del estado y teoría del desarrollo* », *Pensamiento Iberoamericano* n° 29, enero-junio 1996 ; Blecker Robert, « *International competition, income distribution and economic growth* », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 13 n° 3 1989 ; Marglin Stephen & Bhaduri Amit, « *Unemployment and the real wage* », *Cambridge Economic Journal*, vol. 14, 1990.

31. Rasselet Gilles, « *L'analyse marxienne de crise de superproduction* », in *Actualiser l'économie de Marx*, Congres Marx International, PUF, 1996.

32. Cf. Husson Michel, *Misère du capital*, Syros, Paris, 1996. (chap. 1 et 2) ; Husson Michel, « *L'école de la régulation, de Marx à la fondation Saint-Simon : un aller sans retour ?* », in Bidet Jacques & Kouvélakis Eustache, *Dictionnaire Marx Contemporain*, PUF, Paris 2001.

33. Rosenthal attribue une signification

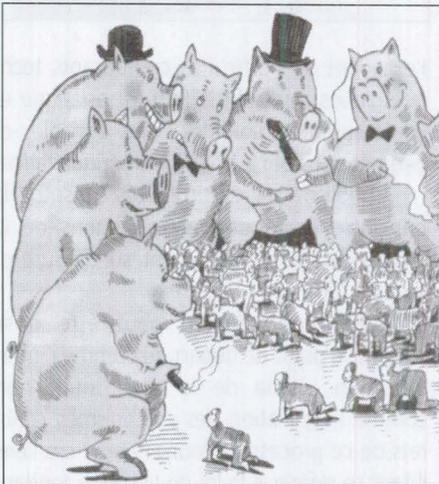
erronée à la capacité d'achat des capitalistes. Rosenthal John, « *Value and consumption* », *Capital and class* n° 51, autumn 1993.

34. Un travail récent de son principal représentant est : Brenner Robert, « *Après le boom : un diagnostic* », *Inprecor* n° 472/473 de juillet-août 2002.

sent à l'insuffisance de rapports entre l'offre et la demande sectorielle et ont été étudiés par les économistes qui ont vérifié comment les prix des biens de consommation fluctuent moins que les cotations des capitaux, créant des situations de surinvestissement et des embouteillages dans l'accumulation. Ces désordres par contre ne sont pas à l'origine des dépressions de longue durée qu'étudie plus particulièrement la théorie marxiste de la crise et pour cela ne peuvent être étudiés sur le même plan que les contradictions centrales du capitalisme. Sous une même situation de surproduction se cachent les désordres partiels et les déséquilibres structurels qu'il convient de différencier.

Interprétations financières

La sphère financière est la vitrine de la crise parce que c'est là que surgissent les bulles boursières, les effondrements monétaires et les turbulences bancaires. Mais ces bouleversements sont la conséquence de contradictions qui ont leur origine dans la sphère productive et, pour cette raison, le



principal défi théorique dans cette zone consiste à préciser quelles sont ces connexions.

35. Les grandes firmes ont enflé les bénéfices en enregistrant des transactions fictives pour augmenter la capitalisation boursière des entreprises et améliorer les rémunérations des directions avec la complicité des experts comptables. Quand le divorce entre les bilans et la réalité des entreprises devenait insoutenable le cours des actions s'est effondré, touchant aussi les grandes banques créancières des entreprises en faillite. Le pétrolier Enron a inauguré cette séquence des convulsions, mais il a été vite dépassé par World.Com et dans le même

peloton se sont placés les firmes de télécommunications (Global Crossing), les leaders des fusions (AOL-Time Warner) et les géants de tous les secteurs (Xerox, Adelphia, Quest, Dynergy, Implecare). L'effondrement des cours a affecté la masse des petits actionnaires et en particulier les travailleurs qui avaient confié leur prochaine retraite aux Fonds de pensions embarqués dans le casino boursier. Une grande partie de l'administration Bush est impliquée dans des délits liés à la montée en flèche des cours ou au trafic d'infor-

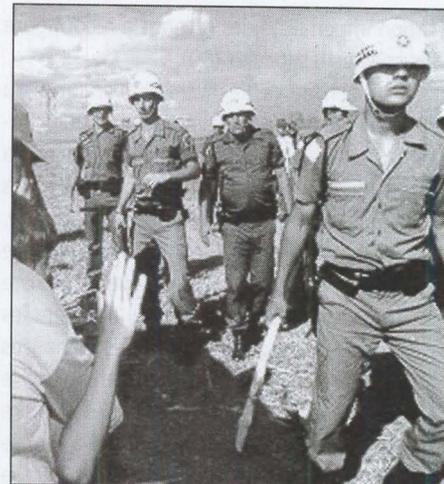
Au cours des deux dernières décennies la spéculation s'est multipliée car la dérégulation bancaire, en augmentant l'instabilité économique, a étouffé la demande, parce que la mondialisation financière a affaibli le contrôle de la concurrence et parce que la gestion actionnaire des firmes a encouragé les fraudes comptables pour enfler les bénéfices. L'impact politique et social des récents scandales de cette nature a été énorme aux États-Unis (35).

Mais ces faits augmentent également la réputation des interprétations qui attribuent la crise actuelle exclusivement à l'action parasitaire des financiers. Pourtant, de telles interprétations déconnectent les effets spéculatifs de leurs fondements productifs, oubliant que le capitalisme se fonde sur l'exploitation du travail salarié. Leurs auteurs ne savent pas que la fonction principale des financiers est de faciliter la continuité de cette expropriation à travers les instruments créditeurs qui représentent les avances ou les promesses de plus-value que les entrepreneurs sont supposés réaliser.

La dépendance des déséquilibres financiers des contradictions localisées dans le processus de production est habituellement ignorée par les théoriciens keynésiens qui opposent les avancées des spéculateurs au déclin des industriels, comme si les deux activités étaient complètement séparées et non connectées aux divers niveaux de la conversion de la plus-value en capital.

Reconnaître ces liens n'implique pas ignorer l'hypertrophie spéculative des dernières décennies, ni méconnaître le rôle prééminent des banquiers. Mais cette influence — qui s'exprime dans le poids des créanciers et dans la primauté des politiques de restrictions budgétaires ou monétaires — est transitoire et n'indique nullement un « *triomphe des banquiers sur les industriels* ». Les deux groupes ont participé en commun à la liquidation des conquêtes sociales afin

mations confidentielles. Ces liens ont provoqué une perte de confiance dans la gestion des entreprises, c'est-à-dire dans les principes éthiques que le capitalisme viole systématiquement, mais que la majorité de la population nord-américaine respecte. Les critiques de « *l'affaiblissement des règles* » se multiplient tandis que le gouvernement tente de préserver l'impunité des escrocs au travers de modifications superficielles qui n'empêchent pas les financiers de continuer les opérations douteuses sur tous les secteurs du marché.



de rétablir le taux de profit. L'axe de « *l'ordre néolibéral* » c'est cette agression et non les conflits entre spéculateurs et investisseurs.

La suprématie du capital financier est un processus délimité qui n'exprime pas la domination d'un « *régime d'accumulation rentière* ». S'il est certain que l'endettement des industriels renforce périodiquement la primauté des financiers, les effondrements bancaires réduisent également le pouvoir de ce dernier groupe. Les possesseurs de titres, actions et obligations négociables qui circulent sur le marché sans contrepartie équivalente sur le plan productif sont eux aussi soumis à ce va-et-vient. Comme c'est le cas avec toute autre fraction du capital-argent, le capital fictif se valorise et se dévalorise en fonction du comportement du taux de profit.

En séparant l'analyse de la crise de ses racines productives, les théories qui exagèrent le rôle du capital rentier, financier ou fictif propagent des images superficielles du capitalisme, qui simplifient incorrectement l'analyse de ce système.

Déclin du néolibéralisme

L'approche marxiste multicausale de la crise offre le fondement théorique pour comprendre la tendance grise de la phase et les causes du blocage de la consolidation d'une nouvelle étape du capitalisme. Cette explication remarque que la récupération partielle du taux de profit, basée sur la hausse de l'exploitation et la réduction des salaires, n'a pas été accompagnée par une épuration nette des capitaux obsolètes. De plus l'étal des bénéfices a accentué la contraction du pouvoir d'achat dans des conditions de surproductions variées et de pics aigus de la spéculation financière.

Dans ce cadre l'expérience néolibérale a conduit au cours de la dernière décennie à une perte de légitimité politique des institutions de la classe dominante. Cette usure a

la domination bourgeoise, qui se manifeste par l'abstentionnisme électoral ou le désintérêt envers la gestion publique, est la conséquence de la fracture sociale (effondrement de « l'État-providence ») et de l'avancée de la mondialisation (érosion de l'autorité nationale par les transferts de souveraineté aux organismes supranationaux).

Cette crise atteint le néolibéralisme lui-même, dont la suprématie au sein des groupes de pouvoir tend à décliner. Ce désenchantement apparaît dans les états d'âme des économistes de l'establishment. G. Soros ne chante plus les louanges de l'univers financier, J. Sachs s'interroge sur les chirurgies financières qu'il a exécutées dans les années 1990 et J. Stiglitz critique les ajustements qu'il a auparavant imaginés. La déception qui a commencé avec les effondrements du Sud-est asiatique et de l'Amérique latine s'est accentuée lors de l'expansion de la crise au centre du capitalisme.

La doctrine néolibérale ne définit plus les tâches du capital. Ses prédicateurs continuent à prévaloir mais ne suscitent plus l'enthousiasme thatchérien d'il y a quelques années. La remise en question de la dérégulation, le scepticisme envers les privatisations et la réapparition du discours protectionniste insinuent même l'éventualité d'une résurgence du keynésianisme.

Le néolibéralisme constitue une idéologie bourgeoise dans tous les sens du terme. Il synthétise les croyances (« souveraineté du consommateur », « poids de l'actionnaire », « la main invisible »), les intérêts explicites (offensive du capital), les programmes (modifier les rapports de forces) et les « fausses consciences » (« disparition de l'État », « dissolution des frontières »). Il a accompli un rôle significatif comme instrument de propagande de la classe capitaliste pour rompre la cohésion sociale des travailleurs. Et cette fonction est vitale, car la bourgeoisie ne peut exercer sa domination sans la charge des mythes que les maîtres du pouvoir révèlent.

Mais la crise actuelle affecte toutes les croyances néolibérales. En premier lieu les illusions sur les « avantages de la mondialisation » sont noyées par les évidences de la polarisation mondiale. La fracture entre le centre et la périphérie érode particulièrement le discours de la passivité fataliste face au pillage impérialiste.

En second lieu l'augmentation des inégalités sociales et de l'exploitation minent l'enthousiasme pour « le style de vie américain » exalté par les mass médias au travers d'un culte de l'argent et l'apologie du commerce. Cette revendication d'utilitarisme

individualiste affronte, qui plus est, la résistance populaire contre l'interventionnisme insolent du gendarme nord-américain, dont les « missions civilisatrices » apparaissent chaque jour moins crédibles.

En troisième lieu, la faillite du « cyberoptimisme » a porté un coup sévère aux attentes néolibérales d'un « futur digital » de la « nouvelle économie ». Les deux fantaisies s'évanouissent sous les feux de l'effondrement du Nasdaq à Wall Street (36). Il est aujourd'hui évident que le marché ne se dilue pas dans les réseaux, que la propriété ne se dissout pas dans les connexions et que la richesse n'émerge pas des actifs intangibles. Le déclin conjoint du néolibéralisme et de la « techno-euphorie » contribue à remettre à nouveau l'étude de la réalité objective du capitalisme au centre de la recherche, contrariant la fuite en avant post-moderne. Pour cette raison les théories se référant à une « société-réseau » située hors du temps et de l'espace perdent de l'auditoire et des adhérents (37).

En quatrième lieu, la justification néolibérale du chômage par la théorie de la « fin du travail » est devenue insoutenable, car il est évident que le chômage est un mécanisme



36. Un pessimisme généralisé accable les croyants de la « nouvelle économie » qui augurent maintenant la fin du change informatique. Cette mutation d'âmes n'a pourtant pas conduit les « techno-déterministes » à modifier leurs théories, qui postulent la substitution du cycle économique par un nouveau « cycle technologique » dépendant du marché boursier. Michael J., *Depressao.com*, Record Sao Paulo, 2000 (chap. 1 à 4).

37. De même on observe la réduction de l'influence des théoriciens du nouveau « capitalisme cognitif » supposé rempla-

cer la production des biens par la coordination des activités de l'information et convertir la connaissance en une fontaine de valorisation. Cette conception oublie que la génération du profit dépend de la production matérielle et de l'exploitation des salariés. Le poids croissant du « travail de l'information » n'implique nullement sa prééminence comme fontaine de plus-value. Que certaines contradictions du capitalisme se déplacent dans la sphère de l'information ne fait que confirmer le choc croissant entre la socialisation et la marchandisation de la connaissance, car le principal

me de réduction des salaires et non un effet conjoncturel du progrès technologique. L'élargissement de l'exclusion et la régression contribuent seulement à l'accroissement de l'exploitation des travailleurs sur laquelle le capitalisme est établi.

Le dépassement de l'apogée néolibérale est un coup pour la domination capitaliste, sans pour autant provoquer un cataclysme dans le moral de la classe dominante. Cette croyance n'est pas parvenue à se transformer en une idéologie solide en une seule étape, comme cela eut lieu par exemple avec l'optimisme rationaliste de la fin du XIX^e siècle. A la différence de cette époque, la bourgeoisie retrouve la confiance dans le futur ou l'illusion d'incarner une mission historique de manière beaucoup plus limitée. Pour cela les mythes du néolibéralisme déclinent sans provoquer l'impact d'une démoralisation brutale.

Trois fronts de la rébellion populaire

La résistance populaire a suivi une séquence exactement inverse à celle de l'essor et du déclin du néolibéralisme. La période initiale de forte retraite sociale et politique des travailleurs tend à être remplacée par les manifestations croissantes de la rébellion. Mais l'impact de cette irruption sur le cours de la phase et de l'étape doit être analysé en évitant les lectures subjectivistes et objectivistes. Alors que la première orientation exagère l'incidence de l'action populaire sur le processus de l'accumulation, l'optique objectiviste présente le rôle des exploités comme un fait à peine complémentaire au développement capitaliste.

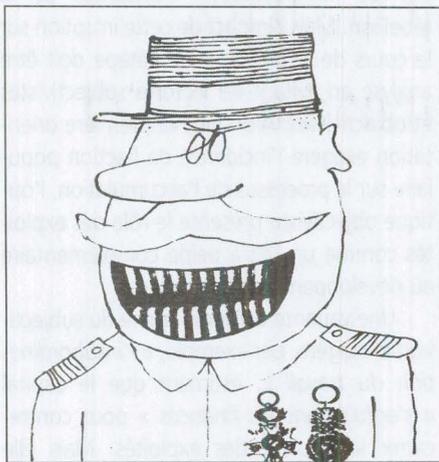
Une variante contemporaine du subjectivisme exagère, par exemple, « l'insubordination du travail », estimant que le capital « s'enfuit dans les finances » pour contre-

carner le pouvoir des exploités. Mais elle entrelacement du processus de production (et l'emploi consécutif partagé de l'information) coexiste avec l'appropriation privée des fruits de cette activité. Cf. Moulrier-Boutang Yann, « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, Paris, 26-29 septembre 2001. Également : Lojkin Jean, « L'esprit du capitalisme à l'épreuve de ses pratiques : une approche sociologique de la crise du capitalisme informationnel », Congrès Marx International III, Paris, 26-29 septembre 2001.

Capitalisme - Étude

oublie que le régime social dominant se fonde sur la propriété privée des moyens de production et sur l'exercice quotidien du « *pouvoir du capital* ». Ce n'est que dans les situations exceptionnelles de montée révolutionnaire, de désastre économique ou d'effondrement de l'État, que le « *capital s'échappe* » du circuit productif (38). Pour sa part, la thèse objectiviste apparaît dans les raisonnements fonctionnalistes des théoriciens du cycle Kondratieff, qui observent les confrontations sociales comme des reflet mécaniques des procès prédéterminés par la logique de l'accumulation (39).

Pour éviter les deux distorsions il convient de délimiter analytiquement la sphère objective des lois du capital de l'orbite subjective de la lutte de classes pour définir dans quel cadre se déroule l'antagonisme entre les capitalistes et les travailleurs. Ce conditionnement diffère substantiellement entre les périodes de prospérité et celles de stagnation, mais il ne détermine pas directement la vigueur des montées et des reflux de la lutte populaire. Ces derniers sont en grande partie dictés par les traditions de lutte et les niveaux d'organisation et de conscience de la classe travailleuse (40). En se référant à un cadre d'analyse qui ne dissout pas la logique du capital et n'ignore pas l'action



38. La tentative de Holloway de présenter la « *financiarisation spéculative* » actuelle comme une manifestation de cette fuite a totalement échoué, car il ne parvient pas à démontrer quels sont les liens qui relient les luttes populaires au ballonnement financier. De telles connexions n'ont pu être observées dans aucun cas concret de la dernière décennie, ni dans la « *tequila* » mexicaine, ni dans l'effondrement russe, ni dans la débâcle thaïlandaise. Holloway John, « *Valor, crisis y lucha de clases* », *Herramienta* 15, otoño 2001.

39. Cette vision a trouvé de nombreux partisans parmi les théoriciens

des classes exploitées, comment peut-on situer les résultats de la lutte des classes dans le cadre de l'étape et de la phase actuelle du capitalisme ?

Le point de départ consiste à reconnaître que toutes les transformations inaugurées par le néolibéralisme se sont appuyées sur quelques défaites claires de la classe ouvrière européenne (Fiat, Italie 1979-1980, grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1984-1985) et nord-américaine (contrôleurs aériens 1980), tout comme sur le reflux révolutionnaire en Amérique latine (chute du Sandinisme en 1990) et sur les frustrations populaires équivalentes en Afrique (désagrégation des processus nationalistes) et en Asie (désastre au Cambodge). Ces événements — qui ont donné du souffle à l'offensive capitaliste — ont été de plus appuyés par l'implosion de l'URSS, le tournant pro-capitaliste de la Chine et par l'identification populaire du communisme aux tyrannies de l'ex-« *bloc socialiste* » (41).

Ce contexte a été radicalement modifié dès la seconde moitié des années 1990 par la montée de la résistance populaire sur trois plans. En premier lieu, les luttes anti-impérialistes de la périphérie qui se multiplient en tant qu'alternative surpassant les tragiques affrontements ethniques ou raciaux des dernières décennies (Rwanda, Balkans, Asie). C'est en particulier en Amérique latine que se localise ce renouveau de l'action anti-impérialiste.

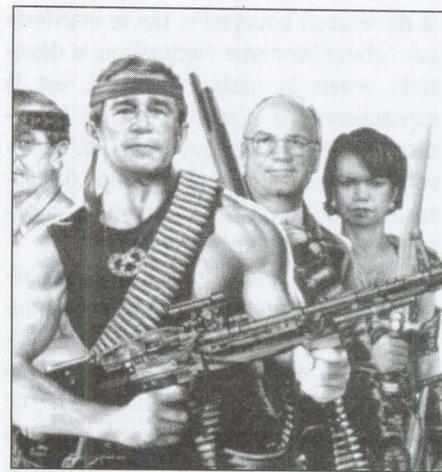
En second lieu il y a un clair renouveau des luttes et mobilisations de la classe ouvrière, qui tendent à contrebalancer le reflux antérieur. Une grande partie des pays européens (comme l'Italie ou l'Espagne), qui furent les épicycles des outrages réactionnaires, se sont maintenant convertis en scènes de résistance ouvrière, dont la signification stratégique est décisive, car c'est ce secteur — et non « *la multitude* » ou la « *citoyenneté* » — qui est le principal agent

de la II^e Internationale et leurs successeurs stalinien, qui identifiaient les lois du capital avec les principes naturalistes, déterminant l'avancée inexorable vers le socialisme.

40. Mandel a employé ce schéma pour analyser l'interaction entre les conditions économiques et les actions de la classe ouvrière. Il l'a également appliqué à sa caractérisation des ondes longues, signalant que les phases ascendantes de ces périodes sont liées à certains dénouements stratégiques de la lutte sociale favorables à la bourgeoisie (« *exogènes* » à l'analyse économique), pendant que les phases décroissantes surgissent de l'accumulation des contradictions du capitalisme (elles sont donc « *endogènes* »). Sur cet aspect se concentrent par contre les études qui, par exemple, lient la durée d'une période au type de l'industrialisation qui domine (légère, lourde ou de consommation durable). Cf. Albritton Robert, « *Capitalism in the future perfect tense* », in Albritton R., Itoh M., Zuege A. (eds), *Phases of capitalist development, Boom, crisis and globalisation*, Palgrave, London, 2001.

41. Si Holloway a renversé cette réalité avec sa thèse de « *l'insubordination du travail* », Negri recourt à une distorsion grave lorsqu'il présente la globalisation comme le résultat

des « *désirs de libération* » des travailleurs, qui cherchent à s'émanciper des tyrannies disciplinaires du taylorisme. Dans ce renversement un mécanisme d'intensification de la concurrence entre les travailleurs est vu comme une voie de satisfaction des impulsions émancipatrices du peuple, oubliant que l'expansion géographique du capital est l'antithèse et non le couronnement des batailles sociales des opprimés. Negri Antonio & Hardt Michael, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. 11 et 12).



de la transformation sociale. La reprise ouvrière ne met pas fin à la crise sociale ou idéologique du prolétariat des deux dernières décennies (chômage et absence de crédibilité des projets anticapitalistes), mais inaugure l'inversion du reflux.

En troisième lieu, le mouvement mondial altermondialiste — qui défie les maîtres du monde sur leur propre terrain — a changé le climat politique international. Cette action offre une alternative progressiste à la mondialisation du capital et pour cela canalise le renouveau de l'internationalisme et le développement d'une conscience anticapitaliste embryonnaire. Dans ces manifestations la jeunesse tend à devenir protagoniste, le nouveau rôle des femmes s'affirme dans la lutte sociale et les secteurs opprimés — comme la paysannerie — trouvent un canal de convergence de leurs aspirations dans le cadre de la population exploitée.

Cette triple réaction des peuples périphériques, de la classe ouvrière et du mouvement altermondialiste, a modifié le contexte international. La nouvelle situation ne renverse pas la tonalité défavorable des rapports de forces pour les travailleurs, mais a privé de soutien l'offensive du capital.

Quel sera l'impact de ce tournant dans la conscience des travailleurs ? Un projet poli-

tique émancipateur de la classe ouvrière avec une influence et une implantation de masse se recomposera-t-il ? Assistera-t-on au renouveau des niveaux moyens de la conscience socialiste des grandes périodes révolutionnaires ? Pour le moment il n'y a pas de réponses nettes à ces questions. Mais il est possible d'affirmer que la gauche a cessé de nager contre le courant et que ses propositions rencontrent un plus grand écho chez les exploités. Les projets socialistes rénovés commencent à susciter l'adhésion.

Préfigurations socialistes

Le diagnostic du cadre de l'étape et de sa phase à l'aide de la théorie de la crise contribue à la compréhension des tendances du capitalisme contemporain. Mais quel est l'objectif de cette interprétation ?

Les marxistes du début du XX^e siècle ont analysé ces questions pour éclairer les contradictions du système et pour mettre en lumière les indices préfigurant le futur socialiste. L'analyse contemporaine doit préserver les deux buts, en évitant deux modèles du fatalisme. Le premier présente le futur socialiste comme le pas suivant d'une inévitable « *étape finale* » du capitalisme. Cette vision considère toujours que la « *phase ultime* » n'est pas la période la plus récente de ce système, mais son stade terminal. Elle oublie que les événements du XX^e siècle ont confirmé que la crise du capitalisme n'aboutit pas nécessairement au socialisme. L'introduction du socialisme est souhaitable et faisable, mais elle n'est nullement inexorable et sa conquête dépend du lien de la lutte sociale avec les stratégies politiques de transformation révolutionnaire opportunes.

Il existe une autre variante du fatalisme qui renonce à rechercher la perspective socialiste en étudiant de manière exclusive les mécanismes d'auto-reproduction du capital. L'emphase sur la recherche comparative des divers « *régimes d'accumulation* » est un exemple de cette optique. Mais, en éliminant l'horizon socialiste de l'analyse pour se concentrer exclusivement sur les réflexions concernant les formes de régulation du capitalisme, le travail théorique devient stérile ou se transforme en un recueil de conseils pour gérer l'exploitation capitaliste des travailleurs. En opposition explicite aux deux démarches, les socialistes investiguent les étapes, les phases et les crises pour participer à la lutte émancipatrice des opprimés.

Dans cette étude on peut remarquer comment certaines contradictions du capitalisme illustrent une certaine orientation objective vers un avenir socialiste. La percep-

tion de ces traits ne suppose pas la découverte d'impulsions téléologiques, mais l'imagination d'un devenir possible. Comme cela a eu lieu dans le passé, l'observation des anticipations équivaut à reconnaître les caractéristiques embryonnaires des systèmes futurs. Ce type de précédents a été visible à l'origine du capitalisme et peut être repéré au crépuscule de ce mode de production.

Actuellement la tendance à la socialisation de la production est perceptible dans l'avancée de l'internationalisation productive et dans l'énorme poids des conglomérats de firmes dans tous les points de l'activité économique. Cet entrelacement objectif des processus de fabrication, de circulation et de distribution des marchandises illustre l'impulsion croissante vers une gestion socialisée. Mais cette tendance affronte le règne du profit et de la propriété privée des moyens de production. En dernière instance, toutes les tensions économiques créées par la croisade des privatisations du néolibéralisme dérivent de ce conflit entre les forces qui tendent à la planification et à la coordination

sociale du processus de production et les pressions opposées, qui visent l'amplification des normes capitalistes du profit et de l'exploitation.

Mais le terrain principal de la préfiguration socialiste est la conscience des travailleurs, des exploités et des opprimés. C'est là que se situe le grand défi de l'étape : mettre au monde un projet socialiste qui rencontre l'enthousiasme des nouvelles générations. La fin des deux décennies, marquées par le néolibéralisme et la déroute des ex-« *pays socialistes* », crée les conditions pour des avancées substantielles vers cet objectif. La droite perd l'énergie, l'autorité et le consensus à mesure que la rébellion populaire avance à la périphérie, que se recompose l'action de la classe ouvrière et que le mouvement altermondialiste devient de plus en plus massif. La caractérisation des étapes, phases et crises vise à améliorer notre préparation théorique et politique face à ces événements. ■

Buenos Aires, novembre 2002

Encore disponible Collection reliée d'*Inprecor*, année 2001

correspondance de presse internationale
inprecor
Prix : 15 € / 30 CHF / 35 CDN

Collection 2001
numéros 455 à 465

Comme chaque année, nous avons fait relier quelques dizaines d'exemplaires de la collection de l'année 2001 (numéros 455 à 465), contenant l'index des articles de l'année.

Vous pouvez commander cette collection au prix de 15 euros, port compris, en nous faisant parvenir votre commande (n'oubliez pas d'indiquer lisiblement l'adresse à laquelle vous souhaitez recevoir l'envoi !) accompagnée d'un chèque à l'ordre de la PECL. L'envoi sera fait par la poste au tarif le plus bas. Mais dépêchez vous, nous n'en disposons qu'en nombre limité (la collection de l'année précédente, 2000, est déjà épuisée !)...

Commandes à adresser à :
Inprecor, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Cheminots en Grève (1848-2001)

par Christian Chevandier
(Maisonneuve & Larose)

Sous-titrée « Construction d'une identité », la magistrale étude de Christian Chevandier, enseignant et chercheur au CNRS, tombe à point nommé pour établir ou rétablir quelques vérités sur les « relations » entre la grève et l'identité cheminote. A point nommé ? Les attaques contre le service public et les régimes spéciaux de retraites ont tôt fait de désigner les cheminots comme d'inlassables fauteurs de grèves prenant en otage la population tout en s'adjugeant aux frais de la princesse des privilèges exorbitants. Moins d'une décennie après 1995, le spectre de la grève ferroviaire vient hanter Raffarin & Cie et vient même affoler certains syndicalistes prêts à apporter leur concours à la banalisation de la notion de « service minimum ». De ce point de vue, il conviendrait de rendre justice à la tradition des cheminots qui, dès les premiers temps, ont associé la question de la grève à celle de la qualité du service et à celle de la sécurité pour les usagers.

Agitation d'autant plus « curieuse » que, historiquement, le cheminot n'est pas fondamentalement gréviste (aucune grève d'importance entre 1920 et 1940), ni spontanément (si ce n'est sur la question toujours très sensible de la solidarité avec les révoqués). Si la grève est une idée toujours présente (si on ne la fait pas, on y songe, on en parle) chez des militants issus pour beaucoup de l'anarcho-syndicalisme, elle ne va pas de soi dans un milieu professionnel qui tient la discipline, l'ordre, la précision pour les vertus mêmes du métier... D'où des contradictions qui, aujourd'hui, appartiendraient sans doute à l'ordre

1. Cependant, la légende de la participation massive des cheminots à la grève générale est tenace. A telle enseigne qu'en 1945, dans l'exaltation de la Libération et du culte des héros de la Résistance, il était banal de rappeler le passé gréviste des cheminots de 1936. Mieux, en 1997, cinq Académies invitaient les candidats au brevet à plancher sur la grève des cheminots en 36. Deux ans après 1995, cela peut se comprendre... et passer comme une lettre à la poste entre les mains des fonctionnaires de l'Education nationale !

2. Christian Chevandier appelle et souligne un point d'histoire extrêmement intéressant : qui a résisté ?

du « stress ».

Christian Chevandier relance les grandes énergies qui, à travers une histoire de cent cinquante ans, vont façonner l'identité cheminote : histoire professionnelle, histoire syndicale, histoire politique. Cette dernière, analysée en son temps (1964) par Annie Kriegel qui voyait chez les cheminots un certain ancrage de l'identité communiste. Thèse critiquée dans sa méthode et ses conclusions par Christian Chevandier. Une histoire politique qui va de l'arrachement du cheminot à sa banale condition ouvrière des premiers temps, à sa transformation relative en « aristocrate ouvrier », conscient de sa puissance, de sa capacité de « nuisance ». Il faudrait souligner ici l'importance des métiers ferroviaires comme facteurs de promotion sociale pendant tout un siècle, même compte tenu de la multiplication des situations catégorielles.

Très présents lors des Journées de 1848, beaucoup moins pendant la Commune, « patriotes » de métier pendant la Première guerre mondiale, durement grévistes en 1920 (et durement réprimés), écartelés entre réformisme et révolution, entre la CGT et la CGTU (mais pratiquant une politique d'unité sans inhibitions), pratiquement absents des mobilisations du Front populaire (1), Résistants (2), grévistes et disciplinés, les cheminots sont évidemment acteurs de l'histoire ouvrière, une histoire qu'ils semblent souvent scander à contretemps. Les contretemps imposés par les directions stalinienne lorsque leur temps sera venu, mais qui résultent aussi de la construction d'une identité liant profondément les travailleurs du rail à l'histoire « objective » des réseaux, avant et après la création de la SNCF en 1937 (3).

En mobilisant les archives syndicales, surtout celles de la CGT et de la CFDT (cette dernière, héritière du syndicat chrétien fondé en 1918), les

Les cheminots ou la SNCF ? La question paraît étrange. Elle l'est moins lorsque l'on mesure toutes les spécificités du métier et celles de la Société nationale. Une question qui devait ressurgir de façon inopinée, dans les années 1990, lorsque fut posé le problème de la participation de la SNCF à l'organisation de la déportation organisée par Vichy et le Reich.

3. L'une des illustrations de l'ouvrage rappelle que le sigle, en 1995, pouvait signifier : Sans Nous C'est Foutu. Christian Chevandier se souvient qu'en 1937, il disait aussi : Sabotage de la Nationalisation par le Capitalisme Ferroviaire.

fonds d'archives publiques (dont ceux de diverses autorités de police très soucieuses du syndicalisme cheminot) et, moins, ceux de la SNCF, Christian Chevandier livre une monographie syndicale et politique d'une si grande densité que nous ne pouvons qu'en esquisser quelques traits. S'agissant des mobilisations récentes, 1995 en particulier, Christian Chevandier y fut un « piéton » zélé dont les entretiens avec les cheminots, lors des manifs, au troquet, dans les piquets ou les bivouacs éclairaient les conditions d'émergence d'un syndicalisme nouveau, radical, combatif, dernier en date des évolutions politiques qui placèrent les cheminots à la pointe du conflit de classes.

Piotr Gourmandisch

Le trotskisme et les trotskistes

par Jean-Jacques Marie
(Armand Colin - oct. 2002)

Un nouveau livre sur le trotskisme est venu s'ajouter à la série des parutions sur le sujet qui s'accumulent depuis quelques années. Si celui de Lambert et celui de Bensaïd ont le mérite d'annoncer la couleur, celui de J.-J. Marie se présente comme celui d'un « agrégé de l'Université » ayant déjà écrit sur le communisme et l'Union soviétique.

Le titre de son livre est comme une réplique à celui de Bensaïd : celui-ci l'avait intitulé « Les trotskismes », en partant de l'idée que « ce qui distingue et oppose les différents courants issus du "trotskisme" est souvent aussi ou plus important que ce qui les apparente ». J.-J. Marie a choisi le titre « Le trotskisme et les trotskistes ». Pour lui il y a donc bien un trotskisme mais pourvu d'un double sens : sens historique d'abord, c'est-à-dire « une prise de position spécifique de Trotski », dite « hors-fraction », lors des bagarres idéologiques qui opposèrent bolcheviks et mencheviks de 1903 à 1917 ; sens politique ensuite : c'est la thèse de la « révolution permanente » qui devait ultérieurement s'opposer à celle du « socialisme dans un seul pays » de Staline.

S'il y a donc un trotskisme et des trotskistes c'est donc que certains d'entre eux se réclament frauduleusement d'une doctrine qu'ils dénaturent. L'auteur passe en revue les différents groupes et, sans le dire explicitement, considère que seuls les « lambertistes » peuvent légitimement se réclamer de l'appellation.

Le livre est très bien fait, très

pédagogique, complété par des notices biographiques tout à fait objectives, un glossaire d'expressions « marxistes » pour les plus jeunes et des documents des trois groupes principaux.

Rien à redire sur la première partie, celle qui va jusqu'à la scission de 1952-1953 entre « pablistes » et « lambertistes ». J.-J. M. relate de façon très claire et très vivante les diverses étapes de formation de la IV^e Internationale, depuis l'Opposition de gauche russe, devenue l'Opposition de gauche internationale, et enfin la IV^e Internationale. Le chapitre « Les trotskistes et la guerre » relate fort bien l'activité des deux groupes principaux et notamment le travail de fraternisation du Parti Ouvrier Internationaliste (POI) parvenant à recruter une soixantaine de soldats allemands à Brest. Les « désillusions de l'après-guerre » sont également bien mises en valeur alors que la montée révolutionnaire, espérée en se basant sur les schémas de l'après-première guerre mondiale, s'avère assez limitée.

C'est dans la deuxième partie du livre, consacrée aux années postérieures à la scission de 1952-1953, qu'apparaissent nettement les « penchants » de l'auteur. Certes, il ne dit jamais ouvertement que les « lambertistes » ont raison, mais le choix des extraits de textes et surtout les commentaires qui les accompagnent ne laissent pas de place au doute.

Nous ne prendrons que deux exemples des procédés discutables utilisés pour noircir le comportement du Secrétariat international (SI) « pabliste ».

J.-J. Marie cite une déclaration du 25 juin 1953 du SI au sujet de la révolte des ouvriers de Berlin-Est. Il souligne que si l'on y affirme bien qu'il s'agit d'un début de révolution politique, le jugement reste cependant « très réservé » et il cite un paragraphe où l'on signale « l'intervention d'éléments douteux » qui a « à certains moments, perverti le caractère prolétarien antibureaucratique et anticapitaliste des masses ». Plus loin il souligne que le SI ne réclame même pas le retrait des troupes d'occupation de l'Allemagne.

Si on lit la déclaration du SI en entier il ne fait aucun doute qu'elle soutient à fond le mouvement et que si elle ne mentionne pas le retrait des troupes d'occupation c'est parce qu'elle se termine sur « le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour aussi bien en URSS que dans les démocraties populaires » : cette revendication ne concernait que l'Allemagne. On peut, certes, regretter qu'elle ne

figure pas ailleurs dans la résolution mais non pas conclure que le SI l'a abandonnée. Dans le même numéro (juillet 1953) de la revue *Quatrième Internationale* qui publie le texte du SI se trouve un article d'E. Germain (Ernest Mandel) intitulé « *Le soulèvement ouvrier en Allemagne orientale* ». Il commence en affirmant que « *le soulèvement des 16-19 juin 1953 est l'action révolutionnaire la plus importante du prolétariat allemand depuis 1923* », et il termine en proclamant : « *Exiger le retrait immédiat des forces d'occupation d'Allemagne, c'est pour le mouvement ouvrier international exiger l'élimination du principal obstacle à la montée révolutionnaire en Allemagne* ». L'auteur de ces lignes était aussi membre du SI...

Deuxième exemple : J.-J. Marie cite un édit de la revue *Quatrième Internationale* (novembre 1961) qui « *affirme avec assurance* » que « *La vie politique commence à retrouver ses droits en URSS, le monolithisme et le conformisme sont morts et rien ne pourra désormais les rétablir* ». Notre critique s'en donne à cœur joie : « *C'est presque l'avenir radieux de la propagande officielle* ». Mais comment comprendre cette allusion au renouveau de la vie politique en URSS si on ne signale pas que le XXII^e Congrès venait d'avoir lieu et qu'il avait donné lieu à des événements de taille pour des trotskistes : Khrouchtchev avait dénoncé publiquement (pour la première fois) le « *culte de la personnalité* », le Congrès avait décidé d'ériger un monument aux communistes victimes de Staline et de chasser celui-ci du mausolée de la Place Rouge. Ce n'est pas rien !

On pourrait prendre beaucoup d'autres exemples. Signalons qu'à côté des affirmations discutables il y a également des silences éloquentes : ayant fustigé « *l'entrisme sui generis* » des pablistes dans le PCF, l'auteur ne mentionne jamais « *l'entrisme tous azimuts* » opéré par la suite par les lambertistes dans le PS, FO et d'autres organisations. Curieusement le nom de Lionel Jospin n'est même pas cité...

Après ces critiques de fond, il convient de reconnaître un des mérites du livre : tous les extraits de textes sont référencés en bas de page. L'auteur a donc pris le risque qu'un lecteur curieux finisse par trouver la collection de *Quatrième Internationale* et, replaçant l'extrait dans le texte, finisse par aboutir à des conclusions différentes des siennes. Merci à J.-J. Marie de m'avoir poussé à le faire...

Jean-Michel Krivine

Turquie

Décès de Necdet Saraç (1958-2002)

Notre camarade Necdet Saraç vient de nous quitter brusquement à l'âge de 44 ans, terrassé par un problème cardiaque fulgurant.

Necdet avait rejoint la section turque de la IV^e Internationale juste avant le coup d'État de 1980. Pendant la dictature militaire, Necdet a prouvé qu'il était de la race des militants capables de « *tenir le coup* » dans un petit groupe clandestin durant une période sombre aussi prolongée, sans perdre ni sa détermination, ni son flegme, ni son humour. Au tout début de la période de « *normalisation* », en 1985, il n'a pas hésité à se mettre en avant en devenant le fondateur légal des éditions *Yazin Yayincilik*, qui ont repris le flambeau de la publication des classiques marxistes révolutionnaires (entre autres, les livres d'Ernest Mandel et de Léon Trotsky). En 1986 il a également joué un rôle de premier plan dans la publication de *Ilk Adim*, la toute première revue socialiste légale de cette période (une revue pluraliste). En 1988, il devenait cette fois-ci l'éditeur responsable de *Yeni Yol* (l'organe de la section). Il a aussi pris une part active aux campagnes électorales de l'extrême-gauche en 1987 et 1989.

Même s'il avait cessé d'être formellement membre de la section en 1992, suite à un désaccord politique, Necdet n'a jamais renié ses convictions, ni son engagement militant : il a poursuivi, sous d'autres formes et dans d'autres cadres, son combat politique pour nos valeurs communes. Journaliste connu et respecté pour la qualité de son travail professionnel, Necdet avait également travaillé dans plusieurs organes de la presse écrite et télévisée. (réd.)

Algérie

Conférence Nationale du PST

Les 24 et 25 octobre, le Parti socialiste des travailleurs (PST) a tenu une conférence nationale. A l'issue des travaux une déclaration a été adoptée.

Déclaration

L'écrasante majorité du peuple voit, aujourd'hui, ses conditions de vie élémentaires se dégrader sous les coups de l'offensive libérale des grandes puissances. La signature de l'accord d'association avec l'UE et l'adhésion projetée à l'OMC mena-

Les nôtres

Piotr Gourmandisch

Notre camarade Pierre Giuliani, mieux connu sous son nom de plume Piotr Gourmandisch, a été terrassé par une attaque cardiaque le vendredi 17 janvier 2003.

Militant syndicaliste, collaborateur de la rubrique culturelle de *Rouge* quotidien puis hebdomadaire, depuis une trentaine d'années, Piotr avait commencé ces derniers mois à collaborer avec *Inprecor*, dont il était un lecteur assidu depuis le début, nous livrant des critiques de films et des notes de lectures... Nous avions envisagé aussi d'élargir nos centres d'intérêts à la musique et Piotr travaillait sur une étude du rôle de la musique contemporaine dans la culture du XX^e siècle, que nous avons décidé de publier

Piotr n'est plus. Nous perdons un ami. Nous perdons aussi un militant qui savait relier ses vastes connaissances culturelles à une analyse politique et sociale pointue. Un marxiste-révolutionnaire qui donnait un sens humain à ce qualificatif.

Jan Malewski

cent directement la production nationale au bénéfice des multinationales et des rentiers nationaux. Les gouvernants algériens au service du FMI des grandes puissances préparent le démantèlement de la médecine gratuite et des œuvres universitaires et continuent la liquidation des entreprises publiques. Après la paralysie organisée du téléphone public pour réserver le monopole du marché aux amis détenteurs de la concession privée, après la loi sur l'électricité, c'est le secteur des hydrocarbures — principale richesse du pays — qui se voit menacé.

Mais, comme avec le mouvement antimondialisation, comme en Argentine et au Brésil, les masses populaires d'Algérie ne se laissent plus prendre au mirage libéral. Après les grèves et les résistances syndicales, la jeunesse de Kabylie et des quatre coins du pays s'est révoltée pour exiger du travail, de l'instruction et de la dignité, de l'eau, de l'électricité et la reconnaissance de l'identité amazigh, une route, un toit et la fin de l'arbitraire, la médecine gratuite et l'espoir d'un avenir meilleur.

Certes, ces révoltes ont contraint le pouvoir à retarder quelque temps son programme antisocial et le train des privatisations, à différer provisoirement les mesures contre la liberté d'expression et les libertés publiques et à hésiter dans ses réformes institutionnelles qui accompagnent le programme libéral.

Cela traduit la force et la justesse de l'insurrection de Kabylie qui n'a, malheureusement, pas eu de débouché politique à la mesure des immenses attentes de la jeunesse dépossédée de ses structures de lutte

par des courants droitières. Quant aux révoltes courageuses des autres régions, elles ne sont pas parvenues au stade de l'action organisée.

Le refus de voter de la majorité des Algériens, exprime avant tout l'absence d'un véritable représentant des intérêts des démunis. Cette abstention massive, qui porte un coup à la légitimité du régime, souligne aussi cruellement l'absence d'une alternative politique démocratique antilibérale et anticapitaliste crédible.

Malgré le taux d'abstention, la nouvelle percée électorale du PT traduit l'intérêt populaire pour ses prises de position antilibérales qui voisinent malheureusement avec une dérive populiste et nationaliste chauvine.

La Conférence Nationale du PST accueille positivement l'appel de l'UGTA à un front contre la politique de privatisation. Le PST, partie prenante du combat syndical et antilibéral, considère que cette rupture prendra son sens si elle se traduit par des actions de masse pour constituer un rempart pour la défense du secteur public et la résistance au libéralisme.

La Conférence Nationale a ouvert les débats du prochain congrès du PST. Un congrès de refondation permettant d'avancer vers la convergence politique de tous ceux qui s'inscrivent dans la perspective de construire un parti démocratique et socialiste, un parti de gauche, radical et de classe.

Le PST appelle les militants politiques et syndicaux se réclamant de la gauche à débattre avec nous dans cette perspective. ■



Non à la guerre impérialiste !

Au cours des derniers quinze mois, *Inprecor* vous a fourni les analyses dont la lecture devrait vous empêcher de suivre les huit « démocrates européens » pressés de proclamer leur vassalité à George W. Bush :

- Guerre, terrorisme... un autre monde devient indispensable, par *Salvatore Cannavo*, *Inprecor* n° 463/64 d'octobre 2001
- Politique de "guerre anti-terroriste", par *Phil Hearse*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- De l'Afghanistan à l'Asie centrale, par *Charles-André Udry*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Émergence d'un mouvement anti-guerre aux États-Unis, par *Steve Bloom*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Afghanistan, la tragédie sans fin d'un peuple, par *Antonio Moscato*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Pakistan, en tenailles entre impérialisme et fondamentalisme, par *Farook Tariq*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Pakistan, femmes pour la paix, par *Rizwan Atta*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Bombes sur l'Afghanistan, fondamentalistes au Pakistan, par *Farook Tariq*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Un appel du Labour Party Pakistan, *document*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Amérique latine : tentatives de retablisement de l'ordre, par *Ernesto Herrera*, *Inprecor* n° 463/64 d'octobre 2001
- Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- Contre le terrorisme et la guerre qui nous menace, par *Fausto Bertinotti*, *Inprecor* n° 463/464 d'octobre 2001
- La situation internationale après le 11 septembre 2001, par *Livio Maitan*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Les attentats et l'agression contre l'Afghanistan, *résolution de la IV^e Internationale*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Faillite politique du gouvernement israélien, par *Sergio Yahni*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Arafat en tenailles..., par *Michel Warschawski*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Union européenne et guerre "américaine", par *François Vercaammen*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Définition du terrorisme : le retour d'un passé obscur, par *John Brown*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Arguments contre l'intervention de la Bundeswehr, par *Winfried Wolf*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Prolifération nucléaire, arrière-fond de la guerre ?, par *Alain Mathieu*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- A la rencontre des gauches pakistanaise et afghane, par *Alan McCombes*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- Voix contre la guerre chez Bush & Blair, par *Phil Hearse*, *Inprecor* n° 465 de décembre 2001
- « Guerre à la terreur », un premier bilan, par *Phil Hearse*, *Inprecor* n° 466/467 de janvier 2002
- Le choc des fondamentalismes, *entretien avec Tariq Ali*, *Inprecor* n° 466/467 de janvier 2002
- Arrêter la fuite en avant guerrière de G.W. Bush, par *Phil Hearse*, *Inprecor* n° 474 de septembre 2002
- L'impérialisme du XXI^e siècle, *une étude de Claudio Katz*, *Inprecor* n° 474 de septembre 2002
- Politique de mondialisation armée, par *Phil Hearse*, *Inprecor* n° 475/476 d'octobre 2002
- L'administration Bush et l'industrie d'armement, par *Charles-André Udry*, *Inprecor* n° 475/476 d'octobre 2002
- Le royaume saoudien, exportateur du pétrole et d'intégrisme islamique, par *Gilbert Achcar*, *Inprecor* n° 475/476
- La Russie et la guerre globale américaine, par *Jean-Marie Chauvier*, *Inprecor* n° 475/476 d'octobre 2002
- La Guerre de l'Empire : logique de l'exception et retour de la souveraineté, par *John Brown*, *Inprecor* n° 477 de déc. 02
- Forum social européen : Appel contre la guerre, *document*, *Inprecor* n° 477 de décembre 2002